LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

15 FÉVRIER 1950

LA VIE POLITIQUE EN FRANCE DE 1900 à 1950.....	ÉDOUARD BONNEFOUS....	577
LA BATAILLE DES NATIONS (Août-Novembre 1813). — II.....	LOUIS MADELIN. ..... *de l'Académie française*	601
LETTRES DE SALSETTE. — III...	JULES ROMAINS .... *de l'Académie française*	622
COMMERCE ÉT HISTOIRE	JACQUES LACOUR-GAYET .. *de l'Institut*	639
PIERRE LOTI. — *FRAGMENTS DE MÉMOIRES*.....	HENRY BORDEAUX ..... *de l'Académie française*	652
CINQ FILLES ET UN FUSIL. — *Dernière partie*.....	JEAN ORIEUX.....	667
DONNÉES NOUVELLES SUR L'ÉVOLUTION DU MONDE VIVANT.....	Dr MAURICE VERNET.....	704
DU NOUVEAU SUR LOUIS XVII. - II.	LOUIS HASTIER	714
ITALIE RETROUVÉE. — *SICILE.* - I.	JEAN-LOUIS VAUDOYER..... *de l'Académie française*	728
LECTURES ROMANESQUES...	GÉRARD D'HOUVILLE.	744
CINÉMA, DANSE, CIRQUE.	ROGER LANNES..... .	751

A TRAVERS LA PRESSE. — MENUS-PROPOS. — LES LIVRES.

LE NUMÉRO : 130 francs

15, rue de l'Université - PARIS

LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT :

France métropolitaine et Union française, six mois... **1.500 fr.**
— — — un an (24 numéros)... **3.000 fr.**
Étranger, six mois (12 numéros)..... **2.300 fr. français.**
Étranger, un an (24 numéros)..... ..... **4.500 fr. français.**

On s'abonne aux bureaux de **La Revue**, chez les libraires, ainsi que par correspondance adressée 15, rue de l'Université, Paris (7e).

Dans ce dernier cas, prière d'envoyer le montant de l'abonnement par mandat, par chèque postal Paris 5888-40, ou par chèque bancaire au nom de **La Revue.**

Pour tout changement d'adresse, prière d'envoyer la somme de 20 francs en timbres-poste, ainsi qu'une ancienne étiquette. Pour toute demande de renseignements, prière de joindre un timbre pour la réponse.

Conformément aux usages actuels, seuls les textes dactylographiés, avec interlignes, seront examinés. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

La reproduction et la traduction des œuvres publiées dans **La Revue** *sont interdites dans tous les pays.*

LES LIVRES

DE CESAR A CHARLEMAGNE, par Marcel Brion ; 1 vol. in-16. Collection « Connaissance de l'Histoire ». Arthème Fayard.

De César à Charlemagne, ainsi s'intitule ce nouveau livre de M. Marcel Brion. A la vérité, celui-ci remonte beaucoup plus loin que César dans le passé de notre pays, jusqu'aux âges lointains, séparés de nous par des dizaines de milliers d'années, de l'époque paléolithique. Dans les deux premiers chapitres : **les Origines, Des peuples passent et restent,** il montre les premières races humaines établies sur le sol de ce qui devait devenir la Gaule, puis la France. Que de bouleversements depuis lors, dont les paléontologistes sont parvenus à préciser, du moins dans les grandes lignes, la succession ! D'abord des variations dans le climat et par suite dans les conditions de vie, puis les arrivées de races nouvelles qui, de siècle en siècle, se substituent ou se superposent aux premiers occupants. M. Marcel Brion nous mène ainsi jusqu'à la venue des Ibères et des Ligures, puis des Celtes. Si le chapitre qui traite de **l'Unité celtique** appartient encore à la protohistoire, l'auteur avec la **Conquête romaine** entre dans la période vraiment historique. A grands traits, mais sans sécheresse ni allure de résumé, et dans un récit qui, par le choix des détails, s'impose à l'imagination du lecteur et fait revivre l'époque dépeinte, M. Marcel Brion évoque successivement la Gaule romaine, les invasions barbares, la fondation, l'apogée puis le déclin du royaume mérovingien, enfin la grandeur et la décadence des Carolingiens. Un dernier chapitre expose les origines de la société féodale. Dans ces chapitres, à la fois substantiels et vivants, l'auteur retrace, de façon saisissante, ces débuts de notre histoire.

LA VIE POLITIQUE EN FRANCE

DE 1900 A 1950

Cette première moitié du XX^e siècle est marquée par une transformation absolue de notre vie politique. Evolution tantôt plus rapide, tantôt plus lente, mais continue et qui aboutit présentement, malgré certaines apparences trompeuses, à une modification complète. Les profonds bouleversements intervenus à la suite des deux guerres mondiales ont entraîné de tels changements dans les conditions de vie qu'ils ont fait naître chez les citoyens, pour résoudre des problèmes inconnus jusque là, des idées différentes et leur ont fait prendre des attitudes politiques nouvelles.

Aussi peut-on distinguer depuis 1900 trois périodes dans la vie politique et parlementaire de notre pays : avant 1919, de 1920 à 1939, après 1944. Mais, bien que je limite cette étude à l'examen de la politique intérieure, il est naturel que j'indique dès maintenant l'influence exercée sur les événements, sur les conceptions nationales, sur les sentiments par deux guerres qui ont entraîné tant de souffrances et exigé tant d'efforts. De 1900 à 1914, malgré quelques poussées d'internationalisme et d'antimilitarisme, la question d'Alsace et de Lorraine et la nécessité de conjurer le péril allemand ont dominé l'esprit public. De 1919 à 1939, après une victoire glorieuse et chèrement achetée, il y a eu chez les uns le discernement clairvoyant et constant des périls prochains, chez les autres une détente des volontés, un désir de sécurité et de facilité, un penchant à accepter des illusions rassurantes. Après la défaite et depuis 1944, l'aspiration au relèvement national a été générale, et s'est manifestée sous des formes diverses,

parfois contradictoires : dans le désarroi et les agitations qui suivent les grandes épreuves, les éléments éternels de toute renaissance, qui sont le travail et la discipline, n'ont pas encore trouvé leur place parmi les variations de l'équilibre des forces. Je suis trop attaché à l'étude des problèmes extérieurs, et j'en sais trop l'importance pour n'avoir pas à cœur, avant d'analyser les transformations de la vie politique, d'inscrire ici ces remarques liminaires.

I

DE 1900 A 1919

LA RÉPUBLIQUE RADICALE

1900 marque assez bien le début de la première période.

La fin du siècle fut également le terme de ce qu'on a pu appeler la « république modérée », période caractérisée par l'apaisement des esprits, la stabilité politique, la longévité ministérielle.

Les grands « opportunistes », Jules Ferry, Freycinet, Jules Méline, après avoir fait échec au Boulangisme, avaient travaillé à l'apaisement, surtout dans le domaine religieux. Ils ne s'étaient guère préoccupés des questions de doctrine et avaient porté leurs efforts sur les réalisations d'ordre pratique. Grâce à leur action, la France était sortie par l'alliance franco-russe de l'isolement diplomatique où l'avait confinée la politique bismarckienne. La formation de l'empire colonial s'était poursuivie. Dans le domaine économique un gros effort avait été fait pour développer la prospérité à la fois par l'exécution de grands travaux et par l'édification d'une muraille de Chine douanière destinée à protéger l'agriculture et l'industrie.

La République, dont les débuts avaient été si incertains, avait maintenant des racines solides dans le pays, sagement gouvernée par des gens de bon sens, dont la préoccupation majeure demeurait, bien plus que les stériles querelles doctrinales, la solution des problèmes pratiques. La III^{e} République, au moment du changement de siècle, semblait stabilisée politiquement sous une forme conservatrice.

L'affaire Dreyfus mit brutalement fin à la quiétude et à l'euphorie du gouvernement des « modérés ». Les passions poli-

tiques se déchaînèrent de nouveau, provoquant une reprise de l'évolution vers la gauche et ouvrant une nouvelle période de l'histoire politique de la France, celle de la « République radicale ».

Autour de l' « Affaire » se sont en effet polarisés les sentiments profonds des Français et cette prise de position sur une question de conscience a rapidement abouti à la cristallisation de l'opinion en deux blocs politiquement hostiles. Ceux qui plaçaient avant toutes choses la Vérité et la Justice due à l'individu rejoignaient le camp des « révisionnistes », formé d' « intellectuels », d'anti-cléricaux, de socialistes, de protestants, de francs-maçons. Les « anti-révisionnistes », au contraire, estimaient que laisser une injustice non réparée, ou plutôt une erreur judiciaire impossible à admettre par eux, était moins grave que de provoquer le désordre en attaquant l'honneur de l'armée et en ébranlant l'ordre social. Ils groupaient dans leurs rangs des conservateurs, des cléricaux, des antisémites, des nationalistes venus du Boulangisme, des admirateurs fanatiques de l'Armée.

Toutes les forces de conservation se reconnurent et se groupèrent. Cléricaux, militaristes et nationalistes feront bloc désormais pour défendre l'ordre établi. Contre eux se dressèrent tous ceux qui pensaient que la République n'est pas une formule figée mais qu'elle doit être, au contraire, un état d'esprit exigeant une progression constante vers un idéal. C'étaient les radicaux, les syndicalistes, les socialistes.

Ce déchirement de l'opinion publique en deux blocs hostiles, que l'on qualifie de droite et de gauche, mais qui se caractérisent en réalité par une différence dans la réaction profonde de l'individu devant les problèmes politiques et sociaux — déchirement qui tendait à se cicatriser sous l'action lénifiante des républicains modérés — fut brutalement accentué par l'affaire Dreyfus. La vie publique de la France, pendant une grande partie de la première moitié du XX^e siècle, allait en porter l'empreinte.

L'extension de l' « Affaire », qui n'était à ses débuts qu'une affaire juridique, n'est explicable que si l'on tient compte de ce qu'il y a dans l'esprit français de violence pour et contre les idées et de fureurs théologiques. A la foi des croyants s'opposait le fanatisme des anti-cléricaux. Leur conception métaphysique de la laïcité apparaît bien dans cette tirade de Viviani : « Nous avons arraché les consciences humaines à la croyance... Nous avons dit que derrière les nuages, il n'y a rien que des chimères. Ensemble,

et d'un geste magnifique, nous avons éteint dans le ciel des lumières qu'on ne rallumera plus. » De l'affaire est sortie ce qui a été exactement nommé la révolution dreyfusienne.

Durant les luttes électorales, c'étaient beaucoup plus des idées qui partageaient les citoyens que des programmes économiques, financiers ou sociaux. Parmi les idées, celles qui touchaient à la politique religieuse et à la justice échauffaient tout particulièrement les passions. Ces tendances profondes de l'esprit politique des Français au début du XX^e^ siècle se sont fait sentir sur l'évolution gouvernementale par l'intermédiaire des partis et de la vie parlementaire.

LES PARTIS

Les partis n'avaient rien de rigide, c'étaient encore des formations assez souples.

La droite ne présentait pas beaucoup d'homogénéité. Elle s'étendait des conservateurs au centre opportuniste, en passant par les républicains modérés et le groupe d' « Action libérale » des catholiques ralliés à la République.

La gauche était formée de deux partis séparés par les conceptions économiques et sociales, mais qui s'unissaient sur le thème de l'anticléricalisme. Les radicaux faisaient de la question religieuse leur principale préoccupation : leur objectif était la séparation de l'Eglise et de l'Etat. D'autre part, ils voulaient instaurer l'impôt sur le revenu qui leur paraissait devoir assurer une meilleure justice sociale. Leur clientèle était très composite aussi bien par le recrutement que par les intérêts représentés ; elle comprenait surtout des petits bourgeois, des fonctionnaires, des paysans du Midi, unis dans une hostilité commune contre le curé.

Les socialistes s'appuyaient sur une clientèle ouvrière plus homogène. Toutefois, en dépit de la réalisation, en avril 1905, de l'unité au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière, les divergences de tendances subsistaient : réformistes et révolutionnaires s'opposaient sur la tactique à adopter pour faire triompher le socialisme.

Ainsi, c'étaient plus encore des formations politiques que des partis au sens où nous l'entendons aujourd'hui. Bien que les « comités » aient joué un certain rôle dans la vie politique et parfois provoqué la chute d'un gouvernement, la discipline n'était très

rigoureuse ni au Parlement, ni dans le cadre départemental ou local. Le rôle de l'individu demeurait primordial dans la vie politique. La raison en était peut-être que le goût de l'individualisme restait vivace et que les masses n'étaient pas encore convaincues de la nécessité d'une organisation rigide pour obtenir l'efficacité dans l'action. En fait, cette prédominance de l'homme sur le groupe était très largement favorisée par le scrutin majoritaire d'arrondissement. Dans cet étroit cadre local, l'électeur votait moins pour un programme précis que pour un individu, en raison de son tempérament, de ses idées, de la sympathie qu'il rencontrait et aussi des liens qu'il avait su créer entre ses mandants et lui-même. Contre le scrutin d'arrondissement, un fort mouvement d'opinion se dessina cependant. Briand voulait « faire passer au plus tôt un large courant purificateur... dans les petites mares stagnantes, croupissantes » des comités électoraux d'arrondissement. La représentation proportionnelle apparut alors comme un système plus équitable et plus moral. Elle fut adoptée par la Chambre, mais arrêtée au Sénat, essentiellement par les radicaux qui tenaient à conserver les solides positions acquises par eux dans le cadre de l'arrondissement et à perpétuer un modèle de scrutin qui, à leurs yeux, était une meilleure garantie de défense de la République.

Il n'existait pas en France comme en Grande-Bretagne, une alternance régulière au pouvoir de deux grands partis, ayant chacun un programme bien défini. L'éventail politique français, déjà assez compliqué si on l'examine sur le plan des opinions, devenait très complexe au Parlement. Les groupes parlementaires ne coïncidaient pas toujours avec les partis politiques. Ils étaient encore plus nombreux et morcelés que ceux-ci, le scrutin d'arrondissement et les alliances électorales du second tour imposant à chaque député le respect d'une position locale particulière au moment des votes importants. La discipline de groupe était très relative et chaque député se prononçait le plus souvent en fonction de sa position personnelle plutôt que du programme de son parti ou de son groupe.

Dans ces conditions, l'instabilité gouvernementale n'avait rien d'étonnant : quatorze ministères se succédèrent de 1900 à 1914. Si les trois plus longs — les cabinets Waldeck-Rousseau, Combes et Clemenceau — totalisaient à eux seuls huit années d'existence, la période 1910-1914 ne compte pas moins de huit

cabinets différents (1). La formation d'un ministère se révélait, en effet, étant donné la multiplicité des groupes, une opération délicate exigeant un subtil dosage. L'équilibre interne d'un gouvernement était chose trop fragile pour pouvoir durer bien longtemps ou résister à une crise.

L'instabilité ministérielle n'était d'ailleurs qu'un aspect du développement excessif du rôle du pouvoir législatif. L'influence des parlementaires sur l'administration était souvent prépondérante, surtout dans le cadre local. Le président du Conseil général, qui était le plus souvent sénateur ou député, jouissait d'une autorité inégalée sur les cadres administratifs du département. Peu à peu les ministères se trouvèrent sous la dépendance de plus en plus étroite des Chambres, en raison de l'usage de plus en plus fréquent des interpellations et des exigences des commissions parlementaires.

L'action du président de la République ne s'exerçait guère à rétablir l'équilibre. En dépit de ses pouvoirs théoriquement très étendus, le premier magistrat de la République se bornait le plus souvent à exercer une simple autorité morale. Il abandonna pratiquement le droit de dissolution de la Chambre, parce que le droit de dissolution avait été exercé maladroitement en 1877 par le maréchal de Mac Mahon, président de la République.

De telle sorte que les lois constitutionnelles de 1875, qui organisaient une monarchie parlementaire sans monarque et auraient pu servir de cadre à un régime fort, n'ont pas été prises à la lettre. Sous la pression des nécessités politiques, une lente adaptation s'était faite qui avait abouti, au début du XX^e siècle, à une sorte de gouvernement représentatif direct qui était certes très éloigné de la conception primitive des fondateurs de la République.

L'ÉVOLUTION POLITIQUE

Il était indispensable de rappeler ces conditions particulières de la vie politique française pour bien comprendre le sens de l'œuvre réalisée par les différents gouvernements de 1900 à 1914.

Les premières années du siècle furent placées sous le signe de

(1) On voit que l'instabilité ministérielle, dont on se plaint si fort depuis la Libération, n'a malheureusement rien d'inhabituel. Elle est au contraire relativement moins grande qu'à cette période où cependant les députés étaient élus au scrutin d'arrondissement.

la « défense républicaine ». Au moment de l'affaire Dreyfus, les outrances nationalistes de la « Ligue de la Patrie française » et de la « Ligue des Patriotes » avaient pu laisser croire que la République était en danger. Sous l'impulsion de Clemenceau, les révisionnistes avaient créé la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen. Socialistes, radicaux et « républicains de gouvernement » s'unirent alors pour mener ensemble une politique de « défense républicaine ». Ce fut le « bloc des gauches ».

La « Défense républicaine » consista d'abord à liquider l'affaire Dreyfus et à réprimer les désordres provoqués par les « nationalistes », puis ensuite à écarter le « danger clérical ».

Les questions sociales passèrent alors au premier plan des préoccupations politiques. Les socialistes, déçus de ne pas voir se réaliser les réformes sociales qu'ils attendaient, renoncèrent, après le Congrès d'Amsterdam de 1904, à participer à un gouvernement « bourgeois » pour se consacrer à la lutte des classes.

Les radicaux gouvernèrent seuls à partir de ce moment, sous la direction de Clemenceau de 1906 à 1909, puis de Briand de 1909 à 1911 ; ils défendirent la République, cette fois contre les violences du syndicalisme révolutionnaire. Tout en brisant les grèves, comme en 1907, ils réalisèrent quelques réformes sociales (loi sur le repos hebdomadaire, sur les retraites ouvrières). Mais l'impôt sur le revenu, qu'ils considéraient comme une réforme essentielle, après avoir été adopté par la Chambre fut rejeté par le Sénat.

Les modérés et les républicains de gauche, mettant à profit la lassitude provoquée par l'instabilité politique reprirent alors le pouvoir pour la première fois depuis 1899. Il est certain que les événements extérieurs ramenaient au pouvoir en la personne de M. Poincaré un homme sage et connu par son patriotisme. Mais l'esprit public était bien incertain. On ne peut oublier qu'au début de l'été de 1914, quelques semaines avant la guerre, le ministère Ribot-Bourgeois-Delcassé était renversé par les socialistes le jour-même où il se présentait à la Chambre, sous prétexte qu'il exagérait le péril extérieur !

Raymond Poincaré devient président du Conseil de janvier 1912 à janvier 1913, date à laquelle il fut élu président de la République. Mais l'adoption de la loi de trois ans en juillet 1913 redonna à la propagande des partis de gauche l'occasion d'utiliser le thème de l'antimilitarisme. Aux élections de mai 1914, le

« bloc des gauches » s'était reconstitué. Le ministère fut formé par le républicain socialiste Viviani.

Ainsi, l'action gouvernementale ne s'était pas montrée d'une égale efficacité pendant les quatorze premières années du siècle. Si d'importantes mesures avaient été prises (séparation de l'Eglise et de l'Etat, loi de trois ans), d'autres n'avaient pu aboutir (impôt sur le revenu, représentation proportionnelle). Les réformes sociales étaient restées partielles et timides. Aussi, lorsque la guerre éclata en 1914, certains se demandaient si le régime allait pouvoir subir une telle crise sans danger.

LE RÉGIME RÉPUBLICAIN ET LA GRANDE GUERRE

Les nécessités de la guerre conduisaient logiquement à redonner à l'exécutif davantage d'autorité et d'indépendance vis-à-vis du législatif. C'est pourquoi, à partir de 1914, la vie politique française prit une physionomie nouvelle. L' « Union sacrée » commandait que tous les sujets de dissensions fussent écartés, afin de pouvoir concentrer sur le seul effort de guerre les énergies des citoyens. Le gouvernement Viviani, dans lequel étaient entrés des représentants de tous les partis, bénéficia de cet état d'esprit et disposa, au début des hostilités, de pouvoirs presque dictatoriaux, votés le 4 août 1914 par la Chambre des députés, avant sa mise en vacances (confirmation du régime de l'état de siège, sans limite de temps, droit de suspendre la liberté de la presse, suspension de l'autorisation législative pour les engagements de dépenses et le dégagement de ressources extraordinaires sous forme d'emprunts à court terme et d'avances de la Banque de France).

Au début de 1915, le Parlement retrouva son rôle, mais amoindri. Pour préserver les secrets militaires, le gouvernement ne traitait les questions importantes qu'en commissions, ce qui conférait d'ailleurs un rôle considérable à ces dernières, au premier rang desquelles se trouvait la commission sénatoriale de l'armée présidée par Clemenceau. Il ne se passait rien d'important en séances publiques, les députés craignant de nuire, par des critiques, à l'autorité gouvernementale et à la bonne conduite des opérations.

Cependant, un certain malaise se dessina au milieu de 1915

dans les milieux politiques. Désormais, il fallut compter avec le Parlement et les ministres se trouvèrent pris entre la nécessité de rendre compte aux députés et celle de préserver l'indépendance totale du commandement en chef. Cette position devint de plus en plus difficile à tenir avec les échecs répétés et la lassitude des années 1915-1916. Le gouvernement dut alors accepter une nouvelle formule de collaboration avec le Parlement : le Comité secret. Il comprenait tous les députés, les sténographes et le secrétaire général de la présidence de la Chambre. Ni les sénateurs, ni les journalistes, ni le public n'étaient admis à suivre les débats dont aucun compte-rendu n'était publié. La censure de la presse contribuait à assurer un secret relatif. Ainsi, les députés exerçaient leur droit d'interpellation et de critique à l'égard du gouvernement. On peut donc dire que ce droit de critique a été totalement maintenu pendant la guerre à tous les membres du Parlement, sous la réserve que les interpellations les plus graves, par leurs conséquences possibles, n'étaient discutées qu'en comité secret de l'une et de l'autre des deux Chambres, sauf le droit pour le gouvernement de poser la question de confiance contre la discussion publique de certaines interpellations en les plaçant à la suite de l'ordre du jour des Assemblées.

Huit comités secrets se déroulèrent à la Chambre des députés, aux heures les plus sombres de la guerre, de juin 1916 à octobre 1917. Les débats portèrent sur des questions très diverses : responsabilités relatives à l'attaque allemande sur Verdun en 1916, organisation du commandement en chef, politique extérieure et militaire en Macédoine et en Grèce, aviation, guerre sous-marine, congrès socialiste de Stockholm, responsabilités des offensives de mars-avril 1917 en Champagne et dans l'Aisne, discussion du rôle de Briand dans les propositions de paix de 1917.

Les différents gouvernements furent parfois très vivement attaqués. Briand, avant de démissionner lui-même, dut retirer son commandement au général Joffre, tout en préparant, il est vrai, sa nomination de maréchal de France, le premier qui ait été créé depuis l'Empire. Ribot succéda à Briand, puis Painlevé forma un cabinet sans les socialistes passés à l'opposition. Le 13 novembre 1917, le ministère Painlevé fut mis en minorité par la coalition des socialistes et de la droite, auxquels s'étaient joints certains républicains modérés et des radicaux. C'était la seule fois qu'un gouvernement de guerre était renversé par le

Parlement. Ainsi, l' « Union sacrée » se trouvait rompue en même temps que l'autorité gouvernementale était compromise.

Tout allait se trouver changé avec l'arrivée de Clemenceau au pouvoir. Le plus féroce leader de l'opposition parlementaire n'allait pas modifier sensiblement les rapports juridiques entre le Parlement et le gouvernement. Clemenceau ne restreignit pas le droit de contrôle des députés. Il demanda seulement l'autorisation de légiférer par décrets sur les questions économiques. Mais l'action personnelle du « Tigre », sa vigueur et son mordant, malgré ses soixante-dix-huit ans, transformèrent complètement l'atmosphère. Porté au pouvoir par la confiance de l'opinion unanime, Clemenceau n'avait plus à redouter l'opposition parlementaire. Il la domina en mai 1918, lors de l'avance allemande au Chemin des Dames, en repoussant les sanctions demandées contre les chefs militaires et en s'opposant à la réunion d'un Comité secret. Désormais, le chef du gouvernement put « faire la guerre » sans être entravé dans son action par des manœuvres politiques et donner à la France, grâce à l'intervention américaine, la victoire de 1918.

Le régime politique et parlementaire de la III^e^ République avait traversé les hostilités sans beaucoup de modifications, et du moins sans renier son esprit, alors que les conservateurs estimaient avant 1914, — et c'était une de leurs critiques essentielles, — que le régime républicain manquait d'autorité et serait incapable de mener victorieusement une guerre. Le bilan de la République en 1919 s'avérait, au contraire, impressionnant : on pouvait à bon droit y inscrire la prospérité matérielle de l'avant-guerre, la création d'un immense empire colonial, la revanche victorieuse sur l'Allemagne et la reprise des territoires perdus par le Second Empire.

Tous ces succès qui firent, selon l'heureuse formule de M. Maurice Reclus, la « grandeur de la Troisième » (1), n'étaient évidemment pas dus uniquement au régime politique, mais du moins pouvait-on reconnaître que ce dernier ne les avait pas empêchés d'être acquis grâce aux vertus du peuple français et de ses chefs. La III^e^ République était sortie de la guerre auréolée par la victoire comme les autres régimes démocratiques victorieux des empires autoritaires. Ce succès aura même une consé-

(1) *Grandeur de la Troisième*, par Maurice Reclus.

quence inattendue : son ampleur fera oublier les défauts réels dénoncés dès avant 1914 dans le fonctionnement du régime parlementaire. Ce dernier sera remis en marche après 1918 sans transformations importantes alors que le monde entier est sorti bouleversé du conflit. Il sera ainsi moins bien adapté qu'avant 1914 aux conditions de la vie nationale. C'est là sans doute la raison profonde des difficultés qui surgiront dans la vie politique française entre les deux guerres.

II

DE 1919 A 1939

LA IIIe RÉPUBLIQUE ENTRE LES DEUX GUERRES

Les perturbations considérables provoquées par la guerre dans la vie nationale française et dans les conditions de la vie internationale se sont traduites dans le domaine de l'esprit public par l'apparition de nouveaux idéaux politiques.

La différence essentielle avec la première avant-guerre, c'est que les masses s'intéressaient beaucoup moins aux questions de politique pure qu'aux problèmes concrets. On cherchait moins à faire triompher des idées que des solutions pratiques. La question religieuse, si brûlante au début du siècle, n'éveillait plus les mêmes réactions passionnées, même lorsqu'elle apparaissait à propos de la laïcité scolaire. Les conditions de vie différentes faisaient que les luttes politiques étaient considérées surtout comme un moyen d'améliorer la situation matérielle des individus.

D'autre part, l'individualisme politique sur lequel reposait la conception même du régime républicain se trouvait débordé par des conceptions nouvelles. Désormais, ce furent moins des individus que des masses organisées qui comptèrent dans la vie politique. Le développement industriel, la concentration urbaine, virent leur action accentuée encore par le développement des moyens d'information (journaux, radio, cinéma). La publicité, la propagande, provoquèrent une mécanisation mentale des masses qui se traduisit par la diffusion d'opinions toutes faites, de slogans, qui tendirent à l'emporter sur la réaction individuelle de chaque citoyen.

Ces masses, faciles à manœuvrer en raison des progrès techniques de l'information et de la propagande, étaient menées par des groupes qui ne respectaient plus toujours la règle du jeu politique et parlementaire et qui faussaient systématiquement le fonctionnement du régime. Déjà avant 1914, certains groupes d'individus avaient cherché à agir en dehors du Parlement et n'avaient pas compté sur des moyens légaux pour arriver à leurs fins. Leur action prit une ampleur bien plus considérable après 1919. L'*Action Française*, fondée en 1899 dans l'intention de « refaire une France forte » continua à faire la critique du régime, mais trouva une audience de plus en plus étendue dans les rangs de la jeunesse bourgeoise ou intellectuelle. Ses théoriciens dénonçaient l' « anarchie républicaine », prônaient une « monarchie traditionnelle, héréditaire, anti-parlementaire et décentralisée ». Une de leurs erreurs fut de ne pas se soucier des problèmes économiques et sociaux mais uniquement des questions politiques : « Politique d'abord ». C'est sur le coup de force que les dirigeants d'*Action française* comptaient pour s'emparer du pouvoir.

A l'autre extrémité de l'éventail politique se développa et s'organisa une force extra-parlementaire efficace : celle du syndicalisme révolutionnaire. Fondée en 1895, la Confédération générale du Travail affichait son mépris des élections, des assemblées, ne comptait que sur « l'action directe » pour réaliser ses objectifs. Déjà, avant 1914, les grèves avaient été nombreuses, parfois violentes. Si la grande masse des travailleurs, satisfaite par la journée de huit heures adoptée en juin 1919, ne constitua pas un danger politique immédiat, les éléments les plus actifs rallièrent le parti communiste et ses organisations ouvrières.

En décembre 1920, au Congrès de Tours, l'aile gauche des socialistes rejoignit la III^e^ Internationale communiste avec Marcel Cachin et en juin 1922, la C. G. T. U. communisante se sépara de la C. G. T. ; alors que les socialistes, évoluant par rapport à leur position d'avant 1914, jouaient de plus en plus le jeu parlementaire et cherchaient à atteindre le pouvoir par la voie normale des élections, le parti communiste s'affirmait, au contraire, décidé à agir en dehors du plan parlementaire et même du plan national.

Telles sont les forces qui menaçaient le régime républicain et cherchaient à le renverser. Il en était d'autres qui, sans viser à la destruction du régime et pour officieuses qu'elles fussent,

n'en exerçaient pas moins une action indiscutable. Les partis de gauche se plaisaient à dénoncer, sous des noms divers (« mur d'argent », « deux cents familles ») les milieux d'affaires qu'ils accusaient d'exercer « une influence occulte mais réelle » sur la vie politique.

La défense de différents intérêts financiers et industriels était possible grâce à l'action d'une certaine presse dont les énormes besoins d'argent compromettaient l'indépendance et surtout par la pression exercée sur les gouvernements aux finances toujours précaires. Les décisions du suffrage universel étaient-elles mises en échec par des coalitions d'intérêts privés ? C'est ce qu'on se plaisait à affirmer dans les milieux qui n'étaient pas fatalement communistes.

DIFFICULTÉS GOUVERNEMENTALES

Contre ces puissances syndicales ou financières, le régime parlementaire était parfois incapable de réagir. Il ne s'était d'ailleurs pas fortifié, bien au contraire. C'étaient les mêmes cadres politiques qu'en 1900. Le suffrage restait interdit aux femmes, malgré le rôle considérable joué par elles pendant la guerre et en dépit de leur émancipation sociale. Le scrutin demeurait, à part une expérience sans lendemain de pseudo-proportionnelle entre 1919 et 1927, un scrutin majoritaire d'arrondissement. Les partis restaient émiettés, trop nombreux. Ils avaient d'ailleurs, de plus en plus, une vie indépendante et le rôle croissant des « comités » irresponsables et parfois tout puissants laissait croire parfois à la « République des camarades ». La « profession parlementaire », exercée avec moins de conscience et de talentqu'avant 1914, était moins considérée et certains scandales la discréditaient.

Malgré tout, le législatif continuait d'accroître son influence sur l'exécutif à la faveur de la multiplicité des crises ministérielles. On a pu parler à ce propos d'une véritable « dictature de la Chambre, tempérée par des élections générales tous les quatre ans ». Tempéré aussi, il est vrai, par l'action modératrice du Sénat. L'exécutif était paralysé, les ministres passaient trop vite, seule la bureaucratie assurait une certaine continuité administrative.

Un sentiment se répandait de plus en plus, c'était celui de l'impuissance du régime. Certains voulurent la pallier par une indispensable réforme de l'Etat. D'autres en tirèrent argument

pour demander un changement de régime. Pourquoi cette impuissance ? Parce que les problèmes de l'entre-deux-guerres avaient une toute autre ampleur que ceux qui se posaient avant 1914, parce que ce n'était plus des questions d'idéologies, mais des tâches matérielles dont l'incidence se faisait sentir immédiatement sur l'existence de chacun et qui exigeaient par là même des solutions urgentes. Il s'agissait de relever les ruines de la guerre, d'assumer la charge des réparations estimées à 129 milliards de marks-or — et dont l'Allemagne ne versa que 7 pour 100, de payer une énorme dette, d'assurer le salut d'une monnaie amputée des quatre cinquièmes de sa valeur, d'équilibrer un budget écrasé de charges issues de la guerre, de faire face à la crise économique mondiale.

Il est évident que la machine politique ne pouvait plus fonctionner comme en 1900 et qu'elle devait s'adapter aux conditions nouvelles. On lui reprochait amèrement son manque d'efficacité. L'influence des idéologies étrangères se faisant sentir, on aspirait, à droite comme à gauche, à un pouvoir fort et certains se laissaient séduire par la tentation de la dictature. Les vingt années d'entre-deux-guerres se caractérisèrent par une alternance au pouvoir de la droite et de la gauche d'une législation à l'autre et même à l'intérieur de la même législature et cela essentiellement en fonction du problème économique et financier.

La Chambre « bleu horizon », en majorité « réactionnaire », élue en 1920 au nouveau mode de scrutin (liste majoritaire dans le cadre départemental) par des citoyens que la Révolution russe avait grandement impressionnés, aidée cependant par la reprise économique et la division des gauches, échoua sur le problème financier. Poincaré, président du Conseil, occupait la Ruhr pour faire payer l'Allemagne, mais augmentait les impôts à la veille des élections, ce qui fut l'une des causes directes du désastre électoral de la droite.

Le « Cartel des Gauches » qui était la réunion des radicaux et des socialistes, triomphant aux élections de 1924, commença par provoquer la démission du président Millerand, accusé d'avoir manqué à la réserve constitutionnelle en intervenant dans la campagne électorale et dont la présence à l'Elysée « blesserait la conscience républicaine ». Millerand ne fut cependant pas remplacé par le candidat du Cartel, Paul Painlevé, mais par le président du Sénat, Gaston Doumergue.

M. Edouard Herriot constitua alors son premier ministère, un cabinet radical-socialiste homogène. Jetant les bases d'une œuvre d'organisation de la paix à laquelle il allait attacher son nom, il fit adopter par la Société des Nations le « Protocole de Genève » destiné à assurer l'arbitrage des conflits internationaux. Mais à l'intérieur il buta sur les graves difficultés budgétaires et dut démissionner sous l'accusation d'avoir dépassé le « plafond » de la circulation monétaire. Les ministères qui lui succédèrent ensuite, à un rythme accéléré, ne firent qu'enregistrer la dépréciation du franc. Joseph Caillaux sortit de la retraite où il était confiné depuis son procès en Haute-Cour mais ne réussit pas à redresser la situation.

C'est alors à Raymond Poincaré que l'on fit appel. Il apparut en sauveur à ces Français qui ont « le cœur à gauche et le portefeuille à droite ». Le redressement financier fut opéré par le gouvernement d'union nationale qui comprenait des républicains modérés, des républicains socialistes et des radicaux socialistes. Les modérés récoltèrent le bénéfice électoral de l'opération et acquirent la majorité dans la Chambre de 1928, le mode de scrutin uninominal à deux tours dans le cadre de l'arrondissement ayant été rétabli. Mais lorsque la crise mondiale se fit sentir en France à partir de 1931 ils se trouvèrent pris au dépourvu et André Tardieu ne put empêcher ni le chômage ni le déficit budgétaire.

LA CRISE DU RÉGIME

Aussi en 1932 la majorité de la Chambre revint-elle aux socialistes et aux radicaux. Ces derniers assumèrent les responsabilités gouvernementales sous la direction d'Edouard Herriot d'abord, qui adopta une attitude courageuse sur la question des dettes interalliées, puis de Camille Chautemps et d'Edouard Daladier, mais ils se heurtèrent au problème économique et financier. Ils durent surtout faire face à une vague d'antiparlementarisme qui créa rapidement une atmosphère de violence. Des ligues s'organisèrent ou se développèrent pour balayer un régime accusé d'impuissance ; les communistes se préparèrent, non à défendre le régime, mais à lutter contre le « fascisme ». Alors que la province restait tranquille l'agitation croissait à Paris. Le fossé se creusa entre la gauche et la droite qui se défiaient et se préparaient au coup de force.

Le 6 février 1934, anciens combattants et extrémistes de gauche et de droite tentèrent de donner l'assaut au Palais Bourbon. Le ministère Daladier, qui avait cependant la confiance de la Chambre et les moyens de se défendre, démissionna dans un dessein d'apaisement. On essaya alors de recommencer ce qui avait si bien réussi en 1926 avec R. Poincaré. On alla chercher Gaston Doumergue qui, depuis qu'il avait quitté l'Elysée en 1931, s'était marié et vivait dans la retraite à Tournefeuille près de Toulouse. Il rétablit le calme en formant un ministère d'union nationale. Son objectif essentiel était une indispensable réforme de la Constitution par le renforcement des pouvoirs de l'Exécutif (initiative des dépenses au seul gouvernement ; droit de dissolution au président du Conseil sans avis du Sénat). Mais Doumergue ne put faire aboutir son projet. Les circonstances avaient changé par rapport à 1926 et Doumergue n'était pas Poincaré. D'autre part l'opposition entre droite et gauche était tellement vive que tous ceux qui tentaient de rendre un peu d'autorité à l'exécutif étaient considérés comme « fascistes ». Voulant rester fidèles à la gauche les radicaux s'opposèrent à la révision et quittèrent le ministère.

Si la réforme nécessaire des institutions parlementaires n'était pas réalisée dans les textes, elle allait pourtant s'opérer partiellement dans les faits. Le système des décrets-lois allait entrer dans les habitudes et permettra à l'exécutif de prendre des décisions rapides sans en référer au législatif. Les difficultés financières restant pendantes, le ministère Laval essaya de les résoudre, mais sa politique de déflation à la veille des élections, ainsi que sa politique extérieure troublante, assurèrent lors de la consultation de 1936 une nouvelle victoire aux partis de gauche et d'extrême-gauche.

En 1936, la coalition de « Front populaire » (radicaux, socialistes, communistes) triompha aux élections législatives sur le thème de la lutte contre « le fascisme », les « deux cents familles » et pour « le pain, la paix, la liberté ». Léon Blum constitua un ministère socialiste et radical avec soutien communiste. D'importantes réalisations sociales furent acquises (semaine de 40 heures, congés payés, conventions collectives), mais le ministère se heurta à l'agitation orchestrée par les communistes qui effraya radicaux et bourgeois et surtout aux difficultés financières qui lui valurent l'hostilité des milieux d'affaires. Une fois de plus la liquidation

d'une législature de gauche fut assurée à partir d'avril 1938 par des hommes plus modérés : Daladier et Paul Reynaud. Le premier rétablit l'ordre et en particulier n'hésita pas à briser les grèves, le second entreprit courageusement la « dernière expérience de libéralisme » et tenta un redressement financier. La menace de guerre permit alors de fortifier vraiment l'exécutif (multiplication des décrets-lois, renforcement de la présidence du Conseil).

Pendant les hostilités, à partir du 1er septembre 1939, ce furent les mêmes hommes qui dirigèrent les affaires, en utilisant les mêmes méthodes. Cependant le Parlement continua de jouer son rôle : le 19 mars 1940 le cabinet Daladier fut mis en minorité à la Chambre. Il fut remplacé par un cabinet Paul Reynaud. L'invasion de la France précipita bientôt le rythme des événements politiques : le cabinet Reynaud démissionna le 15 juin. Le maréchal Pétain forma alors le gouvernement et, après avoir signé l'armistice, se fit octroyer le 10 juillet à Vichy par l'Assemblée nationale les pleins pouvoirs pour promulguer une nouvelle Constitution. Ce scrutin signifiait à la fois la suspension des lois constitutionnelles de 1875 et celle du régime parlementaire.

On comprendra que, dans cette synthèse qui vise à la plus indiscutable objectivité, nous ne traitions pas la période 1940-1944. Il s'agissait d'organisation provisoire destinée à traverser des temps difficiles. Rien de durable ne pouvait être fondé : la vie politique et surtout parlementaire de la France était suspendue pour des raisons de force majeure et, à Vichy comme à Londres, les décisions prises au nom de notre pays ne pouvaient être soumises à la ratification de la souveraineté nationale, le suffrage universel.

III

1944-1950

APRÈS LA LIBÉRATION

Avec la Libération, après quatre années d'épreuves s'est ouverte une nouvelle période de la vie politique française, période qui s'oppose nettement à la précédente, et qui n'a pas encore trouvé ses caractéristiques définitives. (1)

(1) On peut suivre de façon commode l'évolution politique, économique et sociale de la France grâce à l'*Année Politique* publiée sous la direction d'André Siegfried, Édouard Bonnefous et J. B. Duroselle, qui paraît chaque année depuis la Libération (Éditions du Grand Siècle).

Cette période a débuté en effet par une organisation politique de caractère particulier dont la nouveauté était due aux circonstances : le gouvernement personnel du général de Gaulle. Dès son entrée à Paris, le général de Gaulle prit le titre de Président du Gouvernement provisoire de la République française. Il gouverna alors la France de façon quasi dictatoriale, sinon dans les intentions, du moins en raison de l'importance des pouvoirs dont il disposait. Il était à la fois président de la République et président du Conseil, nommait et révoquait ses ministres, gouvernait par ordonnances. Il assumait la totalité de l'exécutif et du législatif. L'Assemblée consultative n'avait qu'un rôle très réduit.

Cette omnipotence s'expliquait par le simple fait que la France était toujours en guerre, que des tâches considérables s'imposaient au gouvernement et exigeaient des solutions rapides. Elle s'expliquait aussi par le désir de créer des institutions neuves et d'attendre pour consulter le pays le retour des prisonniers qui n'avaient pu participer aux élections municipales des 29 avril et 13 mai 1945, les premières depuis 1937 et les premières auxquelles les femmes purent prendre part.

C'est le 21 octobre 1945 qu'eurent lieu les élections à l'Assemblée dite Nationale Constituante qui permirent aux Français de décider s'il y avait lieu de faire une nouvelle Constitution (et ils furent presque tous unanimes sur ce point) et de désigner leurs députés en utilisant pour la première fois la représentation proportionnelle. Cette Assemblée mit en train son travail constitutionnel, mais montra quelque réticence dans ses rapports avec le général de Gaulle qui, ne se sentant pas suffisamment soutenu par les partis, démissionna le 20 janvier 1946. Ainsi se terminait une période tout à fait originale de l'histoire politique de la France. Une fois la personnalité du général de Gaulle écartée du pouvoir, commence vraiment ce qu'il est convenu d'appeler la IV^{e} République.

LA IV^{e} RÉPUBLIQUE

Les idées politiques marquaient une certaine évolution par rapport à l'avant-guerre. Le désastre de 1940 ayant fait condamner par certains de façon trop précipitée le régime d'avant 1939, de même que la victoire de 1918 avait fait glorifier d'une façon

peut-être excessive le régime de 1914, on voulait fonder une République « nouvelle, plus efficace et mieux adaptée » aux conditions modernes de la vie.

Cependant les questions économiques et sociales passaient au premier plan, les souffrances de la guerre ayant fait sentir le besoin d'une justice sociale plus grande. D'où le succès des partis réformateurs (socialistes, communistes, M. R. P.) qui proposaient des changements de structure hardis. D'où également une forte poussée vers la gauche au profit des socialistes et des communistes. Ces aspirations politiques s'exprimaient sous une forme peu nuancée. On croyait pouvoir tout bâtir sur une table rase. C'est ce qui explique la tyrannie des idéologies et des principes qui apparut alors. On ne s'occupait guère des réalités, ni des ressources réelles de l'Etat : on voulait à tout prix dresser un programme d'ensemble (par exemple la Sécurité Sociale, les nationalisations) et appliquer systématiquement des principes abstraits.

Ces aspirations idéologiques étaient canalisées par les partis, organisés de façon beaucoup plus rigide qu'avant guerre, dirigées par des comités tout puissants, possédant leur structure administrative, imposant leurs candidats aux élections et peuplant les administrations de leurs créatures.

Ce sont ces partis « monolithiques » qui ont fait la Constitution de la IV^{e} République et qui l'ont faite pour leur usage.

Repoussée une première fois par le referendum du 5 mai 1946, cette Constitution n'a été adoptée, après quelques modifications, que le 13 octobre 1946, grâce à la masse des abstentionnistes (8.500.000 sur 26.000.000 d'inscrits) à une très faible majorité d'un million de voix, due à l'accord des trois grands partis : M. R. P. socialistes et communistes. Cette Constitution crée en fait un « régime d'Assemblée ».

L'Assemblée Nationale, élue le 10 novembre 1946 pour cinq ans, est toute puissante. Elle est entourée de « Conseils » que l'on s'est efforcé de rendre aussi faibles que possible (Conseil de la République, Conseil de l'Union Française, Conseil Economique). Or, cette Assemblée est aux mains des grands partis. Ce sont eux qui, en raison du scrutin de liste avec représentation proportionnelle, s'interposent entre le peuple et l'élu par la désignation des candidats. Ce sont eux qui, ensuite, se chargent de faire obéir à la Chambre l'élu qui, dans certains cas, leur doit tout et qui, en ne respectant pas la discipline de vote, peut parfois

risquer l'exclusion et craint alors de compliquer sa réélection. Les arrondissementiers d'avant-guerre dépendaient trop de leurs électeurs. Les députés actuels n'en dépendent pas assez.

Cette position nouvelle du député explique l'atmosphère actuelle de l'Assemblée. Le représentant apporte à la Chambre de façon beaucoup moins sensible qu'auparavant l'écho de l'opinion locale. D'autre part les débats ont moins d'imprévu, le vote de chaque député n'appartenant pas à l'un des groupes où la liberté de vote est admise (R. G. R. et indépendants) est prévisible en fonction de la position de son parti. Les crises ministérielles ne sont pas provoquées par un renversement inopiné du Cabinet, comme avant guerre, au cours d'une séance orageuse. Les gouvernements se défont par désagrégation interne, par suite du désaccord entre les partis qui y sont représentés.

Dans ces conditions, il est très difficile à un gouvernement d'agir.

La faiblesse gouvernementale se trouve encore mise en lumière par l'existence de puissants organismes extra-politiques. Les syndicats, depuis la Libération, ont pris une importance souvent décisive dans la vie politique, C. G. T., C. F. T. C., C. G. A., C. G. C. lancent leurs ultimatums au gouvernement et constituent des Etats dans l'Etat.

L'ÉVOLUTION POLITIQUE

La vie politique de la IVe République a cependant tendance à évoluer. Des modifications se produisent dans tous les domaines qui témoignent d'un retour visible bien qu'assez lent aux usages et aux conditions de la vie politique de la IIIe République.

Dans le domaine des idées le retour en arrière est net ; les esprits se calment, on est moins dogmatique, moins doctrinaire. On fait moins confiance aux systèmes philosophiques qu'aux solutions de bon sens. Sous l'effet des difficultés, des déceptions, un penchant nouveau se manifeste : on veut plus de « raisonnable » que de « neuf ».

Les partis s'affaiblissent. Dès 1947, les élections municipales ont montré qu'il existait une très large couche d'opinion indépen-

dante des partis. Un changement dans le mode de scrutin lui permettrait de se manifester dans toute son ampleur. Les partis « monolithiques » se fissurent par endroits, les dissidences ne sont pas rares, les indisciplines de vote également. La puissance des syndicats paraît également moins grande.

Les groupements politiques issus de la Résistance (Mouvement de Libération Nationale, Front National) n'ont eu qu'une existence très brève et ce sont les partis existants avant 1939 qui sont réapparus : le Parti Républicain de la Liberté représentant la droite traditionnelle et ce qu'il était convenu d'appeler les modérés (les anciens éléments de la Fédération Républicaine entre autres), les radicaux socialistes, les socialistes, les communistes. Deux groupements nouveaux subsistent cependant : le Mouvement Républicain Populaire et l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance. Il convient néanmoins de remarquer que le M. R. P. est, sinon issu, du moins nettement dans la ligne de l'ancien parti démocrate populaire et que l'U. D. S. R. reprend la tradition du parti républicain socialiste de Painlevé et de Briand.

Quant au Rassemblement du Peuple Français, il est encore trop tôt pour dire s'il s'agit d'un nouveau parti ou du groupement autour d'un homme de citoyens venus d'horizons politiques très différents. Certains événements récents tendraient à faire croire qu'il agit plutôt comme un parti nouveau.

Dans le domaine des institutions lui-même un certain retour en arrière s'est produit. La Présidence de la République exerce probablement une influence plus importante qu'avant-guerre malgré les intentions des constituants qui désiraient primitivement la supprimer.

Les membres du Conseil de la République ont repris l'ancien titre de Sénateurs et ils désireraient en recouvrer les prérogatives, ce qui correspond d'ailleurs au vœu de la grande majorité du pays.

A l'Assemblée elle-même, si l'innovation d'un jour franc de réflexion avant un scrutin de confiance présente un certain intérêt, celle de l'investiture du président du Conseil désigné n'a pas donné de résultats très concluants et on semble bien en revenir, sinon dans la lettre, du moins dans les faits, à la pratique d'avant guerre. Une révision constitutionnelle ne ferait que sanctionner la disparition des nouveautés incommodes et illogiques.

Dans le domaine purement politique enfin le retour en arrière est sensible. Depuis mai 1947 les communistes ne participent

plus au pouvoir. Le régime du Tripartisme a pris fin lorsque M. Paul Ramadier a exclu les communistes du gouvernement le 4 mai 1947. Son successeur, M. Robert Schuman, dut logiquement élargir vers la droite la base de son gouvernement constitué le 23 novembre 1947.

Les scrutins partiels montrent d'autre part un certain amenuisement des positions socialistes et M. R. P. Les radicaux, avec les groupes associés à eux dans le Rassemblement des Gauches Républicaines, retrouvent manifestement leur audience dans l'opinion par leurs journaux, comme *La Dépêche du Midi* particulièrement, et sont en train de jouer à nouveau le rôle qui fut traditionnellement celui de cette grande formation aussi bien dans le pays que dans le gouvernement. Leur rentrée politique a été marquée par la constitution du ministère André Marie le 27 juillet 1948, puis du ministère Queuille le 11 septembre 1948, ministère qui fut le plus long de la IVe République et ne se termina que le 5 octobre 1949, par une crise de trois semaines. Le regain d'influence des radicaux est apparu clairement aux élections cantonales des 20 et 27 mars 1949.

CONCLUSION

Si nous comparons pour conclure le point de départ et l'aboutissement de ce demi-siècle de vie politique et parlementaire, nous ne retrouvons ni les mêmes programmes politiques, ni les mêmes partis, ni la même atmosphère de la Chambre, ni les mêmes institutions. Est-ce que vraiment tout a changé ?

Il existe pourtant, à n'en pas douter, une certaine continuité et même une certaine identité dans l'attitude politique des Français. Perspicace observateur de la vie politique française, André Siegfried pouvait écrire : « A cinquante ans de distance, on retrouve souvent, dans le même département ou le même centre, la même orientation politique s'exprimant par des majorités dont l'importance relative n'a pas bougé. Sous des épithètes changeantes, qui trompent l'observateur superficiel, ces tendances de fond constituent l'axe solide de l'évolution politique » (1).

A la veille de 1940 ces constatations pouvaient être faites

(1) André Siegfried, *Tableau des partis en France* (Grasset).

dans le cadre de l'arrondissement, à condition toutefois de ne pas tenir compte de l'étiquette passagère des partis et de diviser les électeurs en deux grandes tendances : droite et gauche ou mieux « ordre établi » et « mouvement » pour reprendre les expressions utilisées par M. Francis Goguel (1), la première de ces formations groupant tous les hommes montrant leur goût de l'ordre, de l'autorité et du conservatisme social, la seconde réunissant ceux soucieux avant tout d'évolution et de justice sociale.

Pour l'ensemble de la France la démonstration est facile. On peut constater que les candidats partisans de Mac Mahon en 1877 avaient recueilli 45 pour 100 des suffrages et les candidats poincaristes de 1928, 44,50 pour cent. Dans les deux cas, il s'agit bien des défenseurs de l' « ordre établi » s'opposant à ceux du « mouvement ». Le rapport de force entre ces deux tendances n'avait pas varié. Et cela malgré les progrès de l'industrialisation, du syndicalisme, le rôle croissant des partis.

L'existence de ces deux tendances fondamentales de l'esprit politique français était responsable de l'instabilité qui caractérisait la vie politique car elle rendait impossible un gouvernement du centre.

Cette division est moins nette depuis 1940. La Résistance a regroupé pour un temps les Français hors du cadre traditionnel de la gauche et de la droite. La création du M. R. P. a introduit une formation nouvelle, orientée vers la gauche au point de vue social, vers la droite au point de vue religieux. L'attitude moscoutaire des communistes les a fait sortir du cadre proprement national et rend désormais très difficile sinon impossible dans un temps prévisible la constitution d'un « bloc des gauches ».

Néanmoins la division des Français en deux blocs sensiblement égaux a encore été vérifiée par les deux referendums constitutionnels de 1946. Celui du 5 mai a abouti au rejet du projet de Constitution par 53 pour 100 de « non ». Or les partisans du « non » comprenaient tous les Français non-marxistes ; seuls les socialistes, communistes et apparentés ayant voté « oui ». On retrouve là encore l'opposition entre le parti du « mouvement » et celui de « l'ordre établi ». Le deuxième referendum d'octobre est beaucoup moins significatif, en raison du grand nombre d'abstentionnistes.

C'est dans la persistance de ces deux tendances qu'il faut voir

(1) François Goguel, *La politique des partis sous la IIIe République* (Editions du Seuil).

la pérennité des idées politiques en France. Les formules changent, les partis se succèdent, mais l'attitude politique du citoyen français reste déterminée par sa réaction profonde et en quelque sorte instinctive d'acceptation ou de refus de l'ordre établi. Selon que l'une ou l'autre de ces tendances l'emporte, ce que l'on appelle la gauche ou la droite se trouve portée au pouvoir. Cette loi de l'alternance est la constante de la vie politique française qui donne parfois l'impression de la confusion. Paul Cambon disait déjà en 1907 : « Pour arriver il faut être révolutionnaire et pour subsister il faut être réactionnaire, et comme ni le désordre ni l'oppression ne sont durables, c'est le roulis perpétuel. » D'où les à-coups qui jalonnent le cours de l'évolution politique de la France : à l'action réformatrice d'un gouvernement de « gauche » succède régulièrement l'administration plus prudente d'un gouvernement de « droite ». Tel est le caractère profond et permanent qui, au delà des changements de Constitution, de programmes et d'hommes, confère à la vie politique de la France une singulière continuité.

ÉDOUARD BONNEFOUS,
Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale.

LA BATAILLE DES NATIONS

AOUT-NOVEMBRE 1813

II (1)

LES PREMIÈRES JOURNÉES DE LEIPZIG

LA MARCHE SUR LEIPZIG

Le plan des Alliés apparaissait clairement à Napoléon, d'autant que c'était celui qu'il aurait, probablement, conçu à leur place, au moins dans son principe. Ce principe était la réunion, dans la région de Leipzig, et, par conséquent sur les derrières des Français, des trois armées de la Coalition qui, bientôt, d'ailleurs, seraient réduites à deux masses écrasantes. On avait d'abord songé à bloquer au préalable les forces de Schwarzenberg et de Blücher — appelé de Silésie en Bohême — à déboucher, avec ces 300.000 hommes, en direction de Leipzig, par tous les passages des *Erzgebirge*, et à jeter cette formidable armée contre Napoléon cramponné à Dresde, puis à marcher sur lui de l'Ouest à l'Est, avec des forces doubles de celles qui s'étaient fait battre à Dresde dans les journées des 26 et 27 août. Bernadotte, certes, serait appelé à venir rejoindre cette masse, déjà si considérable, mais à la rigueur pourrait-on se passer de lui ou ne le charger que d'une puissante diversion.

Le plan était d'un médiocre génie stratégique, ne visant qu'à un brutal coup de poing ; il est probable qu'il eût échoué. En tout cas, les Alliés ne s'y étaient pas tenus, et c'était Blücher qui l'avait fait écarter. Invité par l'état-major allié à se porter en Bohême, pour y rejoindre la grande armée alliée et s'y subordonner à Schwarzenberg, le général prussien s'était insurgé contre cette décision. Il tenait à rester indépendant de Schwarzenberg et

(1) Voir *La Revue* du 1er février.

entendait, par surcroît, empêcher ce « traître » de Bernadotte (c'était lui qui, sans ambages, employait le plus volontiers le mot) de continuer à marquer le pas, le pousser dans la grande lice où il fallait absolument que ce ci-devant maréchal d'Empire « prît, disait le dur Prussien, *un bain de sang français* ». Cette double pensée inspirait à Blücher — à l'ordinaire plus à court de savantes conceptions stratégiques — une idée singulièrement plus heureuse que celle qui, un instant, avait paru prévaloir. Au lieu de se porter vers la Bohême, il se contenterait d'y détacher, sous Benningsen, un considérable renfort de 50.000 Russes, qui constituerait la réserve de Schwarzenberg. Lui-même, avec son armée ainsi diminuée, se porterait, non point, comme on l'y conviait, au Sud, mais, tout à l'opposé, au Nord-Ouest et, dérobant sa marche à Napoléon, irait rejoindre Bernadotte entre Berlin et Wittenberg pour former avec lui une autre masse d'armées. Il forcerait le Prince royal à sortir de son équivoque attitude et l'entraînerait sur l'Elbe. Tandis que l'armée de Bohême franchirait les monts et marcherait sur Leipzig par le Sud, les armées du Nord et de Silésie réunies, ayant forcé le passage de l'Elbe entre Wittenberg et Magdebourg, remonteraient, elles, vers Leipzig pour venir faire leur jonction avec l'armée de Bohême. Ainsi Napoléon — d'abord placé entre deux menaces, et empêché de faire front uniquement à l'armée venant du Sud — se trouverait-il, s'il restait à Dresde, avoir sur ses derrières toutes les forces bloquées de la Coalition.

Le plan était trop évidemment bon pour qu'il pût être écarté par l'état-major allié. Il fut adopté, et aussitôt prises les mesures préalables. Sans même attendre Benningsen, mis en marche de la Silésie sur la Bohême, Schwarzenberg s'apprêta à faire franchir, pour la troisième fois, les monts à ses troupes, mais beaucoup plus à l'Ouest que lors de ses précédentes tentatives ; car, portant son armée sur Komotau, il déboucherait, à travers les Erzgebirge, vers Chemnitz et Zwickau, en direction de Leipzig ; ce pendant, Blücher après avoir, par une démonstration bruyante, feint de marcher sur Dresde, conduirait rapidement son armée vers le Nord-Ouest, tenterait de forcer l'Elbe à Wittenberg, obligerait Bernadotte à en tenter le passage à Röslau et se jetterait, avec lui, dans les vallées de la Mulda et de la Saale pour se ruer au rendez-vous de Leipzig.

***

Napoléon, je le répète, pénétrait le plan parce que c'était là le seul qui se pût rationnellement concevoir. Il le pénétrait si bien, que, tandis qu'on en discutait encore chez les Alliés, il n'avait pas vu d'inconvénients à ce que Macdonald — laissé devant Blücher et effrayé par certains indices d'attaque — ramenât sa petite armée de la Neisse à la haute Sprée, puis jusque dans les environs de Dresde. Victor fut maintenu à Freiberg, à l'Ouest de Dresde, surveillant Chemnitz. Au Nord, l'armée Ney, réorganisée, était solidement établie à Torgau où, en cas d'une tentative de forcement, elle disputerait le passage de l'Elbe. Marmont, entre Torgau et la région de Dresde, liait cette armée Ney à l'armée Macdonald. Si les Alliés essayaient de réaliser les intentions que Napoléon, fort justement, leur prêtait, celui-ci pourrait ainsi, ayant toutes ses forces sous la main, les porter soit au Nord, soit au Sud. Si, découragés, les Alliés renonçaient à attaquer, il passerait l'hiver à Dresde, l'armée restant sur ces positions en attendant l'envoi des renforts formés en France.

L'armée de Bohême, pour tâter le terrain, s'étant présentée, le 13 septembre, par un fort parti, sur la chaussée de Peterswald, Napoléon avait couru le 15 à Hollendorf et encore repoussé cette avant-garde, jusqu'à Kulm, mais, là, se rendant compte qu'il se heurterait, avec des forces par trop inférieures, à toute l'armée de Bohême massée au Nord de Prague, il avait repassé en Saxe, et il attendait, à Dresde, les événements.

Cependant, prévoyant, ou une bataille horriblement meurtrière ou, de par l'inaction des Alliés, la prolongation de la campagne, il prenait ses précautions pour qu'une nouvelle armée se constituât en France. Des décrets signés à Dresde prescrivaient un nouveau rappel : 120.000 hommes pris sur les classes 1812, 1811 et même 1810, et par anticipation, la levée de la conscription de 1815 qui amènerait 160.000 hommes de plus dans les dépôts. En y ajoutant les réfractaires des classes précédentes que, par milliers, la gendarmerie rabattait sur les casernes, il aurait, au début de l'hiver, 300.000 nouveaux soldats. Ne doutant pas du fâcheux effet produit par ces mesures sur le pays, il entendait que le Sénat les homologuât sans hésitation ni discussion : l'Impératrice régente se transporterait, en sa personne, au Luxembourg et y prononcerait un discours énergique dont, bien entendu, il lui envoyait le texte. Aussitôt les décrets transformés en sénatus-consultes, les levées s'opéreraient avec vigueur, et, ainsi aurait-on,

avant deux mois, ces 300.000 recrues que l'on formerait au métier des armes pour le printemps de 1814.

***

Ce pendant, Benningsen — très secrètement — avait gagné la Bohême avec ses 50.000 soldats : les 22 et 23, ils arrivaient derrière les monts dans la région de Tôplitz. Quant à Blücher, il avait incontinent passé à l'exécution du plan proposé par lui. Résolu à aller, au Nord-Ouest, franchir l'Elbe en dessous de Wittenberg, il avertissait (sans même prévenir Bernadotte, toujours suspect à ses yeux) Bulow et Tauenzien qu'il importait d'occuper fortement les Français par de fausses démonstrations entre Wittenberg et Torgau, et lui-même fit mine de marcher sur Dresde. Napoléon ne s'y trompa point tout à fait. Il flaira la feinte et, devinant que le Prussien entendait masquer un mouvement vers le Nord-Ouest, il ordonna une forte reconnaissance, qu'il vint diriger en personne, en avant du front de Macdonald.

Le malheur fut que Blücher n'avait pas immédiatement décampé ; on trouva donc en place — les prisonniers faits l'affirmaient — tous ses corps russo-prussiens, ce qui excluait l'idée d'une manœuvre imminente ; Napoléon s'en rassura — provisoirement et fâcheusement. Toutefois, pour plus de sûreté, il fit replier plusieurs des unités de Ney sur la rive gauche de l'Elbe. Par ailleurs, toujours en prévision d'une bataille malheureuse, il chargeait le général Rognat d'occuper solidement les passages de la Saale que l'armée, en cas de retraite, pourrait avoir à utiliser.

Déjà les forces alliées étaient en mouvement, résolues, cette fois, à en finir — et promptement. Tandis que Schwarzenberg portait toutes les siennes de la région de Töplitz à celle de Komotau, Blücher, resté immobile devant Napoléon dans les journées des 22, 23 et 24 septembre, se jeta brusquement vers le coude que fait l'Elbe en dessous de Wittenberg, tout en simulant, par son corps Sacken, une attaque sur le front Macdonald. Cette attaque n'abusa pas Napoléon ; les mouvements de Bulow et de Tauenzien n'avaient pas échappé à Ney ; ils semblaient préparer quelque chose, et l'Empereur, averti, devina ce qu'était ce « quelque chose » : une grosse manœuvre au-dessus ou au-dessous de Wittenberg. A la même heure, l'armée de Bohême apparaissait à tous les débouchés occidentaux des Erzgebirge, sur Chemnitz et Zwickau.

L'Empereur voyait se confirmer ses prévisions : il allait être attaqué, en force, sur ses deux ailes, et l'ennemi tentait de se réunir en arrière de Dresde. Il prit aussitôt toutes ses dispositions à l'Ouest.

Au Sud, il bloqua en une seule armée toutes les forces de Poniatowski, de Lauriston et de Victor ; cette armée fut confiée à Murat, dont la mission serait de surveiller et, au besoin, de contenir, quelque temps, l'armée de Bohême. Contre les armées qui, du Nord, allaient menacer son autre aile, il était, au sens de l'Empereur, expédient de renforcer Ney ; mais, de ce côté, cette menace ne se précisait pas encore, tout au moins quant à son importance. Il dépêcha à Leipzig Marmont avec 30.000 hommes, qui, selon les nécessités, seraient aussitôt précipités vers Ney, au Nord, ou vers Murat, au Sud ; ainsi l'un ou l'autre — chacun disposait de 40.000 hommes — serait-il porté à 70.000. Lui-même, gardant sous son immédiat commandement 75.000 hommes se porterait vers Leipzig, et jetterait cette armée du côté où il conviendrait, dans le dessein de battre, successivement, avec ses 145.000 hommes, les deux masses assaillantes. En tout cas, posté personnellement à Leipzig, se faisait-il fort d'empêcher leur jonction. Par surcroît, Augereau, jusque-là immobilisé en Bavière, était rappelé en Saxe ; à la vérité n'amènerait-il que 12.000 hommes, mais de vieilles troupes.

***

Ce pendant, les armées alliées poursuivaient leurs marches respectives.

Blücher était arrivé, le 30, devant Wittenberg, et, ayant assez rapidement jeté un pont dont il avait apporté les matériaux, il passait le fleuve, le 2 octobre et débouchait sur la rive gauche, en face de Wartenburg ; Bertrand défendait la position ; il n'avait que 12.000 hommes en face des 60.000 de Blücher ; mais la division Morand tint bon et repoussa l'attaque du Prussien en lui couchant par terre 5.000 hommes, et il fallut la brusque défaillance d'une division wurtembergeoise, assaillie d'ailleurs avec une rare violence à la droite de la position, pour que Blücher y prît pied. Bertrand dut se replier sur Kemberg pour se rapprocher de Reynier, mais on était fixé : c'était bien Blücher qui, avec toutes ses forces, amorçait la grande manœuvre par le Nord, et, à la même heure, on apprenait que l'armée Bernadotte franchissait le fleuve en aval, entre Dessau et Barby.

L'Elbe, après avoir, de Dresde à Wittenberg, coulé du Sud-Est au Nord-Ouest, se coude au Nord de Wittenberg, précisément après Wartenburg, de façon que, de là à Barby, par Röslau, il court nettement de l'Est à l'Ouest. Ney était rangé en bataille face au Nord sur la rive gauche : c'était sa droite que mettait en péril la perte de Wartenburg, tandis qu'il allait recevoir de front l'attaque de Bernadotte ; cette droite était, la veille encore, couverte par l'Elbe, de Wartenburg à Wittenberg, la gauche l'étant par la Mulda, qui vient se jeter dans l'Elbe coudé, entre Barby et Röslau, à Dessau. Mais Blücher était maintenant maître de Wartenburg, et Bernadotte, ayant passé l'Elbe à l'Ouest du confluent de la Mulda et remontant la rivière par sa rive gauche, la position devenait dangereuse. Avec 40.000 hommes contre 60.000 hommes d'une part et 75.000 de l'autre, Ney rétrogradait lentement en remontant entre Elbe et Mulda, tandis que Blücher, sur la rive gauche de l'Elbe, Bernadotte, sur la rive droite de la Mulda, marchaient parallèlement. Murat semblant bien contenir l'armée de Bohême, le danger parut plus imminent au Nord. En conséquence Napoléon porta, de Leipzig, à la rescousse de Ney, les 30.000 soldats de Marmont ; celui-ci descendit la Mulda, précédé du corps de cavalerie La Tour-Maubourg.

Napoléon était maintenant parfaitement fixé. Les deux masses alliées tentaient de se réunir à Leipzig. Fixé, il se montrait moins soucieux : de la grande ville où il installerait son Quartier Général, il pensait réaliser enfin son plan : se portant rapidement sur l'une, puis sur l'autre armée, il les détruirait l'une après l'autre. Il commencerait par Blücher et Bernadotte ; mais toutes ses forces lui étaient nécessaires et, résolu, en cas où il serait déjoué dans ses calculs, à transporter, au besoin, la bataille en arrière de Leipzig, sur la Saale, il les lui fallait dans la main. C'est à cette idée qu'il obéit en décidant d'abandonner Dresde d'où il retirerait les 30.000 hommes qui, avec Gouvion Saint-Cyr et Mouton, y seraient inutilement immobilisés.

Il quitta lui-même Dresde, le 7 octobre, et se porta à Wurzen au Nord-Est dans l'intention de gagner Düben plus au Nord.

Il était temps : Marmont, s'étant porté au secours de Ney, s'était si mal entendu avec lui que leur désaccord avait abouti au recul, et de l'un, et de l'autre. Ce désaccord était, pour Napoléon, une indication de plus que lui seul pouvait mettre un peu de fermeté dans la bataille du Nord, mal engagée. Il comptait

descendre la Mulda sur les deux rives et, arrivé entre Blücher et Bernadotte, se jeter successivement sur le premier, puis sur le second ; sa seule crainte était qu'informés de sa présence à la tête de ses troupes, l'un et l'autre — suivant l'habitude prise depuis six semaines — ne se dérobassent et ne tentassent de repasser l'Elbe. Il ignorait qu'on venait de prendre, du côté de la Coalition, une nouvelle résolution qui était de ne jamais plus rétrograder, même devant le « Maître des batailles ». Quoi qu'il en soit, il relança Ney en avant entre la Mulda et l'Elbe, tandis que Marmont, sur la rive gauche de la Mulda, se maintiendrait constamment à la hauteur du prince de la Moskowa ; Napoléon lui-même cheminerait entre eux avec la Garde et le corps Macdonald ; il donnait, ce pendant, à Murat la consigne de tenir bon au Sud, le temps qu'il faudrait pour déconfire l'adversaire du Nord. Tout cela était parfaitement pensé ; mais on n'en peut dire autant d'un ordre qui, ce jour-là, était expédié à Gouvion : se croyant maintenant assuré de la victoire, l'Empereur renonçait à évacuer Dresde que, toute réflexion faite, il voulait, après victoire, n'avoir pas à reprendre ; le résultat allait être d'immobiliser dans cette ville ces 30.000 hommes qui, tout à l'heure, sur le champ de bataille, manqueront cruellement.

***

L'armée bien ordonnée, Napoléon se porta au centre de ses corps du Nord, vers Düben, entre la Mulda et l'Elbe, et poussa Marmont sur la rive gauche du fleuve.

Malgré ses résolutions, l'ennemi faisait déjà mine de se replier. C'était Bernadotte qui, suivant son habitude, enrayait la marche en avant. Ayant cru d'abord n'avoir en face de lui, comme la veille, que Ney et Marmont, il était tombé d'accord avec Blücher pour persévérer dans leur marche parallèle ; encore le peu d'élan qu'il y mettait avait-il irrité le chef prussien jusqu'à la fureur. Mais, informé de l'approche de Napoléon, le Prince royal s'était senti derechef troublé : il avait immédiatement résolu de repasser l'Elbe au plus tôt pour se dérober aux atteintes d'un si redoutable adversaire, et fait part à Blücher de son intention. Celui-ci s'était, bien entendu, insurgé là contre, en termes si violents, que Bernadotte s'en était senti intimidé. Le Prince royal consentait à céder aux objurgations du vieux reître, à condition que toute l'armée

Blücher, serrant à droite, vînt se bloquer avec la sienne, mais en se subordonnant étroitement à son commandement.

Le Prussien pensa éviter le pire en obtempérant à cette requête, et, dans la journée du 10, toute l'armée de Silésie, abandonnant la rive gauche de l'Elbe pour aller rejoindre Bernadotte au-delà de la Mulda, se portait de la droite des Français à leur gauche, en défilant hardiment devant leur front. C'est au cours de ce dangereux mouvement que Ney vint donner de la tête contre le corps Langeron (de l'armée Blücher), et l'enfonça, tandis que Bertrand pressait le corps Sacken, de la même armée, qui, se dérobant, arriva à passer la Mulda. Napoléon, informé, fit, à son tour, passer la rivière à ses troupes afin d'aller accabler les deux armées alliées. Au besoin il les poursuivrait jusqu'à Berlin, et, de là, se rabattrait vers le Sud par la rive droite de l'Elbe et viendrait prendre à revers l'armée de Bohême aventurée. Il fallait, pour que ce coup de revers eût toute son efficacité, que l'armée Schwarzenberg fût, en quelque sorte, encouragée à s'avancer — jeu d'ailleurs assez dangereux — et l'Empereur, en conséquence, donna l'ordre à Murat de se replier lentement devant elle, dans le dessein envisagé.

***

La situation restait néanmoins pleine de périls : la moindre faute pouvait amener un irréparable désastre, et il fallait ne s'engager vers le Nord qu'assuré qu'au Sud tout se passerait au gré de l'Empereur. Arrivé à Düben, le 11 octobre au soir, celui-ci voulut s'y arrêter, un jour, pour recevoir les dépêches et se décider. Blücher et Bernadotte ne faisaient plus mine de reculer, mais il se pouvait que, se portant à leur droite et débordant la gauche française, ils essayassent de marcher sur Leipzig en gagnant la Saale ; Napoléon porta Marmont à Dölitz ; ce pendant, espérant toujours saisir l'ennemi hasardé, il donnait l'ordre à Ney de faire détruire les ponts pour lui couper la retraite. Dans la nuit du 11 au 12, il apparut, d'après les indices recueillis, que Bernadotte essayait bien de repasser sur la rive droite de l'Elbe, laissant Blücher pousser, au contraire, de l'avant. Murat, d'autre part, faisait savoir que, tout en se repliant, il tenait en respect l'armée de Bohême qui, affirmait-il, semblait hésitante.

Dès le 12 au matin, Napoléon, fort de cette bonne nouvelle, prépara la poursuite de Bernadotte, mais, à 3 heures, il lui parvint

des dépêches qui infirmaient complètement celles qu'il avait reçues dans la nuit : Murat s'était montré trop optimiste ; il signalait maintenant, non sans révéler quelque appréhension, que Schwarzenberg avait, tout au contraire, accentué sa marche ; la masse énorme de son armée, après avoir au début assez peu pesé sur le front français, poussait maintenant très vivement sur lui ; l'on risquait que fléchissent sous cette pression les 40.000 hommes de Murat et, tandis que Napoléon voyait ainsi la menace s'accentuer au Sud, il apprenait que Blücher obliquait décidément de la Mulda vers la Saale, dans l'évidente intention de forcer le passage pour aller rejoindre Schwarzenberg dans la région de Leipzig. L'Empereur n'hésita pas. Plutôt que de s'aventurer sur la route de Berlin, d'où il n'aurait plus le temps de se rabattre sur Dresde, il s'installerait définitivement de sa personne, à Leipzig, entre les deux masses ennemies et, tout aussitôt, se jetterait sur Schwarzenberg.

Il expédia à Murat l'ordre de ne continuer son repli qu'en résistant fortement et de se défendre, les 13, 14 et 15, avec ses forces et celles que, au cours de ces journées, il allait lui envoyer du Nord. Marmont qui, à Dölitz, ne serait qu'à une journée de Leipzig, y courrait sans perdre une minute ; Augereau, de son côté, y amènerait ses 12.000 hommes frais, tandis que Marmont y conduirait ses 25.000 combattants ; tous deux, venant grossir l'armée Murat, la porteraient, dès la journée du 13, à 90.000 hommes. Le Roi serait, par surcroît, renforcé, le 14, de la Garde et de la cavalerie de La Tour-Maubourg, arrivant de Düben, et aurait ainsi, ce jour-là, sous ses ordres, une masse de 134.000 soldats.

***

Mais il fallait bien aussi s'opposer à la marche de Blücher, à laquelle Bernadotte, réconforté, allait se lier ; Macdonald, qui était encore à Wittenberg, appuyant Reynier et Bertrand, serait en conséquence ramené, le 13, dans le voisinage de Düben, de façon à être en mesure de gagner, le 14 ou le 15, la région Nord de Leipzig. Reynier et la division Dombrowski, envoyés naguère sur l'Elbe pour y détruire les ponts, et Ney, chargé de s'emparer de ceux de la Mulda, regagneraient la même région. Ainsi les 200.000 hommes dont Napoléon pouvait disposer seraient-ils, le 15, tous concentrés au Nord et au Sud de Leipzig, prêts

à faire front aux 300.000 Coalisés qui, très supérieurs totalement en forces, offraient cette faiblesse d'être encore divisés en deux masses, restant sans aucune liaison. Napoléon, d'ailleurs, espérait encore que Bernadotte, qu'on lui disait hésitant, n'interviendrait que tardivement, lui laissant le loisir de repousser, peut-être de détruire, l'armée Schwarzenberg. Marmont, installé à Breitenfeld, semblait pouvoir interdire à Blücher l'accès de Leipzig où arrivait Augereau. Le soir du 13, il y avait déjà à Leipzig 90.000 hommes pouvant s'interposer entre les deux armées ennemies et, ce pendant la Garde, le corps de cavalerie La Tour-Maubourg, les corps Bertrand, Macdonald, Reynier et Ney, étant, suivant les ordres de l'Empereur, repliés sur Düben, s'acheminaient maintenant, à marches forcées, dans la direction de Leipzig. Napoléon lui-même — tout étant ainsi en mouvement — quitta, le 14 au matin, Düben, pour gagner la grande ville saxonne. Il paraissait envisager, sans appréhensions, les journées qui se préparaient, mais il ne put cependant apprendre, sans s'en montrer soucieux, que Bernadotte, suspendant son mouvement de retraite vers l'Elbe, semblait, lui aussi, avoir pris le parti de marcher sur Leipzig, où décidément, on allait avoir sur les bras toutes les forces de la Coalition.

***

La situation eût été, pour tout autre que l'Empereur, effrayante, et elle allait sans cesse en s'aggravant. Son armée qui, huit jours auparavant, dépassait 200.000 hommes, éprouvée par les marches et contremarches qu'il avait imposées à ses corps du Nord, et entamée par les pertes subies dans les combats livrés à Blücher, était réduite à un chiffre sensiblement inférieur ; il ne pouvait guère plus compter que sur 185.000 combattants, et, pensant déjà affronter des armées se montant à 300.000 hommes, il pouvait voir, d'une heure à l'autre, par l'arrivée du corps Benningsen (franchissant à cette heure les monts de Bohême) cette masse se grossir ainsi, au Sud, de 50.000 combattants. Il comptait bien tenir Blücher et Bernadotte séparés de Schwarzenberg ; mais il devinait que les deux masses alliées tenteraient de se réunir, moins en lui passant sur le corps qu'en se liant à l'Ouest de Leipzig, dans la plaine de Lützen, où déjà, Blücher jetait, à cette fin, la cavalerie légère de Thielman. Il fallait donc que l'Empereur se gardât, non seulement au Nord et au Sud de Leipzig, mais à l'Ouest, et,

quand il était nécessaire qu'il fût tout à cette formidable bataille, il recevait, du Nord et du Sud de l'Allemagne, les nouvelles les plus propres à le troubler ; car elles pouvaient faire prévoir, au cas d'une défaite, une retraite difficile, peut-être impossible.

Tchernitchef, détaché par Bernadotte de son armée, s'était jeté, avec son corps de 15.000 hommes, sur la Hesse et, marchant hardiment sur Cassel, avait pu, le 30 septembre, y pénétrer. Le roi Jérôme, ayant après quelques hésitations, abandonné sans combats sa capitale, le général russe avait mis fin au royaume de Westphalie. Et, ce pendant, un des royaumes — le plus important — de la Confédération du Rhin désertait brusquement la cause de l'Empereur et, qui pis était, passait, en une heure, à la Coalition, avec toutes ses forces. Le roi de Bavière, assiégé depuis deux mois par les sollicitations des souverains alliés, et cédant d'ailleurs aux conseils de presque tout son entourage, avait pris le parti de signer avec les Alliés un traité d'alliance offensive et défensive qui, mettant à leur disposition toute son armée, forte de 30.000 hommes, libérait, par surcroît, un corps autrichien de 30.000 hommes chargé, depuis six semaines, de menacer la Bavière. Ces 60.000 hommes réunis — Bavarois et Autrichiens — pouvaient, en se portant vers le Nord, venir, entre la Saale et le Rhin, fermer la seule voie que la chute du royaume de Westphalie laissât à une retraite des armées françaises.

On ne peut vraiment — quels que soient les sentiments qu'on nourrit pour Napoléon — se défendre d'une admiration sans réserve pour l'homme qui, aux prises avec une situation si redoutable, gardait au témoignage de tous, un sang-froid, un calme, un courage qui, réellement, touchaient au prodige. Car, semblant ne tirer de conjonctures si critiques que plus de résolution, il concluait simplement qu'il fallait redoubler d'énergie, pour que la bataille qui se préparait tournât au triomphe de ses armées.

LES DEUX PREMIÈRES JOURNÉES DE LEIPZIG

Napoléon était pris entre deux fortes armées : Schwarzenberg, au Sud, Blücher au Nord ; Bernadotte, retardé par ses tergiversations, ne pourra intervenir, au plus tôt, que le 17 ou le 18. Le plan de l'Empereur est maintenant, on le sait, de tourner contre Schwarzenberg le gros de ses forces : tandis que, derrière lui,

Ney et ses autres lieutenants contiendront, vingt-quatre heures, l'armée de Silésie, l'Empereur, après avoir repoussé les attaques de l'armée de Bohême, jettera sur elle tout ce que, le 15, il a pu amener de soldats au Sud de Leipzig, et tentera, non seulement de la refouler, mais de la tourner sur sa droite et, au moins en partie, de la détruire. Alors, laissant les débris de l'armée vaincue à leur désarroi, il se retournera rapidement contre l'autre avec tout ce qui lui restera de forces, et l'écrasera. Il connaît son Bernadotte ; survenant le soir d'une double défaite, celui-ci n'aura qu'une pensée : fuir vers le Nord, où il le poursuivra.

Vivant d'avance ces heures de victoire — cependant si hypothétique — Napoléon, loin de paraître soucieux, continuait à se montrer plein d'entrain. Dans la nuit du 14 au 15, il réunit tous les maréchaux ; ils ne partageaient pas sa confiance et montraient des mines inquiètes, quelques-uns les figures les plus mornes. Le duc de Castiglione paraissant le plus abattu, Napoléon l'interpella familièrement : « Mon vieil Augereau, vous n'êtes plus l'Augereau de Castiglione ». Lui, rudement, répondit : « Sire, je serai l'Augereau de Castiglione quand vous me rendrez les soldats d'Italie ! » Napoléon, de belle humeur, ne s'irrita pas de la réponse ; mais il en prit texte pour démontrer, tout au contraire, à tous, que c'étaient les chefs qui, par leur moral autant que par leurs talents militaires, gagnaient les batailles. Pourquoi, soldats jadis si vaillants, se laissaient-ils abattre à l'heure où se jouait la fortune de la France et de la Révolution ? Que ses frères (sur qui il eut des mots fort durs) eussent tous fléchi jusqu'à l'abandonner, cela se comprenait encore : ils n'étaient pas des soldats ; mais eux que, depuis près de vingt ans, il avait toujours vus agir en chefs sans timidité, se pouvait-il qu'ils se laissassent aller à la démoralisation jusqu'à envisager l'idée de déserter, avec sa cause, celle de la France ! Se tournant alors vers Murat, évidemment visé par ces mots, mais avec un visage sans colère, il lui déclara qu'il était parfaitement au courant des tentatives récentes du roi de Naples pour traiter avec l'ennemi, et comme Joachim, fort gêné, protestait, il dit, en souriant : « Oui, oui, vous avez été prêt à faire comme l'Autriche, mais je vous pardonne ! » D'ailleurs il pardonnait tout — les fautes récentes et les torts anciens — parce que, disait-il, il savait bien que les hommes étaient les hommes et qu'au surplus il se sentait lié à eux par les souvenirs des grandes choses qu'ils avaient faites ensemble. D'ailleurs,

ajoutait-il, il se tenait pour assuré que, le lendemain, tous allaient, d'un seul coup, réparer les erreurs commises et faire tomber leurs torts en concourant, de toutes leurs forces, à la victoire décisive. Il parla ainsi, de longs moments, avec un arrière-fond de tristesse qui perçait sous la cordialité des propos. Oui, en cette heure horriblement critique, il attendait bien d'eux le suprême effort : avec lui, ils assureraient la victoire et sauveraient la France. Ils sortirent réconfortés et pleins d'une résolution retrouvée, mais d'une sombre résolution où l'on ne voyait plus l'entrain des grands jours de gloire.

Après cette nuit — d'une si étrange grandeur — l'Empereur monta, dès l'aube, à cheval et fit le tour de son double champ de bataille. Passant la revue de tout ce front, il en reçut l'impression la plus exaltante. Aux nouveaux régiments formés depuis trois mois, il distribua les aigles que ceux-ci réclamaient. Du haut de son cheval, il les harangua sobrement. Il fallait que les soldats qui allaient donner à ces enseignes sacrées le baptême du feu, jurassent de les défendre jusqu'à la mort. De longues et enthousiastes acclamations accueillirent cette pathétique adjuration : « Je sentis alors avec tous mes camarades, écrira un soldat, *comme s'il arrachait du fond de nos entrailles le cri : Nous le jurons ! Vive l'Empereur !* » Et un autre ajoutera : « L'on se prépara comme *pour une fête !* »

***

La plaine de Leipzig est, dans sa partie méridionale, parcourue du Sud au Nord par les deux rivières, Pleisse et Elster, qui, issues des dernières pentes des monts de Bohême, et, ayant coulé parallèlement, finissent par confluer, un peu en aval de la ville. C'est en suivant leurs vallées, ainsi que celle de la Mulda, que Schwarzenberg avait abordé la région. Ces rivières, comme, plus à l'Ouest, la Saale, se divisent en bras assez nombreux — circonstance qui pourrait contrarier une retraite éventuelle des Français vers l'Ouest, mais qui, pour l'heure, servait Napoléon en le couvrant momentanément de toute attaque sérieuse sur son flanc droit. Restait à assurer le double front qu'au Sud et au Nord, il opposerait respectivement à Schwarzenberg et à Blücher.

Au Sud, les deux rivières gardaient donc la droite de Napoléon, comme d'ailleurs la gauche de Schwarzenberg, mais il

était assez mal aisé d'appuyer à quelque accident de terrain le front de l'une ou l'autre armée, car jusqu'à la Mulda, à l'Est, la pleine n'offrait aucun relief important. C'était bien *une lice* où l'on s'allait prendre corps à corps. Cependant, au Sud du front français, en avant d'une ligne partant de Markkleeberg sur la Pleisse, à Liebertwolkwitz plus à l'Est, et passant par Wachau. une légère dépression se creusait, séparant les deux armées.

C'était entre ces deux bourgs, de Markkleeberg à Libertwolkwitz, que Napoléon avait trouvé arrêtée et installée l'armée Murat. Poniatowski occupait le premier de ces villages et Lauriston le second ; entre eux, le corps Victor constituait, à Wachau, le centre de la ligne, tandis que deux corps de cavalerie, les cavaliers polonais et ceux de Pajol, assuraient les intervalles.

En face, Kleist et Wittgenstein étaient assis de Grosspôsna à Crôbern avec les Gardes prussienne et russe : l'armée autrichienne, à leur gauche, s'était arrêtée entre Pleisse et Elster, mais avec l'évidente intention de déborder la droite française et de donner, à l'Ouest de Leipzig, la main à Blücher.

Napoléon approuvait la position prise par Murat ; il ne songea qu'à la rendre plus forte en grossissant les forces du Roi. Il les doublerait en appelant Augereau à sa droite près de Markkleeberg, le corps de cavalerie La Tour-Maubourg à Wachau, au centre, et à gauche, Macdonald avec le corps de cavalerie de Sébastiani ; le duc de Tarente n'empêcherait pas seulement l'adversaire de tourner les Français entre la Partha et la Mulda, il tenterait de l'envelopper lui-même, le moment venu, sur sa droite ; car, de défensive que serait, dans les premières heures, la bataille française, elle deviendrait bientôt offensive. Les 114.000 hommes de l'armée du Sud, auraient, en effet, non seulement à résister à Schwarzenberg, mais à l'enfoncer. Pour ce, on renforcerait encore d'une trentaine de mille hommes, pris à Ney, le front de bataille au Sud, afin de pouvoir, au moment voulu, se rabattre sur l'aile droite ennemie et, l'ayant tournée, jeter dans la Pleisse toute cette armée, ainsi prise à revers.

***

Mais la condition d'une victoire si difficile restant la résistance que, pendant vingt-quatre heures, on devrait opposer à Blücher, l'Empereur passa à l'inspection du champ de bataille

du Nord. Là, une position s'offrait, plus avantageuse que celle du Sud. Elle dominait et barrait, de Möckern à Euteritz, la route de Halle à Leipzig par laquelle les colonnes de l'armée de Silésie prétendaient atteindre cette dernière ville ; cette position s'appuyant, par sa gauche (face au Nord), sur la basse Pleisse et le bas Elster, se couvrait d'un ravin assez profond. C'est à gauche, à Möckern, que Marmont s'était installé ; Ney, avec Souham, Bertrand, Reynier et Dombrowski, devait venir, en rétrogradant, se ranger à la droite de Marmont, et, relié à la gauche de Murat dans la plaine de Leipzig, fermer le cercle que formaient les armées françaises autour, et assez en avant, de la grande ville. A l'Ouest, des forces suffisantes protégeaient la route de Leipzig à Erfurt, seule voie ouverte à la retraite si, par suite d'une défaite, elle devenait nécessaire. En tout, 75.000 hommes couvrant, au Nord, Leipzig, c'étaient environ 185.000 à 190.000 hommes que Napoléon aurait à opposer totalement — au cas où Bernadotte, au Nord, et Benningsen, au Sud, arriveraient à appuyer respectivement les armées Blücher et Schwarzenberg — à une masse de 320.000 Coalisés. Mais la foi qu'il avait dans son génie de stratège se fortifiait, chez lui, de l'impression qu'il emportait de son inspection circulaire. Partout il avait trouvé les soldats animés d'une ardente résolution, et évidemment pénétrés de la conviction qu'on jouait la partie suprême, et que — coûte que coûte — il la fallait gagner.

***

La résolution, à la vérité, n'était pas moins forte chez les soldats alliés — des plus hauts aux plus petits, et, par surcroît, la supériorité de leurs forces semblait bien leur assurer la victoire ; la seule faiblesse de ces armées était dans le manque d'entente entre les chefs.

Le prince royal de Suède avait — avec sa cautèle coutumière — laissé Blücher prendre les devants ; il ne cessait, tout en marchant lentement, de tourner la tête en arrière avec l'idée — au cas d'une défaite de ses alliés — de regagner l'Elbe et de sortir ainsi de la lice sans être irrémédiablement compromis aux yeux de ses anciens compatriotes. Blücher ne demandait — *Vorwaertz !* — qu'à marcher de l'avant, mais ne voulait pas laisser à son suspect voisin la possibilité de trahir une seconde fois et il insistait pour que celui-ci le précédât ; Bernadotte avait obstinément refusé, et le

nouveau maréchal prussien, furieux, après une scène qui avait failli aboutir à une rupture, avait dû le laisser prendre de la distance et du large ; dans la crainte où était l'ex-maréchal d'Empire d'entrer en contact un peu rude avec les Français, il n'avait consenti à se diriger sur Leipzig qu'à la condition d'abandonner la Mulda qui le menait droit à la ville, et de ne marcher qu'à l'Ouest, par la vallée de la Saale, ce qui mettait — précaution qu'il estimait utile — la Pleisse et l'Elster entre Napoléon et lui ; mais ainsi s'éloignait-il du champ de bataille — ce qui lui permettait de n'intervenir qu'au cas où la bataille paraîtrait tourner au désavantage des Français.

Blücher s'était mal prêté à le suivre sur la Saale ; il avait, lui, une hâte extrême d'arriver sur Leipzig par le chemin le plus court. Il n'avait détaché qu'un de ses corps sur la Saale, pour surveiller le Prince royal plus encore que pour le soutenir, et « l'infatigable vieillard », ainsi qu'écrit Langeron, marchait, lui, droit sur la grande ville par la chaussée de Halle. Quant à Bernadotte, il continuait, tout en remontant lentement la Saale, à méditer, nous le répétons, une retraite éventuelle sur l'Elbe, et déjà parlait-il — sans plus de délibération — de regagner le fleuve, quand il apprit que, fort malheureusement, Ney avait fait sauter les ponts : chose singulière et étrange fatalité, c'était un ordre de Napoléon, trop fidèlement exécuté, qui enfermait, en quelque sorte, Bernadotte dans ses nouveaux « devoirs » et forçait ce malheureux, quoi qu'il arrivât, à en découdre avec ses anciens compatriotes. L'heure allait sonner, où ce Français tiendrait le sort entre ses mains et en déciderait contre la France.

A l'armée de Bohême, les chefs étaient maintenant à peu près d'accord, le Tsar n'ayant cessé d'arbitrer les avis opposés. Le plan avait été, depuis quatre jours, de pousser vivement Murat pour que Napoléon n'eût pas le temps de détruire l'armée de Silésie, et l'on sait que ce plan avait déjà procuré le résultat cherché. Maintenant, on était en présence du terrible Napoléon en personne et il fallait le vaincre.

On attaquerait sur trois points : à droite, de la Pleisse et de l'Elster, où les Russes et les Prussiens étaient arrêtés, face à la ligne française, à gauche (les Autrichiens) entre les deux rivières ; et le reste de l'armée de Bohême plus à l'Ouest. L'attaque était fixée au 16, à 9 heures.

Napoléon n'avait pas de nouvelles de la marche de Blücher ; il pouvait espérer encore que, dans cette journée du 16, où il allait en venir aux mains avec Schwarzenberg, le grand chef prussien ne serait même pas en mesure d'aborder les troupes qui lui étaient opposées. En conséquence, estimant qu'avant tout il fallait, en ces vingt-quatre heures, détruire l'armée de Bohême, il rappela, le 15 au soir, Marmont, pour le porter sur la ligne du Sud avec mission d'assurer le mouvement tournant de Macdonald. Ney suffirait peut-être à couvrir, contre Blücher, les derrières de l'armée qui allait recevoir l'attaque de Schwarzenberg.

***

Le 16, à 9 heures, la canonnade la plus violente éclata sur le front de l'armée de Bohême et, aussitôt, trois fortes colonnes s'ébranlèrent, marchant avec résolution sur la position française : Kleist sur Markkleeberg, le prince de Wurtemberg sur Wachau, Gortschakof sur Liebertwolkwitz, qu'avec une quatrième colonne, Klenau essaierait de tourner par Seifertshain. Quoique essuyant le feu, très nourri, de l'artillerie de Napoléon, les trois colonnes, très vaillamment, abordèrent les lignes françaises. Kleist fit mieux : se jetant sur le corps Poniatowski à Markkleeberg, il parvint, en dépit d'une résistance acharnée des Polonais, à s'emparer du village et força ses défenseurs à se replier ; à la vérité Victor dans Wachau et Lauriston dans Liebertwolkwitz, tenaient-ils bon et repoussaient-ils l'assaut, mais la droite française restait débordée. Pour arrêter Kleist sur ce point, on lança contre lui les dragons de Kellermann ; mais ils furent refoulés par les cuirassiers russes de Levachoff qui tentèrent de pousser plus loin ; ils furent arrêtés par le feu très efficace de l'artillerie. Les combats ce pendant se poursuivaient autour de Wachau et de Liebertwolkwitz : les deux villages furent perdus et repris plusieurs fois, et la lutte était telle sur toute la ligne, qu'à midi, 18.000 hommes jonchaient déjà le sol, dont les deux tiers du côté des assaillants. Ces pertes énormes des Coalisés n'étaient compensées — sauf à leur gauche — par aucun avantage sérieux ; la ligne française tenait finalement, et Poniatowski lui-même, ne s'étant replié que de peu, menaçait de reprendre, d'un instant à l'autre, la position perdue à Markkleeberg.

Napoléon qui, très peu en arrière de sa ligne de bataille, sur-

veillait, du haut d'un talus, les combats en cours, fut, sur ces entrefaites, averti que deux attaques se produisaient à sa droite extrême, et sur ses derrières mêmes. La première était dirigée par Giulay sur Lindenau, à l'Ouest de Leipzig, dans le but de couper les Français de Lützen et de la route d'Erfurt ; elle ne trouvait devant elle que la division Margaron, qui, inférieure en nombre, ne tiendrait peut-être pas longtemps. La seconde attaque venait des avant-gardes de Blücher qui, de Halle, entendant gronder le canon de Schwarzenberg, avait hâté sa marche et venait se jeter sur Marmont quand Ney était à peine en place. Le duc de Raguse, qui venait de recevoir de l'Empereur l'ordre de se porter en appui de Lauriston sur la gauche de notre ligne Sud, en était, par cette attaque, fort empêché ; Blücher arrivait quelques heures trop tôt pour les calculs de Napoléon. Marmont, loin de pouvoir venir à la rescousse des troupes du Sud, appelait, au contraire, à l'aide. Heureusement, Ney, reculant, depuis deux jours, devant l'armée de Silésie, venait de prendre la place qui lui était assignée dans la ligne de bataille Nord, et il paraissait à l'Empereur en force suffisante pour appuyer la résistance de Marmont ; Napoléon crut même pouvoir lui enlever le corps de Bertrand qui irait, à l'Ouest de Leipzig, soutenir Margaron contre Giulay. Rassuré de ce côté, l'Empereur pouvait poursuivre, sur la ligne Sud, l'exécution de son plan ; seulement il y voyait une nécessité plus pressante que jamais : puisque Blücher était déjà sur son dos, il fallait qu'à tout prix, avant six heures, le front de Schwarzenberg fût rompu, bousculé, tourné, anéanti.

Il déclencha une forte contre-offensive sur le front ennemi, tandis que Macdonald — et la décision dépendait de cette manœuvre — tenterait de déborder l'aile droite des Alliés et de l'envelopper.

L'attaque de front s'éxécuta d'une façon magnifique, et la ligne des Alliés parut enfoncée. La première position emportée, les Français s'y installaient ; déjà le Tsar tenait-il la bataille pour perdue, et parlait-il de retraite. Mais Macdonald, que Marmont — nous savons pourquoi — n'avait pu appuyer, échoua dans son mouvement tournant, qui, après quelques succès, était finalement arrêté. La bataille restait donc *bataille de lignes* ; elle devenait d'ailleurs acharnée ; les positions alliées prises, elles étaient reprises ; les deux armées s'y usaient. La nuit approchait sans qu'un résultat décisif se dessinât. Après de nouveaux combats — affreux — le soir tombait sans que l'armée Schwarzenberg, à la vérité fort

endommagée, eût été tournée ni même tout à fait rejetée. On ne pouvait donc la tenir pour vaincue.

Napoléon fit un dernier effort : deux divisions de la Vieille Garde — sa réserve — furent jetées dans le combat, mais, au moment même où elles s'ébranlaient, une attaque des Autrichiens du corps Merveldt sur Dölitz à notre droite, nécessitant une réaction de ce côté, il fallut y détacher une des divisions destinées au suprême assaut sur le front de Schwarzenberg. A la vérité cette réaction était-elle couronnée d'un plein succès, puisque, Dölitz repris, on y faisait prisonniers 2.000 Autrichiens, y compris leur chef, le général de Merveldt. Mais l'élan de la Vieille Garde avait été, pour cette division, trop longtemps interrompu. Relancés sur la position ennemie où la Jeune Garde subissait de lourdes pertes, ces admirables soldats y déployèrent des prodigues de valeur, mais en vain. L'ennemi, ébranlé et fortement éprouvé, se cramponnait cependant, avec l'énergie la plus âpre, à cette position démantelée, et, la nuit tout à fait tombée, Napoléon n'avait, ni par l'attaque de front, ni par la tentative de manœuvre de Macdonald, détruit ni même fait sensiblement reculer l'armée de Bohême. « *Tactiquement* vainqueur, suivant une heureuse formule, Napoléon était *stratégiquement* vaincu. » De ce fait, la situation, si difficile la veille, devenait tout à fait mauvaise pour l'Empereur. Son plan — évidemment — échouait, et l'on pouvait tout redouter du lendemain ; car Blücher, pressant les troupes françaises du Nord, menaçait maintenant de les bousculer, et, cette fois, l'on était bien pris, littéralement, entre deux feux.

Marmont avait cependant soutenu sans broncher le premier choc des Prussiens ; encore qu'il n'eût que 20.000 hommes à opposer aux 60.000 soldats de Blücher, il avait tenu bon à Möckern que celui-ci n'avait pu ni enlever ni tourner, trouvant de tous les côtés une résistance résolue. York y avait perdu une partie de son corps et il semblait que l'on dût, jusqu'à la fin du jour, contenir la violente poussée de l'armée de Silésie, quand la cavalerie wurtembergeoise, lancée contre les Prussiens, leur offrit soudain l'occasion d'un avantage. Comme les Saxons et les Bavarois, depuis un mois, ces Wurtembergeois ne combattaient aux côtés des Français que la mort dans l'âme ; ils n'exécutèrent qu'avec une mollesse parfaitement volontaire la mission que leur avait donnée Marmont ; ramenés, ils se rejetèrent dans les rangs français en y semant la panique

par les cris de *Sauve qui peut !* Profitant de la confusion créée par cet incident, Blücher relança à l'attaque le corps Sacken, puis, finalement, toute son armée ; sous cette attaque de masse, la division Compans qui, depuis des heures, portait le poids du combat, dut se replier et tout le corps Marmont avec elle ; l'ordre fut donné par le maréchal de reculer jusqu'à la Partha. Blücher devenait un danger imminent pour les corps mêmes qui, au Sud de Leipzig, n'avaient si laborieusement arraché aux Autrichiens que quelques morceaux de leurs positions. L'armée française, réduite à 150.000 hommes par ses pertes, et prise entre 300.000 Alliés, allait avoir maintenant à combattre sous la menace d'être broyée dans un étau.

***

Les armées alliées avaient cependant été si cruellement éprouvées en cette journée du 16, qu'elles parurent, au matin du 17, incapables de poursuivre le combat. Aucune contre-offensive ne se déclencha du côté de l'armée de Bohême, aucune tentative ne fut faite par l'armée de Silésie pour avancer. L'ennemi, hors de souffle, sembla se contenter d'une énorme canonnade qui, toute cette journée du 17, allait être la seule manifestation de son activité. Quant à Napoléon, il était trop avisé pour ne pas considérer la situation d'un tout autre œil que le 15 au soir. Dès l'aube, il avait fait le tour des états-majors ; il n'y avait trouvé que des hommes découragés, à commencer par son propre major général, Berthier, et par le chef de sa cavalerie, Murat. Nul n'osait cependant lui conseiller formellement ce que tous désiraient : qu'il rompît le combat et, lorsqu'il en était encore temps, battît en retraite. Lui-même envisageait maintenant cette perspective. Il eût évidemment pu ordonner, le 16 au soir, cette retraite et l'organiser pour la nuit suivante, mais si Ney avait, assez tardivement, rallié l'armée, au Nord de Leipzig, un de ses corps, celui de Reynier, était encore assez loin du champ de bataille ; décamper sans l'attendre était le livrer entier à l'ennemi. De fait, Reynier ne vint rallier l'armée que le 17 au soir.

En réalité, Napoléon se donnait-il là un prétexte. Sa pensée était maintenant de retraiter, mais il ne voulait le faire que dans un ordre parfait et après avoir encore contenu l'ennemi. Maintenant il espérait vaguement obtenir de la fatigue des Alliés un armistice : s'étant fait amener le général de Merveldt, pris, on le sait, à Dölitz, il l'entretint longuement de ses dispositions à traiter

et lui rendit la liberté en le chargeant de proposer une trêve à l'état-major allié. Mais les Coalisés — si meurtris qu'ils fussent — étaient à cent lieues de l'accorder. C'est qu'ils venaient de se grossir, et les forces qui leur arrivaient compensaient largement les pertes qu'ils avaient subies.

Vers la fin de la journée, de tous les observatoires, les chefs français purent voir, au Nord comme au Sud, de longues colonnes venir rejoindre, ici l'armée de Bohême, là les troupes de Blücher. C'étaient, au Sud, Benningsen, avec ses 50.000 hommes, et c'était, au Nord, toute l'armée de Bernadotte. Il semblait que le cercle fatal qui enserrait les Français menaçât de devenir infrangible ; car, à l'Ouest même de Leipzig, il paraissait qu'avant peu, ce cercle allait se refermer derrière Napoléon,

Celui-ci se décida enfin à la retraite ; mais il persistait à la concevoir telle, qu'il enlèverait aux Alliés toute envie de la troubler en leur imposant encore par une vigoureuse résistance. L'arrivée des nouvelles forces alliées semblait rendre, à la vérité, cette résistance presque impossible. Les Coalisés allaient disposer de 110.000 hommes de plus, et, par surcroît, ce soir-là, se glissaient au Quartier Général de Bernadotte quelques officiers saxons, déserteurs du corps Reynier, qui donnaient au prince royal de Suède l'assurance que la résistance française serait, le lendemain, au moins sur un point de la bataille, paralysée et même détraquée par la trahison. Bernadotte, qui était homme à les entendre, les encouragea dans leur honorable dessein.

Ce Bernadotte avait beaucoup à se faire pardonner des Alliés. La lenteur — évidemment voulue — qu'il avait mise à marcher sur Leipzig, avait porté au plus haut point, non seulement l'irritation de Blücher, mais celle de tous les chefs de la Coalition. Le ministre d'Angleterre, qui, au Quartier Général de l'armée du Nord, représentait l'allié payant, pensait sans doute que la Grande-Bretagne n'en avait pas pour son or ; il avait très vivement entrepris le Prince royal, prononcé le mot de trahison, et nettement menacé « le traître » de le faire exécuter par les souverains alliés. Bernadotte avait pris peur, et s'était décidé à se jeter enfin carrément dans la lice. L'homme, maintenant, résolu à passer le Rubicon, déciderait, par son intervention, de la victoire encore incertaine, en faveur des Coalisés.

LOUIS MADELIN.

(A suivre).

LETTRES DE SALSETTE

III (1)

SEPTIÈME LETTRE

Les mœurs amoureuses ? Mon avis est qu'il y a ici comme partout rapports et divergences multiples, et souvent paradoxaux, entre : la moralité publique avouée, les mœurs réelles, la pudeur de l'individu, sa libido, etc..., mais que ces rapports ne sont pas les mêmes que chez nous, sans être aussi merveilleusement différents que notre goût du piquant en ces matières se plairait à l'imaginer. Mon ton doctoral peut vous sembler tout à fait ridicule ; mais n'oublions pas que je ne prétends parler que du milieu étudiant où prédomine l'élément Nouvelle-Angleterre. Dans ces limites un monsieur qui n'est pas un idiot congénital, et qui n'a pas les yeux bouchés, arrive tout de même à saisir quelques petites choses en plusieurs mois de contacts quotidiens.

Première différence : les mœurs réelles s'écartent plus que chez nous de la moralité publique avouée, surtout parmi les jeunes filles, qui me semblent avoir une conduite beaucoup plus uniformément libre que les nôtres. Jusqu'où vont-elles en fait ? Question délicate, et qu'il me paraît difficile de résoudre. Quelle expérience variée n'y faudrait-il pas ! Or, sur ce point, vous vous doutez bien que mon expérience est nulle, et que j'en suis réduit aux on-dit et aux conjectures. (Les on-dit, quand ils viennent de mes élèves, sont d'ailleurs d'une franchise et d'une précision stupéfiantes.) J'ai idée que nombre de ces demoiselles vont fort loin, pour peu que l'heure, la compagnie ou l'alcool les y encourage ; mais qu'alors que les nôtres, si elles étaient allées aussi loin, ne ver-

(1) Voir *La Revue* des 15 janvier et 1er février.

raient pas bien pourquoi s'arrêter, celles d'ici sont munies d'une espèce de déclic conventionnel, qui fonctionne sans qu'elles aient la peine d'appeler leur volonté à la rescousse. Expliquez cela comme il vous plaira. Moi je tends à croire qu'aux moments les plus chauds, leur cervelle reste assez froide, et calculatrice. Tout en se prêtant au jeu, et parfois en le menant, elles n'en oublient pas les règles ; et crient « stop » comme l'arbitre qui surveille et prévient les infractions.

Une seconde différence importante est que la pudeur et la pudibonderie, qu'elles agissent dans les relations, les conversations, ou dans le secret des âmes, n'ont pas ici les mêmes zones d'influence ni les mêmes lignes de démarcation que chez nous. Presque chaque jour, je vois des gens s'effaroucher de libertés, dans la conduite ou l'expression, qui nous sembleraient bénignes ; et d'autres, parfois les mêmes, parler de la vie sexuelle, de ses incidents ou accidents, avec une crudité, une brutalité, que l'on évite chez nous quand on ne cultive pas le genre soldatesque ou carabin. Un collègue, originaire d'Europe, me disait : « Ils adorent s'entretenir de ces choses, pour l'excitation et le scandale qu'elles leur donnent. Mais ils n'aimeraient pas avouer, ni s'avouer à eux-mêmes, qu'ils y prennent plaisir. Ils ont besoin d'un prétexte. Le plus honorable est la curiosité scientifique. De là vient, par exemple, que sous couleur de freudisme, vous pouvez dire à peu près n'importe quoi devant n'importe qui. » Il y a du vrai dans cette opinion. Leur goût de l'alibi est incontestable. Ils semblent toujours sous-entendre : « Nous n'aurions pas idée de parler de choses pareilles, si ce n'était pas utile. » (Notez que cette hypocrisie, avec des variantes, s'est pratiquée partout. Cf. les questions et réponses dans les fameux manuels de confession jésuite. Ces messieurs n'eussent pas reconnu facilement que le sujet ne les ennuyait pas.)

Quand il s'agit non de simples propos, mais de conduite, la différence se définirait autrement. Ils pratiquent mieux que nous la division mentale ; grâce à quoi un monsieur de bonnes vie et mœurs ne se sent point de responsabilité dans les divertissements, ou débauches, d'un individu assez bas à qui, en secret, et sous la même peau, il donne asile. Rien de commun entre eux deux, ni les scrupules, ni les délicatesses, ni les souvenirs. Oh ! là encore, je sais bien que les Américains n'ont rien inventé. Mais ce dédoublement opportun, que réussissent chez nous seulement quelques sujets d'élite, me paraît ici presque aussi répandu que l'habitude de

se laver. Et des récits dignes de créance m'amènent à penser qu'il en résulte une conséquence curieuse : même pendant qu'ils commettent les actes en question, ils (ou elles) n'ont pas l'air d'y tenir. Et en fait ils n'y *tiennent* pas tellement (au sens étymologique du mot). Quand je regarde l'une ou l'autre de mes étudiantes, assise en face de moi et prenant des notes, il m'arrive parfois de l'imaginer mise pour la première fois dans une de ces situations. (Et comme elles sont souvent jolies, ce travail d'imagination n'est pas repoussant.) Je la vois assez bien. Ce qui pour une fille de chez nous, d'une catégorie analogue, serait tout de même une entrée assez émue et frissonnante dans un monde plein d'échos et de mystères, a chance de rester pour ma petite Américaine un incident latéral, en l'honneur duquel les hautes instances de l'esprit, du cœur, de l'âme, ne se dérangent pas. Il y a certes eu de cela dans certains coins de notre XVIII^e^ siècle européen, pour ce qui est du cœur et de l'âme. Mais encore ! Relisez même Casanova, ou le *Faublas*. Dieu sait si, à défaut de l'âme, le cœur et l'esprit sont invités à ne rien perdre de la fête. Oui, voilà le point. On a l'impression qu'ici le cœur et l'esprit n'en profitent pas. Et cela se retrouve un peu dans tout. Les gens font et entendent de l'excellente musique. Mais je ne suis pas sûr qu'ils en *profitent* avec le sérieux passionné des amateurs de chez nous.

A cela se relient tant de traits qui nous étonnent, ou nous choquent. Ainsi leur facilité à admettre des équivalences là où notre sensibilité s'obstine à percevoir des degrés très inégaux de qualité, de dignité. Nous trouvons certes amusant et bien moderne qu'une université américaine ait une section consacrée à la technique des conserves alimentaires, ou de la publicité commerciale, ou de la laiterie. Mais il nous faudra encore pas mal de temps pour placer ces enseignements tout à fait sur le même pied que la philosophie ou l'histoire de l'art. Je ne me dissimule pas que nous aussi sommes sur le chemin, comme en témoignent chez nous les parties inférieures de la conscience publique ; mais une assez vaste élite conserve un sens des hiérarchies, qu'ici même l'élite intellectuelle semble avoir pudeur à exercer.

(Je ne sais si vous voyez le rapport. Moi, je le vois : une certaine *indifférence*. Cf. ce que je disais naguère sur l'apathie.)

D'où aussi leur facilité envers certaines manifestations de l'art auxquelles ils devraient être le moins préparés, ou envers d'autres, qu'ils pourraient considérer comme des plaisanteries

insultantes. Vous m'avez signalé vous-même la brusque floraison à New-York de reproductions en couleurs de Van Gogh (*La Petite chambre*, des *Barques*, des *Fleurs*, des vues de Provence) ; leur apparition à des devantures de papetiers modestes, voire de marchands de chaussures, là où trônaient la veille un calendrier paré d'un buste de jolie fille, ou des chromos du type petit chat jouant avec un sac de dragées. L'invasion a continué, incoercible comme la coulée des tanks hitlériens dans nos plaines d'Europe. J'ai la conviction que le plus modeste employé de Jerome Avenue, au Bronx, est en train de décrocher une scène de chasse en hiver (dans l'esprit almanach des Postes de 1860) pour accrocher à la place un Van Gogh (au-dessus de la simili-cheminée à fausses bûches rougeoyantes). Allons-nous pavoiser, comme pour une victoire de l'art moderne ? Ce serait d'une candeur excessive. Le vrai est que notre employé se f... de Van Gogh comme de la scène de chasse, et avec une plénitude dont son homologue de chez nous n'approche pas. Il a simplement acheté un « article » qui avait l'air de se vendre beaucoup. Pas question pour lui de se demander : « Cela me plaît-il ? Ou cela va-t-il plaire à ma femme ? »

De même il n'y a pas de pays, je crois, où il serait plus facile de faire défiler tout un public de gens cultivés devant une exposition de « peintres et sculpteurs » qui présenterait exclusivement : à la cimaise une suite de planches non rabotées, et, dans le milieu des salles, des tortillons de fil de fer sur des socles. Personne ne rirait de la bonne blague. Personne non plus ne s'interrogerait d'une façon tant soit peu anxieuse. Tous s'en f...aient profondément. Et la plupart penseraient à autre chose, comme ma jolie étudiante quand un camarade (ou peut-être deux) lui consacrent les efforts les plus dignes pourtant d'attention. (Je ne vous ai pas raconté que, faisant visite l'autre jour à la section Beaux-Arts de notre Université, j'ai découvert justement un atelier de sculpture où le professeur — un réfugié d'Europe Centrale — borne son enseignement à la torsion du fil de fer. Si bien que ce qui vous semblerait, à vous homme simple, un projet de tire-bouchon, plus grand que nature, est en réalité une « Diane endormie ». Je vous entends vous écrier que nous aussi nous avons cela, comme la radio ou le téléphone ; que nous ne sommes pas si en retard ! Mais, je vous assure, ce que nous n'avons pas encore au même point, c'est la passivité totale du public.)

Des malins d'Europe ont souvent employé le mot de barbarie,

pour désigner certaines déviations ou perversions du *way of life* d'Amérique. Le mot est abusif. A moins qu'on ne veuille simplement évoquer comme terme de comparaison l'indifférence qui succède si vite à l'ahurissement chez le barbare ou le primitif que l'on plonge tout à coup dans une civilisation avancée. Un primitif, en effet, que vous menez au concert (en obtenant qu'il s'y tienne tranquille) et à qui vous faites entendre sans transition, après une symphonie de Mozart, du Debussy et du Ravel, a peu de chances de se lever de son fauteuil en s'écriant : « On se moque du monde. Dans ces deux derniers morceaux toutes les règles de la musique sont bafouées. » Peut-être même applaudira-t-il, parce qu'il vous verra applaudir. Mais les amis de la musique moderne, comme vous et moi auraient tort de croire qu'ils viennent de gagner une recrue.

Du même coup un argument assez émouvant, et que nous accueillerions volontiers, pour en user chez nous, perd de son poids. Des gens nous disent en effet : « La disparition du public d'élite, ou d'un public hiérarchisé, son remplacement par une masse de plus en plus large, n'est pas un si grand mal. Au contraire, peut-être. Cette masse n'a plus les mêmes préjugés. Voyez ce qui se passe un peu partout. Jamais les innovations esthétiques n'ont rencontré moins de résistance. » Toute la question est là. Il s'agit de savoir si un public qui ne présente aucune résistance présente encore le moindre intérêt. S'il ne résiste à rien, c'est qu'il ne tient à rien. Vous me disiez vous-même un jour que pour mesurer le déclin du goût de la poésie en France dans le dernier demi-siècle, il suffisait de se rappeler la querelle du vers libre, autour des années 90. En ce temps-là, ce fut une petite Affaire Dreyfus. Des dizaines de milliers de gens, jusque dans des trous de province — même s'ils n'étaient pas grands acheteurs de recueils nouveaux — avaient là-dessus une opinion passionnée. Le notaire en disputait avec son jeune clerc, et avec le principal du collège. Des feuilles de chou locales (et c'est vrai, je m'en souviens encore) lançaient des pointes, incidemment, aux iconoclastes de la prosodie. Cela ne prouvait certes pas que le paysan dans sa chaumière comprenait de quoi il retournait, ni que le petit bourgeois s'en arrachait les cheveux. Mais cela prouvait qu'un public très étendu attachait en principe de l'importance à la poésie, à ses règles, à son maintien ; même s'il se trompait quant à l'exercice de son zèle. Cela prouvait aussi que dans ce public très étendu un public plus restreint,

mais encore nombreux, était capable de distinguer un vers régulier d'un autre. Alors qu'aujourd'hui pas un lecteur sur dix d'un journal même littéraire ne serait fichu de vous dire si un vers a douze ou quatorze pieds, s'il contient des muettes non élidées ou des hiatus.

Or il est bien certain que dans toutes les civilisations (et non dans les dissertations des professeurs mais dans la réalité des œuvres d'art), la décadence esthétique commence le jour où les gens se moquent de la différence entre une colonne corinthienne et une colonne à peu près corinthienne, entre un mot et son quasi synonyme, entre un accord musical et le même affecté d'un bémol.

Une autre conséquence, peut-être encore plus grave, est celle-ci (dont je relève quotidiennement des indices) : un public qui ne résiste à rien est la proie désignée d'une technique, en pleine prospérité celle-là : la technique publicitaire. On le persuade de ce qu'on veut, dès qu'on y met le prix. Et encore, quand il s'agit des produits de l'industrie ordinaire, l'épreuve de l'utilisation apporte-t-elle une limite à l'arbitraire de la réclame. Il est difficile d'imposer longtemps au consommateur un savon à barbe qui refuse de mousser, ou une auto dont le pont arrière se disloque au bout de mille kilomètres. Mais le marché de l'art offre des commodités miraculeuses. Quand mon employé du Bronx remplace sa « chasse en hiver » par un Van Gogh, il ne s'expose à aucune sanction de l'expérience ; et le jour où un nouveau progrès du goût public lui fera remplacer son Van Gogh par une planche non rabotée, il lui suffira de continuer, c'est-à-dire de s'en f... Vous n'êtes puni, comme acheteur et usager de l' « œuvre d'art », que dans la mesure où vous attendez d'elle certaines satisfactions. Si tout le problème pour vous a été de vous laisser imposer un article qui, paraît-il, était à la mode (la cuisine de cette mode ne vous regardant pas) vous ne risquez rien, qu'un changement de la mode. Mais justement cela ne comporte aucun drame. Quand le chapeau de votre femme cesse d'être à la mode, elle n'en fait pas une maladie. Elle en achète un autre, dès qu'elle peut. Si les planches non rabotées cessent d'être à la mode — événement auquel il est raisonnable de s'attendre — et que le dernier cri soit de suspendre au-dessus de sa simili-cheminée un tuyau d'aluminium traversé par une ficelle rose de confiseur, mon employé en sera quitte pour acheter le nouvel article.

Le marché littéraire, lui, offre encore certaines résistances,

qui tiennent à l'usage qu'on fait de la marchandise. Pour l'usager, elle tient le milieu entre l'article qui ne dépend que de la mode, et le produit qu'on juge à l'utilisation. Jusqu'ici la technique publicitaire n'a pas trouvé le moyen de faire acheter par des centaines de milliers de gens un livre qu'ils n'ont pas une seconde l'intention de lire. (L'opération n'a réussi que pour des éditions très limitées, et chez nous plus qu'en Amérique ; et dans un public qui a de l'argent de trop, ce qui tend à disparaître, ou qui spécule sur le livre considéré comme objet de collection, mobile qui par définition s'évanouit en se vulgarisant.) Donc la publicité doit se résigner, comme pour l'auto, à ne faire mousser que des livres susceptibles d'intéresser le public qui les lira. Non qu'il faille désespérer de progrès futurs. Naguère encore, j'étais le premier à soutenir que le théâtre, avec toutes ses faiblesses, était l'art le moins vulnérable au pur snobisme, le moins docile aux suggestions du bluff, pour cette raison qu'un lecteur, qui n'en est pas à pleurer pour quelques francs perdus, peut se laisser entraîner à l'achat d'un livre qu'il ne fera que feuilleter ou qui lui tombera des mains ; mais qu'un spectateur va au théâtre avec l'intention d'y passer toute la soirée, et n'acceptera pas de s'ennuyer, par ordre, et coûteusement, trois heures de suite. J'avais méconnu la honteuse docilité de l'âme humaine, ou pour mieux dire, l'immense réservoir de servilité qu'elle est prête à dépenser en faveur de toutes les tyrannies, celle de la mode comme celle d'Hitler. J'ai vu de mes yeux, dès avant cette guerre, et en France, des salles entières subir, avec toutes les apparences d'un plaisir compréhensif, des pièces où je suis assuré que pas un spectateur sur dix ne comprenait ni ce qui se disait, ni de quoi il s'agissait.

Et qu'on m'épargne les tirades sur la sensibilité intuitive, sur le plaisir qui se passe de comprendre, sur l'enchantement qui se passe de raisons. Elles s'appliquent honnêtement à un certain nombre de cas — passés et présents. Mais dans bien d'autres, hélas ! elles ne sont que prestidigitation verbale destinée, justement, à masquer aux yeux du public lui-même la duperie dont il est la victime. Elles consistent à lui dire : « Tu as raison de te laisser moquer de toi. Et ceux qui essayent de te faire entendre : Tu es cocu, Georges Dandin ! sont de mauvais esprits. »

Donc, je suis bien revenu de ma confiance dans la sincérité naïve du public de spectacle. D'autres exemples, que j'ai recueillis ici même, m'inclinent à penser que, le jour où l'on saura encore

mieux s'y prendre, l'on pourra inciter toute une grande ville à venir, des milliers de soirs de suite, s'asseoir et se tordre de rire devant un spectacle ainsi composé : deux groupes de six acteurs, plantés à quelque distance l'un de l'autre, tirant des coups de pistolet au plafond, et poussant des cris ; les cris, toujours les mêmes, alternant avec les coups de pistolet, toujours les mêmes. Cela sans rien de plus, pendant trois heures.

C'est dire que le livre n'est pas à l'abri d'un progrès analogue. Je ne désespère pas qu'à la faveur d'un perfectionnement des procédés (dont chez nous le système des prix littéraires n'est pas le moins riche d'avenir) l'on arrive à dispenser définitivement le public de toute initiative dans le choix de ses lectures. Suffisamment abruti par la réclame préalable, il ne s'apercevra même pas qu'il n'est pas content. Ou du moins il s'en apercevra chaque fois trop tard. Car l'un des secrets de la méthode est de créer dans le public une mentalité « annuelle » (comme les plantes) ou mieux : saisonnière. Le but à atteindre est qu'il ne se souvienne plus, ne compare plus. L'objet rêvé, c'est « le livre de l'année », ou « le livre de la saison », que personne ne lira plus l'année, ou la saison suivante. Et tant mieux. Personne ne songera non plus à reprocher ses erreurs à la mode défunte. (Y songe-t-on pour les chapeaux ?)

En Amérique, l'on me semble déjà très avancé dans cette voie. J'ai recueilli à ce sujet les confidences d'un grand éditeur de New-York — et des plus sérieux — et d'un écrivain assez connu (tous deux *alumni* de C... venus l'autre mois pour une de nos fêtes anniversaires).

Le premier m'a dit qu'il était normal que d'un roman, vendu l'année de sa publication à cent mille, il ne s'écoulât que cinquante exemplaires l'année d'après. Le second m'a dit que, à la différence de chez nous où le public, quand il a fini par adopter un écrivain, lui demeure fidèle, tout en se réservant d'aimer plus ou moins ses œuvres successives, ici, l'auteur le plus célèbre est un perpétuel débutant. Le public est toujours prêt à l'abandonner, autrement dit atteint presque à la disponibilité parfaite dont rêve la publicité. Il n'a déjà plus (ou c'est tout comme) ni mémoire, ni gratitude. Il lui reste encore l'illusion de choisir lui-même l'objet de ses engouements éphémères. Mais qui ne voit que le progrès de la publicité consistera, tout en lui laissant soigneusement cette illusion, à canaliser de plus en plus étroitement ses choix, à les préparer, à les rendre inévitables ?

Ce qu'on peut dire est que la publicité, n'ayant point de vocation méphistophélique n'a, en général, aucune raison d'imposer au public un ouvrage que, dans le cours naturel des choses, il trouverait ennuyeux ou repoussant. Non certes. Son intérêt bien entendu est même, pour éviter une perte d'énergie, de deviner, parmi des centaines d'œuvres, les quelques-unes qui ont le plus de chances de plaire. Toute saine publicité commerciale repose là-dessus. Mais nous voyons les conséquences, quand il s'agit d'un produit de l'esprit. Plus la publicité devient scientifique, plus elle s'efforce de déterminer objectivement — c'est-à-dire sans qu'intervienne aucune notion de valeur intrinsèque, de beauté, de dignité, etc... — les goûts et demandes du public. L'investigation prendra forcément un caractère de statistique, et de recherche des moyennes. Le principe sera de considérer comme sacrés les préjugés de Pierre, Paul et Jacques, d'incontestable la façon dont ils désirent cette année qu'un roman se présente, se développe et se termine.

Certes, une des astuces de la publicité — au service de la concurrence — sera bien de devancer, dans certains cas, les caprices du public, de deviner comment il lui sera amusant, la saison prochaine, d'être étonné, déconcerté, ou même scandalisé. Par suite, de le pousser dans le sens qu'on croit deviner.

L'on revient ainsi, par un détour, non au respect de l'originalité, de l'invention, ou de l'hérésie... mais à l'élément arbitraire qui intervient dans toute cuisine de la mode et du succès ; ou plutôt nous voyons ainsi la publicité exploiter sciemment, allumer des erreurs, des vices du goût que le public en effet serait tenté de commettre, parmi d'autres, mais dont peut-être il se défendrait, ou se corrigerait vite, si les meneurs de la mode ne venaient pas lui en faire un devoir et une élégance.

Au total, dans ce jeu de tricheurs, aucune chance n'est laissée à ce qui a toujours assuré la sélection des grandes œuvres : l'accord plus ou moins rapide, plus ou moins tardif, entre le jugement du grand nombre et le jugement de l'élite véritable, cette dernière, lorsqu'il y a au début désaccord, agissant par le procédé de l'influence naturelle et de la propagande spontanée : chaque lecteur enthousiaste recrutant dix adeptes, et ainsi de suite ; et la critique elle-même n'était qu'un aspect privilégié de cette propagande spontanée. Ai-je besoin de souligner que les aveuglements du public, lorsqu'ils sont sincères, et les injustices de la critique,

lorsqu'elle n'est pas sciemment malhonnête, valent encore mieux qu'une exploitation industrielle, et cynique, de la suggestibilité humaine ?

Et comment songer sans épouvante à ce que cette technique donnerait, dans une société d'où disparaîtrait la concurrence — refuge d'une justice fortuite — et où l'Etat dicterait les consignes ? (Je ne sais pas pourquoi je mets cela au conditionnel. Il y a de sérieuses apparences que cette charmante utopie soit déjà réalisée.)

HUITIÈME LETTRE

Je viens d'avoir quelques troubles de santé. Rien de grave, je crois. Mais faute d'habitude, je les ai trouvés bien déplaisants. C'est le tube digestif qui s'est mis à me turlupiner. Moi qui me vantais de digérer des briques ! Pour ménager mon amour-propre, j'ai envie d'accuser la cuisine américaine. Ce ne serait pas juste, car elle est en moyenne plus saine que la nôtre. Toutefois, elle est à la longue ennuyeuse, ainsi que je me permettais de l'insinuer déjà à votre ami de Greenwich. Et que ce secteur de notre organisme soit spécialement sensible à l'ennui ne me paraît pas du tout improbable.

J'ai trouvé dans ces incidents l'occasion de mon seul contact un peu révélateur avec la médecine américaine. (Auparavant, je n'avais eu que des conversations, et que trois séances chez le dentiste.)

Je me suis rappelé telles remarques que vous m'aviez faites sur les lieux où opère cette industrie. Même ici, dans une petite ville, rien du décor bourgeois et familial auquel nous sommes habitués (le salon avec le piano et les « tableaux de maître »). Un office, composé de deux pièces, dans l'un des deux buildings qui se font vis-à-vis à notre principal carrefour. L'office du médecin est situé entre celui d'un agent d'assurances, et celui d'un homme de loi. On a le sentiment que son installation ne diffère des deux autres que par des détails techniques. Un agrément, c'est qu'une fois rentré chez lui, il échappe aux odeurs fièvreuses ou médicamenteuses, au reliquat des haleines infectes, pour respirer comme tout le monde ; et qu'aussi il doit couper à pas mal de dérangements.

Mais c'est l'esprit du métier qui vous dépayse le plus. J'avais préparé, en fourbissant mon anglais, quelques phrases aussi précises que possible, propres à évoquer ce qu'il y a de plus fuyant,

et pourtant d'ininventable, d'irremplaçable, dans des symptômes comme les miens. Mon médecin m'a opposé aussitôt un sourire de mépris indulgent, qui signifiait : « Laissez-moi tranquille avec vos histoires. » Je ne conterai pas la suite de tests, d'épreuves, d'analyses diverses où il m'a précipité, comme dans les courbes d'un *scenic railway*. Sachez seulement que le circuit comporta quatre séances, dont trois dans un laboratoire logé quelques étages plus haut, et une chez mon médecin lui-même. Artifices pénibles et coûteux. Le tout a fini par un traitement banal, qu'un brave praticien de chez nous eût improvisé après cinq minutes de conversation. Le seul soupçon de nouveauté en était l'achat d'une boîte de vitamines au *drugstore* du coin. (D'ailleurs, j'en avais vu la réclame dans la vitrine chaque fois que je passais par là, et aurais pu en faire l'essai de ma propre initiative.)

Dieu me préserve de conclure sur une expérience aussi ténue, et d'abord de prétendre interdire à la médecine la recherche de plus en plus objective de la vérité. Mais les récits des gens me confirment que les rapports entre le médecin et le malade tendent ici à ressembler de plus en plus aux rapports entre un mécanicien réparateur et une machine. Avec cette différence que le mécanicien connaît exactement tous les mystères de la machine ; ce qui n'est pas le cas du médecin ; et cette autre que le mécanicien ne trouve pas déshonorant d'écouter les bruits que vous lui signalez, tandis que le médecin a l'air de considérer comme de gênantes superfluités les plaintes et observations du malade, et en général tout ce curieux appareil de faits de conscience dont tout de même la nature nous a doués, et dont il est difficile de croire qu'il ne rime à rien. Une dernière faiblesse de la médecine, au regard de la réparation mécanique, me semble être que son objectivité est souvent de la poudre aux yeux, et rappelle trop de fois l'indice bien connu qu'on obtient en multipliant la longueur du grand mât par l'âge du capitaine. Bref, la méthode adoptée par ces ingénieurs de santé me paraît avoir surtout pour effet, jusqu'à présent, de les dispenser des vertus que la profession médicale réclamait par excellence : l'esprit de finesse, le flair, le bon sens, l'aptitude à discerner la variété infinie des cas, l'évaluation du facteur moral, etc...

Bien entendu, les gens d'ici ne s'avisent de cet excès que pour se ruer dans l'excès contraire. Quand ils perdent leur foi aux ingénieurs de santé, ils s'abandonnent sans plus de contrôle aux guérisseurs par l'esprit. Et dès lors le seul fait de boire un verre

d'eau minérale pour calmer une brûlure d'estomac devient à leurs yeux une concession abominable au matérialisme.

Est-ce que l'enseignement des Universités favorise suffisamment l'esprit critique, pour mettre les gens en garde contre ces excès, dans un sens ou dans l'autre ? Je n'en suis pas sûr. D'une façon générale, je ne m'explique pas clairement les résultats auxquels aboutit ici la formation universitaire. C'est ainsi que les étudiants — à quelque branche qu'ils appartiennent — m'étonnent tour à tour par ce qu'ils savent, et par ce qu'ils ne savent point. On me fait valoir qu'ils se spécialisent très vite, et que par suite, ils présentent, à côté de lacunes ahurissantes dans leur culture générale, une avance qu'à leur âge on n'a pas chez nous dans la discipline qu'ils ont choisie ; que ce soit la phonétique, la biologie expérimentale, ou la physique moléculaire. C'est sans doute vrai. Mais, cela ne suffit pas à résoudre pour moi certaines énigmes dont la principale est l'enchaînement que voici : au départ, un recrutement d'une facilité extrême ; ensuite une majorité d'étudiants qui travaillent peu, même dans leur spécialité ; là-dessus des examens qui souvent manquent de sérieux — ou plutôt n'ont que le degré de sérieux que le candidat lui-même veut bien leur donner ; car les dirigeants de chaque université, dans la terreur de perdre leur clientèle, estiment que les candidats sont faits pour être reçus, et qu'en recaler un de temps en temps doit apparaître comme une pénalité exceptionnelle, de même que la chaise électrique reste un épouvantail pour les bandits. (Cette mollesse dans le recrutement et les sanctions tient évidemment au caractère privé des établissements universitaires.) Et en définitive un pays où les compétences sont très nombreuses, le deviennent de plus en plus, et, après s'être longtemps tenues un peu au-dessous de la toute première catégorie mondiale, la rejoignent en proportion croissante, au point que l'on se demande si l'Amérique de demain ne va pas devenir, pour les sciences au moins, ce qu'était l'Allemagne d'avant 14.

Les collègues originaires d'Europe auxquels je m'ouvre, avec discrétion, de ces embarras, invoquent d'abord le nombre de chercheurs, puis la vertu du travail en équipe, bien mieux, plus régulièrement pratiqué ici que chez nous ; et surtout la part toujours plus décisive que prennent dans la découverte la profusion et les perfectionnements des appareils. C'est incontestable. Mais ce n'est probablement pas tout. Et il doit falloir en revenir

à ce don d'efficacité, que j'ai salué naguère chez mes ouvriers peintres, et qui, dans la nature de l'homme américain, semble se rattacher à l'art général d'utiliser le temps. (Héritage des pionniers, qui n'étaient pas forcés d'aller vite, mais n'avaient absolument pas le droit de baguenauder.) Que ce soit pour l'amusement ou pour la besogne, les Américains perdent moins de temps que nous.

Au reste il faut toujours se garder de jugements sommaires. J'ai vanté les peintres, et les mécanos de garage. Pourquoi ne pas avouer en revanche — la vérité m'y pousse — que depuis mon arrivée en Amérique je n'ai pas réussi à faire réparer ma petite montre-bracelet (qu'on m'eût réparée vingt fois dans un chef-lieu de canton d'Europe). Ou bien les horlogers refusent le travail — en me donnant n'importe quelle excuse — ou bien ils s'en tirent par un bricolage qui au bout de quinze jours est à refaire. Je n'ai pu trouver, dans toute la ville de C..., un bonhomme capable de me remettre en état le petit vase, acheté en votre compagnie Neuvième Avenue, et dont j'ai eu le malheur de casser le rebord.

Les apologistes à tous crins me diront : « Cette civilisation est trop riche, trop habituée à l'abondance. Elle ne rapetasse pas. Elle remplace. » Oui. Mais il y a des cas où cette maxime superbe doit tout de même donner des mécomptes. (Par exemple s'il s'agit d'un émail persan ou d'une toile de Raphaël). Et le mépris du rapetassage vient souvent couvrir une certaine incapacité artisanale. S'absorber dans un travail fin, qui pose à chaque fois de nouveaux problèmes, qui exige beaucoup de patience, d'adresse manuelle, et mille ingéniosités incidentes dont seul un long apprentissage vous donne le sens, ce n'est évidemment pas le fort des gens d'ici. Et même si c'est là une conséquence inévitable de la production surabondante, et du machinisme, n'y voyons tout de même pas une supériorité.

J'ai eu avant-hier une conversation burlesque avec le frère de notre doyen, qui était de passage ici. Ce frère est je ne sais quoi dans les assurances (donc rien d'un *scholar*). Il baragouine assez bien le français. Il est allé en France. Il a prononcé sur les villes et les monuments de chez nous quelques-unes de ces phrases, trop belles pour être vraies, qu'on nous rapporte dans les satires faciles de l'Amérique. On découvre alors, soudain, que ce type d'imbécile existe, pourvu de tous ses traits traditionnels. Le Département

d'Etat, qui est si vigilant, devrait en interdire l'exportation. (Que dirions-nous, il est vrai, de certains olibrius que nous exportons nous-mêmes ? De ces Français et Françaises comme on en rencontre trop ici ? Quelle mystérieuse loi de centrifugation fait que, parmi les nationaux qu'un pays envoie au dehors, la qualité moyenne se rencontre si peu ? Ou des gens épatants — en petit nombre. Ou d'odieux paltoquets.)

Entre autres manifestations d'âme ingénue, mon frère de doyen, ayant eu le rapport de mes aventures, a trouvé extraordinaire que j'aie la pensée de rentrer en France quand Hitler et Vichy n'y seront plus. « Quoi ! m'a-t-il dit, en prenant vos premiers papiers, vous avez déclaré que vous n'aviez pas l'intention de devenir citoyen américain ? » Il regardait cela comme une excentricité. A son avis je n'avais pas dû bien saisir la question que me posait la formule officielle ; ou encore je m'étais plu à une sorte de bravade, comme l'immigrant qui écrirait sur sa feuille verte : « Militant anarchiste. A l'intention de commettre plusieurs attentats. »

. . . . . .

Ma prochaine lettre vous sera envoyée de M... Tout est réglé en effet. Je participe à l'Ecole d'Eté ; et m'en réjouis à l'avance, tant vous m'avez fait l'éloge de ce lieu, et de ce milieu. (Et vous n'êtes pas le seul.) Je ne serai pas fâché non plus d'avoir la garantie d'un peu de fraîcheur. Car ici, à peine apparu, et fort tard, le printemps s'est évanoui pour faire place à un été déjà presque torride.

P. S. — Nous avons souvent parlé des légendes touchant ce pays. Il en est une, mieux accrochée encore que celle de la fameuse trépidation : celle du foudroyant esprit de décision américain. Pour l'Européen ordinaire, l'Américain est l'homme qui, après cinq minutes d'un exposé laconique que lui fait le partenaire, et cinq autres minutes d'une discussion par monosyllabes, signe un contrat de dix millions de dollars, puis un chèque d'un million à titre d'acompte. Ce qu'on semble ne pas soupçonner, c'est qu'en fait personne n'est plus lent à se décider que l'Américain, plus traversé d'inquiétudes, de repentirs, plus assailli de craintes improbables, plus enclin à tout remettre sur le tapis après un mois de piétinantes conversations quotidiennes, après que le partenaire a cédé sur les derniers points litigieux, après que lui-même, Américain, a paru entièrement d'accord, et que pour tout homme raisonnable la signature n'eût plus été qu'une question de forme,

ou de bonne règle. Vous savez cela mieux que moi, qui déjà en recueille la preuve tous les trois jours, dans ma modeste sphère. (Encore à propos des vacances ; mais le détail importe peu.) Il ne s'agit point de millions de dollars, Dieu sait ! Mais j'ai remarqué que leur manie de l'indécision ne fait que croître avec les intérêts en jeu, ce qui se laisse prévoir. Et je tiens, sur la foi de l'expérience, qu'un proviseur de lycée provincial de chez nous est — quoi qu'il en pense certainement — beaucoup plus casse-cou, beaucoup moins triplepatte que tel puissant *businessman* d'ici, *trustee* d'Université.

Ce qu'il serait intéressant, mais délicat, de déterminer, ce serait le lien paradoxal de ce triplepattisme avec l'efficacité, vertu américaine que j'ai saluée tant de fois. Dans quelle mesure l'un compromet l'autre, en gâte-t-il partiellement le bénéfice, ou au contraire en devient-il une condition favorable, bien que négative : le temps perdu à ne pas se décider, ou à revenir sur sa décision, coûtant un peu moins cher en moyenne que les erreurs d'exécution qui naissent des décisions trop brusques, et qui s'annulent mutuellement (sous couleur de se corriger).

Une autre question : Comment les Européens, qui vivent sur la légende de la décision « fulgurante », ne se sont-ils pas aperçus que toute la politique de l'Amérique, dans cette guerre-ci et dans la précédente, en est le démenti ? Ou encore, qu'il n'est pas naturel pour eux d'avoir en même temps dans la tête deux idées aussi incompatibles que ces deux-ci : « lenteur américaine », et « se décider à l'américaine » ?

Comme il faut être juste, je tiens à reconnaître qu'il m'est arrivé de voir des Américains se décider brusquement, et tirer de leur poche le fameux carnet de chèques, et y inscrire un chiffre déjà, mon Dieu, respectable. C'était dans un banquet en faveur de réfugiés. Oui, l'Américain est capable d'avoir la générosité brusque, sans peser ni réfléchir. C'est quand les intérêts sont en jeu qu'il devient tâtillon. Peut-être comme certains trop bons joueurs d'échecs, qui ne se pardonneraient pas en conscience de laisser échapper la moindre faute.

NEUVIÈME LETTRE

Je ne doute pas que l'Ecole d'été de M... soit apparue, dès le temps de paix, comme une de ces réussites que la vie ne prodigue

pas. Mais en ce moment précis, quelle improbable merveille ! Tous ceux que j'y rencontre m'assurent que, du fait de la guerre, elle n'est plus que l'ombre d'elle-même ; et que le miracle est que ni sa clientèle, ni son état-major n'aient été dispersés aux quatre vents. Il se peut, en effet, qu'elle ait perdu de son éclat ou de sa pétulance. Ce qu'elle en garde est déjà stupéfiant. Mais surtout elle a gagné un caractère qu'elle ne pouvait pas avoir, ou pas à ce point : celui d'être un lieu privilégié entre tous, un îlot trois fois saint dans la mer de tempêtes et de ténèbres ! L'on se sent très fier — pour un coup — que ce soit là une idée française nourrie par le terroir d'Amérique.

Depuis mon arrivée, je vis en état de grâce. Je trouve tout délicieux : les gens, les choses. Même au bâtiment principal, qui est très laid, et que les Français d'ici ont surnommé fort exactement la gendarmerie, je découvre un détachement à l'égard de la beauté plein de malice.

Ce matin — nous sommes dimanche — j'ai assisté, et même participé, à un spectacle qui m'a paru dépasser de beaucoup l'anecdote. Je me suis dit à la réflexion que si on le sent comme il faut, on doit pénétrer assez loin dans le secret de l'Amérique. Vous en avez sans doute été témoin vous-même, et plus d'une fois. Je veux parler de l'office religieux qui a lieu dans l'unique chapelle de l'Université.

Comme les résidents de l'Ecole d'été appartiennent à une douzaine au moins de confessions différentes (quatorze, m'a dit M...), et qu'il n'était pas question d'organiser un nombre correspondant de cérémonies, on a jugé plus simple, vous vous rappelez, de les inviter tous à une cérémonie commune. Et voici ce qui me semble américain : une simple facilité pratique devenant la cause d'une invention dans l'ordre spirituel. Car moi, j'y vois une invention.

Il y avait au programme plusieurs pièces chorales de J. S. Bach, la lecture d'un texte de l'Evangile, d'une page de Marc-Aurèle, enfin d'une page de Bergson. Je ne vois pas qui, en sortant de là, eût pu se moquer ou se plaindre. Pas plus un voltairien qu'un chrétien. Un catholique fervent n'avait pas reçu tout ce qu'il attend d'une messe. Mais rien ne l'avait offensé. Et si la rigueur de sa foi romaine lui laissait quelque « informal » tendresse pour le Christ, il devait reconnaître que la figure du Christ n'avait cessé de présider à cette rencontre d'âmes bienveillantes. Seuls

auraient eu matière à irritation des ennemis de toute raison et de toute bonté, des fanatiques de tout poil, qu'ils fussent nietzschéens, hitlériens, derviches tourneurs, aïssaouas mangeurs de verre pilé, ou marxistes moscoutaires.

Je me disais aussi : « Que reprocher à un christianisme ainsi entendu, et au nom de quoi ? » Pas trace de cléricalisme, ni d'intolérance. Le christianisme devient simplement la tradition majeure, ou préférée ; le nom qu'a pris depuis bientôt deux mille ans le fleuve principal de spiritualité qui traverse la race blanche. Un agnostique, un incroyant, pouvait assister à cette cérémonie, et en accepter l'émotion sans se manquer à lui-même (*exemplum ut talpa*). Chacun était libre d'y ajouter les précisions et suppléments qui lui tiennent à cœur.

Ai-je tort de voir là un trait de l'Amérique, une des raisons de son étonnant pouvoir d'assimilation (et de rapprochement fraternel), un des titres aussi qu'elle possède sur l'avenir ? Car s'il est difficile d'empêcher l'homme moyen de rester un animal religieux, et aussi un animal à traditions, il ne l'est pas moins de le tenir enfermé dans un dogme immuable, et surtout d'obtenir pour ce dogme une obédience universelle.

En somme j'ai beaucoup rêvé. Et comme mes rêves étaient portés par une onde d'optimisme, il en résultait quelque griserie. (Je ne m'en défends pas trop. Ces temps que nous vivons savent assez nous dégriser.)

Pour l'homme d'aujourd'hui, — le pauvre diable d'homme d'aujourd'hui, — il se dessine plusieurs mondes possibles, presque également probables, hélas ! Je suis loin de prétendre que le monde qui serait la continuation, l'épanouissement de celui dont nous avons ici mieux qu'une ébauche, un premier état déjà fort travaillé, répondrait à tous mes vœux. Mais quand je pense à d'autres probabilités, qui me font frissonner d'horreur, qui ne laisseraient à un homme fait comme moi d'autre issue que le suicide, je me sens une grande indulgence pour les défauts de la civilisation américaine. Je me résigne même à ses erreurs. Ce qu'elle me laisse envisager de plus redoutable — si elle reste fidèle à elle-même — me paraît relativement bénin. Bref, que l'on m'apporte un contrat où l'on me garantisse que, jusqu'à la fin de mon séjour terrestre, je n'aurai rien à supporter de plus grave que le *way of life* présent de l'Amérique, et je signe.

JULES ROMAINS.

COMMERCE ET HISTOIRE

Nobis in arto et inglorius labor. Par ces mots désenchantés, Tacite termine le récit de quelques années du règne de Tibère, où aucun événement, selon lui, ne sollicite le pinceau de l'artiste ni la réflexion du philosophe. Travail ingrat et sans gloire pour l'historien de reconstituer ces périodes exemptes d'invasions, de révolutions, de guerres, d'assassinats, de séditions, au cours desquelles la main de l'homme semble rester inerte, l'histoire perdre ses repères et jusqu'à sa substance.

Nous ne sommes pas sûrs que, de façon peut-être inconsciente, cette conception du fait historique ne continue pas quelquefois à prévaloir. Jamais la philosophie de l'histoire n'a été plus en faveur. Jamais autant d'interprétations n'ont été fournies des faits matériels ou des idéologies qui, en une longue suite de crises et de restaurations alternées, ont fait de notre monde ce qu'il est aujourd'hui. Il est rare qu'en dépit de l'influence exercée par l'école du matérialisme historique, ces études ne mettent pas au premier plan ces « figures de proue » que furent les conducteurs de peuples ou d'armées, les rédacteurs de constitutions ou les signataires de traités, les doctrinaires de la science politique ou les praticiens du pouvoir personnel.

Figures éblouissantes sculptées à l'avant du bâtiment, ne restent-elles pas étrangères à sa marche ? Les hommes exceptionnels que l'humanité a pu regarder comme ses chefs ont-ils jamais dompté leur destin jusqu'au bout ? Leurs grands desseins n'ont-ils pas été tôt ou tard traversés par des forces contraires et supérieures ? S'ils ont agi sur les événements, c'est plus par leurs échecs que par leurs réussites, par les résistances qu'ils ont suscitées que par les enthousiasmes qu'ils ont fait naître. Ils ont troublé le cours de l'histoire. Ils ne l'ont pas conduit.

Assurément, l'histoire ne serait ni complète, ni sans doute

émouvante, sans l'étude de l'*Uebermensch* de Nietzsche, du « héros » de Carlyle qui a su, pour un temps, déchaîner à son profit les aspirations de la masse, exploiter à son avantage les puissances obscures et permanentes qui inspirent la conduite de l'homme. Mais l'explication de l'histoire n'est pas là.

L'historien se doit de pénétrer au-dessous du lacis des destinées individuelles, quelque prestigieuses qu'elles apparaissent. Sans jamais négliger l'apport des courants religieux et idéologiques, il n'éclairera vraiment le passé qu'à la lumière de l'instinct élémentaire qui guide tout être humain : assurer sa subsistance et, si faire se peut, améliorer son niveau de vie.

Cet objectif matériel, l'homme essaie de l'atteindre de diverses façons : par l'appropriation des biens vacants et l'expropriation du bien d'autrui (les formes de cette expropriation sont innombrables et le resteront), par l'échange des produits excédant les besoins de l'individu. Cet échange s'appelle le commerce.

***

A partir du moment où l'*homo sapiens* de l'époque magdalénienne comprit qu'il n'était pas avantageux pour les hommes de la tribu de s'adonner tous ensemble à la chasse, que ce soin devait incomber aux plus agiles et aux plus robustes, et qu'il convenait de laisser à la caverne les plus habiles à aiguiser la pierre, les uns échangeant contre des outils de chasse fabriqués par les autres le gibier qu'ils ne consommeraient pas eux-mêmes, le fait commercial était né. De formes infiniment variées, mais d'essence permanente, le processus de l'échange a, bien plus que celui de la production elle-même, dominé l'histoire de l'humanité.

L'échange commercial implique avant tout une division du travail aussi poussée que possible entre les producteurs. Quoique, après tant de générations d'économistes, cette évidence fasse figure de lieu commun et que les avantages d'une production spécialisée ne soient plus à mettre en lumière, il reste à l'humanité, en ce domaine, bien du chemin à parcourir. A l'intérieur de ces petits marchés fermés, farouchement défendus par les droits de douane, les contingents d'importation et le contrôle des changes, que constituent les innombrables principautés économiques des temps contemporains, la division du travail peut, dans une certaine mesure, apporter ses bienfaits. Mais à quelle baisse dans les prix et à quelle

perfection dans la qualité la production ne parviendrait-elle pas si cette répartition des tâches s'établissait à l'échelle planétaire et si chaque nation se bornait à fournir au reste du monde ce pour quoi la nature et son ingéniosité la qualifient entre toutes !

Une autre condition de l'échange commercial est l'existence d'une marchandise de valeur sensiblement constante, facile à compter, à diviser et à transporter, et servant d'étalon pour mesurer la valeur des produits les plus divers. En la recevant en paiement, il faut que le vendeur ait la certitude de pouvoir, même à long délai, se procurer, grâce à elle, un produit quelconque de valeur au moins égale à celui qu'il a cédé. Il ne faut pas, sous peine de ne pas remplir son rôle, que cette marchandise, d'une nature spéciale, se déprécie entre les mains de son détenteur.

C'est à dessein que nous employons, pour désigner la monnaie, le terme de « marchandise », et nous ne faisons pas de différence de nature entre les procédés du troc, apanage des peuplades primitives, et les moyens de paiement les plus savants des *clearing houses*. L'échange commercial est toujours un troc, qu'il s'agisse d'un produit acquis directement par échange avec un autre produit, ou indirectement et à terme, par l'intermédiaire de cette valeur-étalon qu'est la monnaie. Cela est si vrai qu'en période de dépréciation monétaire, on enregistre constamment ce phénomène : ou le vendeur essaie de se garantir, par une demande excessive, contre la baisse probable du numéraire, de façon à pouvoir acquérir ultérieurement une marchandise de valeur au moins égale à celle qu'il cède, et c'est la hausse des prix, qui seule permet le maintien des conditions normales de l'échange ; ou, jugeant cette précaution insuffisante, il refuse en paiement le numéraire en cours et ne troque ses produits que contre un étalon métallique ou même contre une autre marchandise, revenant ainsi aux usages qui avaient cours avant la création du *sicle* chaldéen ou de l'*outen* des Pharaons.

La justification de cet échange de valeurs qu'est l'opération commerciale est un des problèmes de l'économie qui touchent de plus près à la psychologie et à la morale. Si les valeurs échangées sont strictement équivalentes, l'échange n'a pas de raison d'être ; si elles sont différentes, un des partenaires est nécessairement lésé. Beaucoup d'économistes, depuis Aristote, se sont complus dans l'apparente logique de ce dilemme et quelques considérations accessoires sur l'exploitation que peut faire le vendeur du besoin de l'acheteur, ou sur l'exploitation inverse, ont puissamment aidé

les scolastiques à condamner le principe du profit dans l'opération commerciale. Condillac a montré la faiblesse de ce raisonnement vraiment trop imbu de formalisme. D'un échange commercial bien compris doit ressortir un avantage réciproque, parce que la valeur de l'objet acquis est, pour chacun des partenaires, supérieure à celle de la contre-partie qu'il cède. L'acheteur estime que la marchandise qu'il acquiert est pour lui de valeur plus grande que la somme d'argent dont il se dessaisit. Le vendeur fait l'estimation inverse. C'est un sentiment mutuel d'enrichissement que doit engendrer une opération commerciale conclue en une monnaie saine et indemne de toute pression née de la pénurie.

Allons plus loin : indépendamment de cette valeur subjective donnée aux objets échangés et sans laquelle aucune opération commerciale ne serait possible, le commerce, par sa propre activité, ne confère-t-il pas une valeur intrinsèque aux produits qu'il manipule ?

« Peu importe, dit-on volontiers outre Atlantique, que les silos regorgent de blé, que les usines tournent jour et nuit. Rien n'est accompli dans le cycle économique tant que le rideau n'est pas tombé sur le dernier acte, tant que devant ce petit comptoir de bois, de marbre ou de métal qui, de temps immémorial, réunit acheteur et vendeur, l'acheteur n'a pas dit : « Je le prends ! » et le vendeur n'a pas fait sonner la caisse enregistreuse ! La denrée ou l'objet fabriqué n'acquiert sa valeur véritable que par le processus de l'échange commercial. Si, pour une raison quelconque, il est rejeté dans le circuit économique, sous forme de rebut, de déchet, de « bouillon », de laissé pour compte, de vieilles matières, cette valeur s'évanouit pratiquement. Sa plus-value est bien le fait du commerce qui a su le choisir, le transporter, le conserver, le présenter, et finalement provoquer chez le client la décision d'achat. Le support le plus ferme de la notion de valeur, c'est le commerce qui l'a toujours fourni.

Nous ne confondrons pas avec le commerce les procédés de répartition auxquels le dirigisme économique a donné naissance et qui n'en sont que la parodie. La « distribution » procède essentiellement de la notion de « plan » et n'est qu'un corollaire subalterne de la production. Le montant de la production agricole et industrielle ayant été fixé par l'État, il convient de le répartir entre les consommateurs selon des méthodes autoritaires et si possible scientifiques, tenant compte, pour les denrées, des quantités de calories

et de vitamines jugées nécessaires, et, pour les autres produits, d'une durée normale d'usure. Quant aux prix de vente, ils sont uniquement fixés d'après le coût de production.

Tout autre est la manière de procéder du commerce traditionnel. Son activité s'insère dans le type d'économie opposé à celle du plan, l'économie du marché, ou mieux, du consommateur. Dans cette économie, le client est roi. Le commerce se met au service d'un maître despotique dont les besoins doivent être satisfaits à tout prix, au besoin provoqués. Renseignée et orientée par lui, la production n'est que la servante obéissante de la consommation. Bon gré, mal gré, elle doit régler ses prix sur la notion de cours, au lieu de les imposer en fonction de la seule notion de prix de revient. C'est de ce type d'économie que le XIX^e^ siècle finissant fournissait l'exemple presque accompli. Une monnaie saine circulant de pays à pays, une certaine liberté des échanges internationaux favorisaient vraiment cette primauté du consommateur que les pays ravagés par la guerre ont tant de peine à restaurer. En tous lieux et à tous moments, dans le *drugstore* de Sioux-City comme dans la maison de vente par correspondance de Chicago, dans la petite épicerie de Bort-les-Orgues comme dans le grand magasin du boulevard Haussmann, client de toute condition et de tout âge était à peu près sûr de trouver sur le champ tout ce qui, en quantité, en qualité et en prix, convenait exactement à ses exigences. Et toute cette machinerie compliquée jouait sans effort, avec l'admirable et silencieux automatisme des lois naturelles, qui, en place des prévisions statistiques, ne met que les sanctions de la concurrence. Si l'approvisionnement du commerçant était insuffisant, il risquait de perdre sa clientèle ; si cet approvisionnement était excessif, il risquait la mévente. Dans les deux cas, la faillite le guettait. Ainsi se renouvelait quotidiennement, sans que personne prît la peine de le remarquer, ce qu'il a été permis d'appeler « le miracle du commerce ».

***

Le passé du commerce nous apparaît comme un autre miracle. Cette activité fondamentale, ce besoin inné de la nature humaine ont été, au cours des siècles, constamment brimés, voire paralysés, et l'histoire du commerce est, pour une grande part, l'histoire des entraves que la nature et l'homme n'ont cessé de lui imposer. Obstacles matériels, obstacles juridiques, obstacles moraux se sont,

à toute époque, accumulés sous les pas des commerçants. Que le commerce en ait généralement triomphé, qu'il ait pu par surcroît si largement enrichir le patrimoine de l'humanité témoigne de son étonnante force vitale.

Pendant des siècles, le statut normal des transactions commerciales a été l'insécurité. La nature y avait sa part. Les hommes faisaient le reste. De l'époque romaine au XVIII^e siècle, l'Europe n'a pas eu de réseau routier. La traversée d'une plaine marécageuse, d'une rivière, d'une chaîne de montagnes était une entreprise périlleuse. Dans la France médiévale, quelques confréries religieuses s'acquéraient des mérites en construisant des ponts et en sauvant ainsi de la noyade marchands et pèlerins. A part les gîtes de pèlerinage, les lieux d'asile étaient rares. Sur mer, les dangers n'apparaissaient pas moins grands. Les Phéniciens, ces « marchands divins », les Carthaginois, les Phocéens, les plus hardis négociants de l'antiquité ne naviguaient qu'en vue des côtes, interrompant leur route pendant la nuit. Les récifs, les bancs de sable, les affleurements de coraux multipliaient les victimes. La mer Rouge et le golfe Persique, voies normales de transit entre les Indes et l'Europe, étaient regardées comme si dangereuses que la traversée de la Haute-Égypte, celle des déserts arabiques et syriens leur restèrent longtemps préférées. Sous l'empereur Claude, Hippalos, négociant d'Alexandrie, osait le premier confier un navire aux hasards des moussons. Pour un chargement qui parti de la mer Érythrée atteignait Taprobane, combien étaient engloutis dans les flots ! Songeons que l'usage de la boussole qui, seul, permit avec quelque sécurité la navigation hauturière, ne s'introduisit en Europe qu'il y a sept siècles à peine.

S'ils échappaient aux pièges tendus par les éléments, il restait aux marchands à se défendre, sur terre et sur mer, contre les entreprises de pillage. Il n'y a guère plus d'un siècle, la piraterie avait encore droit de cité en Méditerranée. Selon les latitudes, la barque du Viking, la tartane barbaresque, la frégate du corsaire ont fait la loi pendant des générations. Sur terre, le brigandage prenait volontiers figure officielle et juridique. Les péages institués sur les chemins et sur les rivières n'étaient qu'une prime d'assurance, souvent incertaine, contre la rapacité du souverain des lieux. Si les foires de Champagne connurent une telle prospérité, c'est que les commerçants recevaient, pour s'y rendre, un « conduit », qui était généralement respecté. A tout prendre, le *racket* qui, dans des

États de la grande république américaine, menace encore certaines branches du commerce, parfois, il est vrai, les moins recommandables, n'est-il pas une survivance du tribut que les négociants ont toujours versé aux pillards ?

Tout en protestant en toute occasion et dans les formes les plus solennelles de leur désir d'aider et de protéger le commerce, les États l'ont toujours ou pressuré à leur profit ou pratiquement contrarié. Trois moyens d'action dont ils ont largement usé leur ont été offerts, la fiscalité, la douane, la réglementation des prix.

La liste serait fastidieuse des impôts que les États ont eu l'ingéniosité de percevoir à l'occasion des activités commerciales : sur les ventes, l'*hékatostè* athénienne, le *centesima rerum venalium* d'Auguste, le *siliquaticum* de Valentinien III, toutes les taxes sur le chiffre d'affaires, denier ou sou pour livre des derniers Capétiens et des Valois, « pancarte » de l'édit de 1597, *Umsatzsteuer* du Reich allemand, taxe à la production, taxe sur les transactions, taxe de luxe, taxe locale de la République française, droits de consommation, accises et dîmes de toutes espèces ; sur l'exercice de la fonction commerciale, la *lustralis collatio*, le chrysargyre, les droits de marché, de foire, les banalités, les patentes ; sur la circulation des marchandises, l'impôt grec du cinquantième, les *portoria* romains, les tonlieux médiévaux, droits de roue, de roulage, de rouage, de rivage, de liage, de halage, de barrage, de passage, de travers, de chaussée, de porte, de pont, de conduite, de rève, de séjour, la traite foraine, les octrois, les impôts sur les transports et combien d'autres !

A toute époque, le commerce a été le plus gros pourvoyeur du fisc, faisant souvent figure de simple collecteur et rejetant sur le client, par inclusion dans les prix, dans la mesure où la concurrence le permettait, le poids des nombreux prélèvements qui lui étaient infligés. Quelquefois même, cette fiscalité commerciale a pris un caractère discriminatoire, l'État grevant à dessein certaines entreprises, capables d'abaisser le prix de la vente au détail et de gêner ainsi leurs concurrents.

Les droits à l'importation et à l'exportation sont presque aussi vieux que le commerce lui-même ; mais jusqu'aux temps modernes ils ne se distinguaient pas de la fiscalité proprement dite. Les gouvernements ne se proposaient par ce moyen que de trouver des ressources supplémentaires. Ils n'avaient pas en vue la protection du travail national. Le « quadragésime des Gaules » *quadra-*

gesima Galliarum, perçu sous l'Empire à la lisière d'un territoire douanier qui englobait les trois Gaules, les deux Germanies, les Alpes Maritimes et les Alpes Cottiennes, n'était qu'une modeste taxe de deux et demi pour cent, assortie il est vrai de prohibitions, mais insignifiante à côté de nos tarifs actuels.

Le caractère du droit de douane a changé à partir des temps modernes. Sous l'influence de la doctrine mercantiliste, qui, malgré son nom, est certainement, parmi les théories de l'économie appliquée, celle qui fut le moins favorable au commerce, les nations prétendent désormais se suffire à elles-mêmes, gardant jalousement leurs matières premières, n'admettant que l'importation des lingots d'or et d'argent considérés comme la seule richesse véritable. Du XVI^e^ au début du XVIII^e^ siècle, des doctrinaires tels que Montchrestien, Laffémas, Thomas Mun, François Mélon proclament à l'envi que, par principe, l'importation des produits étrangers doit être prohibée, l'exportation des produits nationaux encouragée. En d'autres termes, et selon une formule qui n'a pas cessé de plaire malgré son évident illogisme et l'impossibilité pratique de sa mise en application simultanée par tous les pays, il faudrait toujours vendre à l'étranger et ne jamais lui acheter.

Dès la fin du XV^e^ siècle, le cardinal Morton, ministre d'Henri VII, roi d'Angleterre, déclare déjà devant les Communes : il faut que le royaume « puisse subsister par lui-même... et que le drainage de notre argent par l'étranger soit arrêté ! » Colbert applique cette politique avec la ténacité et l'insuccès que l'on connaît. Malgré le déclin de l'école mercantiliste, le progrès des idées libérales défendues par les encyclopédistes et les physiocrates, le changement radical de politique économique pratiqué par la Constituante, la France, pour ne prendre que son exemple, a presque constamment vécu depuis trois siècles sous un régime de protection douanière que les guerres n'ont fait qu'aggraver. Le traité d'Eden de 1786, qui eut au moins le mérite de moderniser l'industrie textile en permettant l'importation de machines anglaises, est déjà critiqué dans les cahiers des États Généraux. Les guerres de la Révolution, le blocus continental, la politique protectionniste de la Restauration et de la monarchie de Juillet étouffent, jusqu'au nouveau traité franco-anglais de 1860, toute autre tentative de libéralisme dans les échanges extérieurs. La politique « échangiste » de Napoléon III s'effrite dans les premières années de la III^e^ République. Le tarif douanier de 1892 y met fin. La pratique des contingents

d'importation et celle du contrôle des changes se sont chargées depuis d'édifier autour de la plupart des États contemporains, France y compris, des barrières autrement infranchissables que celle du droit de douane.

Les douanes et les péages intérieurs n'ont pas été, jusqu'à une époque récente, un moindre obstacle au commerce. Si l'on songe qu'à la fin du XV^e^ siècle, on comptait encore plus de cent péages sur la rivière de Loire et qu'à la veille de la Révolution, le royaume de France comprenait plus d'une dizaine de territoires douaniers différents, on s'étonnera moins des délais que prend de nos jours la constitution d'une union douanière européenne ou même celle d'unions partielles. Citerons-nous encore les mesures prises au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècle, par la plupart des États, pour réserver le trafic colonial aux nationaux ? Ou celles, souvent en vigueur encore, excluant du cabotage le pavillon étranger ?

C'est assurément dans le domaine des prix que l'Etat a le plus résolument tenté de contrecarrer, au cours de l'histoire, le libre jeu des activités commerciales. Se refusant à reconnaître que la hausse des prix résulte uniquement, soit d'une demande accrue par suite de la pénurie, soit de l'emploi d'un instrument monétaire de mesure dont la valeur est décroissante, la puissance publique s'est ingéniée, en de nombreuses circonstances, à fixer par voie d'autorité les prix de vente que le commerce ne devrait pas dépasser. Chefs sumériens, chaldéens et hittites, empereurs romains, rois de France, Conventionnels ont édicté des tarifs de prix dont l'observation était souvent garantie par la peine capitale. De nos jours, des régimes aussi différents que le national-socialisme, le stalinisme, le parlementarisme anglais, l'État de Vichy ou même la démocratie libérale des États-Unis ont instauré des Offices des Prix. A moins de sanctions implacables portant sur la liberté ou sur la vie des individus, toutes ces réglementations d'un passé proche ou lointain se sont vite écroulées sous la poussée des faits. Elles n'ont jamais empêché la survivance d'une activité occulte qui, en offrant à des prix où il était largement tenu compte du besoin de l'acheteur et du risque du vendeur les produits devenus introuvables au marché officiel, prouvait l'incoercible vitalité de la fonction commerciale.

Dans l'ordre moral, le commerce a rencontré presque autant de forces adverses. Confiné à mainte époque dans des corporations réglementées dont il lui était presque aussi malaisé de sortir qu'au Vaishya de la caste instaurée par la loi de Manou, le com-

merçant, et surtout le commerçant de détail, a rarement joui de la considération publique. Dans beaucoup de cités de l'Hellade, les fonctions publiques étaient interdites aux commerçants. Platon concède l'exercice du métier de négociant aux seuls étrangers. Aristote n'estime que la démocratie où le peuple est agriculteur ou pasteur. Si Mercure, dans le prologue de l'*Amphitryon* de Plaute, annonce cyniquement qu'il apprendra aux commerçants le moyen d'accroître leurs gains, Cicéron regarde comme sordide l'activité de ceux qui achètent pour revendre et leur bénéfice comme immoral. César dit des Gaulois que le voisinage des commerçants phocéens les avait pervertis. Sans aller jusqu'aux exagérations d'un Raymond de Pennafort ou d'un Campanella, les scolastiques voient avec défaveur le bénéfice réalisé dans la revente de la chose non modifiée, *res immutata*. Les préférences de saint Thomas vont à la petite communauté économique en circuit fermé, où le producteur rural, l'artisan vendent eux-mêmes avec un bénéfice raisonnable le fruit de leur travail. De là ces prohibitions contre les « regrattiers » qui achètent pour revendre, ces interdictions « d'aller au devant » des cultivateurs qui s'en viennent au marché, ces préventions tenaces contre la boutique où l'on offre autre chose que les produits sortis de l'atelier attenant. Cent ans avant François Quesnay, l'Anglais William Petty range le commerce au nombre des classes improductives. Adam Smith lui-même, chez qui on s'attendrait à trouver une opinion différente, dénonce les marchands comme ayant un intérêt contraire à la masse du public. Dans les taxations de prix contemporaines, la marge de bénéfice du commerçant a toujours été plus sévèrement traitée que celle de l'industriel ou de l'agriculteur. Et, de nos jours même, est-on bien sûr que le commerçant soit, par l'opinion publique, prisé à l'égal du producteur ?

Cette prévention persistante contre le commerce a été aggravée, la chose est certaine, par les profits trop faciles que les revendeurs ont réalisés en temps de pénurie. Elle s'atténuera quand, sous un régime de libre concurrence, la faillite aura repris son rôle moralisateur ; mais elle réapparaîtra d'âge en âge, et le commerce devra toujours compter avec elle.

***

Et pourtant, que l'humanité ne doit-elle pas à l'admirable

moteur du profit commercial ? En regard d'excès isolés comme la traite humaine ou celle des stupéfiants, combien de découvertes, de progrès, d'enrichissement matériels et moraux, d'embellissements de la vie à porter à l'actif des commerçants !

La connaissance du globe d'abord. Plus que la curiosité scientifique, c'est la recherche de richesses et de marchés nouveaux, de routes commerciales plus courtes et plus sûres qui stimule l'audace des Phéniciens du roi Néchao, de Hannon de Carthage, de Pythéas de Marseille, de Marco Polo, de Colomb, de Gama, de Hernando de Soto, de Jacques Cartier et de tant d'autres découvreurs de la planète. La géographie, l'astronomie, la navigation sont les premières à bénéficier de l'esprit d'entreprise des commerçants.

La production agricole et industrielle doit souvent, outre son essor, son existence même au commerce. Sans les armateurs de Phocée, la vigne et l'olivier n'auraient pas été importés dans les Gaules. Sans le commerce méditerranéen du Moyen âge, l'Europe occidentale eût ignoré pendant des siècles la culture du chanvre, du lin, du mûrier, l'art de couler le verre, celui de tisser la soie, de fabriquer le sucre. Innombrables sont à l'époque contemporaine, dans les pays qui ont échappé jusqu'ici au régime de l'économie planifiée, les industries que le commerce a fait naître de toutes pièces, en provoquant chez le consommateur des besoins nouveaux, un goût accru du confort, la curiosité, ou simplement même des fantaisies et des caprices.

Sous l'influence de l'école marxiste, bien des conflagrations ont été expliquées par le désir de trouver de nouveaux débouchés commerciaux. Or, ces agressions n'étaient souvent que la manifestation de cette soif de conquête qui apparaît, avec l'instinct du commerce, comme un des attributs primaires de la nature humaine. « L'effet naturel du commerce, écrivait Montesquieu, est de porter à la paix. » Rien n'est plus vrai, et aucune activité plus que le commerce n'a développé les relations entre les hommes et la sociabilité elle-même. Les foires du Moyen âge ont été une des rares occasions données aux Européens d'alors pour se connaître mieux. Dans un cadre plus étroit, le marché périodique a continué ce rôle. De nos jours, la boutique de village est restée le lieu où les gens du cru se rencontrent, échangent des nouvelles, confrontent des opinions. Le traditionnel « sourire commercial » n'est pas toujours factice : il traduit chez le commerçant qui

connaît son métier le désir de rendre à son client les services accessoires que celui-ci peut attendre de lui et que la technique moderne de la vente met presque sur le même pied que la qualité et le prix de l'objet vendu.

Le commerce est école de solidarité. Nous ne faisons pas allusion à ces « grandes compagnies » fondées par l'Angleterre, la France, les Pays-Bas, le Portugal, pour l'exploitation de leurs domaines coloniaux. Créées à l'instigation des Etats, elles eurent surtout des visées politiques. Leur monopole était mal vu du commerce libre et la plupart échouèrent après des fortunes diverses. En revanche, que d'associations nous trouvons dans le passé, hanses, guildes, corporations, confréries poursuivant des buts divers, lucratifs ou désintéressés, et dues à la seule initiative du commerce privé !

Mais le commerce est aussi — et les deux tendances ne sont pas contradictoires — école d'individualisme et d'initiative. A la différence de la production agricole et industrielle, il est rare que le commerce ait demandé la protection du bras séculier. Il a une méfiance instinctive et peut-être justifiée de la puissance publique. Le négociant, selon l'étymologie « l'homme qui ne se repose pas », reste à notre époque le tenant le plus fervent de la « libre entreprise ».

Le commerce a été de tout temps un grand inspirateur du droit, privé ou public. Bien des usages ayant acquis force de loi, bien des institutions juridiques ont leur origine dans des pratiques commerciales. Rien n'est plus contraire à la tendance de ces pratiques que le droit institutionnel, imposé par voie d'autorité. Pour le commerçant, le droit c'est l'usage codifié. « Les conventions font la loi des parties » est un axiome que ne déniera aucun commerçant. Toujours le commerce s'est appuyé sur le respect des engagements, sur la pratique de la confiance. Hérodote raconte que, sur certaines plages africaines de l'Atlantique, les Carthaginois avaient coutume de déposer des marchandises, puis de remonter sur leur vaisseau, en les laissant à l'abandon. Dans la nuit, les indigènes apportaient quelques pépites d'or. Les Carthaginois revenaient. Si le tas d'or était suffisant, ils l'emportaient et laissaient leurs marchandises. Sinon, entre partenaires invisibles le marchandage muet continuait, sans que jamais l'or fût enlevé par les Carthaginois ni les marchandises par les indigènes. Par analogie, dans les cafés du Lloyd, dans les

foires de bestiaux, dans les Bourses de commerce, les engagements pécuniaires les plus lourds sont pris sur un simple geste de la main, un signe de tête, un acquiescement du regard. Le partenaire de mauvaise foi sait qu'il risque l'exclusion de la profession et cette perspective de sanction suffit.

Tout ce que le génie humain a inventé ou conçu a été aussitôt propagé par le commerce. C'est à lui que l'alphabet, l'écriture, le calcul, les découvertes scientifiques, les chefs-d'œuvre des arts et des lettres, les procédés techniques, les modes, les doctrines, les religions doivent une large part de leur diffusion. Passagères invisibles, les idées ont souvent voyagé avec les marchandises.

Et combien le commerce n'a-t-il pas aidé à embellir la vie ! L'idée de l'industrie évoque la mine obscure et étouffante, l'usine bruyante et mécanisée, toute la peine des hommes. La notion de commerce fait surgir des images heureuses : la nef de haut bord aux voiles gonflées par l'alizé, le souk bariolé, la vitrine harmonieuse et chatoyante, la vendeuse au visage avenant, le confort du foyer, les menues joies de l'existence. Et quel essor l'art lui-même, sous toutes ses formes, n'a-t-il pas dû aux villes et aux Etats commerçants ? Sans le commerce vénitien, aurions-nous eu Titien, Tintoret ou Véronèse, et cet objet d'art qu'est Venise tout entière, sans les drapiers des Flandres, ces églises, ces halls et ces hôtels de ville que nous chercherions en vain auprès des corons, des hauts-fourneaux et des filatures ?

Une histoire du commerce ne saurait être autre qu'une histoire de la civilisation.

JACQUES LACOUR-GAYET.

PIERRE LOTI

Quatorze janvier 1950 : c'était le centenaire de Pierre Loti. Pour ma génération il est resté l'enchanteur. Mais je crains fort qu'il ne déçoive la génération actuelle. De ses trente volumes de navigation à travers le monde, elle ne pourrait tirer, dans sa curiosité universelle ou restreinte, quelques renseignements sur les hommes, le passé de leurs races, leurs mœurs, leur art, leur industrie, leur commerce, leur vie économique, politique intellectuelle même. Il serait vain de les chercher là. Ce voyageur est dépourvu de l'intelligence qui feuillette le monde comme un livre pour y relever les traces des efforts humains. Il le voit comme s'il était le premier à le voir.

S'il méconnaît ainsi le travail des hommes qui ne sert qu'à *enlaidir la terre*, nous donnera-t-il du moins des descriptions exactes et précises des innombrables paysages qu'il a pu contempler ? Quoi qu'on ait dit, Pierre Loti n'est pas un peintre. Il définit avec des mots abstraits. Son vocabulaire est des plus restreints. *Indéfinissable*, *indicible*, *inexprimable*, telles sont les plus fréquentes épithètes qu'il emploie. Et ce qu'il décrit le mieux, c'est ce qui est sans limites : la mer, le désert. Souvent il se pose cette question : « Qui peut dire où réside le charme d'un pays ! Qui trouvera ce quelque chose d'intime et d'insaisissable que rien n'exprime dans la langue humaine ?... »

Mais par la musique. La musique, en exprimant des sensations, nous suggère des images. On raconte que jadis les soldats suisses qui servaient en pays étranger désertaient lorsqu'ils entendaient le *Ranz des vaches* : une chanson évoquait pour eux les montagnes natales. Des paysages, et de quelle beauté, ne s'évoquent-ils point aussi pour nous à l'audition de la *Sym-*

phonie pastorale, par exemple, ou des *Murmures de la forêt*, ou de *l'Invocation à la nature ?* Ces paysages peuvent différer dans leurs détails pour chacun de nous ; mais nous en avons, quelques instants, respiré l'air salubre ou violent, goûté la sérénité ou la sauvagerie. Par de mystérieuses correspondances, la musique, qui est le plus sensuel de tous les arts quand elle n'en est pas le plus idéal, se trouve ainsi reliée à la terre, au climat, au caractère intime de chaque pays. Elle devient l'expression de ce caractère intime. Elle se plie aux contours et reflète les couleurs comme une matière en fusion. Ainsi, dans le *Roman d'un Spahi*, le chant vague et inconscient de la négresse Fatou-Gaye, à l'heure de la sieste, vibre et pleure dans l'air sonore et, résultat des choses, semble « la paraphrase du silence et de la chaleur, de la solitude et de l'exil ». Ainsi le chant de Rarahu résume l'énervante douceur des nuits polynésiennes, et la voix du batelier d'Aziyadé, qui monte dans le soir d'octobre dont l'or ruisselle sur Stamboul immobile, est chargée de toute la volupté et de toute l'infinie tristesse orientales.

Ce miracle de l'art musical, le rythme du style et l'harmonie des mots le peuvent réaliser. Loti le réalise constamment. Lue à haute voix, sa phrase caresse comme le son d'un violon. Elle alanguit, et dans ses frôlements subtils, sa douceur va jusqu'à l'extase amoureuse. Elle nous enveloppe, elle s'insinue dans nos veines, elle augmente la sensibilité de nos fibres. Ces paysages exotiques dont elle parle, nos yeux ne les voient pas, mais nous les vivons pour ainsi dire. Troublés, fascinés, ensorcelés, nous comprenons enfin la puissance de possession de la nature qui nous retient par mille liens solides et insaisissables.

Détaché des hommes et dédaigneux des idées, ni observateur, ni peintre, Pierre Loti est le magicien de la nature. Il croit disposer de ses trésors qu'il nous distribue avec munificence. Il lui emprunte ses prestiges et ses sortilèges. Elle lui donne jusqu'à l'orgueil de vivre et au souci de la mort par quoi s'élargit son lyrisme.

« Nature, vierge muette, disait Henri Heine, je comprends bien les éclairs qui tressaillent sur ta noble figure comme une tentative impuissante pour parler, et tu m'émeus d'une pitié si profonde que je pleure. Mais alors tu me comprends aussi, moi, et ton regard s'éclaircit, et tu me souris avec tes yeux d'or, belle vierge ! Je comprends tes étoiles et tu comprends mes larmes. » Ainsi nous interprétons, nous personnifions la nature.

Confidente de nos désirs, elle prend la ressemblance de notre jeunesse. Nous nous sentons vivre en elle ; mais quand nous croyons l'animer, son influence, au contraire, nous gouverne.

Cette union étroite de la nature et de notre sensibilité, nul poète ne l'a mieux exprimée que Pierre Loti.

***

Dans mon premier livre, *Ames modernes*, qui parut en 1894 — il y a déjà cinquante-six ans ! — j'avais exprimé par une étude enthousiaste sur Pierre Loti cette correspondance avec la nature. Il reçut le livre quand il s'embarquait à Rochefort et il m'en remercia par un long télégramme qui me rendit confus et fier. Lorsqu'il revint en France, de passage à Paris, il m'invita à l'hôtel du Bon La Fontaine, rue des Saints-Pères, un hôtel mystérieux où l'on ne recevait guère que des ecclésiastiques. Il y descendait sous le nom de M. Daniel. J'avais failli demander : *M. Pierre Loti* et je me suis heureusement rappelé : Daniel dans la fosse aux lions. Il y avait auprès de lui le prince Bojidar Karageorgevitch exilé de Serbie, et William Ritter, jeune écrivain suisse qui avait édité *Œgyptiaque*, roman où il s'était mis à dos toute la société neuchâteloise par ses outrances voulues en littérature, en art, en musique et par son mépris envers la bourgeoisie. Il me déçut un peu, je dois le dire, soit que mon imagination toute fraîche me l'eût représenté sous un jour nostalgique, soit qu'il fût en réalité un peu décevant, s'amusant à de petites choses insignifiantes comme un collégien monté en graine, puis, tout à coup, devenant grave, distrait, lointain, comme si quelque songe ou quelque souvenir le hantait. Il redressait sa petite taille et n'eut pas de cesse qu'il ne nous fit asseoir, nous qui étions plus grands que lui, surtout William Ritter qui n'en finissait plus. Ses joues étaient peintes en rouge, mais ses yeux étaient admirables comme s'il eût gardé toute l'immensité de la mer.

Pendant les années suivantes, quand il débarquait à Paris, il me faisait signe et j'accourais. A un bal costumé chez la princesse Karageorgevitch, la mère de Bojidar, je le vis en émir, soie et or, portant bijoux et bracelets, pistolets et poignards et coiffé d'un casque d'argent. Il était si réussi qu'il avait toutes les femmes à ses pieds comme un harem. La favorite était une belle dame du Second Empire avec les épaules tombantes, tout à fait comme

l'impératrice Eugénie, blonde comme la comtesse de Pourtalès. Cependant il avait déjà passé la quarantaine dès longtemps et je m'imaginais dans mes vingt ans qu'il était bien vieux pour un tel succès.

Je dus quitter Paris pendant cinq ou six ans et il m'oublia. Mais je me rappelai à lui par une brochure qui s'intitulait *Deux méditations sur la mort : Pierre Loti et Maurice Barrès* et plus tard, je lui ai dédié *la Robe de laine :* « J'acquitte, lui ai-je écrit, une bien ancienne dette en vous offrant aujourd'hui *la Robe de laine*, la dette de mon adolescence exaltée par la fièvre qui monte de vos ouvrages, de vos poèmes, comme à l'aurore la buée dont s'enveloppent quelques instants les contours de la terre. » Il n'était pas à Paris et il m'écrivit longuement et affectueusement.

Cependant je le froissai un jour bien involontairement pour avoir mis en doute sa connaissance de Pascal. Il affirmait ne rien lire et voulait avoir lu. Puis il me pardonna ce doute irrespectueux.

Mais il ne pardonnait pas à l'âge de lui prendre la jeunesse.

FRAGMENTS DE JOURNAL

23 *décembre* 1909. — Allé à l'Académie pour assister à la réception de Jean Aicard par Pierre Loti : à la vérité j'y vais surtout pour retrouver Loti que je n'ai pas revu depuis dix ans.

Jean Aicard succède à François Coppée. D'une voix claironnante et provençale il prononce un discours convenable. C'est un bon devoir. Rien n'accroche ni ne retient. Au fond, c'est Mistral qu'on aurait dû élire comme roi de la Provence, comme poète épique qui a pris dans le *Poème du Rhône* un fleuve comme protagoniste.

Mais, le public, délaissant Aicard, vient admirer Pierre Loti. Pour débiter sa harangue il est debout, car il rompt avec tous les usages académiques, le directeur ayant l'habitude de recevoir assis le récipiendaire. Il doit avoir maintenant près de soixante ans ; il fait toujours jeune, les cheveux probablement teints, les joues marquées de rouge, ses beaux yeux avivés de khol. Il porte fièrement son uniforme académique boutonné jusqu'en haut, avec toutes ses décorations. Dès qu'il commence sa lecture, on devine un *ah* de satisfaction. Et l'on entendrait voler une mouche, si nous n'étions au mois de décembre.

D'une voix musicale et monotone, un peu précieuse et qui voudrait être simple, il laisse tomber sur Aicard (il l'a fait nommer) des éloges au compte-gouttes, laissant au successeur qui l'enterrera le soin de le louer davantage. Puis il passe au panégyrique de François Coppée ; là il atteint le pathétique quand il rappelle son stoïcisme dans la souffrance et sa foi qui l'a soutenu. Et pour finir il dit des vers de Jean Aicard sur les pèlerins d'Emmaüs :

Reste avec nous, Seigneur, parce que nous t'aimons.

Cette adjuration au Christ semble être un cri de son âme désespérée.

A la réception qui a suivi la séance, Loti est très entouré par un cercle de belles dames. Il me rappelle le bal costumé chez la princesse Karageorgevitch, déguisé en émir où tout un harem l'adulait.

Quand j'arrive à le joindre, il est rasséréné comme s'il était las de ses bonnes fortunes et m'apprend son départ pour la Turquie. Le souvenir d'Aziyadé le hante...

***

Avant la guerre de 1914, encouragé par Paul Bourget et Maurice Barrès, j'étais candidat à l'Académie et je trouve à la date du 13 février 1914 cette note sur mon journal à qui je confiais les soucis de ma candidature :

13 *février*. — Dîné chez René Bazin qui, pour m'être agréable, a invité avec moi Etienne Lamy et Pierre Loti. La veille, les élections académiques ont pourvu trois fauteuils vacants : Bergson remplace Emile Ollivier, Alfred Capus Henri Poincaré et Pierre de la Gorce Thureau-Dangin. L'élection de Capus, surtout, a été sensationnelle, car il a battu Léon Bourgeois, que toutes les forces de gauche poussaient à l'Académie. J'avoue humblement ne pas comprendre l'importance accordée à cet homme politique au talent filandreux et inconsistant. En attendant Loti en retard, je raconte ma visite à La Gorce la veille au soir pour le féliciter, car il me témoigna dès mon premier livre de l'amitié.

— J'y suis allé, dit Bazin, et il n'était pas chez lui. Bourget et d'Haussonville ne l'ont pas trouvé non plus. Il avait dû oublier l'élection.

— J'y suis allé très tard et l'ai découvert au fond de son salon où brûlait un maigre feu de bois, avec sa femme, tous

deux seuls, calmes et paisibles comme si rien ne s'était passé. Et Mme de La Gorce m'a expliqué : « Il est allé à la messe ce matin, puis il a travaillé comme d'habitude. Après-midi il m'a dit : « Le temps est beau, je vais me promener, puis j'irai visiter une famille pauvre qui m'est confiée par la conférence de Saint-Vincent-de-Paul... » Pendant son absence j'ai appris la nouvelle. Des confrères sont venus pour le féliciter. Il n'était pas là. » A ce récit, le bon historien sourit et ajoute : « Oui, je suis rentré vers quatre heures et, comme je passais devant la loge, le concierge m'a dit : « Il paraît que Monsieur a un grade de plus... »

Pierre Loti arrive enfin, petit, malgré ses hauts talons, sanglé dans une redingote grise qui tente en vain de l'allonger, le torse redressé, la tête haute. Il a les joues peintes et les yeux agrandis par le khôl, ses beaux yeux nostalgiques qui à eux seuls donnent tant d'expression au visage dont ils font toute la beauté. Je l'ai tant admiré dans ma jeunesse et lui ai consacré les pages les plus ardentes de mon premier livre, *Ames modernes*, dont il avait été ravi. Mais quand je l'ai comparé à Barrès dans *Deux Méditations sur la mort*, il a moins goûté ce parallèle. Il entend faire autour de lui la solitude littéraire et demeurer l'unique. Mais il sera toujours l'enchanteur, le Chateaubriand des belles sauvagesses, les Rarahu, les Aziyadé, les négresses et les Japonaises.

Voici, rassemblés, dans un coin du salon avant le dîner, mes trois futurs électeurs : Bazin, Lamy, Loti, de même dimension exiguë. Les deux premiers ne prennent pas garde à ma taille qui les domine aisément ; je me rends compte qu'elle agace Pierre Loti qui se pousse en hauteur. Mauvais point pour un candidat. On passe à table. Il raconte, pour éblouir les dames, son dernier voyage en Orient, où il connut l'adoration des petits boutiquiers des souks et l'acclamation populaire. Il parle de lui-même comme d'un souverain, ou plutôt d'un calife, par petites phrases harmonieuses et bien arrangées. C'est le comble de la simplicité obtenue par mille artifices.

Puis, comme il est question de l'Académie, immédiatement il se lamente sur le peu de sécurité qu'on y rencontre dans les élections : « C'est une véritable forêt de Bondy », déclare-t-il Et il me regarde. C'est encourageant. Pourtant, lui-même n'eut pas lieu de s'en plaindre. Ne fut-il pas élu sans difficulté aucune à quarante et un ans ? Il se le rappelle et il évoque pour nous

ce soir d'Alger où il apprit son élection. Le vaguemestre lui remit un flot de télégrammes. Il comprit et il en eut un grand désespoir. Car il se sentit vieillir tout à coup et, pour se prouver sa persistante jeunesse, il marcha toute la nuit dans les rues désertes.

Après le dîner, il me prend à part et veut bien se souvenir que je lui ai dédié l'un de mes romans, *La Robe de laine.* Rentré chez moi, j'ai voulu retrouver cette dédicace afin de substituer l'œuvre à l'homme : « ... De quelle magie n'avez-vous pas doré nos jeunes années ? Nous trouvions en vous cette mélancolie si douce à respirer avant d'agir quand, trop gâté par ses vingt ans, on éprouve le besoin de se meurtrir contre l'amour, et ce désir universel qui, plus tard, acceptera ses limites et qui se traduit en un pareil désenchantement chez celui qui a trop senti et chez celui qui n'a pas vécu encore... » Et je me retrouve dans l'état d'esprit où j'étais quand je découvris *Aziyadé.*

***

La bataille de Verdun, après une apparence de victoire allemande, avait tourné en siège invincible avec l'arrivée du général Pétain avant de se changer en victoire française. Comme récompense, le général Pétain avait été nommé commandant du G. A. C. *(groupe des armées du centre)* en remplacement du général Franchet d'Espèrey qui prenait la place de Guillaumat rappelé. Capitaine d'état-major, il me connaissait depuis Verdun où j'étais allé au fort de Vaux et il m'invita à Bar-le-Duc.

Juin 1916. — De passage à Bar-le-Duc, le général m'invite à déjeuner. Pendant le déjeuner il m'annonce :

— J'ai liquidé votre confrère Pierre Loti. Je n'ai pas besoin d'un vieux marin. Il n'y a pas de mer ici.

Déjà âgé et malade, Pierre Loti avait repris du service. Franchet d'Espèrey l'avait pris à son état-major d'où son successeur l'a renvoyé. A la stupéfaction des officiers qui sont présents et qui n'admettent guère la contradiction opposée à un chef aussi olympien, je me surprends à objecter :

— Oh ! non, mon général, vous n'avez pas liquidé Pierre Loti. Vous avez simplement renvoyé le capitaine de vaisseau Julien Viaud. Pierre Loti est un des plus grands écrivains de France, il ne se liquide pas. Vous auriez pu l'envoyer se lamenter

sur les ruines de Verdun, il aurait ameuté les deux mondes sur les crimes allemands.

La salle est devenue pareille à un frigidaire. Personne n'ose prendre la parole, quand, après un instant de silence, le général Pétain lance cette sentence inattendue :

— Vous avez raison, Bordeaux. J'ai eu tort de renvoyer Pierre Loti.

Et pour ne pas perdre ses habitudes de brimade, il prend sa revanche en me décochant ce trait :

— Cette intervention vous gagnera une voix !

J'étais avant la guerre candidat à l'Académie et le général le savait. Mais je n'avais pas besoin du vote de l'auteur de *Ramuntcho* sur lequel je comptais. Le général Pétain s'était-il ravisé ? Dans tous les cas, Pierre Loti fut envoyé au printemps de l'année suivante, en 1917, à Noyon, que l'ennemi abandonnait, dans la campagne où il avait vu les pommiers abattus par les Allemands avant leur retraite et sur les troncs ainsi coupés les branches fleuries jusque dans la mort.

***

11 *juin* 1923. — J'ai appris ce matin la mort de Pierre Loti à Hendaye. Il est mort hier au soir à soixante-treize ans. Je le savais très malade, même perdu, et pourtant la nouvelle garda toute sa cruauté. J'allais sortir, je suis rentré dans mon cabinet de travail. C'est là qu'on est le mieux pour méditer, ausculter son cerveau et son cœur, regretter, espérer, souffrir, et composer avec tout cela un peu de vie humaine. J'ai pris dans ma bibliothèque l'un ou l'autre de ses livres, les préférés, *Aziyadé*, *Ramuntcho*, *Le Livre de la Pitié et de la Mort* et le rythme de ses phrases, que j'ai dans l'oreille depuis mon enfance, a bercé ma peine. Ce poète de la Douleur, de la Détresse, de la Mort avait le privilège d'enchanter son mal et le nôtre.

20 *juin* 1923. — François Duhourcau, le romancier de la *Révolte des Morts*, qui, de Bayonne, assista aux obsèques de Pierre Loti à Hendaye, toutes simples, en attendant les obsèques nationales de Rochefort et d'Oléron, m'a raconté cette cérémonie : « Il fut veillé dans le salon de son ermitage par deux matelots du stationnaire qu'il avait longtemps commandé. Puis, quand

ce fut l'heure de partir, le pasteur lut quelques feuillets de l'Evangile selon saint Jean, celui qu'il préférait. Et des marins vinrent le prendre pour le transporter sur le char funèbre qui l'attendait à la porte de son jardin. Rudes mains pour un rude office, les seules dont ce marin pouvait supporter le service suprême. Dans l'allée de son petit jardin resserré, sous les bambous et les palmiers, un groupe d'officiers de marine rendit les honneurs au glorieux *ancien*. Au-dessus du cercueil, le bosquet frémissait du grand souffle du large passant dans les feuillages. Les enfants des écoles ouvraient la marche et derrière cols bleus et pompons rouges encadrant le corbillard, suivaient ses serviteurs, quelques amis, puis, mêlés aux marins, les frères et les sœurs des personnages de *Ramuntcho*... »

Ce fut son dernier voyage. Mais à Rochefort, il devait prendre la mer une fois encore, pour gagner l'île du *Roman d'un enfant* où il repose, où reposent avec lui quelques-uns de nos rêves de jeunesse.

15 *juin* 1924. — N'ayant pu accompagner le convoi de Pierre Loti à l'île d'Oléron, jusqu'au cimetière de famille où il repose, près de la Maison des aïeules, j'ai promis à son fils d'entreprendre un jour, et de préférence au moment de l'anniversaire, un pèlerinage à la maison d'Hendaye où il est mort. Elle se dresse au-dessus de la Bidassoa. De ses terrasses superposées, on découvre le paysage qu'il aimait, dont il emplit ses yeux avides tant de fois : le fleuve tantôt réduit et ensablé à marée basse, tantôt gonflé du flot même de l'Océan qui, là-bas s'épanouit, recule les parois de l'horizon ; en face de soi, on a les collines de l'Espagne qui s'avancent vers la mer, et la ville de Fontarabie qui change selon les heures, tantôt lumineuse et riante, violette et couleur d'ocre, groupant ses maisons qui semblent grimper comme un troupeau vivant autour de son église, au pied du palais carré de Jeanne la Folle, et tantôt, chargée de mystère, se drapant d'une cape espagnole quand les ombres l'envahissent. Il semble qu'on resterait des heures à regarder Fontarabie, comme un phare intermittent, emprunter au soleil et au soir les variations de son aspect, briller et s'effacer, chanter tour à tour, rien qu'avec des éclairages différents, le plaisir de vivre et la tristesse du déclin.

« Ah ! qui dira pourquoi il y a sur la terre, lit-on dans *Ramuntcho*, des soirs de printemps et de si jolis yeux à regarder, des sourires de jeunes filles et des bouffées de parfum que les

jardins nous envoient quand les nuits d'avril tombent, et tout cet enjôlement délicieux de la vie, puisque c'est aboutir ironiquement aux séparations, aux décrépitudes et à la mort... » Chateaubriand disait déjà : « Par quel miracle l'homme consent-il à faire ce qu'il fait sur terre, lui qui doit mourir. » Et Leconte de Lisle :

Qu'est-ce que tout cela qui n'est pas éternel ?

Et Mme de Noailles, dans ce poème de *Jeunesse* qui date à peine de sa vingtième année :

... Ah ! jeunesse, qu'un jour vous ne soyez plus là,
Vous, vos rêves, vos pleurs, vos rires et vos roses.
Les plaisirs et l'amour vous tenant — quelle chose
Pour ceux qui n'ont vraiment désiré que cela !...

Loti fut de *ceux qui n'ont vraiment désiré que cela.* Si le voyage, par le changement même, avait entretenu en lui, avait développé en lui, avait mêlé à sa vie intime le sens de la nature et de ses mille séductions enveloppantes, il lui avait aussi donné pour le départ la sensation continue de la mort. Partir, comme dit la chanson, c'est mourir un peu. Reverra-t-on jamais ces lieux que l'on quitte et dût-on les revoir, sera-ce avec le même cœur ? Changer, c'est vivre plus vite, mais c'est aussi peut-être se perdre par lambeaux. L'identité du décor, la monotonie de l'existence nous font croire à l'immobilité du temps. Nous appuyons notre fragilité sur la durée de ce qui nous entoure, pierres, ciel, paysages. Mais si tout se transforme autour de nous, comment ne pas sentir en nous ces changements qui ressemblent à des morts partielles ?

Ainsi, pour Loti, la fuite des choses a-t-elle symbolisé la fuite des heures. Du pont du bateau d'où il épiait la côte qui s'éloignait, il assistait directement à des morts successives. Quelques jours, quelques mois, quelques années disparaissaient en arrière de ce nouveau sillage, tombaient à jamais dans le néant. Et cet écoulement définitif lui rendait cette conscience personnelle qu'il tentait d'oublier en s'abandonnant à la nature et à l'amour. C'était, chez lui, une sensation presque physique du glissement irrésistible et rapide qui mène à la mort. Le tourment de la mort l'agitait sans répit. « Angoisse coutumière de si vite passer et mourir », s'écriait-il négligemment sur son carnet de route dans *l'Inde*, comme si la constatation était si banale qu'elle ne valût pas la peine d'être notée. Cette angoisse l'étreignait, lui serrait le cœur de plus en plus. Dans *Un Vieux*, n'a-t-il pas exprimé, avec une haine digne de Chateaubriand qui se raccrochait au passé

de ses deux mains crispées, la peur de vieillir ? Car la vieillesse qui se connaît, le sentiment de la diminution de nos forces, n'est-ce pas déjà la marque de la mort ?

25 *juin* 1924. — Dans un petit livre douloureux et presque atroce de vérité, l'un des plus chers disciples de Loti, Claude Farrère, nous a représenté la mélancolie de cette déchéance consciente d'elle-même. Du moins l'angoisse finale fut-elle épargnée à Pierre Loti. Il avait demandé les premiers jours de juin (1923) à revenir dans sa maisonnette d'Hendaye. Etait-ce un pressentiment ? Je le croirais. Bien souvent il avait dit à son ami et voisin, le docteur Durety : « Je voudrais mourir sur la mer, ou sur un chameau dans le désert, ou sur cette terrasse... » Il adorait le pays basque, le pays de *Ramuntcho*. Il y revenait dès qu'il disposait de quelques jours. Sauf l'Orient, aucun lieu de la terre ne lui fut plus sacré. *Ramuntcho* est sorti comme *Aziyadé* de son cœur ouvert. Il en avait recueilli l'histoire à Ascain, les détails sur la plage où il aimait à causer avec les pêcheurs et les marins ; et l'héroïne, assure-t-on, vit encore dans un couvent d'Espagne. Quand il fut là, après un pénible transport, il se trouva mieux instantanément. Et puis la mort lui vint toucher les yeux, le recouvrit de ses ténèbres avant même le dernier souffle, l'endormit et l'emporta, comme si elle avait eu pour son fidèle amant une tendre pitié. Cela se passa dans une toute petite chambre, sa chambre, une cellule de moine qui ne donne même pas sur la mer ni sur le jardinet, fouillis de plantes rustiques, et semble déjà prédisposer au détachement et à l'oubli.

***

En janvier et février 1936, je fus envoyé à Dakar par le Souvenir africain et par l'Académie française pour l'inauguration de la cathédrale de Dakar consacrée aux morts d'Afrique. J'accompagnai le cardinal Verdier, archevêque de Paris, désigné comme Légat du Pape pour honorer l'effort tenté par les missions catholiques sur le continent noir. Après la cérémonie officielle, je fus visiter le Sénégal, le Soudan, la Guinée et la Côte d'Ivoire. A Dakar, à Saint-Louis, je relevai les traces laissées par Pierre Loti dans le *Roman d'un Spahi* avec son journal intime, publié par son fils sous le titre *Un jeune Officier pauvre* et j'y découvris un amour oublié dont Loti n'a point parlé dans ses romans qui

sont plus ou moins les récits de ses passions ; un amour comparable à celui d'*Aziyadé* et qui l'a précédé. « J'ai aimé plus qu'elle, dira-t-il d'Aziyadé, une autre jeune femme qu'à présent je n'ai plus le droit de voir. » Cette autre jeune femme, c'est l'inconnue de Dakar sur laquelle il donna le change avec le *Roman d'un Spahi*.

Sorti à vingt ans de l'Ecole navale, l'aspirant Julien Viaud a fait bientôt son tour du monde à bord du vaisseau-école le *Jean-Bart*, puis du *Vaudreuil*, puis sur une frégate qui l'emmène à Tahiti. Revenu en France, il n'a qu'un désir : s'en aller connaître d'autres terres nouvelles, rencontrer d'autres femmes. Ainsi obtient-il de rejoindre le *Pétrel* à Dakar. Chose singulière, les lettres qui figurent dans le recueil : *Un jeune officier pauvre*, sont presque toutes datées de Dakar où il a débarqué à la fin de septembre ou au commencement d'octobre 1873. « Ici, à Dakar, les feuilles jaunissent et commencent à tomber, mais l'hiver est la plus belle saison du Sénégal... » Il s'est lié avec un sous-lieutenant aux tirailleurs qui est « un jeune prince de vingt ans ruiné à la cour d'Autriche » *(sic)* et il fait la fête avec lui. De là, en novembre, il va, toujours sur le *Pétrel*, à l'embouchure de la Mellacorie en Guinée. Cette Guinée aujourd'hui cultivée et dont les jolies montagnes attireront les touristes, ne lui inspire que de la répulsion :

« On s'enfonce dans ces forêts de Guinée par des chemins à peine tracés, où les serpents abondent. Jamais de bien-être, jamais de fraîcheur dans ces sentiers ; qu'on y passe le soir, la nuit, à l'aube, c'est toujours la même atmosphère suffocante et humide ; on sent que tous les parfums de toutes ces plantes sont malsains et partout on respire la fièvre... Ce pays restera sans doute indéfiniment un lieu d'exil fermé à toute civilisation, et les Européens n'y viendront jamais qu'en fugitifs chercher fortune au risque de leur santé et de leur vie... » S'il y revenait ! S'il voyait aujourd'hui la charmante Konakri, s'il visitait la station de montagnes dans le Fouta Djallon, quel changement en soixante années !

« Ce dernier mois passé à Dakar, note-t-il le 20 juin 1874, restera une des périodes les plus troublées de ma vie. Ma bien-aimée est partie pour la France, j'ai le cœur rempli d'amour pour elle, de remords, de bouleversements et de contradictions... Le soir, je vais rôder dans les villages noirs, vêtu comme les indigènes d'une longue tunique blanche. Mon pavillon est entouré

de lauriers roses et d'acacias exotiques en fleurs. La nuit, l'excès de tous ces parfums m'endort d'un sommeil lourd et plein de rêves étranges... »

Au commencement de juillet, il va quitter Dakar. Il monte jusqu'à *l'arbre des dunes* pour ses adieux. Cet *arbre des dunes* est le meilleur emplacement pour apercevoir les bateaux qui viennent ou qui s'en vont. Là, il était venu voir passer le paquebot rapide qui emmenait en France sa bien-aimée. « Ce jour-là, un grand vent agitait au-dessus de ma tête l'arbre géant et, à mes pieds, soulevait d'énormes lames moutonneuses, sur la mer où fuyait le navire... » Il est à croire que la bien-aimée avait le mal de mer à ce même instant. Dernière rêverie en ce pays désolé dont il n'imagine pas l'avenir, où il ne voit qu'un *désert inchangeable.* « Mais ce désert inchangeable et triste ne m'intéresse plus, ma pensée est entièrement prise par notre amour, ma bien-aimée... » De Dakar, l'*Espadon* gagne Saint-Louis, dernière visite à Saint-Louis et départ pour la France : « Bientôt la vieille ville de Saint-Louis disparaît de notre horizon, cette fois pour toujours... Nous ne vîmes plus que l'immense Sahara dont nous devions suivre longtemps encore les plages monotones... »

Le *Roman d'un Spahi* se passe à Saint-Louis plutôt qu'à Dakar. Voici la place du Gouvernement qui s'anime après le coucher du soleil, où viennent parader les femmes en toilettes européennes ; voici, du côté de l'avenue de Mauritanie, Guet-n' dar, la ville nègre « bâtie en paille grise sur le sable jaune », avec ses milliers de toits pointus ; et voici encore ce cimetière sinistre à la pointe de Barbarie qui m'avait retenu par son horreur et que Loti décrit avec ses grandes pierres bizarres et ses ossements à demi-déterrés par les chacals. Surtout, ce que Loti a su rendre, c'est la tristesse de ce pays, « l'éternelle tristesse de la terre de chaux », « une tristesse qu'on ne saurait exprimer avec des mots d'aucune langue humaine... » Ailleurs il dira : « Triste comme tout ce qui est à Saint-Louis. »

Dans le roman, Loti parle d'une mulâtresse, Cora, en réalité Corumba Félicia qui était la maîtresse du spahi, Jean Peyral (en réalité Julien Julia) et qui se donne à lui par perversité. Jean Peyral, par désespoir, retombe alors sur Fatou Gaye la négresse qui a fait de lui un dieu et c'est la déchéance, peu à peu, dans cette liaison.

Mais la liaison avec Corumba Félicia a été elle-même pour

Loti une trahison. Il a trahi sa bien-aimée. Sur cet amour-là il a fait le mystère. A son retour d'Afrique, il tentera de la retrouver. Elle est rentrée au pays natal. Elle habite la Savoie — la Savoie ou Genève. « On était aux derniers jours d'octobre et c'était une saison avancée pour la Savoie ; mais cette journée était tiède et radieuse, les montagnes rousses ou couronnées de sombres sapins se découpaient sur un ciel tout bleu et limpide ; les arbres déjà jaunis avaient jonché la route de leurs feuilles mortes ; c'était tout le charme des derniers beaux jours. » Dans les plus grands chagrins sentimentaux, Loti retrouve toujours sa fidèle amie, la nature. Elle seule ne le trahira jamais, sera toujours là pour le consoler, pour panser ses plaies. Mais la ville où il va retrouver la bien-aimée ne peut être Annecy, puisqu'il y prend la diligence pour continuer sa route et puisque, après la suprême entrevue, c'est à Annecy qu'il passera quelques jours chez un ami. Ce ne peut être que Genève. Il traverse des villages de contrebandiers près de la frontière, il aperçoit les lumières d'une grande ville, il erre le long de quais inconnus, il monte des rues en pente, celles du vieux Genève des Bastions, là il s'arrête « devant un vieil hôtel aristocratique à la porte armoriée »...

Pourquoi ce voyage romanesque et compliqué à Genève où il pouvait de Paris se rendre directement par la voie ferrée ? Sans doute parce qu'il est officier, qu'il lui faut une autorisation spéciale pour aller en Suisse, qu'il risque des ennuis à la douane de Bellegarde, tandis qu'en civil, sans quart de place révélateur, il passera inaperçu dans la diligence d'Annecy.

La suprême entrevue est supprimée du journal. Puis, c'est le retour à Annecy. « J'éprouvai ce sentiment de calme qui suit les impressions violentes et qui est une lassitude du cœur. Annecy apparut, tout baigné de soleil... » Il ne sera plus question de l'inconnue, directement. De loin en loin une phrase, dans l'œuvre de Loti, pourra se rapporter à elle, indiquera que la blessure est mal fermée.

Dakar, c'est elle ; Saint-Louis, c'est la méchante mulâtresse Corumba Felicia. Il n'y a pas de place pour Fatou Gaye la négresse dans ces amours africaines qu'on a voulu attribuer à Loti... Retournerai-je jamais dans la vieille ville arrosée par le fleuve que je revois si bien, les yeux fermés ? Et comme à Loti, c'est encore ce cimetière maure à la pointe de Barbarie, avec ses ossements déterrés et ses oiseaux de proie, qui m'a peut-être laissé

la plus forte impression, celle de la désagrégation de tout sous le grand soleil brûlant...

***

Un matin, dans l'Inde, Loti a noté cette impression : « Un corbeau m'éveilla, chantant à plein gosier sous ma fenêtre, devant le soleil qui brillait. » Un chant funèbre et la nature lumineuse, n'est-ce pas le *leit-motiv* de toute son œuvre ?

Dans un autre de ses livres, il raconte qu'un soir, à Madrid, il entre dans un cabaret populaire. En Espagne, pays de tradition, les danses et les chants n'ont pas subi le progrès épileptique qui entraîne nos cafés concerts. Après des siècles, on y retrouve encore parfois la trace de la vieille Arabie mystique et sensuelle. Une chanteuse entra en scène et préluda : « Elle débute par un cri de louve, quelque chose qui surprend et déchire, quelque chose qui est d'une infinie tristesse orientale... Les vieilles chansons andalouses toujours commencent ainsi par un cri de haute détresse, et répètent toujours, toujours, sous une forme ou sous une autre, à travers la naïveté de leurs images, le tourment d'aimer et de mourir. »

Les livres, les poèmes de Loti ne débutent pas par un cri de détresse, mais par la joie de partir, d'ouvrir les yeux sur des spectacles nouveaux. Et tous, ils aboutissent à une impression d'âcre amertume et de désespéranee. Car ils disent, eux aussi, d'une façon éclatante ou voilée, mais avec une insistance pathétique, *le ravissement d'aimer et de mourir.* Il leur manque l'immortelle espérance.

La dernière fois que je le vis, c'était à l'hôtel du quai d'Orsay. Il avait échangé l'hôtel du Bon La Fontaine contre un hôtel confinant à une gare où il se considérait comme l'éternel passant, mais toujours sous le nom de M. Daniel, bien que chacun le reconnût. Car durant ma visite, un valet de chambre entra et proféra : « On demande M. Pierre Loti au téléphone. »

Il avait l'air soucieux, vieilli et malade. J'étais devenu son modeste confrère à l'Académie. C'était une année avant la fin. Et les derniers mots que je lui entendis prononcer furent : « Le sommeil, l'ennui et la mort, je passerai de l'un à l'autre. On n'est jamais bien qu'ailleurs... »

Ailleurs ? Avait-il entrevu le suprême paysage de l'au-delà ?

HENRY BORDEAUX.

CINQ FILLES ET UN FUSIL

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

De son lit qu'elle ne quittait que pour quelques heures vers le milieu du jour, Sabine donnait des ordres à Anaïs et à demoiselle Aline. Elles comptaient le trousseau d'Eulalie. C'était celui qui fut destiné à Radegonde. Sabine voyait plier, déplier et empiler ces draps, ces taies, ces nappes, ces serviettes qu'elle avait, six ans plus tôt, comptés de ses propres mains. Quel crève-cœur ! Les deux mariages, il y a six ans la transportèrent de joie. Et celui d'Eulalie l'attristait. Serait-ce parce que son futur gendre était bossu ? ou parce que son propre état de santé la portait à voir l'avenir en noir ?

Après quinze jours de lit, elle se sentit mieux. On l'avait tenue à l'écart de tout bruit, de toute peine. « Tout va bien !... Reposez-vous. »

Eulalie venait la voir souvent. Elle avait la permission d'échanger des lettres avec son fiancé. Ils en usaient largement. Ce bossu qui parlait peu et médiocrement tournait des lettres qui, sans être charmantes, étaient sur le point de devenir ardentes. Eulalie n'était pas fâchée qu'on lui parlât de ses cheveux, des frisons qu'elle avait sur la nuque, de son teint... Elle ressentait à cette lecture les bouffées de chaleur que le regard d'Hector provoquait en elle lorsqu'il se posait longuement sur son cou. A travers les lettres elle ne voyait plus les bosses de son tendre correspondant. Elle le voyait comme un charmant jeune homme parfaitement droit. Ce qui était curieux c'est qu'il prenait la tournure et le sourire du cadet des Magavant — Alfred — le fiancé de Rady. Vous l'aviez oublié ? Pas elle.

(1) Voir *La Revue* du 15 décembre 1949, des 1er et 15 janvier, 1er février 1950.

Eulalie n'avait que treize ans lorsqu'elle le connut mais elle le connaissait encore bien qu'il fût noyé depuis six ans. Voilà quel personnage se cache derrière les lettres du bossu. Il ne se cachait même plus, il se montrait en plein à la douce Eulalie. Elle ne voyait que lui. Elle ne se représentait le mari bossu qu'en s'efforçant. Elle passait des journées entières sans rencontrer dans ses songes l'image du véritable Hector. En réalité, elle vivait dans la compagnie d'un jeune homme qui ressemblait trait pour trait à Alfred et qui lui écrivait des lettres caressantes, signées Hector de Varliangeas. Personne n'y comprendrait rien si Eulalie exigeait qu'on y comprît quelque chose. Tel était son but : comme le sort lui avait donné pour fiancé Varliangeas qui était doublement bossu, elle faisait de son mieux pour redresser son image. Pour le moment, elle y avait réussi.

Mais quand le fiancé sera l'époux : présent, matériel, efficace ? Pauvre Eulalie ! Il lui faudra bien convenir qu'il est bossu derrière et devant.

Elle ne se doute pas que sa mère, dans sa méditation de malade, devine bien des choses et souffre secrètement avec elle. Elle observe beaucoup du fond de son alcôve. La conduite d'Elia lui paraît très étrange :

— Comme Elia est distraite ! dit Sabine. Elle vient rarement jusqu'à moi. Elle est lointaine, pâle. Serait-elle souffrante ?

Dès que Sabine se trouva plus forte, il fallut lui dire la vérité. Abel s'en chargea. Ce nouveau coup la blessa. Elle ne pouvait plus supporter de nouvelles peines. C'était trop. Après son entretien avec Abel, elle parla seule à seule, longuement, avec Elia. Elia sortit plus sereine, comme rafraîchie de ce bain de tendresse et de compréhension maternelle. Mais Sabine, dans la nuit suivante, eut sa première hémoptysie. Quand ils la virent inondée du sang qu'elle venait de rendre, Abel, Eulalie, Elia, Anaïs, eurent peur. Ils ne répéteraient plus les uns et les autres : « Son rhume est chronique... c'est une bronchite nerveuse ».

Un rhume qui dure cinq ans peut déjà changer de nom. Mais c'est justement le nom qu'on ne voulait ni dire, ni entendre.

Eulalie qui voulait maintenant se marier à tout prix eut peur que le mariage fût remis. Mais le secret fut bien gardé sur l'hémoptysie. Les Varliangeas auraient pu être effrayés. Ils voulaient bien donner un fils bossu mais auraient-ils accepté la fille d'une poitrinaire ?

Eulalie allait confier ses rêves à Elia qui haussait les épaules. Elle n'accordait plus grande attention à sa sœur. Eulalie le lui reprochait. Elle l'accusait de méchanceté et même, pour piquer Elia au vif, de jalousie.

— Tu as beau faire ta princesse lointaine dans ta chambre, personne ne t'a demandée. Tu aurais été contente d'être baronne de Varliangeas ! Méfie-toi, si personne ne te veux, tu entreras au couvent à la place de Lucile. Elle est plus gracieuse que toi, et elle trouvera un parti.

Le malheur d'Elia venait précisément d'avoir été demandée mais, hélas ! non accordée. Eulalie n'avait pas à le savoir. Il fallait toutefois la remettre à sa place. Elia n'y manquait pas.

— Va donc retailler les vestons de ton fiancé pour qu'il loge ses bosses. J'aimerais mieux un bouc pour mari que ce diable tordu.

— Et moi, j'aime mieux ce bossu charmant que ta prison ou le couvent qui t'attend, car tu ne me feras pas croire que tu t'enfermes par goût, bougeante comme tu es. On t'a enfermée ! On te prépare un bon petit cloître. Tu ne pourras plus faire le tyran, là-bas. Tandis que moi, ajoutait Eulalie au comble de la nervosité, eh ! bien, moi... moi, je... hi ! hi !

Elle perdait pied et sanglotait et se plaignait du sort qui l'attendait. Finalement, Elia, prise de compassion, lui démontrait que son bossu était à peine bossu et qu'en général ces petites difformités étaient le privilège des gens d'esprit et qu'une fois l'habitude prise, Eulalie s'amuserait beaucoup à vivre avec Hector qui la distrairait comme un vrai singe qu'il était.

***

Un beau matin la porte d'Elia s'ouvrit avec une brusquerie qui la fit sursauter. Il n'y avait qu'une main au monde pour ouvrir une porte de cette façon. Marinette passait déjà la tête entre les battants. Elle était là. Elles restèrent face à face, interdites, à regarder leurs yeux se mouiller. Elia tendit la main et parlant avec une douceur qu'elle n'avait pour personne :

— Tu vois, Marinette, j'ai pris le mauvais chemin pour être heureuse.

— Oh ! non, mademoiselle, c'est ma faute, j'aurais pas dû faire la poste, c'est la poste qui a tout perdu.

— N'en parlons plus, cesse tes jérémiades et déballe vite tes secrets.

Les vannes étaient ouvertes, le flot des secrets passa. Durant trois quarts d'heure le torrent ne tarit pas. Il fallut les cris d'Anaïs derrière la porte pour rappeler Marinette à la réalité. Mais Elia connaissait par le menu les drames de Fontagre. Tant pis, Marinette recevrait sans doute un soufflet d'Anaïs le jour de sa rentrée en grâce.

Elie, en personne, tint Marinette au courant de tout ce qui se passait au château entre son père, lui, les Montramé, et les Magavant. Il venait à la métairie dont le père de Marinette était tenancier et il savait que toutes ces informations finiraient par atteindre Elia. Il ne pouvait plus la voir. Pourquoi ? Il l'ignorait. Marinette sut garder sa langue. Chaque fois qu'il se rendait à Montramé et demandait à voir Elia on lui disait d'un air contraint qu'elle était occupée ou absente. Il avait mille sujets d'inquiétude, ce pauvre Elie et sans Elia, il se sentait perdu.

Son père, le marquis, changeait en vieillissant, si l'on peut dire qu'il changeait en s'enfonçant de plus en plus dans ses défauts. Sa ressemblance avec sa mère devenait, dit-on, hallucinante pour ceux qui avaient connu la douairière. Alors qu'en prenant de l'âge, elle ressembla de plus en plus à un cavalier, lui en s'épaississant, en s'arrondissant, ressemblait de plus en plus à une vieille femme turbulente. Il buvait davantage ou supportait plus mal la boisson. Si bien qu'on le ramena, à deux reprises, ivre, chez des paysans. Ses colères étaient fréquentes et atroces. Il frôlait chaque fois l'apoplexie. Déjà, il avait eu un avertissement. A cinquante-quatre ans il se trouvait en avance ; « l'attaque Fontagre » était prête pour lui, dix ans trop tôt. Le médecin de Moustiers avait averti Elie et Abel. Mais que faire ? Jamais Abel n'eût osé faire une remontrance à Antoine au sujet de sa boisson. Elie encore moins.

Ce pauvre Elie était la première victime du redoutable Antoine. Il n'osait dire un mot. Il avait le don d'exaspérer son père.

— Ton incapacité a désespéré ma vie ! lui criait le marquis. Tu perdras tout, même ton nom. Je me demande ce que tu fais dans ma famille : une plantation forestière ! mais tu es inepte dans un dîner, ne sachant ni boire, ni parler, ni organiser une chasse, enfin, un néant ! une vraie réplique d'Abel ! » C'est alors qu'Elie apprit à son père qu'il aimait sa cousine Elia et désirait l'épouser . « Le Dénuement s'alliant à la Disette ». C'était un comble ! Le moment était bien mal choisi

Le marquis ricanait, écumait, menaçait. Il repoussait les fauteuils à coups de pieds. Dans les accalmies, Elie répétait sa phrase respectueuse, douce, obstinée : « Avec votre agrément, je serais heureux d'épouser ma cousine que j'aime depuis mon enfance ». A la fin, Antoine saisit une chaise et la brandit au-dessus de son fils. Elie l'échappa belle. Il subit un flot d'injures, mais il les connaissait. Il les supportait. Puis, vinrent celles qui étaient destinées aux Montramé. Celles-là, il ne put les supporter et il répondit à son père.

— Ce qui vous déplaît chez nos parents ce sont leurs vertus. Je les respecte et je les aime tous et Elia plus que les autres. Ils ne méritent pas vos injures, ce sont les seuls Fontagre avec nous et j'espère ne faire qu'un avec eux.

Alors, Antoine se jeta sur son fils, et le mit à la porte. Elie, fou de douleur, courut d'une traite à Montramé.

Les journées y étaient bien bouleversées. Abel ne pouvait plus mettre le nez dans son poème. Il perdait le fil, il perdait des rimes, il perdait du temps. Mais que faire ? Une épouse sans force, presque mourante, une fille à marier dans deux semaines, une fille à garder en pénitence, un neveu à héberger et à réconcilier avec son père et qui est, par surcroît, amoureux de la fille en pénitence... Soudain, Abel se ravisa. En écoutant le récit bouleversé d'Elie, il n'avait pas donné toute leur importance à certaines paroles. Il fut frappé d'abord par la scène violente entre Antoine et son fils, mais ce n'était pas là l'essentiel, en somme. Elie venait de lui demander la main d'Elia. Abel avait écouté la proposition du jeune homme comme il eût écouté celle de l'enfant Elie. Il ne lui attribuait pas spontanément l'importance qu'on accorde à de telles paroles prononcées par un jeune homme de vingt-trois ans — cette importance qu'on accordait d'emblée, par exemple, à Arthur Caussignac.

Abel fut donc contraint de se reprendre et il proposa à Elie d'aller habiter chez les Magavant Il l'y accompagnerait. Elie ne pouvait vivre à Montramé après l'aveu qu'il venait de faire. Il en convint. Il demanda à son oncle la permission de voir Elia. Mais Abel refusa. Du train où allaient les affaires de cœur à Montramé, il valait mieux être prudent. Même avec Elie.

***

Abel réussit à raccorder le père avec le fils. Elie vint présenter ses excuses pour les coups qu'il avait reçus et tout s'apaisa. En

apparence, tout au moins, car son désir d'épouser Elia était plus ferme que jamais. C'était le seul dessein qu'il eût formé en sa vie,— et il n'en forma plus jamais d'autre, mais il lui consacra toute la patience, toute la ténacité, toute la douceur qui étaient en lui.

Il s'était ouvert de son secret espoir aux Magavant en leur faisant le récit de la scène avec son père. Comme les Magavant étaient mal disposés pour Antoine, peut-être écoutèrent-ils Elie avec plus de bienveillance qu'ils n'en aurait eue en d'autres circonstances. Puis, à la réflexion cet amour pour Elia ne leur parut pas absurde de la part d'Elie. Ils ne prirent pas ouvertement parti et même, pour n'avoir pas l'air d'encourager Elie avant d'avoir vu Abel de Montramé, ils lui chantèrent ce prudent petit refrain bourgeois :

— Mon cher enfant, c'est bien joli votre roman, mais votre oncle de Montramé n'est pas très doré et votre père non plus. A vous deux, qu'allez-vous avoir ? Il faut penser à ces choses, même si l'on s'aime depuis l'enfance. Ce qui est charmant, oui, charmant.

Il pensait que si Elia entrait à Fontagre, la maison serait plus claire, plus heureuse, plus solide, plus vivante. Il avait parfaitement raison de le croire.

Mais Elia était-elle disposée à y entrer ? Il n'ignorait pas son premier refus. N'empêche, il persévérerait. Il sentait une alliance du côté Magavant. Il saurait faire valoir sa cause. C'était celle de son bonheur — tel qu'il le concevait. Il attendait qu'Elia prît sur ses épaules le poids des toitures qui s'affaissaient, le poids de la tyrannie du marquis de Fontagre et le poids des dettes de la douairière et de son fils. Ce sont ces fortes épaules, ce courage, cette générosité, cette turbulence qu'Elie aimait de toute sa tendresse, de toute sa délicatesse, de toutes ses faiblesses.

Et puis, avec Elia, il pourrait continuer à jouer. Il continuerait son enfance inachevée. En compagnie de son ami, le duc de Lorgefort, il jouerait à la chasse, à la dînette, aux greffes, il jouerait à lever les lièvres au gîte et les filles au lit. Elia savait jouer, elle jouerait également de son côté avec ses fusils, ses chiens, ses faisans et ses coqs. Elle ne trouverait jamais à redire aux jeux d'Elie. Elle le laisserait jouer à rien toute sa vie, comme une mère indulgente laisse jouer ses enfants à l'heure où ils devraient faire leurs devoirs de vacances. Il le sentait, il avait un instinct très sûr de cette sorte de bonheur : il cherchait en Elia la mère qui lui avait manqué, et la force dont il était privé. Il l'adorait.

II

Ce ne fut pas un mariage gai.

Les Varliangeas s'installèrent à Montramé avec trois jours d'avance. Hector logeait à Moustiers chez les Magavant. Ces trois jours furent néfastes aux bonnes relations des deux familles. La baronne de Varliangeas critiquait tout : le luxe du mobilier, de la table, des vêtements, du linge.

— Pour des gens qui crient misère, ils ne se privent de rien. Et pas un sou à la femme de mon fils ! ruminait-elle.

La voiture de Mme de Saint-Sulpice parut trois quarts d'heure après celle des Varliangeas. Sabine fut terrifiée à la pensée d'avoir sa mère pendant quatre jours à son chevet.

— Ah ! ma fille, encore couchée ? Comment peux-tu supporter une chaleur pareille, tu es brûlante ? Ah ! tu ne risques pas de t'enrhumer. A ta place, je ferais plutôt quelques promenades. Tu as tort. Quand tu faisais un peu de cheval ou des sorties en voiture tu te portais mieux. Enfin... je sais bien que mes conseils sont inutiles. On me trouve grotesque. Quoi ? Quoi ? Ah ? tu tousses ? Je croyais que tu me parlais. Ne tousse pas, car tu n'es pas plus enrhumée que moi, c'est absurde !

Puis, elle mettait le cap sur les Varliangeas et toutes voiles dehors elle fonçait à l'abordage.

— Ah ! ta fille Eulalie aura fort à faire avec ces gens-là. Avares, crasseux, mais clairvoyants. Si elle ne dompte pas le bossu, elle est perdue. Sa belle-mère la domptera. Dans un an ce sera un souillon, une auvergnate. La baronne ? Mais si elle osait, elle élèverait des porcs dans sa maison pour gagner cent francs par an. J'ai vu des nuées de gorets entrer dans leur propre cour. Ah ! que mon pauvre père avait donc raison, ... on ne devrait pas se marier avec ces gens exotiques. Car, tu sais, Sabine, les gens qui avaient vécu « en France », comme mon père, voyaient mieux les choses que nous. Les gens d'alors avaient beaucoup d'humanité.

« Avoir vécu en France », dans leur langage signifiait avoir vécu dans la Société d'avant 1789. *En France* n'était pas une expression géographique mais historique et politique. La « France » de la douairière de Saint-Sulpice n'avait, ni dans l'espace, ni même dans le temps le caractère d'une chose réelle, c'était un style de la pensée, du caractère et des manières. Les Varliangeas, dans l'opinion de la grand-mère, n'avaient pas droit aux privilèges de cette existence.

— Rappelle-toi, Sabine ! Mon père disait qu'en Guyenne nous étions cernés par les peuplades. Et, comme c'est vrai ! Au Midi, les tziganes, les Ibères et les Albigeois, pouah ! A l'Est, ma chérie, les Auvergnats qui descendent d'Attila. Ça fait frémir, tu ne trouves pas, Sabine ? disait-elle en se bourrant la narine de tabac râpé, et elle poursuivait.

« A l'ouest, Dieu soit loué ! nous avons l'Océan d'où rien de fâcheux ne nous arrive... du sucre et du cacao, ah ! ah ! Vive l'Océan ! Vive les Iles !

Sabine eut un hoquet en repensant au naufrage en vue de Cordouan. La grand'mère ne voyait là rien de fâcheux. Mais elle n'avait garde d'observer l'effet de ses paroles sur sa fille. Et elle se jeta sur un autre sujet :

— Sais-tu qu'Eulalie, en revoyant son fiancé, a cru bon de piquer une crise de nerfs. Raide sur le parquet, la nique-douille.

— Ah ! mon Dieu ! on me l'a caché. Que s'est-il passé ? gémit Sabine.

— Elle est idiote, cette fille, répliqua la grand-mère. Soit chipie comme Elia, soit idiote comme Eulalie, Montramé et toi n'avez pas trouvé de mesure pour vos filles.

— Mais qu'a-t-elle dit ? Il y a quelque chose de nouveau que je ne comprends pas. L'autre jour j'ai cru qu'Hector et elle s'étaient assez bien accordés.

— Mais oui ! J'ai vu les lettres. Elle lui a répondu gentiment. Mais, hélas ! c'est une fille qui rêve. C'est la pire espèce. Cela les mène à tout. Tu entends, Sabine, c'est ainsi qu'elles deviennent a-mou-reuses ! Figure-toi qu'en revoyant Hector, elle s'est aperçue qu'il avait des bosses ! Comme si elle ne les avait pas vues. Elles sont pourtant visibles. La première fois, l'effet est surprenant, mais à la troisième ou quatrième entrevue, une bosse ici, une bosse là, ce n'est tout de même pas la mer à boire. Il leur est égal, à ces jeunes personnes, de briser les nerfs de leurs vieux parents. Elles jouent leurs petites comédies et, tant pis si la grand-mère a des troubles cardiaques ensuite. Elle avait oublié les bosses ! « Mais à quoi penses-tu ? lui ai-je demandé. — Je pensais à un homme droit », me répondit-elle en se tortillant. Tu ne trouves pas ta fille un peu extravagante ? Elle veut un homme droit !... Vois-tu, Sabine, le rêve, c'est ça. Et ce n'est qu'un début. On les marie demain, ce n'est pas trop tôt.

Elle respira un peu, s'assura que Sabine qui s'agitait sur son lit était cependant attentive et elle voulut l'apaiser.

— Repose-toi sur moi. J'ai tout arrangé. Je les ai emmenés au jardin et comme je m'essouffle vite : « Faites le tour sans moi, je vous attends sur ce banc, mes mignons. » Et je suis rentrée. Ils sont revenus une heure après. Eulalie rêveuse et apaisée. Lui, avec son regard de faune. J'ai l'impression qu'Eulalie sera sensible à ce que le bossu aura de surprenant. Elle a visiblement un tempérament à surprises. Quoi ? Quoi ? hurla-t-elle. Tu détournes la tête ? Je te déplais ? Je t'ennuie ? Hola ! la !... Je m'en vais donc. Voilà les remerciements des enfants. Et on dit partout que Sabine est la douceur, la bonté, la délicatesse même ? Pas à mon égard, en tout cas...

Et plan ! la porte claquait derrière elle et brisait la tête de Sabine qu'une fièvre éternelle consumait.

***

A midi, le mariage était célébré.

Le festin eut lieu à Montramé. Sabine y parut pendant une heure. Puis elle regagna sa chambre. Jusqu'au soir, elle put entendre, à travers les murailles de faibles échos de la fête. Une trentaine de personnes prenaient part au repas. Vers quatre heures, on en vit arriver autant. Surtout des jeunes car Elie avait demandé à son oncle de permettre qu'on dansât. Abel hésita mais il sentait que ce mariage allait être si contraint, si mélancolique qu'il céda. Les Varliangeas faisaient la lippe. Quand ils virent arriver trois violons, la flûte et la pianiste, ils prirent un air aussi épouvanté que s'ils eussent vu la note de frais. Quelques jeunes personnes chantèrent.

Elia ne savait pas danser. Elie avait appris en regardant sauter les paysans. Il essaya de l'entraîner. Ils s'en tinrent à la polka et ce n'était pas très beau. Les amis des Magavant venaient de Bordeaux ou de Paris. Ils dansaient avec un air d'ennui profond et une nonchalance savante.

Les vieilles personnes s'étaient groupées autour de la douairière de Saint-Sulpice et avaient formé deux ou trois tables de jeux. Elles hasardaient quelques louis. Bientôt, le jeu seul de la douairière se maintint. Les autres firent cercle autour de sa table. D'un bout à l'autre des salles on entendait la sourde crier de rage si elle perdait ou rire en invectivant contre les vaincus à qui elle venait de gagner

vingt francs. Le cercle qui se pressait autour d'elle s'amusait de l'entendre. Les vieux messieurs aimaient beaucoup sa compagnie car elle se rappelait toutes les galanteries de leur belle époque. Antoine de Fontagre n'écoutait personne : il buvait.

***

Dans la chambre de Sabine, pleurs et grincements de dents.

Eulalie ne voulait plus partir pour Varliangeas. C'était à mourir de confusion.

— J'ai peur ! J'ai peur ! criait-elle.

Son voile de dentelle, ses fleurs, ses volants, ses frou-frous immaculés, tout ça, en tas, sur le tapis. Elle était en costume de voyage. La crise s'était déclenchée pendant qu'Aline la déshabillait. Finie l'illusion. En dépouillant les ornements féeriques de la cérémonie, elle se vit soudain au bord du puits au fond duquel il fallait qu'elle sautât et sans tarder.

Elle se sentait déjà Varliangeas. Elle se voyait elle-même noiraude, bossue, avare, crasseuse. Elle n'était plus Montramé. Elle n'appartenait plus à Abel, à Sabine, aux murs, au jardin, aux fantômes de Montramé. Elle appartenait à ce gnome, à cette maritorne de belle-mère, à ce gros Varliangeas dont elle pouvait tout juste espérer un regard de sympathie. Au moment de sauter... elle ne pouvait plus. Et ce bossu qui la cuisait à petit feu sous son regard. Ce soir, il se coucherait près d'elle. Non ! non ! pas ce soir.

— Non ! Maman, gardez-moi encore un jour, un jour seulement !

Ils étaient tous glacés de honte. Mais la baronne de Varliangeas était furieuse : on méprisait son Hector.

— Il faut demander cela à ton mari, dit Sabine, c'est de lui seul que tu dépends maintenant.

Mais c'est la grand-mère qui répondit. Hector attendait dans la salle du bas et jugeait que les adieux étaient bien longs. Mme de Saint-Sulpice dit que puisque Eulalie était si raisonnable chacun devait y mettre du sien et tout serait pour le mieux. D'abord, elle, vicomtesse douairière se sacrifierait une fois de plus : elle accompagnerait la jeune épouse à Varliangeas, elle s'installerait quelque temps avec elle pour favoriser son acclimatation dans la contrée.

La baronne de Varliangeas fit une grimace atroce. Elle se dou-

tait que la sourde ne venait que pour conseiller Eulalie et l'encourager dans sa résistance aux us et coutumes de Varliangeas.

La baronne accepta sèchement la proposition, mais elle exigea que le départ eût lieu le jour même — c'est-à-dire sur le champ. Ainsi on sauvait la face. Elle se chargeait de faire accepter par son fils la remise au lendemain de... « La surprise ! » s'écria Mme de Saint-Sulpice.

Tout était prêt. Du temps que les voitures se rangeaient au bas du perron on brusqua les adieux.

Elia eut une seconde pour embrasser sa sœur. Elle la trouva rouge, boursoufflée avec des cercles livides sous les yeux. Quand se reverraient-elles ? Plus tard... Elles se rencontreront encore, oui, mais elles changeront tellement qu'elles ne se reconnaîtront plus jamais. C'était fini... En fait d'embarquement pour Cythère, celui d'Eulalie paraissait manqué. Elia la regardait descendre les marches d'un pas accablé :

— Elle est encore plus misérable que moi, songea-t-elle. Et quelques larmes s'échappèrent de ses yeux, certaines pour Eulalie et les autres pour elle et pour Arthur.

Du haut du perron, Elia regardait les trois voitures, celle des parents, celle du jeune ménage et la grosse boîte de cuir de la grand-mère.

Eulalie se tenait droite sur le coussin de crin, dans l'ombre de la capote de cuir que les cahots, sauvagement, agitaient, droite aux côtés de son mari dont l'épaule courbe, parfois, heurtait la sienne.

Quand ils eurent atteint la bonne route plate, Hector regarda sa femme et, sans un sourire, sans un mot, il lui prit la main. Il la prit parce qu'elle lui appartenait. Eulalie sentit très bien cela. Elle frissonna, mais elle voulut être courageuse :

— A quelle heure arrivons-nous à Varliangeas ? osa-t-elle demander.

— Vers minuit, une heure du matin, peut-être.

Ce fut là leur conversation. Ils arrivèrent à une heure. Environ, ce moment de la nuit, Sabine eut sa seconde hémoptysie. Bien plus grave que la première. C'était une mère comme celle dont parle le poète : « L'autre, par son enfant, madone crucifiée. » Sabine était crucifiée par six enfants, par l'amour de six enfants.

***

Vers la même heure Abel entendit qu'on parlait, qu'on marchait dans les galeries du bas. Il sortit de la chambre de Sabine un chandelier à la main et descendit. Dans la galerie qu'éclairaient quelques lanternes à huile, il devina un groupe de quatre hommes qui portaient un corps. Les invités entouraient ces porteurs. Un grand silence régnait. Tout était plongé dans les noirs et les gris. Les blancs des gilets et du linge semblaient funèbres. La fête était morte.

En voyant Abel descendre l'escalier sombre, avec son bougeoir qui n'éclairait que son visage et son plastron, les ombres s'immobilisèrent. Quelqu'un s'avança vers lui. C'était M. de Magavant.

— Nous ramenons, le marquis, dit-il. Nous l'avons trouvé dans le chemin, il a dû tomber de la voiture.

Il ne dit pas que le marquis était mort et que son cocher, probablement ivre et endormi sur son siège, avait continué son chemin sans s'apercevoir de rien. La calèche arriverait vide à Fontagre, au petit jour. Abel s'approcha de son frère, lui prit la main. Elle était froide. Au rictus du visage on devinait que le marquis avait été terrassé par l'apoplexie avant de tomber de sa voiture. Abel éclairait ce visage avec son chandelier. Il recula épouvanté. Il vit exactement le visage de sa mère lorsqu'elle ricanait et lançait ses méchants propos. Il crut que, de cette bouche tordue, allait jaillir quelque sarcasme. Il se mit à genoux et pria pour son frère et sa mère qui l'avaient si souvent blessé.

Elie de Fontagre s'agenouilla près d'Abel, et d'un mouvement filial il appuya son épaule contre celle de son oncle. Quand ils se relevèrent Abel embrassa son neveu.

— Mon cher enfant, dit-il, nous voilà bien rapprochés.

Et Elie pleura. Il ne savait exactement pourquoi. Il ne pleurait certes pas son père. Le chagrin que lui causait cette mort était réel mais il ne pouvait lui arracher des larmes. Il pleurait d'attendrissement. Elia avait été toute la journée près de lui, d'humeur égale et l'espoir l'avait gagné de pouvoir l'épouser. Il ne savait à quoi tenait cette espérance. Mais depuis le jour où il s'était confié à Elia et où elle l'avait découragée si brusquement, elle avait changé. Quelque chose avait fléchi en elle. Elie ne connaissait pas toute l'histoire d'Arthur et d'Elia, mais lors du départ d'Arthur il sentit que ses chances étaient bien meilleures.

Cette journée de fête lui avait donné une plus forte conscience de ses progrès. Il ne savait rien de précis, mais il éprouvait une émotion bienfaisante, de bon augure.

Et voilà que son père était devant lui, mort. Ce spectacle le bouleversait parce qu'il était déjà ému. Depuis des semaines, il vivait dans une émotion continuelle. Tout l'affectait. Lorsqu'il s'agenouilla près d'Abel et s'appuya doucement contre son épaule, il crut que c'était l'épaule de son vrai père — s'il est vrai qu'Abel et lui se ressemblaient. Et ce fut alors qu'Abel cédant à un même mouvement d'affection, embrassa Elie comme son fils.

Et, tel un enfant, Elie pleura. Mais, contre toute vraisemblance, au chevet de son père mort, c'est une sorte de joie qui libéra ses larmes. Il pleura de joie de se sentir le fils d'Abel et l'époux d'Elia. Il venait là, d'un seul coup, d'entrevoir cet avenir. Son cœur était plein de sa vraie famille retrouvée en Abel et en Elia. Il ruisselait de tendresse cependant que le cadavre du marquis achevait de refroidir, simple justification de ces larmes heureuses dédiées à des vivants bien-aimés.

III

Montramé retrouva son calme.

Les Magavant ne devaient regagner Bordeaux qu'après les vendanges. Ils passeraient une bonne partie du mois d'octobre à Moustiers.

— Enfin ! on vendange après tant d'années sans raisins.

Voilà ce qu'on entendait dire cent fois par jour. On se léchait les lèvres en évoquant le vin nouveau. A peine se souvenait-on des misères, des travaux des dernières années. « Fonçons barriques et barils ! » « Rinçons nos cuves et nos pressoirs. » La vallée retentissait des coups de maillets sur les cercles des cuviers qu'on resserrait : grand tam-tam de joie. Boum-Boum ! la grosse caisse vineuse meuglait de soif, l'ivrognesse. Depuis six ou huit ans elle n'avait pas eu son saoûl de raisin pressé. Cette année le moût bouillonnerait jusqu'à la gueule. Vive l'abondance !

Pour lors, la douairière s'implantait à Varliangeas. Elle envoyait chaque semaine un court rapport sur les débuts du jeune ménage. Elle était optimiste. Un mois après, elle écrivit que non seulement Eulalie s'acclimatait mais qu'elle paraissait heureuse. « Il ne lui manque qu'une chose, écrivait la grand-mère, c'est d'être jalouse de son bossu. Ainsi elle sera tout à fait amoureuse. Mais je ne serais point étonnée, qu'il lui donnât un jour cette cruelle satisfaction. »

On se demanda à Montramé ce que cette terrible Saint-Sulpice

voulait dire. On comprenait bien qu'Eulalie s'attachait de plus en plus à son mari, mais pourquoi ne pas le dire simplement, au lieu d'écrire :

« Je suis maintenant tout à fait édifiée sur la nuit « surprenante ». Je vous confierai plus tard ce que je sais, mais il y a lieu de se réjouir. Ce bossu n'est mal que du haut, à ce qu'il semble, et n'est ridicule qu'à cheval. A table et au lit, il se tient comme un honnête homme. J'ai espoir qu'il a du sang et qu'après nos premières craintes ce mariage nous comblera d'aise, comme je crois qu'il a comblé Eulalie. Vous savez que les bosses accidentelles ne sont pas héritées par la descendance, par conséquent la suite de cette affaire sera rectiligne. Eulalie regarde son mari avec des yeux de veau, ce qui est fort sot de sa part. Moi, j'y vois le signe de cet attachement qui a été si long à venir. Je la morigène sur ce point car ses regards flattent le bossu qui est déjà fat comme Apollon. D'après ce que j'ai appris, il n'en serait pas à son premier succès auprès des personnes du sexe — des plus vulgaires évidemment. Eulalie fera bien de lui tenir la bride courte. Il piaffe volontiers, dit-on, devant n'importe quel jupon. Il m'est difficile de convaincre cette fille de la nécessité où elle est de ne pas trop montrer dans quelle aise ce bossu la met avec ses caresses. Mais qu'elle est donc molle et sotte et sujette à pâmer pour un regard ou un baiser ! Il faut croire qu'il a des armes pour mener si glorieusement son combat. La Providence m'étonne toujours. Mais il ne sert de rien de s'étonner. Il faut prendre les choses telles qu'elles sont. Rien au monde ne saurait nous priver des plaisirs qu'elles comportent immanquablement si l'on est d'humeur à être heureux. C'est ce qu'Eulalie a fait. Elle a pris son bossu du bon côté et elle ne s'en plaint point.

N.-B. — La baronne de Varliangeas enrage de cette lune de miel. Pauvre vieille femme ! Je suis comblée de joie par son dépit. Et j'ai donc lieu d'être deux fois contente de ce qui se passe dans cette maison où ma présence ne sera plus nécessaire d'ici à peu de jours. J'en serais déjà partie si la baronne de Varliangeas ne m'avait fait sentir trop auvergnatement que mon séjour auprès de Sabine malade était indispensable. Il lui faudra me voir encore quelque temps. C'est elle, mes chers enfants, qui vous prive de votre mère tendrement affectionnée.

Alphonsine de PUYVILHEM, vicomtesse de Saint-Sulpice. »

***

Cependant, Sabine se mourait. Fin octobre, elle parlait à peine. Son souffle s'épuisait. Elle ne souffrait pas. Elle semblait s'évaporer dans un automne d'une somptuosité et d'une clémence royales. Cette agonie insensible, discrète, fine, était la seule qui convînt à la mère crucifiée. Parmi toutes les grâces surnaturelles que Sabine reçut, cette mort faite pour elle, et comme encensée par les beautés de l'arrière-saison, ne parut pas la moins éclatante à ceux qui l'assistaient dans ses dernières heures. Ils attendirent en vain un mot de plainte ou d'accablement. Elle ne parla jamais d'elle. Elle murmurait des noms d'enfants : « Eulalie !... Marie-Juste... Elia... Radegonde... nous allons appeler le loup !... ne les mangez pas M. le Loup, ne prenez pas mes petites filles... Dieu veut que je les garde. Rendez-moi mes petites filles ! »

Ce murmure bouleversait Abel comme une voix d'outre-tombe, il sentait que Sabine était déjà de l'autre côté, et qu'elle était du bon côté, près de Dieu, sous la Dextre de miséricorde. Il fit revenir ses filles au chevet de leur mère. Avant les autres, les mortes furent là : elles n'avaient jamais quitté leur mère. Néanmoins, Abel fit placer leurs portraits au chevet de Sabine. Elle ne pleurait plus en les regardant. Elle leur souriait car avec ces deux-là l'union était proche.

Lorsque les deux petites, Pruneau et Lucile, revinrent du couvent, leur mère retrouva quelques larmes. Ah ! celles-là, elle allait les quitter pour longtemps. « Mes chéries! murmurait-elle mes deux petites chéries. » Ses lèvres minces et blanches, consumées comme toute sa chair n'émettaient qu'un faible son. D'abord interdites devant cette pauvre créature qui n'était plus leur mère que pour quelques heures, les deux petites se tenaient par la main ; elles s'avancèrent dans leur pauvre robe bleue de pensionnaires, à travers la grande chambre, lentement, jusqu'au lit. Alors Sabine put encore une fois sourire.

Elia, à l'écart, le cœur serré d'une douleur intolérable par cette scène, se roidissait, les yeux secs et dilatés, dans son visage blême. Ne sachant que faire pour atténuer cette détresse, elle s'engagea :

— Mon Dieu, sauvez Maman ! et faites de moi ce que vous voudrez.

Pendant ces jours déchirants, les Magavant ne quittèrent pas Abel.

Durant les longues heures qu'ils passaient ensemble ils parlaient d'autrefois. Les deuils anciens reprenaient de l'actualité. Dans une famille, le dernier mourant semble rappeler les autres. Les anciens morts viennent à son chevet et l'attendent et préparent les vivants à la séparation. Les quatre fiancés noyés rôdaient probablement autour du lit de Sabine. Les regrets des Magavant étaient toujours vifs. La reine Crapaud pleurnichait par-ci, par-là. Si elle laissait voir ses larmes, Elia sortait. Elle avait horreur des pleurnicheries, surtout de celles du Crapaud agrémentées de commentaires :

— Nous sommes inconsolables, gémissait-elle, notre deuil est aussi frais que le premier jour.

Elia l'aurait étranglée : « Elle parle de ça comme d'une alose ! »

En même temps que la douleur, certaine clause du contrat des fiancés défunts leur revenait à la mémoire. Les Magavant n'avaient jamais oublié qu'ils avaient désiré unir les enfants mais aussi leurs terres de Moustiers à celles de Montramé. Ils convoitaient toujours ce domaine.

Lorsqu'Elie demanda Elia en mariage, les Magavant avaient entrevu la possibilité de réaliser ce vieux projet. Ils n'avaient jamais compris la désapprobation d'Abel pour cette union des deux cousins. Cousins germains ? Et après ? Mille précédents justifieraient ce mariage s'il en était besoin. Abel écoutait, ne disait ni oui, ni non. Une sorte de retenue sentimentale le gênait. Il aimait trop paternellement l'un et l'autre enfant pour n'avoir pas, en les mariant, le soupçon d'une espèce d'inceste. Il ne prononça pas le mot.

— On dira que nous sommes trop proches, dit Abel, et que je marie le frère à la sœur.

— Mais c'est enfantin ! s'écriait la reine Crapaud en tourmentant ses trois rangs de perles. Parlez-en doucement à Sabine, vous verrez... suivez son avis.

Ce fut la trouvaille.

Sabine n'eut qu'un pauvre sourire. Elle approuva. Après quelques instants, elle put murmurer :

— Oui, ils seront bien ensemble, ce sont deux bons enfants, mais ils seront très pauvres, eux aussi.

Quand Abel rapporta cette réponse comme un oracle, il était très ébranlé. Si Sabine n'y voyait pas d'inconvénient, c'est que le Ciel bénissait ce projet. Mais Abel hésita encore un peu.

La reine Crapaud sut lui représenter qu'Elia avait de la frai-

cheur, de la santé et de la vivacité mais qu'elle n'avait pas un profil de madone, ni des manières de fée, ni un caractère accommodant. Ce qu'il y avait de mieux pour elle c'était un mariage très sage avec Elie. Ils se connaissaient, s'aimaient et s'estimaient. En somme, le mariage était tout fait. Abel lui répondit :

— Elia ne l'acceptera pas. Elle a déjà refusé à Elie, elle me l'a dit.

— Oh ! s'exclama la reine Crapaud, si vous prenez l'avis d'Elia vous en verrez de cruelles. Eulalie aurait refusé M. de Varliangeas si vous lui aviez laissé le choix et maintenant ? Elle est heureuse. Mariez donc votre fille à votre neveu, c'est leur bonheur et votre tranquillité.

— De toutes façons, répondit Abel, le moment est mal choisi, la santé de Sabine ne nous permet pas de faire des projets de mariage.

— Il n'est pas défendu d'en parler, ajouta M. de Magavant et c'est une affaire dans laquelle je peux, s'il vous convient, vous faciliter les choses et sans doute améliorer la condition de ces jeunes gens. Il suffit que l'idée du mariage soit acceptée par vous. Je vous dirai mon projet.

Abel reconnut que le mariage lui paraissait maintenant souhaitable, il ne s'y opposait plus, mais il désirait le retarder.

— Eh ! bien, parlons, dit Magavant, nous réaliserons ensuite.

Et il découvrit le vieux dessein, plus jeune que jamais.

IV

A deux reprises, la veille de la Toussaint, on crut que Sabine allait mourir. Elle retrouva un peu de souffle et se maintint. Elle murmurait à peine quelques mots qu'on saisissait mal. Elle entendait encore. Elle souriait encore à ses filles qui n'osaient pas pleurer devant elle.

Abel lui confia ce que les Magavant avaient projeté. Peut-être comprit-elle. Elle acquiesça du regard et murmura une vague approbation. Abel se souvint que les Magavant, dans ce dernier entretien, l'avait fortement engagé à supplier Sabine qu'elle exhortât Elia à épouser son cousin Elie. Abel était très embarrassé. Enfin il demanda à Sabine de dire à Elia qu'elle approuvait et qu'elle désirait ce mariage. Lorsqu'Elia penchée sur Sabine recueillit

et devina les quelques mots que Sabine put prononcer, elle fut bouleversée ; elle s'attendait à ce que sa mère lui demanda, par serment, d'épouser Elie. Elle n'aurait pu refuser. Elle se sentit glacée d'effroi. Mais Sabine exprima simplement un vœu :

— Tu seras heureuse... tu le mérites... tu sauveras cette maison qui est deux fois la tienne. Tu es Fontagre... c'est ton meilleur ami.

Elia ne répondit rien tant elle avait peur de s'engager. Les paroles de sa mère la poursuivirent pendant des jours. Peu à peu, elle s'aperçut qu'elle ne les repoussait plus. Le visage d'Arthur reparaissait toujours. Il ne s'effacerait jamais. Mais c'était une de ces images que le souvenir fait renaître, qui évoque tout un monde que la mémoire et l'imagination nous restituent, mais dans la réalité duquel nous n'avons plus accès. Le monde de la forêt nocturne, celui des sœurs fiancées, celui de l'amandier d'Amanda et des visions de la Maison Morte : tout avait basculé dans un autre univers. Elia ne savait quand le bouleversement s'était produit, mais c'était fait.

***

La grand-mère de Saint-Sulpice arriva à son tour ; elle s'installa au chevet de sa fille mourante :

— Allons ! Allons, ma Sabine, tu te laisses aller ! Je te l'ai dit cent fois, tu te confines trop. Tu as maintenant une bonne bronchite et si tu n'y prends garde tu finiras poitrinaire. Rien n'est plus mauvais.

Elle l'embrassa, se recula et la regarda enfin. Il lui fallut bien reconnaître que sa fille était à peu près morte.

— Ah ! ça, par exemple ! Mais vous ne soignez donc pas votre femme, dit-elle du ton le plus courroucé à Abel. A quoi pensez-vous donc ?

Abel mit un doigt sur ses lèvres et entraîna sa belle-mère hors de la chambre. Sabine était si mal qu'elle ne l'avait sans doute pas entendue.

— En un clin d'œil ? Ma fille au plus bas ? Elle était si bien portante ! gémissait-elle sous ses plumes tremblantes.

Elle se ressaisit bientôt et s'accrocha à son gendre.

— Mais qu'est-ce que vous lui avez donc fait pour me la tuer en si peu de temps ?

Le pauvre Abel manqua de tomber à la renverse. Il lui expliqua

que la maladie de Sabine durait depuis des années et qu'elle n'avait jamais surmonté la douleur éprouvée lors du naufrage.

— Voilà ! C'est cela... c'est bien cela, ma Sabine meurt de douleur. Ma dernière fille meurt de douleur. Je n'ai enfanté que des saintes et des héros.

Et elle n'avait peut-être pas tort, son autre fille était morte Carmélite et ses deux fils se firent sabrer à Reischoffen. Ayant trouvé une explication satisfaisante à la mort prochaine de Sabine elle réserva ses pleurs pour le moment où cette mort serait effective.

— Il faut du repos à la malade, dit-elle impérieusement à son gendre. Descendons et allons retrouver les Magavant. J'ai à vous confier quelques petites choses sur le mariage d'Eulalie. Ah ! Ah ! que le monde est drôle !

Ils s'installèrent dans la salle. Abel, plein d'appréhension, lui dit que certains détails ne devaient être connus de personne et qu'il lui serait reconnaissant de ne pas les dévoiler et de s'en tenir à l'essentiel.

— Mais vous m'amusez, monsieur ! L'essentiel ? Les détails ? Qu'est-ce que cela signifie ? Le détail dans un mariage n'existe pas. Tout est essentiel, même le... détail dont vous n'osez parler. Je n'en parlerai pas davantage. Mais si l'on ferme les yeux sur tout... euh ! on ne voit rien.

— C'est l'évidence même, murmura Magavant.

— Quoi ? Quoi ? hurla la sourde. Vous aussi ? Vous tombez dans la pruderie ? Alors, je me tais... Si l'on m'apportait une tasse de thé, à mon âge...

Elle farfouillait dans ses dessous et finit par mettre la main sur sa topette de cognac.

Comme Anaïs venait prendre les ordres, Abel pria sa belle-mère de commander. Elle demanda du thé pour tout le monde sans avoir pris l'avis de Mme de Magavant que cette offense ridait affreusement. La douairière sous ses plumes en panaches ressemblait à un oiseau héraldique, assez barbare, de cette beauté cassante qu'on trouve à certains travaux de fer forgés.

— Quatre biscuits pour moi ! cria-t-elle.

— J'en prendrai volontiers deux, dit aigrement Mme de Magavant.

— Alors, qu'on en apporte une pleine assiette, reprit la douairière qui n'avait rien remarqué. Dans une maison où il y a un grand malade il faut se soutenir. Et se tournant vers Anaïs, elle lui rap-

pela : Vous savez que je dîne le soir. Alors faites un petit dîner, les jeunes filles et moi nous lui ferons honneur.

Elle regarda Abel avec mépris parce qu'il ne mangeait le soir qu'un potage au lait.

Puis, elle raconta tout ce qu'elle savait sur le mariage d'Eulalie.

***

— Quel voyage de noce ! Le bossu était si dépité en quittant Montramé qu'il n'a pas desserré les dents pendant tout le trajet qu'il fit côte à côte avec cette pauvre Eulalie. Il faut dire qu'il n'a pas desserré la main non plus. Il lui a saisi les doigts et les lui a triturés pendant deux heures d'affilée. Elle en était paralysée. Enfin, elle voulut bouger. Plan ! il lui prend le bras. Il serrait. Toujours sans mot. Avouez avec moi que ces façons ne sont pas d'un troubadour. Pour ma part, j'en ai connu d'autres et si j'avais couru le risque de faiblir je l'aurais couru dans des chemins plus enchanteurs. Enfin ! Ce galant nabot est habitué à faire sa cour avec les mains. Tout à coup, il lui enlace la taille. Ils sont arrivés ainsi à Varliangeas à une heure du matin.

« Tu ne pouvais pas lui parler et l'obliger à te dire quelques mots ? ai-je demandé à Eulalie. — Je lui ai parlé, me dit-elle, mais il était fâché je crois, parce que vous vous étiez proposée pour m'accompagner, cela se comprend. » Oh ! je l'aurais giflée ! Vous voyez comment sont les jeunes personnes. Celle-ci me faisait des reproches alors que j'avais raccommodé la vaisselle qu'elle avait cassée au cours de cette scène grotesque. J'aurais pu rester au chevet de ma fille chérie et laisser Eulalie en proie à son bossu qui l'eût mise en pièces sur le champ. Elle avait peur ! Sainte Nitouche ! Maintenant, je vous prie de croire qu'elle a bien oublié sa peur.

« En dehors de mon mariage, je n'ai rien trouvé de plus divertissant, de plus fou, de plus absurde — que les mariages des autres... Ah ! j'en rirai jusqu'à ma mort.

Elle eût pu dire avec plus de raison encore qu'elle en riait pendant que sa fille se mourait, car Sabine rendit son dernier soupir dans les bras d'Abel, de ses filles et d'Anaïs dans le moment que sa mère achevait son récit sur un éclat de rire.

Abel défendit qu'on appela sa belle-mère dans ce moment-là. Elle en fut si mortifiée que, dès que l'enterrement fut terminé,

elle décampa en jurant de ne plus mettre les pieds dans une maison aussi funeste.

Elle reprit ses tournées de visites, elle racontait en détails le mariage d'Eulalie et répétait partout cette phase définitive sur Abel de Montramé :

— Mon gendre a étouffé ma dernière fille dans le linceul de son propre ennui.

Elle se tenait à l'abri de pareil danger.

V

Abel n'était plus rattaché à ce bas monde que par un dernier devoir : il devait marier Elia. Comme le deuil imposait une trêve à ce souci, il se donna la vie qu'il avait toujours désirée, il se transforma en moine. Elia était sous le même toit, mais il prenait seul ses repas dans sa chambre. Sa fille mangeait dans la salle, au bout de la grande table. Ils se voyaient un quart d'heure ou une demi-heure par jour.

Sabine fut enterrée le 4 novembre. Durant l'hiver qui suivit, Abel ne descendit pas six fois au jardin. Les Magavant avaient repris le chemin de la ville. On ne voyait plus personne, sauf Elie qui s'ennuyait à mourir, de son côté, dans un Fontagre désert. Il en était réduit à braconner avec les propres braconniers de son domaine ! Il devint, de ce fait, très populaire à son insu. Il pensait à Elia. Elle ne pouvait penser à personne.

Elle travaillait hargneusement à sa tapisserie. Quel supplice ! Elle allait souvent à cheval. Elle visitait les métairies, s'entretenait avec les paysans et lisait un peu. Enfin, elle offrit à son père de s'occuper des affaires de Montramé. Abel en fut enchanté. Il avait grande confiance en sa fille et elle eut assez vite compris dès qu'elle eut rassemblé et classé les papiers. C'était clair — très clair. Des dettes et des hypothèques d'un côté. D'hypothétiques paiements de vins vendus d'avance de l'autre. La balance penchait du mauvais côté.

Elia écrivit aux Magavant au sujet de certains paiements qu'on aurait dû faire au compte de Montramé et qui n'étaient pas faits. Elle s'imaginait qu'ils traiteraient de haut ses lettres d'affaires, mais, bien au contraire, ils l'encouragèrent et lui firent répondre par un de leurs directeurs qui devint son correspondant régulier. Grâce

à quoi, elle fit rentrer, en quelques semaines des sommes appréciables. Elle put payer les fournisseurs auprès de qui elle renouvela les commandes pour la prochaine saison : engrais, sulfate, soufre.

Elle fit réparer et agrandir les cuviers sur le modèle de celui des Magavant, à Moustiers. Elle installa un treuil qui élevait les bailles de raisins à la hauteur des cuves dans lesquelles on les faisait basculer dans un pressoir à cylindres. Abel lui interdit d'acheter des machines.

— Pour ton pressoir, c'est fait, mais ne recommence plus, je refuserai à l'avenir. Les machines sont des jouets pour paresseux.

Abel n'en avait jamais regardé une seule.

Elie, enthousiasmé par ces progrès, demanda à Elia ce qu'il pourrait bien aménager à Fontagre.

— Que te manque-t-il ? demanda-t-elle.

— Viens voir toi-même, tu feras ce que tu voudras, tout est à toi !

Elle sourit avec un peu d'amusement.

— Pourquoi souris-tu ? Tu ne me crois pas ? Tu sais bien que tout ce que j'ai t'appartient et que tu as tous les droits sur moi, si tu le désires.

— Tu ferais mieux d'épouser une femme plus riche que moi. Fontagre en a besoin, tu dois penser à cela, Elie, tu es le dernier. Quant à moi, j'ai fini par croire que la vieille Jacasse verrait un jour sa prédiction réalisée.

— Qu'est-ce qu'elle t'a dit ?

— Elle m'a prédit que je finirai dans un couvent. Je crois bien que je n'ai rien d'autre à faire.

— Et moi ? Tu m'oublies tellement ? Il n'y a que toi qui compte à mes yeux, tu es la seule à pouvoir être maîtresse de Fontagre. Tout cela t'appartient doublement, tu ne peux t'en désintéresser.

Elia se souvint des paroles de sa mère mourante et fut émue de les entendre dans la bouche d'Elie. Comme ils étaient tous d'accord ! Comme tout la poussait vers ce qu'elle avait refusé ! Elle ne voulut pas réfléchir. Elle changea de ton.

— Eh bien ! nous irons voir à Fontagre ce qu'on pourrait t'installer.

L'autorisation fut accordée par Abel. Anaïs et Marinette accompagneraient Elia, elles partiraient dès le matin dans la charrette anglaise. Toujours la même, toujours les mêmes chevaux — un peu lents, un peu gras, un peu paresseux.

***

Ce fut une fête pour tous. A dix-neuf ans, on étouffe dans le deuil, même dans celui de sa mère. Jusqu'à la triste Anaïs qui était gaie ! Marinette parlait autant que Jacasse. Elles cuisinèrent aux jeunes gens un déjeuner des plus appétissants. Du foie gras, des perdrix confites à la graisse d'oie, des cèpes à la persillade, une crème et des pommes à la gelée de groseilles. Ils l'arrosèrent de Médoc et de Monbazillac.

Elia se souvint toujours de ce déjeuner avec son cousin dans la salle de Fontagre; elle n'y était pas dépaysée. Du temps du marquis, son oncle, elle y éprouvait un certain malaise. Aujourd'hui, tout était changé, les servantes étaient les siennes. Elie s'effaçait devant elle, elle commandait. Non pas comme chez elle où elle n'avait jamais pris la moindre initiative jusqu'à l'achat inopportun du pressoir, mais c'est ici qu'elle se sentait chez elle. Elle parlait haut, elle respirait à pleins poumons. Elle éprouvait, à son insu, une espèce de plénitude et de calme qui lui venaient à la fois des lieux engageants et des sentiments d'admiration dont l'enveloppait Elie. Personne n'échappe à cette douceur qui nous vient de la douceur d'autrui à notre égard. Ce n'était pas de l'ivresse, c'était du bien-être. Elle n'était pas transportée dans les nuées, elle s'installait, après une longue marche, dans un fauteuil fait pour elle.

Au cuvier, à l'écurie, dans les métairies tout le monde la salua, l'écouta comme une maîtresse. Elle était Fontagre, on la connaissait bien. Bien mieux même qu'elle ne le croyait.

Tous ces gens savaient parfaitement que cette terre et ce sang ne faisaient qu'un. Elle habitait Montramé — peu importe — elle sortait de Fontagre. Le raisin qui mûrit au bout du pampre n'est pas moins raisin que celui qui mûrit près du cep. Elle était « la dame », la « petite dame » parce qu'elle n'était pas mariée. La *dame* en bon français, c'est la patronne et c'est ce français-là qu'on parlait.

Fontagre par cette journée grise d'hiver lui parut ensoleillé. Les ornières des chemins reflétaient une lumière aimable. La terrasse de Fontagre lui sembla d'une pierre plus fine, plus lumineuse que celle de Montramé. La vue sur la vallée plus large et plus claire. Ici, c'est la grande façade qui s'ouvre au soleil. Le jardin de Fontagre, c'est toute la province. Les caves de Fontagre n'ont pas de

crypte. Il n'y a pas de fantômes. Quelques sylvains et une nymphe hantent les abords de la Font-Agre. C'est peu.

Les gens travaillaient avec plus de rapidité et plus d'allégresse qu'à Montramé. Elle rentra le soir plus forte, plus calme et rendue à son naturel actif et généreux. Il fallait aimer, se dévouer, travailler. Foin des tapisseries !

En pénétrant sous la voûte de la galerie, à Montramé, elle en ressentit la froideur, la solitude, l'étrangeté. Comment avait-elle pu vivre là ? Elle n'était plus chez elle. Marinette parlait à tort et à travers, lâchait des propos ahurissants !

— Ah ! c'est bien Fontagre ! Et elle ajoutait : Quand nous y serons, il faudra simplement faire agrandir l'évier.

Ce « Quand nous y serons » lui valut un étrange regard d'Elia.

Vers la fin de l'hiver Abel lui découvrit son fameux projet. Par une habileté involontaire, il ne dit pas que les Magavant l'avaient conçu. Il le présenta comme une affaire allant de soi, une sorte de fatalité des domaines et des familles.

— Je ne pourrai te donner, en te mariant, que ce qui reste de Montramé. C'est peu. Ce domaine rapporte maintenant mais on n'y peut vivre que si l'on n'a aucune charge. Or, tu en auras.

— Mais pourquoi me marierais-je ? dit Elia. Je garderai le domaine, je le dirigerai, je m'en tirerai très bien, je crois.

— Il ne s'agit pas de gérer le domaine, reprit Abel, il s'agit de te marier et le mieux possible avec nos moyens. Montramé tel qu'il est ne peut nourrir une famille — sauf, si on fait des coupes de bois. Mais, privé de sa forêt, le domaine sera déprécié et c'est la culbute sans remède. Je t'interdis de toucher à un arbre même après ma mort, tu m'entends ? Mais voici autre chose. Je sais que les Magavant ont toujours eu beaucoup de goût pour ce domaine.

— Oh ! vous leur vendriez ?

— Calme-toi et écoute.

Il répéta ce que Magavant lui avait offert. On ferait un échange des terres de Fontagre contre le domaine de Montramé. C'était une très belle affaire car les terres de Fontagre étaient beaucoup plus prisées. Il se trouverait que les Magavant seraient maîtres à Montramé et Abel maître à Fontagre. En outre les Magavant avaient purgé toutes les hypothèques. Tandis que sur les terres de Montramé, ils auraient de quoi faire... Elie possédait le château, le parc

les parcelles contiguës. L'oncle et le neveu posséderaient donc le domaine ancien.

Elia baissa la tête. Elle avait compris. Son mariage avec Elie reconstituerait le corps de Fontagre démembré par Radegonde et par son fils Antoine.

— Tu n'as rien à me dire ? Tu persistes dans ton refus ? demanda Abel. Voyons, Elia, ce n'est pas possible ? Tu sais que ta mère, sur son lit de mort, a *vu* ce mariage, elle en a eu de la joie, elle l'a souhaité et béni.

— Oui, je le sais, répondit Elia, mais je croyais que vous n'étiez pas du même avis et je comptais que vous me soutiendriez dans mon refus car Elie est un frère et non un mari pour moi.

— Ta mère m'a fait changer d'idée, elle avait raison, c'est Elie que tu dois épouser. Si ce mariage ne se fait pas, tu n'épouseras personne, j'en ai le pressentiment. Et tu connais mon avis sur ce point ? Je ne veux pas laisser de fille seule après moi — le mariage ou le couvent.

Elle se taisait toujours. Son père lui représenta que, grâce à elle, la maison de Fontagre pouvait se relever, qu'Elie seul ne ferait qu'accélérer sa chute.

— C'est à toi que Fontagre appartient. Je te le dis tout de suite, l'échange avec les Magavant est déjà fait. Les terres seront à ton nom. Je préfère te parler et te convaincre, car je sais que tu comprends nos devoirs. Tes jeunes sœurs vont prononcer leurs vœux, Eulalie est mariée au loin, toi, Elia, tu refais Fontagre. N'est-ce pas la belle part ?

Les larmes montèrent aux yeux d'Elia, elle murmura :

— Et pourtant, je ne voulais pas... je ne voulais pas l'épouser...

Elle s'enfuit dans sa chambre jusqu'à la nuit. Elle retrouva plus tard dans son agenda à la date de ce jour cette phrase griffonnée : *Il y a peut-être des imbéciles qui croient qu'il est facile de faire une famille pendant six cents ans.*

***

Le lendemain, Abel vint déjeuner avec elle dans la salle. Il la trouva fermée, sans regard. A la fin de leur repas silencieux, il lui demanda si elle avait quelque chose à lui dire au sujet de leur entretien de la veille. Elle dit farouchement :

— Faites ce que vous voudrez.

C'est bien ce que comptait faire Abel. Mais voilà que, pour cette fille, il voulait que son dessein eût l'approbation de l'intéressée. Et il le lui avoua.

— Il faut aussi que tu le veuilles comme je le veux.

Elle se tut. Abel impatienté se leva et dans un mouvement d'emportement qu'on n'eût jamais soupçonné chez lui, dans un éclair de vivacité que son sang Fontagre soudain, jetait dans son âme froide, il s'écria :

— Imbécile ! tu ne comprends donc pas que Fontagre, c'est toi ? Que toi seule est Fontagre dans toute cette famille, que tu en possèdes tous les biens et que tu en as tout le sang ? Tout repose sur toi ! Allons, Fusil, ma fille, montre qui tu es. Que je n'aie pas besoin de te mener à l'autel. Vas-y, de ton pas ! Tu aimes les armes ? Eh bien ! voilà un combat. C'est le tien, gagne-le.

Il était debout devant la table non desservie, et tirait la nappe à petits coups tout en parlant. Sa voix résonnait. Ce n'était plus Abel, c'était quelque vieux Fontagre de la crypte soudain ressuscité. Leur lignée s'avançait avec peine, elle abordait un passage dangereux et risquait de se perdre sans remède. Alors, l'un des *Habitants Anciens* s'était réveillé et parlait par la voix d'Abel. Elia saisie, se leva à son tour et dit simplement :

— Je savais tout cela.

— Le veux-tu ? Il faut le vouloir.

Elle baissa la tête. Depuis le jour où elle avait visité Fontagre, elle n'ignorait pas qu'elle penchait de ce côté. Elle avait compris la nécessité de sa présence là-bas. Non seulement, elle savait, bien avant son père que Fontagre, c'était elle, mais elle avait reconnu à une certaine fluidité de son sang qu'il coulait mieux sur la terrasse de Fontagre que dans la salle de Montramé et qu'en somme, en entrant à Fontagre elle ne faisait que rentrer chez elle.

Mais elle ne voyait pas la nécessité d'entrer dans le lit de son cousin pour accomplir une opération aussi simple. Or, tout le monde, autour d'elle, semblait penser que, pour être maîtresse dans les cuisines et les greniers, sur les terres et sur les forêts, il fallait immanquablement entrer dans le lit du co-propriétaire. Telle était l'aberration du monde qui l'empêchait de dire : oui.

Mais, puisque toutes les puissances s'étaient liguées pour écarter d'elle le seul être qu'elle eût aimé totalement, puisque le devoir seul restait, eh bien ! elle aimerait ce devoir. Elle avait assez d'amour, de vitalité, d'enthousiasme pour rendre aimable ce qui était cruel.

Elle ne prononça pas les mots d'usage : « La vie est injuste ! » Et vous ? êtes-vous justes ? Selon quel poids ? et quelle mesure, êtes-vous justes ? Langage de vilains.

Puisqu'on ne pouvait trancher entre la servitude du mariage imposé et la noblesse des devoirs qu'elle voulait accomplir, elle accepta tout, en bloc :

— Le veux-tu ? oui ou non ? répétait Abel.

— Eh bien ! dit-elle, vous pouvez dire partout que je le veux comme vous le voulez et n'en parlons plus jamais.

Ce n'était plus la voix d'Elia de Montramé, c'était celle de la marquise de Fontagre. Une grande dame venait d'apprendre qui elle était. Mais elle avait payé cher pour le savoir.

***

Abel, qui n'avait pas tellement pris garde aux inclinations de ses autres filles, fut enivré de joie et de fierté par l'attitude d'Elia. Il s'empressa d'informer les Magavant. L'échange des terres était pratiquement résolu. Il ne manquait que les signatures à donner au notaire de Moustiers. Ce fut fait en juillet dès le retour des Magavant.

Abel pouvait demeurer à Montramé et il gardait le jardin en viager. Il céda volontiers la plupart des appartements mais les Magavant n'y habitèrent jamais. C'était trop inconfortable pour eux.

Dès qu'il fut débarrassé de tous ses biens, Abel se crut allégé de vingt ans. Enfin, il ne possédait plus rien ! Les terres de Fontagre étaient au nom d'Elia. Il jouissait de Montramé. Sa vie de moine restait la même. Ses petites rentes alimentaient son train de maison.

Si l'on avait écouté Elie et les Magavant le mariage aurait été célébré sur le champ. Abel désirait qu'une année s'écoulât entre la mort de Sabine et l'union d'Elie et d'Elia. Le mariage fut fixé en décembre. Abel écrivit à sa belle-mère de Saint-Sulpice pour l'informer, l'inviter et essayer d'effacer le mauvais souvenir qui restait de leur dernière entrevue.

Puis il pensa à régler le sort de Lucile et de Marie-Juste, en religion. Il profita de la présence des Magavant pendant l'été pour réaliser les sommes exigées par la Communauté où entreraient « les petites » et lors de la fête de Notre-Dame de Septembre, il s'en fut à Bordeaux accompagné d'Elia. Les deux jeunes filles

accomplissaient leur noviciat. Elles posèrent à leur sœur les questions les plus naïves sur Anaïs, sur Marinette, sur les arbres du jardin, sur le pied de leur lit qui était cassé depuis des années. L'avait-on réparé ? Elles demandèrent si l'on mettait des fleurs blanches sur la tombe de maman. Elia leur dit qu'on y apportait les fleurs du jardin, selon la saison. Elles poussèrent de hauts cris et lui firent promettre de toujours entretenir des fleurs blanches sur la tombe chérie, — surtout des fleurs naturelles.

Elles s'étaient conservées dans une enfance intacte dans laquelle Elia en retrouvant le parfum de la sienne éprouva le sentiment qu'elle l'avait irrémédiablement quittée.

Elia se sépara des deux jeunes novices. Elle les revit trois ans plus tard lors de leur prise de voile. Mais, déjà, ce n'étaient plus « les petites ». Elles étaient d'un monde si antique, si élevé et si pur, cette cérémonie les avait revêtues d'une humilité si majestueuse qu'Elia ne put les atteindre. Au cours de la cérémonie, dans la petite chapelle du couvent, tout à coup, son visage se mouilla. Ses larmes coulèrent... Elle ne pleurait ni sur ses sœurs, ni sur elle, non, elle versait quelques larmes d'enfant parce qu'elle venait de retrouver vivant le souvenir de son passage dans l'église de Moustiers lorsqu'on la fit étendre devant l'autel cependant qu'elle s'imaginait que quelqu'un se mourait et que lui apparaissaient les cerisiers, les chandelles et le soleil. « Prenez-moi, mon Dieu, je suis à vous... » Mais ce sont les petites qu'Il avait choisies.

Elle retrouva cet instant avec une vigueur si poignante qu'elle pleura ce jour-là, comme elle avait pleuré alors, des larmes d'enfant dont Dieu se sert pour débarbouiller le visage souillé du monde.

Sa dévotion ne fut jamais très formaliste, mais sa foi comme celle de son père et de sa mère était sans faille et sans alliage. Le sacrifice de ses sœurs ne pouvait laisser une âme de qualité dans l'indifférence. Elia en parlait rarement. Sur le tard, elle confia à sa nièce Marie :

— Dans ma vie, je n'ai jamais désespéré. Mes deux « petites » ont tant prié, ont tant donné d'elles-mêmes pour moi et pour le reste du monde que je crois que rien de ce qui peut m'arriver ne restera sans remède un jour. Il y a des dettes qu'on ne paie jamais et qui vous lient pour l'Eternité, celle que j'aie envers mes sœurs est ainsi.

⁂

Ayant pris tout son temps, la douairière, quelques semaines avant le mariage d'Elia, répondit à son gendre. Telle fut sa réponse à l'invitation qu'il lui avait envoyée :

« Mon cher Montramé,

« Je suis bien aise que vous vous soyiez souvenu de la mère de ma malheureuse Sabine. Il s'en est fallu de peu que vous n'ayiez à porter mon deuil en même temps que le sien. Si la douleur m'a tuée, votre insolence a bien failli me mettre en terre. Mais vous pensez, sans doute, qu'il ne s'agit que d'un mince accident. Je sais trop votre cruauté envers Sabine et moi pour garder beaucoup d'illusions. Mais je suis si vieille, si résignée, si désarmée que je souffre et me tais. Sabine et moi avions ensemble la sainte vertu du silence. Puissiez-vous me la reconnaître ! Car, enfin, mon cher Montramé, je ne traîne pas souvent mes jupes chez vous. Il est vrai que vos invitations et vos gracieusetés ne m'accablent pas. Il aura donc fallu le mariage d'Elia avec votre neveu pour que l'idée vous vînt de me rappeler chez vous après m'en avoir chassée alors que le cadavre encore chaud de ma fille était entre nous. Et il y restera ! Pour l'incivilité, je vous pardonne. Mais je ne paraîtrai pas à ce mariage.

« Entre nous, Montramé, vous faites une folie. Ce mariage est du dernier grotesque : vous mariez un frère à une sœur et tous deux sont ruinés. Vous allez vous faire traiter comme vous le méritez pour mettre votre fille dans ce lit. C'est monstrueux ! C'est un véritable inceste. Ce n'est pas moi qui m'aviserai de le dire. Je me contente de pleurer. Mais je suis sûre qu'on le dira. Vous êtes sans excuse : ils perdent tous les deux. Mais cela ne me regarde pas. Elia a toujours été trop impertinente à mon endroit pour que je me mêle de débrouiller sa vilaine affaire. Elle promet d'être le chardon épineux d'une famille qui ne compte que roses et lys. Le désordre de l'époque, la brutalité du sang des Fontagre se retrouvent en elle. Pauvre Montramé, je vous plains ! Comme mon temps était différent ! Nous, femmes d'autrefois, nous sommes restées des êtres d'idéal et de féerie. Votre fille Elia est un sapeur. Inutile de dire que je ne l'aime pas trop.

« Quant à Eulalie..., quelle culbute ! J'arrive de Varliangeas et je n'y remettrai les pieds de ma vie. La baronne a oublié les égards qu'elle me doit. Mais vous brûlez de savoir la nouvelle ? Voulez-vous, oui ou non la savoir ? Si votre pruderie

doit s'effaroucher, dites-le, j'essuie ma plume ! Eh ! bien, je vous la dirai quand même. Le Bossu trompe Eulalie ! Oui, mon cher, vous avez bien lu. Il la trompe et ça remonte déjà loin. Après un an de mariage ! Ce vilain singe, à mon avis, la trompe depuis, leur nuit de noce. Je ne serais pas surprise que ce gnome soit un épouvantable consommateur. Voilà pour lui.

« Mais Eulalie n'est pas sans reproche. La sotte fille se pâmait devant lui. Sous le regard de son mari elle faisait les yeux blancs. Que devait-ce être au lit ? Il la tient à merci. La belle-mère en a profité. Elle morigène Eulalie. Elle la confine dans la maison. Elle lui fait repriser le linge ! Eulalie a accepté les premiers affronts, elle les acceptera tous. Elle est perdue. Elle rêve à Hector, toujours absent, elle pleure son Hector, cette Andromaque auvergnate. Pauvre Eulalie !

« Avouez, aimable Montramé, que le monde est drôle. Nous avons donné cette Madone à un diable bossu : c'est elle qui l'aime et lui qui la bafoue. Si nous l'avions mariée à Apollon, elle eût trompé ce dieu avec un chèvre-pied. Sur cette réflexion, je vous salue mon gendre.

« Alphonsine de PUYVILHEM, vicomtesse de Saint-Sulpice. »

VI

Le jour du mariage fut presque un jour comme les autres. On s'agita un peu plus pour aller, avant midi, à Moustiers, à la mairie et à l'église.

Avant de se préparer, Elia dut s'occuper du repas qui aurait lieu à Montramé, car elle était maîtresse de maison. Anaïs ne lui laissa rien à prévoir. Puis, enfin d'après-midi, ce fut le départ pour Fontagre.

Le mariage eut lieu en décembre, dix jours avant Noël. Il faisait beau et froid. Les chênes encore feuillus et roux, la terre labourée dont la souplesse feutrée et la couleur étaient celle de la peau de chamois, l'herbe jaunie des pelouses formaient une harmonie subtile, riche et douce. Le silence de l'hiver. Un geai criait parfois. La voix d'Anaïs stimulait les filles de la cuisine. Une casserole en s'écroulant emplissait le monde de fracas. Puis le calme régnait de nouveau. Montramé n'attendait personne. Les rares invités devaient se trouver à l'église et monteraient pour participer au repas.

— Ce n'était pas un mariage, répétait la grand-mère, mon gendre en était si honteux qu'il en fit une cachotterie ! Hou !

Pour Elia non plus ce n'était pas un mariage. C'était un accord raisonnable, un contrat familial et amical au cours duquel elle était amenée à changer de domicile. Son vrai mariage était dépassé. Du haut de ces nues bleutées sur lesquelles elle avait été enlevée au-dessus du monde, durant ces nuits, sans doute irréelles, que la voix d'Arthur peuplait de songes exaltants, elle était retombée sur la terre. Ce n'est pas que la terre l'effrayât ou lui parût indigne d'elle. Elle retomba sur ses pieds en bonne Fontagre qu'elle était. Mais en reprenant pied elle ne reconnut pas le monde. Lorsqu'Arthur eut disparu, ce halo de naïveté, de confiance, de bonheur qui brillait autour de chaque être et de chaque chose pour les embellir et les rendre exaltants, s'était éteint pour toujours. Le monde était défloré par la faillite de son amour.

Elie, seul, était parfaitement jeune et heureux. C'était très réellement pour lui le grand jour de sa vie, d'où le bonheur allait ruisseler comme d'un sommet les eaux courent vers les plaines pour les irriguer.

Marinette exultait et pour bien montrer sa joie, elle larmoyait :

— Vous ne pleurez pas, dans un jour pareil ? disait-elle, scandalisée à Elia.

— Tu pleures pour quatre ! répondait sa maîtresse. Aide-moi plutôt à me harnacher pour cette cérémonie. Aïe ! Aïe ! tu m'as pincé la peau avec les boutons à pression. Va chercher demoiselle Aline, elle commence à avoir l'habitude d'habiller les filles à marier.

Entre haut et bas, elle ajouta : « Mais elle n'a pas eu la main heureuse, jusqu'ici... » Marinette s'excusait de sa maladresse et la mettait sur le compte de ses pleurs. « Va éplucher des oignons et laisse-moi, tu finiras par me faire perdre mon calme et j'en ai besoin ».

Marinette était enchantée du mariage. Fontagre pour elle, c'était l'empyrée. Elia en l'emmenant comme une pièce du trousseau la promouvait intendante. Marinette se voyait comme la doublure de la dame de Fontagre. Il y a bien un proverbe du cru qui dit que *Doublure ne vaut drap* mais, pour ce cas, Marinette, ferait mentir le proverbe. Elle était déjà ivre de son pouvoir sur toutes les batteries de cuisine, sur toutes les provisions, toutes les armoires à linge, pleines à craquer et où personne n'avait mis le nez depuis des lustres. Ah ! le beau déballage ! L'affolement de

l'inventaire, les joies des découvertes. Et sur tout cela, elle régnerait. Elle aurait, en guise de sceptre, un trousseau de clés — gros comme ça ! large et rond, comme une couronne dont les fleurons seraient les clés. Les en fer, les en nickel, les en cuivre, les grandes et les petites — les plus aguichantes !

Ah ! la puissance sur ces choses, sur les gens — pas sur les valets ! C'est naïveté des maîtres de croire qu'ils ont du pouvoir sur leurs valets. Non, la puissance qu'elle aura et qu'elle a déjà sur sa maîtresse et sur Elie ! Elle le pressent, il est tout disposé à succomber, lui aussi. Le marquis de Fontagre mangera ce qu'elle voudra ; il changera de linge, de costumes quand elle le dira, il ne pourra régler ou ne pas régler telle affaire sans la rencontrer en pleurs ou grommelante en travers de ses desseins, même si c'est pour les favoriser. Et ce sera toujours pour les favoriser, afin d'y être mêlée le plus possible. En pleurnichant, elle pourra aimer, tyranniser, et se sacrifier sans contrainte — toute sa vie.

— Ah ! nous faisons un grand mariage ! disait-elle à la cuisine.

— Sache te tenir à ta place et faire ton travail ! lui répondait Anaïs.

Et demoiselle Aline, qui avait toujours un petit bout de leçon sur la langue depuis le temps qu'elle était pédagogue, ajouta :

— Un peu de modestie, s'il te plaît, à vingt ans te voilà générale sans mérite, tu pourrais revenir à la basse-cour avant la mi-carême.

— Quand je commanderai, dit impérieusement Marinette, on ne parlera pas tant dans ma cuisine. Les bavardages, je ne les supporterai pas.

— Peuh ! lui dit Anaïs, tu parleras toute seule, sans même t'en douter.

Marinette réserva son autorité pour d'autres circonstances et d'autres gens. Heureusement que les maîtres sont plus dociles et plus polis !

***

A cinq heures, Elie et Elia, marquis et marquise de Fontagre, prirent congé d'Abel. Il les conduisit jusqu'au perron. Leur voiture les attendait au bas des marches. Il la regarda s'éloigner. Encore une ! Mais c'était la dernière voiture qui s'éloignait de Montramé. Personne, désormais, n'en pouvait plus partir puisque Montramé était vide. Abel ? Une ombre parmi celles qui hantent la crypte.

Anaïs ? L'ombre d'une ombre. C'était tout. Parmi les *Autres Habitants*, les plus turbulents étaient le Commandeur, les anciens Montramé, le vent dans les girouettes de fer, et les chouettes sous les combles.

Elia laissait ces morts vivants derrière elle. Son père aussi était mort. Il le savait puisqu'il s'ensevelissait. Il ne sortit plus. Il avait sa *Montramiade* à achever. Il s'en tirait mal. L'époque des guerres de Religion est un labyrinthe. Dès qu'il atteindrait Richelieu ce ne serait plus que jeu d'enfant. Il n'aurait qu'un hymne de louanges à chanter ; il ne se passait plus rien jusqu'en 1789. Un chant suffirait. C'est à quoi il pensait en regardant s'éloigner sa dernière fille.

Au moment où la voiture franchissait le majestueux portique, Elia se pencha et jeta un dernier regard sur la façade. Au sommet du perron, sur le fond de pierre grise, Abel se distinguait encore, mais le soir de décembre noyait déjà les formes. Il leva sa main blanche. Elia ouvrit son mouchoir. Elle n'était pas très émue. La rupture remontait à l'année précédente. La plaie était et resterait toujours douloureuse mais elle était fermée.

La voiture avait disparu. Abel contempla un moment la voûte vide du portail. La pierre encadrait une campagne obscure et plus enténébrée de minute en minute. Cette campagne qui se dissolvait dans la nuit, cette voiture escamotée, cette enfant enfuie, c'était la vie et tout cela venait de s'évanouir. Au fond de lui, Abel ne souhaitait rien d'autre. Le monde ne lui avait valu que blessures et déceptions — à part les sourires de Sabine et de ses filles. Mais ces douceurs-là n'étaient plus que des souvenirs, il n'attendait du monde qu'une grâce : qu'il restât aussi lointain et aussi peu réel que possible. La nuit tomba lourdement. Le froid se fit plus vif. Il rentra dans son tombeau.

Pendant les mois d'hiver, il travailla sans relâche. Un peu après Pâques, il atteignit l'extrême pointe de son œuvre. Il toucha l'année 1629 comme la proue d'un navire touche le promontoire d'un rivage nouveau mais sans envoyer à terre. Là, sa vieille bronchite qui ressemblait beaucoup au rhume de Sabine arrêta net les évolutions des fantômes dans la *Montramiade*. Abel s'éteignit.

En somme, son œuvre était terminée. Il ne pouvait franchir ce cap de 1629. Il ne pouvait évoquer, dans ses vers, les êtres qu'il avait réellement connus dans sa vie antérieure. N'était-il pas lui même un ressuscité ? Ne sortait-il pas des rangs de ceux qu'il

évoquait le plus naturellement du monde ? N'était-il pas un contemporain de saint François de Sales, du Cardinal de Bérulle, du Père Joseph et du mélancolique Louis XIII ? Par un hasard inexplicable, il avait vécu parmi les contemporains de Mac-Mahon. C'était un scandale. Il eut le mérite de donner à ce scandale le maximum de discrétion parce qu'il appartenait à une haute société où l'on sait être original sans éblouir et sans blesser. Ressuscité d'entre ses ancêtres, Abel s'avisa de gratter leur mémoire du bec de sa plume d'oie. A peine, eut-il touché à ses proches qu'il fut rappelé parmi eux. Ces morts, assez bienveillants, le laissèrent errer à travers les siècles antérieurs à leur propre temps. Ils ne mirent obstacle ni à ses promenades mérovingiennes, ni à ses indiscrétions sur le Commandeur, sur Philippe le Bel, sur le Prince Noir d'Angleterre, sur le maréchal de Montluc ou sur messire Michel Eyquem de Montaigne, mais, sans doute, leur fut-il insupportable que l'un d'entre eux, qui avait partagé leur vie, se mît à parler d'eux-mêmes. Ce qui est mort est mort, et doit le rester. C'est une prérogative divine que de ressusciter les morts d'entre les morts.

Tant qu'Abel fut historien, il eut tout loisir de s'amuser; quand il toucha à sa propre mémoire, à celle de ses proches, quand il frôla les secrets des âmes endormies, on sut mettre fin à l'entreprise.

Il reprit place parmi les ombres.

Le matin où il mourut, il s'apprêtait à relater qu'un parti de Huguenots, en route pour La Rochelle, se présenta à la porte de Montramé. Leur mine n'avait rien d'amical. Antoine de Fontagre, seigneur de Montramé, leur fit adresser une bonne arquebusade qui étendit trois hommes sur le pré. Les autres s'en furent chercher consolation du côté de l'escadre anglaise, vers le rivage de Saintonge.

Et c'est là qu'Abel trébucha. C'était le 11 février 1629 — non, pardon — c'était le 26 avril 1885. Il culbuta avec sa fiole d'encre et ses papiers dans la crypte où il repose parmi ses pères, entre les bons et les autres, dans la miséricorde divine. Il n'y a plus de seigneur à Montramé, ni d'arbres. Il y a Magavant et consorts.

***

Elia et Eulalie se retrouvèrent à l'enterrement de leur père. Il y avait presque deux ans qu'elles ne s'étaient revues. Elia n'en crut pas ses yeux. Quel spectacle !

— Mais qu'est-ce que tu manges, là-bas, ma sœur ? s'écria-t-elle.

— Des châtaignes, des pommes de terre, du porc, des raves, dit Eulalie la larme à l'œil.

Elle était si grasse qu'elle ne pouvait même plus soulever ses paupières pour faire tomber ses pleurs !

— Mais tu es une vraie tour de saindoux ! Et ton mari ?

Ces paroles délivrèrent une cataracte. Eulalie était au comble de l'affliction. Pourquoi ? Elia ne savait rien. Abel avait brûlé la lettre de la douairière. Il garda secrètes les insanités qu'elle inventait sans doute. Eulalie, à bout de forces, raconta tout à sa sœur. Il faut convenir que tout ce qu'avait rapporté la grand'mère était vrai. Elia consternée écoutait ce récit et pour consoler sa sœur elle lui dit :

— Au fond, qu'est-ce que cela peut te faire qu'il courre les filles. Tu ne l'as pas dans tes jupes pendant ce temps. Si j'avais un bossu dans mon lit, je t'assure que je serais soulagée de le savoir dans le lit des autres.

— Oh ! sanglota Eulalie, tu ne peux pas savoir... tu ne peux pas savoir.

— Qu'est-ce que je ne peux pas savoir ?

— C'est que je l'aime, murmura-t-elle.

— Ça, alors ! Tu es aussi folle qu'Amanda !

— C'est pourtant ce qui m'arrive et ma belle-mère, pour me narguer, me fait les cornes !

— Elle ? C'est trop fort, s'écria Elia, écarlate, venge-toi. Il le faut. Trompe-le, avec n'importe qui, n'importe quoi. Fais vite la guerre, tu risques encore de la gagner. Habille-toi en homme, je sais que ça rend les belles-mères furieuses. Attire des voleurs dans leur maison. Mets-y le feu. Fais quelque chose. Venge-nous des Auvergnats et des bossus !

Eulalie, comme une oie la veille de Noël, se balançait d'une patte sur l'autre et n'attendait que d'être sacrifiée.

— Alors ? lui dit Elia en la secouant, tu te décides ? Sinon, j'y vais moi, à Varliangeas. Tu dois te venger de ta belle-mère d'abord et du bossu ensuite.

— Non ! non ! Ne viens pas, tu me fais peur ! gémit Eulalie. Pas de vengeance, je n'en ai pas envie. J'aime Hector.

— Tu es tombée bien bas, dit Elia, Amoureuse ? Je ne savais pas que ça faisait cet effet-là.

Elle se ravisa :

— Ecoute, Eulalie, un bon conseil et tout s'arrangera. Donne-leur un héritier Varliangeas et tu les tiens. Fais ton possible !

— Si tu crois que c'est commode... toute seule.

Elia ne dit plus rien. C'était trop grave. Pour se distraire de ses propres malheurs, Eulalie demanda à sa sœur de lui conter les siens. Mais Elia n'avait pas de malheurs aussi définis à raconter. Elle travaillait et chassait et faisait les comptes des métairies. Elie était un ami parfait. Elle n'avait vraiment rien à dire :

— Tu ne t'ennuies pas, toute seule, dans ce Fontagre ?

— Moi ? dit Elia étonnée. Chacune de mes journées est ronde et pleine comme un œuf.

— Enfin, tu es heureuse, Elia, soupira Eulalie. Il n'y a que toi qui aies réussi. Sur six filles : deux noyées, deux au couvent, une martyrisée, — une seule est heureuse ! C'est peu.

Elia songeait. Le visage d'Arthur était si près du sien en cette minute qu'elle en sentait le sang lui brûler les joues. Mais Eulalie ne savait pas. Sans rien avouer, Elia lui dit néanmoins :

— Heureuse ? Qui le sait ? Tu te rappelles quand la mère Jacasse m'a prédit que j'irais au couvent. Et nos sœurs aînées, elles me l'ont dit aussi et toi, tu l'as répété.

— Oui, je me rappelle bien, je voulais tellement me marier !

— Eh bien ! tu l'es. Et moi ? Le suis-je ?

— Toi ? tu es la mieux mariée.

— Non, ma sœur, je ne suis pas mariée, je suis entrée à Fontagre comme on entre au couvent. Vous aviez toutes raison : je l'ai eu mon couvent et il n'y avait rien d'autre à faire.

Eulalie l'écoutait bouche bée. Elle ne comprenait pas très bien. Elle devinait qu'Elia n'était pas heureuse à la façon dont elle, Eulalie, avait failli l'être au début de son mariage. Tout à trac elle dit à sa sœur.

— Pourvu que ça serve à quelque chose !

Elles se séparèrent. Elles quittèrent Montramé pour toujours. La mort d'Abel était comme la disparition du dernier fantôme de leur enfance. En mourant, il avait tout entraîné dans la crypte fatale, ses commandeurs et ses chevaliers, Sabine, les sœurs fiancées, l'amandier blanc, l'arbre des têtes, les petites sœurs religieuses, les fées, les saints favorables, le cerisier dans le soleil et l'enfance des six demoiselles et tout leur bonheur. Elia emportait néanmoins une

lumière dans l'âme et elle l'avait donnée à Fontagre. La parole de sa sœur s'enfonçait en elle, lourdement, lentement comme une pierre dans un lac :

— Pourvu que ça serve à quelque chose ?

Elia ne la comprenait pas. Elle s'acheminait vers Fontagre que le soleil printanier caressait et lustrait d'une lumière changeante, une vraie lumière de renouveau. La voiture cahotait entre les arbres fleuris. Elia sourit toute seule en se tenant le ventre des deux mains, elle pensait :

— Ce petit Fontagre-là sera comme sa mère entraîné de bonne heure à suivre les chemins pierreux.

Ce chemin-là était bien rude mais ensoleillé et bordé d'aubépines qu'effeuillait le vent. Près de Moustiers, le vent lui apporta le son des cloches avec des pétales de cerisiers. Les cloches ?

C'était le jour des Rogations !

JEAN ORIEUX.

DONNÉES NOUVELLES

SUR

L'ÉVOLUTION DU MONDE VIVANT

Nous voici à un tournant de l'histoire du monde, où, devant les découvertes les plus sensationnelles, l'angoisse de l'avenir nous contraint à reconsidérer notre passé et à juger de notre destinée véritable. C'est la question éternelle de l'Evolution de la vie qui se pose, en face d'un univers dont nous pénétrons chaque jour davantage l'immensité, sans jamais parvenir à en déceler les limites et la raison.

Sommes-nous emportés dans un torrent indéfini, simples jouets des forces de la nature, particules infimes roulées dans le tourbillon des choses et ne s'en différenciant que par les caprices du hasard, — ou bien, sommes-nous distincts de l'inanimé qui nous entoure, par une vie réellement autonome, manifestant tout à la fois une indépendance et un déterminisme qui vont jusqu'à nous permettre de pressentir une fin particulière ?

Il semble que si l'on a établi, avec une approximation relative, le rapport chronologique des êtres vivants avec l'histoire de la Terre, et poussé très avant l'analyse des formes les plus diverses qui la peuplent, on n'a pas pénétré suffisamment le problème de la vie en elle-même, dans son mécanisme et dans ses lois. C'est à prendre cette perspective nouvelle que nous convions le lecteur, non pas en embrassant ici l'univers dans son ensemble, mais en limitant notre objectif à l'Evolution de la vie.

Une importante cause d'erreur, dans l'optique de certains observateurs, a été de ne point distinguer nettement l'évolution progressive des connaissances et des réalisations humaines, de l'évolution de la vie elle-même dans son mécanisme propre.

En réalité, ce sont trois points de vue très différents que ceux de l'Evolution physique de l'univers, d'une part, — de l'Evolution de ces réalisations, d'autre part, — et de l'Evolution de la vie, enfin, dans sa nature. Alors qu'un transformisme incessant s'inscrit dans le monde de la matière, qu'une courbe progressive évidente dessine la somme des acquisitions humaines, la vie manifeste une stabilité réelle dans son mécanisme évolutif.

Telle est, dans la question de l'Evolution du monde vivant, la donnée nouvelle la plus importante que comporte la connaissance du mécanisme biologique. On va ainsi se trouver amené à formuler une interprétation totalement opposée à celle qu'avait consacrée l'hypothèse transformiste et à opérer, contre nombre de préjugés accumulés, un véritable retournement de tendance. Une différenciation de la matière et de la vie en découlera en particulier, confirmant la thèse essentielle, que nous avons soutenue antérieurement, que, faisant partie intégrante d'un univers matériel qui a ses lois, la vie lui échappe par son comportement propre. Ici comme là, régulation des phénomènes, mais régulation particulière.

C'est à mettre en lumière les faits d'observation sur lesquels se fonde cette interprétation nouvelle, à la justifier pleinement d'un point de vue purement scientifique, que nous nous sommes employé.

On l'a bien des fois répété et il est banal de le redire, nous ne sommes que des acteurs sur l'immense scène du monde (1). C'est justement cette position particulière qui nous intéresse ici. Alors que l'univers est comme une toile de fond aux décors infiniment changeants, nous jouons toujours le même rôle avec les mêmes moyens et dans un temps limite toujours le même. Chacun de nous porte en soi un dynamisme singulier qui « l'anime », « le constitue » et « le règle » tout au long de sa vie, dans son adaptation au milieu et sa défense contre les éléments agressifs. Et c'est une énergie sensible déterminée. Seuls changent autour de nous, le décor, les conditions et la mise en scène. Les considérations qui s'appliquent ainsi à l'homme, auquel va notre intérêt le plus direct, concernent, quoique sur un autre plan, l'ensemble des êtres vivants.

***

(1) All the world's a stage, écrivait Shakespeare, and all the men and women merely players. (*As you like it*, acte II, scène VII.)

Une étude sommaire des théories jusqu'ici régnantes montre, d'abord, qu'une erreur de méthode a présidé à leur élaboration. Le grand défaut de ces théories, touchant l'évolution des êtres vivants, est, avant tout, qu'aucune n'explique tous les faits et, par suite, n'emporte tous les suffrages.

La raison en est facile à comprendre. Elles ne s'appuient, les unes et les autres, que sur des points particuliers. Chacune met en valeur des caractères ou formes que l'on trouve à peu près semblables dans des séries très divergentes. Mais ces analogies, frappantes d'ailleurs, sont contredites sous d'autres rapports, en sorte que les théories fondées sur elles ne répondent plus à l'exigence du principe d'universalité.

En revanche, s'il existe, entre tous les êtres vivants, un lien étroit, ne serait-ce que celui de leur destinée commune, n'est-il pas inhérent à la nature de la vie elle-même et à son mécanisme ? Nature et mécanisme se trouvant, de ce fait, identiques chez tous, c'est leur connaissance qu'il importe d'acquérir avant toute chose. Pour juger, avec quelque garantie d'authenticité, du sens de l'évolution tout entière, un changement de méthode s'impose donc. Il consiste à substituer à l'étude des formes dont on ne peut obtenir que des notions illusoires et par trop arbitraires, l'analyse approfondie du mécanisme biologique.

La méthode que nous adoptons consiste, en somme, non à « reconstituer l'évolution avec des fragments de l'évolué », comme l'entendait H. Spencer, mais à juger du développement des êtres vivants en nous fondant sur le mécanisme de vie lui-même.

On est amené, ainsi, à remonter jusqu'à l'origine de la vie pour découvrir, dès le germe, sa première manifestation ; car le développement historique qui s'effectue, à partir de là, dans une diversité inouïe de directions particulières, contrastant étrangement avec cette origine commune, ne peut être compris sans la connaissance de ce mécanisme. Elle seule permet de rendre compte du déroulement des phénomènes, qu'il s'agisse des analogies ou des dissemblances de caractères, — du déterminisme qui marque chaque cas particulier, — ou des variations adaptatives ou réactionnelles des espèces.

Là réside, selon nous, le secret de toute l'Evolution. Le reste n'est qu'apparences.

La morphologie et l'anatomie comparée, qui n'étudient que ces apparences, doivent donc céder la place à l'étude physiologique du

mécanisme organique « régulateur des variations et capable de les diriger vers une fin », selon une expression de L. Cuénot. Il ne s'agit de rien moins, en somme, que de substituer à un catalogue arbitraire des formes, l'analyse du mécanisme qui les constitue et qui les conditionne. Telle est la première idée fondamentale de notre étude.

***

Dans l'observation du fonctionnement de la vie, on est frappé, tout d'abord, par son caractère d'extrême mobilité. C'est là, sans doute, ce qui a si fortement orienté l'esprit des observateurs dans le sens d'une évolution transformiste.

Cependant, ce n'est pas un des paradoxes les moins étonnants de la vie que de la voir manifester dans sa réalité, à la fois des variations incessantes et une stabilité continue. De cette constatation essentielle, découle une deuxième idée, capitale à nos yeux.

D'une part, en effet, ces variations semblent s'inscrire en transformisme universel et, d'autre part, cette stabilité s'affirmer comme la négation même de toute évolution de ce genre. Comment concilier deux notions aussi contradictoires ?

Une telle opposition n'est qu'apparente ; en effet, si la « variation » est dans la nature même de l'être vivant, cette variation reste dans des limites déterminées. Elle ne change rien à la stabilité, relative mais fondamentale, de la vie de l'espèce.

Sans doute, y a-t-il, là, un bouleversement des idées qui nous sont les plus familières. A cette opposition dans les termes mêmes de variation et de stabilité, s'ajoute le fait que ces deux notions n'ont été ni suffisamment précisées, ni généralement bien comprises. Elles ne peuvent l'être, en effet, que par la connaissance du mécanisme qui permet de les expliquer. Et ce mécanisme est celui que nous avons étudié dans nos précédents ouvrages, sous le nom de Sensibilité organique, la sensibilité profonde (celle des automatismes) assurant la stabilité ; la sensibilité superficielle (celle de la vie réflexe) autorisant les variations réactionnelles adaptatives, variations temporaires dans les conditions naturelles.

Le maintien de l'excitabilité fondamentale, — spécifique et déterminée, — de l'espèce est assuré par ce mécanisme. Sans lui, impossible de rendre compte du jeu organique, dans la complexité des phénomènes de la vie.

Par lui, nous obtenons un élargissement de toutes nos perspectives sur l'Evolution, laquelle peut prendre ainsi son sens véritable.

***

C'est que la vie n'est pas une abstraction. Elle est bien un mécanisme concret du domaine de la physiologie. Tout tissu vivant, en effet, se caractérise par son excitabilité et c'est, avant tout, une excitabilité sensible. Mécanisme infiniment subtil, qui régit le contact entre notre être et le monde extérieur, il tient sous sa dépendance toutes les formes d'activité, motrice, vaso-motrice ou sécrétoire.

Mais cette excitabilité est de nature énergétique. Il s'agit bien d'énergie à proprement parler. Ne se dépense-t-elle pas en mouvement, par exemple ? Si nous lui appliquons la qualification d'énergie sensible, c'est pour souligner son caractère essentiel. En effet, elle est qualitative autant que quantitative et en se dépensant, elle ne s'épuise pas. Energie singulière dans toutes ses manifestations et qui se révèle irréductible à toute forme d'énergie de la matière inerte. Non seulement, elle assure la régulation de tous les phénomènes vitaux, mais elle les détermine. En sorte qu'elle apparaît à la fois comme le lien originel qui unit tous les êtres vivants, et comme préexistant aux éléments de la matière qu'elle organise et qu'elle oriente dans son développement en des directions divergentes, mais déterminées.

La préoccupation d'écarter tout élément métaphysique dans l'interprétation des phénomènes de la vie doit demeurer une règle de l'observation scientifique. Mais reconnaître que la vie est un mode d'énergie et non une entité ne nous fait point sortir de cette règle. Observer le mécanisme d'excitabilité sensible qui concrétise cette énergie et s'offre à l'expérimentation, reste encore dans cette exigence. Cela ne préjuge en rien de la nature et de l'origine de cette énergie elle-même, quelles qu'en soient les formes dans l'univers.

S'il semble possible d'admettre pareille interprétation, du point de vue biologique, ne pourra-t-on partir de là pour s'élever jusqu'à une troisième idée directrice : Au-dessus des formes vivantes et antérieurement à elles, il y a ce principe énergétique, « la Vie », virtualité qui s'actualise, impulsion qui imprime au « développement » sa prodigieuse diversité, mais dans des lignes

définies et indépendantes ? De l'analyse de ce dynamisme vital dans toutes ses modalités et dans son déterminisme essentiel, découle une représentation du déroulement biologique propre à chaque espèce et dépend aussi la solution qu'il convient d'apporter au problème de la filiation génétique des êtres vivants.

***

C'est que ce caractère de déterminisme de l'excitabilité sensitive organique qui s'affirme dès le germe et qui préside au développement des espèces en lignes définies, souligne, par là-même, leur autonomie essentielle. On le reconnaît sous tous ses visages, et, seul, il peut jouer le rôle de guide pour qui veut interpréter l'intrication résultant de la multiplication des êtres.

Quelle que soit la défaveur qui pèse sur la notion de finalité, en raison du caractère intentionnel qu'on lui prête volontiers et que la science répugne à lui reconnaître (en quoi elle est dans son rôle), il est dans nos conclusions de l'établir, du point de vue biologique, mais ce sera une finalité causale.

Nous l'appuierons de tous les développements nécessaires, en considération des phénomènes de l'embryogénèse, des données expérimentales les plus récentes sur la régénération et la transplantation cellulaires, — en considération surtout de la régulation organique, des particularités réactionnelles propres à une même espèce, du maintien de ses constantes biologiques, — eu égard enfin à l'ensemble de nos connaissances actuelles sur l'apparition des espèces, tout en jugeant, comme il convient, les analogies de la Phylogénèse.

***

En vertu du mécanisme ainsi défini et analysé, de la régulation strictement limitée et de la stabilité qu'il assure à toutes les espèces vivantes, on sera amené à constater qu'*il n'y a pas* et qu'*il ne peut pas y avoir d'évolution progressive ayant un sens transformiste*, c'est-à-dire permettant le passage d'une espèce dans une autre et, plus généralement, une filiation génétique de tous les êtres vivants.

***

S'il ne peut exister d'évolution progressive ayant un sens de transformisme universel des espèces les unes dans les autres, *on ne peut davantage admettre une évolution progressive à l'intérieur de l'espèce.* Les variations adaptatives qui se produisent dans l'organisme vivant ont pour limites celles de la marge réactionnelle de l'excitabilité qui le constitue et elles ont un caractère transitoire. Il y a toujours retour à l'excitabilité fondamentale, quelles que soient les variations réactionnelles ou adaptatives, quand les conditions qui les avaient provoquées n'existent plus.

***

En vertu du mécanisme biologique, il ne peut ainsi se produire ni une évolution transformiste créant un lien génétique entre espèces, ni une évolution progressive à l'intérieur de l'espèce, la modifiant en quelque manière. Les faits révélés par la paléontologie et, plus généralement, par les sciences naturelles, non seulement ne vont pas à l'encontre de notre première assertion, mais s'accordent avec elle. Et quant à l'impossibilité d'une évolution progressive, l'observation du développement de l'espèce elle-même, et singulièrement de celle de l'homme, prise pour exemple, la justifie, croyons-nous. Notre ouvrage sur l'*Evolution du monde vivant*, à paraître, comporte ces démonstrations essentielles, aussi bien dans le domaine de la vie de l'esprit que dans celui de la vie du corps.

***

Le fait incontestable de l'apparition échelonnée des êtres vivants à travers les périodes géologiques, s'explique dans notre interprétation. L'ordre même qui situe ces apparitions dans la succession des temps est bien celui qui place les vertébrés et l'homme dans les plus récentes phases de l'histoire biologique, mais, *en quoi cela établit-il une progression de la vie elle-même dans sa nature et une liaison quelconque entre espèces ?*

Sans doute, le *pourquoi* de cette apparition échelonnée des êtres vivants échappe-t-il à l'investigation scientifique. Question éternelle à laquelle le théologien répondra « qu'il fallait qu'il en fût ainsi », alors que, pour rester dans les limites de la science, le savant se bornera à dire « qu'il ne pouvait en être autrement ».

Mais, si nous ne pouvons saisir le pourquoi, peut-être nous

est-il donné de comprendre, dans une certaine mesure, le *comment ?* Et c'est ici que le mécanisme biologique nous aide à rendre compte de la suite probable des phénomènes.

On a, d'ores et déjà, indiqué, en effet, que l'excitabilité sensitive organique, strictement déterminée dans chaque espèce, présidait à un développement autonome et indépendant de chacune d'elles, et n'autorisait que des variations ne dépassant pas les limites de leur marge réactionnelle particulière. *Ce développement n'est donc compatible qu'avec des conditions de milieu précises.*

Les espèces n'ont pu ainsi apparaître et se développer qu'*à un moment donné de l'évolution*, en fonction, d'une part, de la faculté d'adaptation qui était la leur, donc des limites de leur excitabilité, et, d'autre part, de l'existence de ces conditions mêmes de milieu ou de température qui leur étaient indispensables. Tout ce que nous savons des phases géologiques et climatiques du globe semble confirmer cette interprétation. Ainsi, s'expliquent, non seulement l'apparition et le développement des espèces à un moment donné de l'évolution, mais également la disparition de certaines d'entre elles. *Nous avons affaire, en définitive, à une évolution des conditions de la vie, et non de la vie elle-même.*

***

L'observation montre, d'ailleurs, que la progressivité est contredite par certains faits, tels que celui de la persistance des formes inférieures, identiques actuellement à ce qu'elles étaient dans les époques les plus reculées, dans le règne végétal, comme dans le règne animal. D'autre part, quand une espèce paraît parfaitement adaptée, elle perd, par la suite, toute apparence de progressivité.; dans le cas contraire, elle en suggère l'impression.

Ce qui donne, en somme, à la vie d'une espèce, un aspect de progressivité, c'est qu'elle s'oriente vers son adaptation optima, alors qu'une mauvaise adaptation détermine une tendance inverse. Et quant à l'inadaptation totale, c'est la disparition de l'espèce qu'elle peut entraîner. *L'évolution ne réside, en somme, que dans le degré plus ou moins grand d'adaptation de l'être vivant à son milieu. Mais l'adaptation n'entraîne pas de transformation fondamentale.*

***

Ce n'est pas une tendance naturelle vers le progrès que manifeste la vie des espèces, mais une résistance incessante à la destruction et à la mort. Nous retrouvons, là, une formule célèbre de Bichat : « La vie est une lutte contre la mort. » Peut-être serait-il plus juste de dire, étant donné le déroulement des phases de l'évolution de la vie, de la jeunesse à la mort, que la vie est une lutte permanente pour le maintien des équilibres déterminés qui caractérisent l'état normal de l'espèce.

La vie en soi ne progresse pas. Les formes peuvent varier dans les limites d'adaptation que nous venons de voir. Il n'en reste pas moins qu'elle tend, sans cesse, seulement à se maintenir. Un déséquilibre, quel qu'il soit, ne peut pas entraîner un progrès, quel qu'il soit. Il est un commencement de destruction.

***

Les faits paléontologiques montrent, enfin, que l'évolution n'a pas été *successive*. On note des interruptions dans les âges géologiques et aucune certitude n'existe touchant les espèces intermédiaires.

***

L'affirmation que « la fonction crée l'organe » ne correspond pas, selon nous, et en vertu des considérations précédentes, à la réalité des phénomènes. La préexistence de l'énergie vitale aux éléments de la matière qu'elle organise, avec une finalité dont témoigne la régulation du développement déterminé qu'elle entraîne, et le caractère strictement limité de la marge réactionnelle de l'excitabilité, s'opposent à une telle affirmation. *La constitution organique est déterminée avant l'apparition même de la première ébauche dans le germe.*

***

Cet énoncé sommaire des idées principales qui font l'objet de notre étude situe notre position vis-à-vis du grand problème de l'Evolution. Les développements se rapportant à chacune d'elles y trouvent leur place, après une étude critique des hypothèses antérieurement émises, et l'exposé des faits et des travaux qui ont illustré tant de savants en tous pays.

L'évolution de l'esprit appelle des développements semblables. La vie est un tout, et il est impossible de dissocier l'activité de la pensée du comportement organique. Dans l'ouvrage que je prépare, trois chapitres l'étudient dans ses traits caractéristiques.

Le premier concerne la thèse de Bergson, exposée dans *l'Evolution créatrice;* le second, celle de Le Roy, qui fait l'objet des deux ouvrages, *l'Exigence idéaliste* et *les Origines humaines;* le troisième, celle de Lecomte du Nouy, soutenue dans son dernier livre, *l'Homme et sa destinée.* La confrontation de ces thèses, essentiellement transformistes, avec ce que nous savons du mécanisme et des conditions de l'activité de l'esprit, met en évidence, comme pour le développement organique et contrairement à l'opinion de ces auteurs, une limitation évolutive.

Une progressivité apparaît possible, mais seulement dans le cadre des vies individuelles et elle ne déborde pas la marge réactionnelle de l'excitabilité sensible. L'enrichissement de l'esprit n'a pas, en outre, un caractère héréditaire. Il est un capital qui s'éteint avec la vie et chaque existence nouvelle recommence à zéro. L'enfant doit toujours tout réapprendre.

Une évolution progressive ascendante ne se discerne que dans la masse des connaissances et réalisations extérieures à l'être lui-même.

Comme la vie organique, la vie de l'esprit s'avère, en définitive, conditionnée par une excitabilité sensible définie qui leur est commune et qui n'autorise que des variations réactionnelles limitées, n'ayant, de ce fait, aucune portée transformiste.

Dr MAURICE VERNET.

DU NOUVEAU SUR LOUIS XVII

II (1)

LE SECRET ÉVENTÉ

La nouvelle de la mort de Louis XVII ne tarda pas à se répandre.

Le 14 avril 1794, le duc de Berry écrit à un ami, le comte de Cossé : « Vous savez que je n'ai jamais espéré que notre malheureux roi Louis XVII vécût. » (2) La tournure de cette phrase semble permettre de dire qu'elle a été écrite après que la nouvelle de la mort du Roi fût parvenue à la connaissance du duc de Berry, alors âgé de seize ans et devant qui le comte d'Artois, son père, en parlait sans doute ouvertement.

Quelques mois plus tard, le 1er octobre 1794, le gardien Laurent rend compte que « le citoyen Walne, adjudant général de service, lui avait fait le rapport que plusieurs citoyens de garde avaient paru élever des doutes sur l'existence des prisonniers et disaient qu'ils ne savaient s'ils gardaient des pierres ou quelque chose ».

Au mois de février 1795, le comte de Frotté, émigré revenu en France avec le projet de tirer le Roi du Temple ou, s'il ne le pouvait, de partager sa captivité, eut un entretien avec un des conventionnels venus à La Mabilais pour préparer la paix avec la Vendée. Ce dernier, mis au courant du dessein de son interlocuteur, l'incita après une nuit de réflexion à renoncer à son idée : « Vous n'auriez, en voyant le malheureux enfant, que du chagrin et du dégoût ; ce serait vous sacrifier inutilement, car vous le verriez infailliblement

(1) Voir *La Revue* du 1er février 1950.
(2) Laurentie, *Louis XVII* T. I. p. 45, note. Ce document serait conservé dans les archives de Frohsdorf.

mourir bientôt et, une fois au Temple, vous n'en ressortiriez peut-être jamais. »

Le 19 du même mois, le publiciste Thibault-Laveaux avise le Comité de Sûreté générale qu'on « a parlé du petit Capet et l'on a dit qu'il était mort il y a trois semaines ».

Le 13 mars suivant, l'informateur Pierre signale que des ouvriers avaient répandu le bruit que le petit Capet était mort.

Enfin, le 24 prairial (12 juin 1795), la *Gazette française* annonce que certains, depuis plus d'un an, avaient la certitude que l'enfant était mort empoisonné.

En même temps que circulait la nouvelle du décès, couraient des bruits d'évasion. Ces bruits furent adroitement exploités par les faux dauphins qui surgirent par la suite et dont la plupart eurent manifestement des ambitions plus pécuniaires que dynastiques. Or, il est significatif que, plus ou moins rapidement, tous furent convaincus d'imposture.

On doit beaucoup moins s'étonner de ne trouver aucun récit de la mort du Dauphin au Temple en janvier 1794 que de ne posséder aucune déclaration authentique émanant des royalistes dévoués qui n'auraient pas craint, au péril de leur vie, de donner asile au Roi s'il s'était évadé ou s'il avait été enlevé, — fût-il mort peu après sa libération. Dans ce dernier cas surtout, comment concevoir que Louis XVIII n'ait pas été informé de la situation ? De quel prix ce monarque, regardé par certains comme un usurpateur, n'aurait-il pas payé une révélation qui aurait fait de lui l'héritier incontesté du trône de France ! Enfin, qui serait surpris du silence prudent gardé par ceux qui avaient été initiés au drame ? Le complice d'un crime se dénonce-t-il jamais ?

Par suite, on se trouve dans cette situation : aucun témoignage n'a pu être retenu de la présence de l'Enfant-Roi hors du Temple après la date de son incarcération. Il est donc logique de conclure que Louis XVII n'est sorti de sa prison ni vivant, ni mort.

Mais, dira-t-on alors, qu'est devenu son corps ?

La découverte fortuite d'un squelette au Temple, sept ans plus tard, permet de répondre à cette question.

LA SÉPULTURE VÉRITABLE

Dans les derniers jours de l'année 1800, le général d'Andigné,

un des chefs des armées royalistes, fut incarcéré dans le donjon du Temple, réservé aux détenus politiques.

Il a raconté dans ses *Mémoires* que, pour s'occuper, plusieurs détenus imaginèrent de convertir en jardinet la cour de leur prison. La terre étant de mauvaise qualité, un prisonnier crut en trouver de meilleure dans le fond d'un fossé ; il creusa pour la retirer et ne fut pas médiocrement surpris d'apercevoir le corps d'un grand enfant qui avait été enterré dans de la chaux vive. « Ce corps isolé, enseveli dans ce lieu et avec des précautions aussi inusitées, nous fit penser que nous avions trouvé les restes de Mgr le Dauphin, Louis XVII, mort dans la tour du Temple ; les chairs étaient entièrement détruites ; il ne restait que le squelette. M. Fauconnier (le concierge-directeur de la prison) se trouvait près de là au moment où j'allai visiter le squelette. Je lui dis : « C'est là nécessairement, monsieur, le corps de Mgr le Dauphin ? » Il parut un peu embarrassé de mes questions, mais me répondit sans hésiter : « Oui, monsieur ». Nous étions alors au mois de juin 1801. »

Cette découverte confirme le bien-fondé de la révélation consignée par Sénar et des propos recueillis par Ange Pitou, puis par Beauchesne. Après avoir déclaré, on l'a dit, que « l'enfant royal n'avait été ni tué, ni déporté, mais qu'on s'en était défait », Sénar, — qui est décédé en 1796, soulignons-le, — a ajouté : « J'ai pris depuis, à la volée, n'étant plus en mesure de rien voir, qu'on avait caché le cadavre près d'une tour, en terre, et fait ouvrir un autre enfant. »

De son côté, Ange Pitou a signalé, dans l'*Urne des Stuarts et des Bourbons*, que, « en 1802, un des garçons guichetiers du Temple prétendait que les restes de Louis XVII avaient été enterrés dans un petit parterre de la cour de la prison ».

Enfin, Beauchesne a relaté : « Quelques voix s'étaient élevées, disant que le convoi et les obsèques de Louis XVII dans le cimetière de Sainte-Marguerite n'avaient été que simulés, et que ses restes étaient enfouis au pied même de la Tour où s'était accomplie sa déplorable destinée ».

Certains ont émis l'avis que deux, et même trois enfants, auraient successivement remplacé le Dauphin évadé. Au premier d'entre eux, il a même été donné un nom. Après son décès, son corps aurait été inhumé dans l'enclos du Temple ; ce seraient ses restes qui auraient été mis au jour en 1801... Mais, afin de rendre acceptable cette thèse, il faudrait pouvoir admettre, — en s'appuyant

sur des documents autres que les lettres manifestement apocryphes attribuées à Laurent, — qu'un second enfant avait été introduit dans la prison pour remplacer celui qui venait de décéder. Comme l'a dit ironiquement Emile Faguet, le Temple n'était pourtant pas une pouponnière !

D'ailleurs, la conception imaginaire des partisans de l'évasion n'explique pas pourquoi le corps de l'enfant substitué aurait été enfoui dans la chaux, circonstance qui, au contraire, apparaît très naturelle si ce squelette est celui du jeune Roi.

Pendant la Révolution, la chaux vive ne fut jamais employée dans le cas d'inhumations individuelles. Deux seules exceptions nous sont connues de façon certaine : lorsqu'il s'est agi d'inhumer Louis XVI, puis Marie-Antoinette. A ces deux noms, il faut en ajouter un troisième : celui de Louis XVII.

Un arrêté du Conseil exécutif provisoire de la Convention avait expressément prescrit l'emploi de ce corrosif pour Louis XVI. Nous avons vainement cherché le texte d'ordres semblables concernant Marie-Antoinette et son fils. Ces ordres ont vraisemblablement été donnés de vive voix ; il fallait qu'il ne subsistât pas de reliques d'aucun membre de la famille royale.

Une mesure aussi exceptionnelle authentifie le petit squelette découvert par hasard sept ans après l'inhumation, alors que la chaux vive n'avait pas encore accompli entièrement son œuvre destructive.

LA CERTITUDE DE LA DUCHESSE D'ANGOULÊME

Des objections ne manqueront pas d'être opposées à notre thèse, qui seront tirées principalement : de la conduite de Chaumette et d'Hébert, — du silence obstiné des prévenus qui comparurent devant le Tribunal révolutionnaire, — des intrigues de Mme Atkyns, — du comportement du ministre autrichien des Affaires étrangères Thugut, — de l'attitude du plénipotentiaire espagnol et de la cour de Madrid, — du secret farouchement gardé depuis plus de cent-cinquante ans par les initiés et par leurs descendants... Aucune de ces objections n'est irréfutable ; mais nous nous réservons d'y répondre dans un ouvrage en préparation, où seront développées certaines questions qui n'ont pu être qu'effleurées ici.

Bornons-nous à évoquer la conduite de Mme Royale. La future duchesse d'Angoulême ignora longtemps les multiples drames qui lui arrachèrent tous les siens. Une lettre d'elle l'atteste : « Depuis

le 10 août 1792 jusqu'au mois d'août 1795, écrira-t-elle à son oncle, je n'ai rien su de ce qui concernait ma famille... Ce n'est qu'après *la mort de mon frère* que j'ai connu toutes les horreurs et cruautés qui s'étaient commises pendant ces trois années. Au mois d'août 1795,... j'ai appris, par la femme qu'on m'avait donnée (Mme de Chanterenne), la mort de mes vertueux et valeureux parents. »

On s'explique aisément pourquoi furent si longtemps cachés à l'orpheline des événements connus de tous. Après la signature de la paix avec l'Espagne, le 22 juillet 1795, le Comité de Sûreté générale a dû examiner s'il convenait ou non de révéler la vérité, s'il fallait ou non avouer que l'enfant mort le 8 juin 1795 n'était pas Louis XVII, mais un sosie placé au Temple pour cacher le décès du Dauphin survenu dix-sept mois plus tôt. On crut préférable de garder le secret et « l'honorable confiance » du Comité autorisa Mme de Chanterenne à annoncer enfin à Marie-Thérèse la funèbre nouvelle, en lui laissant le soin de choisir le moment opportun.

Pas un seul instant, l'infortunée n'a refusé de croire à la mort de son frère. Dans son *Mémoire*, daté du 14 octobre 1795, elle a écrit : « Il (mon frère) expira doucement sans agonie le 9 (*sic*) de juin à trois heures après midi » et, dans une lettre que, d'Autriche, elle adressa à Louis XVIII en janvier 1796, elle dit : « Mon frère meurt dans la chambre au-dessous de moi ; on me le laisse ignorer. » D'autres lettres de la princesse font expressément mention, en termes non équivoques, de « la mort de *son* frère ».

Nous avons confirmation de la certitude qu'elle en avait dans la manière dont elle s'est comportée envers les faux dauphins et surtout dans les lettres qu'elle a écrites à leur sujet, qu'il s'agisse de Richemont, de Naundorff ou des autres. A la lecture des comptes rendus du procès de Richemont, elle déclare que les débats ne lui ont rien appris. Elle dit ne pas croire plus à Naundorff « qu'à tout autre et avoir toujours refusé de le voir », « ne fût-ce que pour finir de le démasquer ». Elle « méprise cet habile imposteur que quelque intrigue fait jouer » et n'attache « aucun prix à toutes ces faussetés ». « J'avoue que j'aimerais mieux mépriser ce Prussien que de jamais me compromettre le moins du monde avec un tel imposteur. » Et, en quelques lignes, elle résume son opinion : « Je ne crois pas à ces imposteurs... Je n'ai jamais cru à aucun de ces intrigants-là. »(1)

(1) Ces citations sont extraites du livre de M. Castelot, *Le Secret de Madame Royale*, pp. 309 à 318, selon qui « Madame Royale est une bénédiction pour les historiens... on peut lui faire dire exactement le contraire en rapportant d'autres confidences ».

A ces déclarations explicites, il n'a été opposé autre chose que des on-dit rapportés plus ou moins exactement par des tiers. *Jamais, il n'a été produit un seul écrit de la duchesse d'Angoulême établissant nettement qu'elle avait mis en doute la réalité de la mort de son frère au Temple.* S'il est certain que, au début, elle a admis la date du 8 juin 1795 comme étant celle du décès (car un *lapsus calami* lui a fait écrire « le 9 » dans son *Mémoire*), il est manifeste qu'elle fut fixée, par la suite, sur l'époque exacte de ce décès. Le vicomte Sosthène de La Rochefoucauld relate que, dès son arrivée à Paris, la sœur du Dauphin fit pratiquer des recherches *dans l'église Sainte-Marguerite.* Ces investigations ne donnèrent et ne pouvaient donner aucun résultat ; mais elles prouvent que, à cette époque, la princesse ignorait encore les vraies circonstances de la fin de son frère. Il a fallu attendre la seconde Restauration pour que l'opinion publique soit alertée par l'éloquente voix de Chateaubriand qui, le 9 janvier 1816, réveilla l'attention sur « le compagnon des adversités, le frère de l'Orpheline du Temple ».

Peu après, fut ouverte une enquête dont les conclusions parurent probantes puisque l'exhumation fut annoncée comme prochaine par l'officieux *Journal des Débats* du 8 juin 1816, jour anniversaire du décès de l'enfant du Temple. Cette nouvelle eut pour résultat de susciter diverses dépositions, dont celle de Charpentier, fossoyeur occasionnel du cimetière de Clamart, et sans doute surtout d'inciter à parler un des témoins de la découverte faite en 1801 au pied de la Tour.

Le général d'Andigné raconte qu'il en informa « sous la Restauration » Mgr de La Fare. Sans consulter la duchesse d'Angoulême, le prélat prit sur lui de répondre que « Madame la Dauphine était persuadée que son malheureux frère n'était pas mort au Temple et qu'ainsi nous ne pourrions que renouveler ses douleurs sans la convaincre ». Cette échappatoire empêcha M. d'Andigné de s'adresser directement à la princesse ; manifestement celle-ci n'a pas été mise au courant de la situation par le prélat. Or, le général nous l'affirme, tous ses compagnons de captivité ont connu comme lui le fait qu'il a rapporté.

Alors que l'on voit de modestes employés comme Charpentier apporter leur témoignage aussitôt après avoir lu le communiqué publié dans le *Journal des Débats*, il nous paraît impossible qu'aucun des royalistes qui avaient été internés au Temple en 1801 ne se soit

présenté spontanément à la Cour et n'ait pas révélé ce qui avait été constaté en sa présence.

D'ailleurs, Louis XVIII ne dut être nullement surpris le jour où il apprit la date réelle du décès de son neveu. Quand on se souvient des termes de la lettre qu'il avait adressée au comte d'Artois pour lui faire part de l'exécution de Louis XVI, dont le fils « s'en va mourant », on peut être certain que cette mort il l'avait attendue ; d'aucuns diront : il l'avait escomptée...

Des faits précis autorisent à croire que, peu après le 8 juin 1816, le Roi et la duchesse d'Angoulême ont appris de bonne source que l'enfant décédé au Temple vingt et un ans plus tôt n'était pas Louis XVII.

Un vicaire de Sainte-Marguerite a certifié que « le jour avait été pris pour cette cérémonie (l'exhumation) et indiqué à M. Dubois, curé de Sainte-Marguerite. Nous étions tous à l'heure dite avec aubes, surplis, étoles et la croix en tête, attendant le délégué du ministre de la Police qui devait présider à cette enquête. Il n'arriva point. Au bout de quelques heures d'attente, nous reçûmes une dépêche de M. Anglès (préfet de Police) annonçant qu'il y avait lieu de différer cette opération... Il paraît que quelques témoins de l'inhumation n'étaient pas bien d'accord sur la place où elle avait eu lieu et ce n'est peut-être qu'à leurs contradictions qu'il faut imputer la décision qui annula les effets de l'ordonnance royale » Seules, des révélations, particulièrement graves et convaincantes, recueillies au dernier moment, peuvent expliquer l'ajournement *sine die* des recherches.

On sait que le cœur de l'enfant décédé le 8 juin 1795, soustrait par Pelletan à la fin de l'autopsie, dérobé au médecin par son élève Tillos, conservé par ce dernier pendant une dizaine d'années, rendu par la veuve Tillos au chirurgien, a été vainement offert à la duchesse d'Angoulême (1). Des raisons majeures permettent seules de comprendre qu'il n'ait pas été accepté.

Le larcin commis par Tillos a pu servir de prétexte, diront certains, à considérer le cœur proposé à Madame comme pouvant ne pas être authentique ; mais semblable raison ne peut pas être invoquée en ce qui concerne les cheveux prélevés par Pelletan et remis

(1) On lira avec intérêt, sur « le cœur de Louis XVII », les lignes émouvantes dues à la plume délicate de Mme Georges Salle, petite-fille de Me Barre, notaire à Paris, qui fut l'exécuteur testamentaire du docteur Pelletan fils et qui s'entremit pour faire accepter par le comte de Chambord « le cœur de Louis XVII » (*Revue de la Femme Française*, 25 oct. 1929).

au commissaire Damont en la possession continue de qui ils sont restés. Cependant, la duchesse n'en a pas agréé l'hommage, — certainement non sans cause.

Enfin, serait-ce pour commémorer le seul séjour des siens au Temple que Marie-Thérèse aurait planté, a-t-on dit, un saule pleureur dans le jardin de l'ancienne prison ?

Tous ces faits trouvent leur explication naturelle, logique, si l'on admet que le Roi et sa nièce avaient su que l'enfant mort le 8 juin 1795 était un remplaçant de Louis XVII, lui-même décédé au début de janvier 1794 et dont le corps avait été inhumé en cachette au pied de la Tour.

La preuve en est que, à la suite de l'enquête effectuée en 1817, le chancelier Pasquier fut conduit à inviter Simien-Despréaux à cesser ses recherches « qui ne produiraient aucun résultat utile, le Gouvernement étant aujourd'hui suffisamment instruit de *tout ce qu'il doit savoir* ». Simien-Despréaux reçut même l'ordre de se tenir tranquille, car il voulait entreprendre des fouilles au cimetière Sainte-Marguerite sous sa responsabilité et il mettait, dans sa demande, une telle insistance qu'on le considérait comme ayant « une tête exaltée ».

LA CONVICTION DE LOUIS XVIII

On conçoit que, s'il existait encore en 1816 quelques-uns des révolutionnaires initiés au mystère du Temple, aucun d'eux ne soit venu le dévoiler à la Cour. A cette époque, c'était au tour des anciens conventionnels à se terrer ; pour eux, le mieux était de se faire oublier.

On saisit plus difficilement les raisons qui ont amené Louis XVIII à garder pour lui ce que lui apprirent les compagnons de captivité de d'Andigné, car l'exhumation du squelette du Dauphin et son transfert solennel à Saint-Denis auraient coupé court à toute légende d'évasion et de survivance. L'incident aurait été définitivement clos.

La conduite de Louis XVIII s'explique cependant. Quelle aurait été la situation de ce roi vis-à-vis des souverains étrangers, à qui il avait notifié officiellement la mort de son prédécesseur le 8 juin 1795 et son avènement au trône ? Qu'auraient pensé ceux de ses sujets qu'avait émus la formule finale, traditionnelle cependant, de la Charte constitutionnelle : Donné à Paris l'an de grâce

1814 et *de notre règne le dix-neuvième ?* — Beaucoup avaient été choqués de voir ce monarque faire table rase des glorieuses années durant lesquelles la France avait été la première nation du monde. Quelle eût été la réaction de certains le jour où ce Roi décrié aurait antidaté encore de dix-sept mois l'époque de son avènement ? Du moment que, en vertu du droit divin, le commencement de son règne avait été fixé au jour de la mort officielle du Dauphin, Louis XVIII n'était plus maître de modifier cette date.

D'autres considérations expliquent d'ailleurs la détermination du Roi. Peuchet, archiviste de la préfecture de Police, a écrit : « Plusieurs fois, on avait insinué à Louis XVIII qu'il avait été trompé et que la fausseté de ces reliques (les restes de son frère et de la Reine exhumés du cimetière de la Madeleine) résultait de preuves anatomiques incontestables. Sa Majesté craignait que sa piété familiale ne l'eût rendue le jouet de quelque mystification et plusieurs rapports faits soit à la police du Château, soit à la Police générale, l'entretenaient dans cette crainte fort légitime dans un moment où l'opinion ennemie des Bourbons commençait à déverser le ridicule sur les royales exhumations. Ce fut cette crainte, plus que le vague des informations, qui empêcha de donner suite à l'exécution des ordres pour la recherche de la sépulture de Louis XVII. »

Vers 1816, au moment où « la licence de la presse prenait chaque jour un essor plus grand », où, « ne pouvant s'établir dans les journaux placés sous la main du gouvernement, elle régnait avec une audace peu commune dans une foule de pamphlets qui semblaient n'avoir d'autre but que celui de souffler le feu et d'attiser les passions », Louis XVIII ne voulut pas courir le risque « d'impatroniser un intrus dans les tombeaux de son antique race » ; il ne voulut pas s'exposer de nouveau aux railleries auxquelles avaient donné lieu les exhumations de Louis XVI et de Marie-Antoinette ; il ne voulut pas surtout qu'aient l'occasion de se renouveler les manifestations indécentes, — et bien oubliées aujourd'hui, — auxquelles les Parisiens s'étaient livrés lors de la cérémonie du 21 janvier 1815. (1)

Ce Roi, qui avait appelé aux plus hautes situations du royaume « des hommes sortis de la boue de la Révolution et des antichambres de Bonaparte », selon l'écrivain légitimiste Walsh, composa, une fois de plus, avec sa conscience. Pour ne pas réveiller les passions parti-

(1) Au passage du cortège, les soldats formant la haie chantaient : « *Bon voyage, Monsieur Dumollet !* » La populace hua le duc d'Orléans et le cri sanglant des plus mauvais jours : « *A la lanterne !* » s'éleva lorsque les décorations du char funèbre s'engagèrent dans les cordes d'un réverbère.

sanes, il jugea de sage politique de laisser Louis XVII dormir son dernier sommeil dans l'endroit obscur où il avait été enfoui clandestinement. La raison d'Etat a de ces exigences.

Ainsi, la duchesse d'Angoulême n'eut même pas la consolation de pouvoir rendre les derniers devoirs aux restes de son frère. Que de fois dut-elle maudire en son for intérieur cette raison d'Etat qui avait inspiré à sa grand-tante Marie-Adélaïde cet étrange éloge funèbre de Louis XVII à l'annonce de son décès : « Encore une victime, ma chère nièce (Louise, reine d'Espagne), de ces scélérats. Le malheureux enfant n'a pas su ce que c'était que le bonheur. J'en ai été touchée pour la chose elle-même, mais je crois que cet événement ne peut qu'être avantageux pour la France. Un roi de quarante ans, instruit par lui-même, et formé par le malheur, et libre, est bien différent qu'un (*sic*) enfant prisonnier, sans personne pour l'instruire. J'espère que la face de l'Europe va changer ; connaissant votre amitié et votre intérêt pour votre famille, je ne doute pas que vous ne voyiez les choses comme nous et que vous ne partagiez toutes nos espérances... » Que de fois, au cours de ses déplacements, l'orpheline du Temple dut-elle souffrir en écoutant les harangues officielles qui la rejetaient sans cesse « dans ses sanglants souvenirs » !

LE TESTAMENT DE MADAME ROYALE

Les historiens qui espèrent découvrir dans le testament de la duchesse d'Angoulême la clef de l'énigme du Temple ne semblent pas avoir exactement mesuré l'amertume et la violence des tourments de la princesse. Et pourquoi penser que, à l'heure de sa mort, la Dauphine, qui, sa vie durant, a toujours évité de parler de son frère, aurait consigné quelque confidence inédite à son sujet ? Ce qu'elle a écrit, en attestant que c'était la vérité, elle n'aurait pu le contredire à ses derniers moments, elle qui fit savoir naguère à Beauchesne que vingt-sept Louis XVII lui avaient donné le nom de sœur. Au reste, où serait-il déposé ce document dont la publication ne pourrait être faite, prétend-on, que cent après le décès de son auteur ?

Nous nous sommes adressé naturellement au Vatican, puisque quelques historiens ont dit qu'il y avait été déposé. Mgr Angelo Mercati, préfet des Archives secrètes vaticanes, a bien voulu nous écrire, le 21 février 1949 : « Rien, absolument rien (ne) se trouve ici du testament de la duchesse d'Angoulême. »

Nous avons consulté les Archives de la Maison, de la Cour et de

l'Etat d'Autriche. Le directeur a eu l'obligeance de nous adresser une première lettre qui nous donnait les plus vifs espoirs, car il pensait que ce document se trouvait « vraisemblablement » dans le dossier des papiers de famille que l'archiduchesse Marie-Thérèse d'Autriche-Este, veuve du comte de Chambord, avait confiés au maréchal de la Cour pour qu'il les conserve pendant cinquante ans et que celui-ci avait déposés aux Archives. La comtesse de Chambord étant décédée le 25 mars 1886 et le délai de cinquante ans étant expiré en 1936, nous avons demandé qu'on voulût bien ouvrir le dossier et nous adresser une photographie du testament. La direction des Archives à Vienne nous fit alors connaître que le testament de Marie-Thérèse d'Angoulême ne se trouvait pas parmi les papiers provenant de la veuve du comte de Chambord.

Enfin, récemment, un périodique a révélé que le testament de Mme Royale, remis par elle à son confesseur, renfermé dans un coffret rouge scellé aux armes du Vatican, confié à Napoléon III, avait été déposé dans une cave du quai d'Orsay à Paris et qu'il devait être lu publiquement le 19 octobre 1951 par l'archiviste en chef. Mais M. de Ribier, conservateur des Archives du ministère des Affaires étrangères, interrogé par nous, a bien voulu nous déclarer expressément ignorer et l'existence de ce coffret rouge, et l'obligation qui lui incomberait dans quelques mois...

Nous ne pouvons donc raisonnablement espérer connaître, par la duchesse d'Angoulême elle-même, quoi que ce soit d'autre que ce que nous savons déjà et qui établit sa certitude de la mort de son frère au Temple.

LES « DOSSIERS LOUIS XVII »

Ceux des chercheurs qui pensaient découvrir la solution du mystère du Temple dans l'introuvable testament de Mme Royale espéraient aussi connaître la vérité en examinant les « dossiers Louis XVII », dont l'existence avait été signalée : l'un au Vatican ; l'autre au ministère français des Affaires étrangères.

Il a toujours été beaucoup parlé du Saint-Siège à l'occasion de Louis XVII. Aussi, l'organe officiel de la papauté, l'*Osservatore Romano* a-t-il été dans l'obligation de faire connaître, le 7 avril 1907, que jamais l'autorité pontificale ne s'était prononcée dans le sens de la légitimité des Naundorff pour la succession de Louis XVI et que, des documents invoqués par ceux-ci, le seul d'une authenticité

indiscutable était le bref par lequel Grégoire XVI avait condamné la *Doctrine céleste* enseignée par Naundorff, « cet homme perdu qui se vante sans raison d'être duc de Normandie ».

En 1949, une lettre signée par Mgr Angelo Mercati nous a apporté la certitude qu'il n'existait aucun dossier Louis XVII dans les Archives secrètes vaticanes confiées à ses soins vigilants.

Quant au dossier qui avait été constitué à Paris au ministère des Affaires étrangères sous le seul nom de Naundorff, il a disparu au cours de l'occupation allemande. Déposé dans les caves de la Banque de France en 1939, il fut ramené par les services allemands au quai d'Orsay, où il n'a pas été retrouvé lorsque les services français se réinstallèrent dans la partie du ministère qui a le plus souffert des hostilités. Il n'a pas été possible de savoir si ce dossier avait été enlevé par les Allemands ou s'il avait été détruit par l'incendie, (1) mais il nous est permis d'indiquer quel en était le contenu d'après les souvenirs de M. Abel Rigault, sous-directeur honoraire au ministère des Affaires étrangères.

« La plaidoirie de Jules Favre pour les héritiers Naundorff au lendemain de la guerre de 1870 avait fourni un argument de poids à la thèse naundorffiste, l'ancien ministre des Affaires étrangères ayant déclaré qu'il avait eu connaissance, aux Archives de son Département, de certain *dossier rouge* qui renfermait des pièces de correspondance échangée sous la monarchie de Juillet, entre le ministère français et les Cours de Prusse et des Pays-Bas, d'où il ressortait que ces deux Cours étaient édifiées sur l'identité de Naundorff avec le duc de Normandie, fils de Louis XVI. Vers 1910, M. Boissy d'Anglas, qui, dans un intérêt politique, s'était fait devant le Sénat le champion de la cause du prétendant, avait vainement poursuivi des recherches aux Archives des Affaires étrangères pour retrouver cette correspondance. Après la paix de Versailles, le prétendant Louis de Bourbon s'étant personnellement adressé au ministre pour obtenir communication du fameux dossier, je fus chargé de le rechercher et assez heureux pour découvrir, sous une simple chemise de papier blanc, quelques pièces de correspondance (je n'en saurais dire au juste le nombre, — il était, en tout cas, très réduit) échangée en 1836 et les années suivantes avec les gouvernements prussien et néerlandais et avec l'ambassade de

(1) Le périodique auquel nous avons fait allusion ci-dessus révèle que le dossier rouge, volé par les Allemands, expédié en Prusse orientale où il disparut au cours d'un bombardement, aurait été recueilli par un officier soviétique et se trouverait aujourd'hui au Kremlin.

Londres à propos du séjour de Naundorff en France, en Angleterre et aux Pays-Bas. Sur la demande du gouvernement français, le ministre de Prusse à Paris faisait savoir, d'après sa Cour, que *cet individu* (Naundorff) n'était qu'un condamné de droit commun. D'autre part, l'ambassade de France à Londres, qui, par inadvertance, avait délivré à Naundorff un passeport pour la Hollande sous le nom de *duc de Normandie*, s'empressait de rectifier et écrivait à Paris que cette appellation, prise par l'intéressé, n'impliquait pas une reconnaissance de sa qualité. Ces renseignements furent communiqués au prétendant en réponse à sa demande. On voit qu'ils ne confirmaient en rien ce qu'avait avancé Jules Favre. »

Ainsi, aucun document du dossier disparu du ministère des Affaires étrangères ne prouvait que le Dauphin s'était évadé du Temple.

LA LOGIQUE DES ÉVÉNEMENTS

Un enfant meurt au Temple le 8 juin 1795 ; son décès est déclaré sous le nom de Louis-Charles Capet, âgé de dix ans et deux mois. Immédiatement, le bruit se répand que le petit mort n'est pas le Dauphin, que celui-ci s'était évadé et qu'un autre enfant lui avait été substitué. Cinquante et un ans plus tard, à l'endroit indiqué par le fossoyeur, on exhume au cimetière Sainte-Marguerite un squelette que l'on identifie avec celui de l'enfant enterré en 1795 ; la calotte du crâne avait été sciée au niveau des orbites ainsi que l'avait fait le chirurgien Pelletan, mais la taille du sujet était celle d'un adolescent. Ce n'est donc pas le Dauphin qui avait été inhumé là, mais bien le « substitué ».

A partir de 1798, un, deux, trois, puis dix, vingt, quarante individus surgissent qui, tous, se prétendent être Louis XVII, l'évadé du Temple. Tous ont été confondus, car le Dauphin ne s'est pas évadé ; jamais il n'a quitté la Tour, où il est mort, non le 8 juin 1795, mais « dans les premiers jours de janvier 1794 », après être resté alité pendant tout le mois de décembre 1793.

Pour des raisons politiques, intérieures et extérieures impérieuses, cet événement avait été tenu secret ; le petit Roi avait été inhumé nuitamment dans la chaux au pied de la Tour et on avait incarcéré à sa place un jeune dégénéré destiné à jouer le rôle d'otage de la Nation. C'est cet infortuné qui expira en 1795.

La logique avec laquelle se sont déroulés les événements pos-

térieurs, la logique avec laquelle s'enchaînent les uns aux autres les faits subséquents nous paraît justifier l'hypothèse que nous avons exposée et que corroborent les documents que nous avons eu la chance de découvrir.

Au surplus, la conduite de la duchesse d'Angoulême et celle de Louis XVIII tendent à faire croire qu'ils ont su que Louis XVII était mort au Temple et à une date antérieure à celle qui avait été admise officiellement.

Le Roi doutait si peu de la mort de son neveu que, le 14 mai 1814, il fit célébrer un service funèbre solennel en l'église métropolitaine de Paris pour les feus Louis XVI et Louis XVII, pour la feue Reine Marie-Antoinette et pour Mme Elisabeth en présence de toute la cour, des souverains étrangers encore dans la capitale et des corps constitués.

Louis XVIII doutait si peu de ce décès que, le 14 février 1816, il a signé une ordonnance indiquant que l'église de la Madeleine « était destinée à recevoir les monuments expiatoires à la mémoire de Louis XVI, de la reine Marie-Antoinette et de Louis XVII ».

Louis XVIII doutait si peu de cette mort que, dans le sombre caveau de l'église abbatiale de Saint-Denis, où reposent les restes de Louis XVI et de Marie-Antoinette, il fit apposer deux médaillons, l'un représentant le premier Dauphin, l'autre le deuxième Dauphin, Louis XVII. Alors que, dans le médaillon du premier Dauphin, les lieux et les dates de sa naissance et de sa mort sont indiqués en plus de ses prénoms, l'autre médaillon porte comme laconique inscription : « Louis XVII, roi de France et de Navarre ».

Ces seuls mots, gravés dans le marbre, apportent la preuve certaine que Louis XVIII ne tenait pas pour exacte la date du 8 juin 1795 comme étant celle où l'Enfant-Roi eut enfin, selon l'émouvante expression de Victor Hugo, « le bonheur de mourir ».

LOUIS HASTIER.

ITALIE RETROUVÉE

SICILE

I

26 *Novembre.*

Ce beau petit paquebot blanc, très soigné, très bien entretenu, minutieusement propre, est pour moi le frère des deux bateaux de mes très chères anciennes croisières grecques. Et n'est-ce pas vers la Grèce encore que me porte cette nuit l'avenant *Tunisi ?* Vers cette Grande-Grèce qui rivalise de gloire, de puissance et de beauté avec la petite mère-patrie ?

Je l'ai frôlée parfois, cette Trinacria, cette Ile-du-Soleil ; jamais je ne m'y suis arrêté, fût-ce pour une escale d'une heure. « Comment ? Vous n'êtes jamais allé en Sicile ? » Cette question, je l'ai entendue bien souvent de la bouche d'un voyageur heureux. Qu'y répondre ? Peut-être, autrefois, n'ai-je pas voulu aller en Sicile sans pouvoir y séjourner, sans m'y « installer ». Ce n'est que depuis qu'on voyage difficilement, coûteusement, que j'ai appris — bien malgré moi ! — à voyager vite. Sans doute aussi n'étais-je pas impatient d'aller en Sicile parce que j'aimais, protégeais l'idée que j'avais d'elle. Je m'étais fait une Sicile d'après ma Grèce, d'après ma Provence, mais transposée dans la Fable : une Sicile de contes homériques et de contes des Mille et une Nuits. Tout d'elle m'était légende, mirage, fantasmagorie. Je m'enchantais chimériquement des noms mélodieux de ses villes : Agrigente, Selinonte, Cefalu, Syracuse ; des noms prestigieux de ses monuments : le théâtre de Taormine, le temple de Ségeste, la chapelle Palatine, le cloître de Monreale. La Sicile m'apparaissait à jamais enfoncée dans les épaisseurs de l'Espace

et du Temps ; une Atlantide, une Thulé ; un magnifique et un peu effrayant pandémonium, tout embouteillé de fiction et d'histoire ; un « magma », comme disent les peintres, ou, comme disent les géologues, un « poudingue », compact, pesant, inextricablement farci de Phéniciens et de Normands, de Carthaginois et d'Ioniens, d'Aragonais et de Sarrasins, de Byzantins et de Romains ; sans compter les dynasties souabe, bourbonienne, savoyarde ; et ces Fatimites, ces Hauteville, ces Hohenstaufen ; sans compter les Tyrans des versions grecques (les Denys, les Hiéron, les Gélon) ; et le tombeau d'Eschyle, la flûte de Théocrite, l'Euréka d'Archimède, la sandale d'Empédocle ; et en d'innumérables millénaires avant les bombardiers d'Amérique, les Cyclopes démesurés, rois du Chaos, assis sur les montagnes fulminantes, tandis qu'entre leurs jambes, dans les flammes vertes du soufre, la petite déesse Perséphone, chaque printemps, jaillit, toute frêle, mais le sourire aux lèvres, du sous-sol déchiré.

En somme, si j'ose dire, une Sicile *tutti-frutti :* tous les fruits que, dans cet immense « fourre-tout » placé en son centre, la Méditerranée a entassé pêle-mêle, d'ère en ère, de civilisation en civilisation.

Est-ce très sage de confronter de si longs et si vieux songes à l'exigeante, à l'intransigeante réalité ? D'autant moins sage que, dans cette Sicile où, depuis plus d'un demi siècle, je vagabonde imaginairement en toute liberté, je ne resterai « pour de vrai » pas tout à fait une semaine. Demain matin, je serai à Palerme, et, dès samedi prochain, je quitterai, pour regagner le nord, Taormine. Comme il va falloir se faire réceptif, poreux, perméable !...

***

27 *Novembre.*

Sept heures et demie du matin. Je suis seul sur le pont où j'ai été accueilli par un petit vent froid qui m'a vite persuadé d'enfoncer mon chapeau et de relever le col de mon manteau. La mer a la couleur des ocellures de la queue du paon. La terre est emmitouflée dans des nuages très blancs, très épais, où s'incorporent les formes de l'île encore lointaine qui s'appelle la Sicile. Je ne saurais pas son nom que je pourrais me croire en vue d'une

île danoise. Vers l'ouest, le ciel est bleu ; un azur doux, presque triste, extraordinairement pur. On l'imagine froid comme une banquise. Suis-je déçu ? Non ; mais quelque peu décontenancé. Je m'étais promis un grand lever de soleil ; l'irruption fanfaronnante, au-dessus de cette île peuplée de dieux, d'un Apollon classique, immédiatement possessif, trônant sur son char ; et les coursiers du quadrige s'ébrouant, cabrés, échevelés, dans une mêlée incandescente de flammes et de rayons. En vérité, j'assiste, non à la naissance du jour, mais à la mort de la nuit.

Je descends avaler un café noir, très fort et très chaud ; et je remonte... A peine dix minutes ont passé, pendant lesquelles le spectacle a commencé sans moi. Voici le rideau levé. La mer a maintenant la transparence vitreuse du vert-bouteille. Les montagnes, creusées d'ombres fauves, ont le bleu épais du lapis-lazuli. Les nuages ne rampent plus, lourdement amoncelés au ras de l'horizon : les voilà en pleine ascension. Allant occuper l'espace, ils se détachent progressivement les uns des autres et dessinent de grands et placides continents flottants, tout en perles et ourlés d'or. Le soleil, vers l'Orient, n'a pas encore franchi le faîte des montagnes ; mais, nés de lui, de longs rayons onduleux esquissent, isolés et divergents, une sorte d'immense demi-roue sans jante et sans moyeu.

Un officier du bord nous désigne « la Conca d'Oro » ; plutôt une conque de bronze, guillochée de cuivre. Ses hauts bords découpés (le monte Pellegrino à droite, le monte Grifone à gauche) sont parfaitement discernables. Mais, au fond de la Conque, Palerme demeure presque invisible, ensevelie sous de la cendre... La mer s'est encore éclairée, allégée : une nappe d'absinthe que de molles taches roses et mauves parsèment, prêtes à fondre, comme si, dans cette absinthe se délayaient des flaques de liqueur, de sirop.

Nous approchons tout à fait de la côte : la brume, qui, de loin, paraissait enlinceuler la ville, cesse de compter ; le jour expédie lestement ces dernières haleines de la nuit.

Peu de passagers sur le *Tunisi*, et, sur le quai, l'indigène ne fait pas foule ; nous sommes tout de suite repérés par notre consul, M. Deleau, et par le professeur Lavagnini, président, à Palerme, de l'Alliance française. Avec la plus gentille obligeance,

l'un et l'autre préviennent nos souhaits : puisque, d'ici à après-demain (c'est-à-dire à notre conférence), nous disposons de tout notre temps, est-ce qu'une excursion à Ségeste, aujourd'hui même, ne nous tenterait pas ? Le cœur me saute de joie !... Dans une heure, l'auto consulaire viendra nous prendre à l'hôtel des Palmes, via Stabile.

Nous ne devons pas différer de nous mettre en route, car il s'agit d'être de retour avant la nuit. La campagne, la nuit, n'est point sûre : elle appartient au bandit Giuliano, dont on nous conte (et dont on nous contera) les sanglants méfaits, les romantiques exploits (pas plus tard qu'avant-hier, Giuliano et ses hommes ont «kidnappé», dans le jardin public le plus fréquenté de la ville, l'enfant d'un riche notable...).

Long trajet de trois heures : d'abord dans le fond plat de la « Conque », à travers des faubourgs composites, où des villas de plaisance se prélassent dans de beaux parcs, immédiatement environnés d'humbles constructions villageoises qu'oppriment çà et là de massifs bâtiments industriels ou agricoles (le tout plus ou moins ravagé par les bombardements). Bientôt, entre les montagnes et la mer, la route avance dans un Chanaan de vergers, de potagers, qu'un réseau serré d'irrigations abreuve et fertilise. Citronniers, cédrats, orangers encore (ou déjà) chargés de fruits. Sous ces agrumes, les légumes. Seuls, les chevelures jaunissantes du maïs et les figuiers, les amandiers, qui se défeuillent, rappellent que cette belle matinée chaude et lumineuse n'est pas une matinée d'été. De part et d'autre du chemin, des haies d'aloës, de cactus, d'agaves nous accompagnent, mangées de géraniums arborescents, qui prolifèrent comme de la mauvaise herbe. Nous croisons des charrettes dont les caisses, haut perchées sur deux roues, sont toutes peinturlurées de scènes religieuses ou d'épisodes légendaires et historiques, de conception et d'exécution naïves et que chamarrent, employés en tons purs, le vermillon, le vert, le jaune, l'indigo. Tirées par des chevaux ou par des mulets aux frontails emplumés, ces « carrette » caractéristiques sont surchargées d'hommes, de femmes et d'enfants, pour la plupart immobiles, indifférents.

Nous croisons aussi force carabiniers. Les uns se déplacent par troupes, en vélos ; les autres stationnent aux croisements et nous invitent à stopper, car nos passeports les intéressent.

Ils sont méticuleux, courtois. Très armés, ils ne semblent pas particulièrement contents de se trouver là. Ils se doutent bien qu'ils ne cueilleront pas leur Giuliano dans notre voiture ; mais les plaques minéralogiques jaunes qu'elle porte piquent leur curiosité, patiemment satisfaite par l'aimable dame-archéologue qui a la bonne grâce de nous guider.

Nous frôlons l'inexpugnable royaume du bandit. Ses repaires et retranchements sont à notre gauche, dans ces montagnes sourcilleuses, toutes perforées de cavernes et coupées de ravins. Fort bien défendus par une végétation épineuse, aiguisée, qui vaut les chevaux de frise les plus savants.

Point de maisons isolées ; point de fermes : c'est de leur bourg, de leur village que les Siciliens vont à leurs terres, parfois fort distantes de leurs logis. Toutes les maisons de l'un des longs bourgs que nous traversons sont uniformément crépies de rose-corail, et, sur ce rose « couleur d'une joue » flamboie la braise en fleur des géraniums. Ce village qui — je crois — s'appelle Caposi, a l'air fardé.

La belle et bonne route s'éloigne du rivage et atteint d'amples vallonnements qu'elle contourne en corniche parmi les oliviers, les vignobles, les labours ; et nous voici — à midi — parvenus à Alcamo, très vieille petite cité qui, son nom le dit, fut jadis sarrasine. Nous y faisons halte, car, là seulement, paraît-il, nous trouverons, pour arroser notre déjeuner froid, du vin.

Non sans peine ! Nulle part, à Alcamo, on ne vend le vin en fiasque, et le commerçant qui vend les fiasques n'est pas celui qui vend les bouchons. Tandis que mes compagnons s'affairent de boutique en boutique, je reste dans la grande rue, près de la voiture, laquelle est bientôt investie d'Alcamiennes, d'Alcamiens.

Je conserverai, de leur présence, un souvenir quelque peu halluciné.

Tous ces êtres (quelques-uns fort beaux) qui me dévisagent avec une attention silencieuse, imperturbable, pourquoi me font-ils éprouver le sentiment singulier, un peu alarmant, de n'appartenir qu'à demi à la race humaine ? Pourquoi ces hommes, ces femmes, ces enfants me semblent-ils plus ou moins ensorcelés ? — Ce sont leurs yeux qui dégagent ce pouvoir de fasci-

nation, ce fluide magnétique. Des yeux au globe oculaire étrangement dilaté ; des yeux fixes, taciturnes, sur lesquels les paupières ne clignent point et où la pupille se distingue peu de l'iris sombre, qui mange la sclérotique, d'un blanc presque bleu... Leur regard lourd, impénétrable, évoque le regard hypnotique de ces bêtes forestières qui vous guettent, tapies dans la profondeur des fourrés, immobiles, mais instinctivement prêtes à la fuite, au bond.

Ces yeux ne donnaient point l'impression d'être faits d'une substance fragile, délicate, mortelle ; on eût dit des pierres magiques, des pierres « charmées » : ces bézoards (qui se forment dans les prunelles des cerfs qui ont mangé des serpents), ces girasols, ces sardoines, ces onyx, ces chrysolites dont les alchimistes usaient pour leurs enchantements. Des yeux comme apparus en songe, quand, dans les visions du sommeil, les règnes de la nature sont confondus, méconnus ; quand les minéraux s'animent, quand les fleurs se pétrifient, quand les flammes deviennent solides...

Mais la Sicile n'est-elle pas la terre immémorialement élue des mythes, des légendes, des métamorphoses ? Elle fut longtemps l'asile des demi-dieux. — Me voici donc très tenté d'admettre que j'ai, ce matin, autour de moi, réduite à végéter dans cette très vieille petite ville, leur actuelle postérité. Voici la descendance confuse des ægipans, des corybantes, des hamadryades. Cet enfant noir, velu et lustré comme une loutre et dont les regards inintelligibles me donnent l'impression de s'attacher à moi comme s'ils étaient pourvus de ventouses, a, — peut-être, — au-delà d'innombrables croisements et abâtardissements, une origine panique ; et cette grande fille aux traits accusés, virils, qui se tient toute droite, comme une statue d'airain, a, — peut-être, — au plus profond des âges, une aïeule née de l'accouplement d'une mortelle et d'un dieu ?

Je songe à Ælio, « la Bacchante » de Maurice de Guérin. De grandes phrases cadencées, imagées, traversent ma mémoire : « ... C'était l'heure du jour qui montre le plus puissant éclat... Les flammes fécondes embrasaient Cybèle, et Bacchus enivrait jusqu'à la racine des îles dans les entrailles de l'Océan... »

Pris, pressé dans ce cercle de créatures hantées, la Sicile m'a accordé, quelques heures après y avoir débarqué, le privilège d'entrer en contact avec elle non par son pittoresque extérieur,

par sa « couleur locale », mais par ce qu'elle a secrètement sauvegardé d'un trésor fabuleux.

***

Nous sommes repartis, pourvus de boisson. — Ségeste, maintenant, n'est plus bien éloigné. A chacun des nombreux détours auxquels ce sol tout en plissements et contractions condamne la route, je m'attends à voir brusquement surgir, sur quelque acropole et dominant le paysage, le temple dorien que, cinq siècles avant Jésus-Christ, des colons grecs (venus sans doute d'Asie Mineure) érigèrent dans ce coin perdu de l'Occident.

Mais, au-delà des maigres oliviers, aussi loin que je puis porter le regard, je ne vois qu'un vaste désert rupestre, un grand vallon délaissé par la nature, délaissé par les hommes. Sa désolation totale me rappelle le *no man's land* qui séparait jadis les tranchées ennemies des nôtres, sur le front, et où pas un arbre, pas un pan de mur n'était resté debout.

« *Ecco il tempio !* » s'écrie soudain notre guide, le bras dirigé vers un point de la morose étendue. Je ne distingue absolument rien ; pas plus, d'ailleurs, que mes compagnons, ce qui surprend, puis chagrine l'aimable Mlle X... laquelle possède de ces lieux une connaissance familière. Nous faisons halte pour explorer des yeux, en face de nous, ce long versant écorché, aux déclivités molles et comme usées et qui a la coloration uniformément brun-doré du miel sauvage. Je me rappelle le temps où, observateur d'artillerie, je scrutais ainsi des « théâtres d'opérations » ; mais, alors, j'étais muni d'excellentes jumelles !... Finalement, l'un de nous débusque, dans le lointain, un peu en contre-bas, une minuscule excroissance. De la même couleur que la montagne, elle semble faite de la même matière... Mais oui : cette verrue, cette cicatrice sur cette peau sèche et rugueuse, c'est bien le temple ! Je distingue à présent les rampants d'un fronton. Quant à ces quelques petits traits verticaux, incisés sur cette peau, ce sont les colonnes... Le grand effet de surprise sur lequel je comptais, évidemment, est manqué !

L'auto repart. Nous descendons vers le fond de la vallée, — un petit cours d'eau y serpente qui s'est jadis appelé le Scamandre, — de sorte que, bientôt, nous ne dominons plus le temple : c'est lui qui nous domine. Et voici que, tout doucement, petit à petit,

nous le voyons venir au monde, sortir de terre, grandir, prendre progressivement, en hauteur et en profondeur, possession de l'espace. Une fleur s'épanouit. Un papillon ouvre ses ailes. Le monument enfle ses proportions, dessine ses lignes exactement comme s'enfle et se dessine, pour l'oreille, le chant très pur, né du souffle d'une flûte, d'un hautbois. Et lorsque, peu après, nous quittons la voiture, le temple est là, devant nous, à mi-pente, entièrement révélé, debout sur le suaire de roches et de broussailles dont le voilà défait.

Nous avons assisté à la résurrection d'un dieu. Mais dans cette immense et complète solitude, ce dieu détrôné inspire un irrésistible sentiment de tristesse. Il serre le cœur.

Cette tristesse, bien peu d'édifices du passé qui ne me l'aient plus ou moins fait éprouver, la première fois qu'ils m'apparurent ; cependant aucun, je crois, aussi autoritairement que ce temple sicilien. Son renoncement fait mal ; et c'est par la compassion, plus que par l'admiration, que je m'attacherai à lui.

Hélas ! le fait de survivre n'est pas un privilège ! Tout survivant est un oublié, un exilé. Mais ce temple n'est pas seulement oublié, exilé dans le temps, il l'est aussi dans l'espace : en Grèce, un temple est « chez lui » ; en Sicile, un temple est « venu de chez lui ». Les Grecs qui apportèrent celui-ci à Ségeste l'ont, en disparaissant, abandonné, en quelque sorte trahi.

Bien probablement regretterai-je, renierai-je demain ce que je viens d'écrire. Mais, en cette Sicile où je fais mes tout premiers pas, comment pourrais-je, devant ce temple, ne point évoquer, malgré moi, le souvenir des temples grecs et des lieux où ces temples s'élèvent ? Moins les temples marmoréens de l'Attique que les temples en pierre, en tuf, d'Olympie, d'Egine ? Certes, ils sont beaucoup plus ruinés que leur frère égestien, du moins ne sont-ils pas, parmi les pins et les lauriers qui les veillent, des cadavres sans sépulture. Ils dorment en paix dans leurs berceaux végétaux et la société indigène d'un pâtre, de quelques chèvres, d'un oiseau, d'une simple abeille suffit pour leur conférer une illusion de vie.

« On aime aussi pour consoler ». Hélas ! pour consoler le temple de Ségeste, nous n'apportions que notre présence ; une présence très temporairement occupante, à laquelle, sans nous être concertés, nous donnâmes assez vite un caractère de familiarité,

d'intimité. Pendant quelques heures, nous jouâmes ici le rôle que jouent, dans d'autres ruines, les petits personnages dont Hubert Robert, par exemple, ou Fragonard « animent » leurs sépias et leurs tableaux d'Italie. Cinq passants, dans ce désert, se déguisèrent en flâneurs. — Nous nous installâmes autour du panier du déjeuner, auquel notre appétit fit honneur ; appréciant la saveur robuste du gros vin d'Alcamo, et faisant de ces assises, de ces marches mordorées, nos sièges, nos tables, nos lits de repos. Sièges, tables et lits que nous parsemâmes de fleurs : dans la rude toison d'herbe sèche que porte le sol inculte, pullulent, s'y dissimulant, de minuscules iris mauves, presque sans tiges et qui dégagent un très léger, très délicat, un ineffable parfum.

Nous n'étions pas là depuis bien longtemps que le monument et le paysage s'étaient laissés toucher, apprivoiser. Il faisait la plus belle lumière du monde, et le soleil, en se déplaçant, déplaçait aussi les ombres autour du temple trapu, hâlé, un peu court sur jambes, têtu et musclé comme un taurillon.

C'est alors que notre guide nous apprit que le temple de Ségeste n'est pas un temple ruiné, mais un temple inachevé. Ses trente-six colonnes ne sont point cannelées, car on observe tout à l'entour une portion de pierre réservée pour les cannelures ; la *cella* n'a jamais existé et le ravalement de l'édifice n'avait pas été entrepris quand il fut abandonné, comme l'indiquent — paraît-il — les parties ménagées pour faciliter le transport des pierres de taille sans endommager les arêtes. Quant aux pièces destinées à supporter la toiture, elles ne furent jamais posées.

En somme, lorsque, voici vingt-cinq siècles, Ségeste fut détruite (par Agathocle, tyran de Sélinonte), ce temple n'avait pas commencé de vivre. Il est donc sans passé, sans mémoire, sans souvenirs, sans regrets. La solitude qui l'environne, il n'a guère connu qu'elle ; il n'a pas eu à s'y soumettre, à s'y résigner. Il est ici comme un enfant mort-né dans les limbes. Voilà qui nous soulage de notre compassion ! Voilà aussi, sans doute, ce monument à jamais préservé de toute restauration : pas un autre temple grec ne se trouve en meilleur état de conservation. Il n'est que ce qu'il a été.

Nous le quittâmes pour monter jusqu'au théâtre : un petit théâtre (comme le temple est un petit temple). Il est merveilleuse-

ment bien placé, au sommet du mont Varvaro, sa coquille de pierre béante vers la mer. Au-delà de la scène, le décor était, comme à Delphes, comme à Epidaure, un décor naturel. Il déployait, en hauteur et en profondeur, une vue immense ; elle associait le paysage au spectacle, et, aux héros des tragédies humaines, les dieux invisibles et tout puissants de l'Air, de la Terre et de l'Eau.

***

28 *Novembre.*

Aujourd'hui, j'ai franchi le seuil d'un royaume oublié : le royaume normand de Sicile.

Par quelques images je soupçonnais bien les singulières beautés qui m'attendaient à Palerme ; mais les meilleures photographies sont, ici, sans vertu d'évocation, sans pouvoir de remplacement. Certains monuments peuvent au besoin procurer un bonheur « en idée » ; d'autres exigent le contact matériel, la possession physique ; ils se refusent à la reproduction, à la simulation. Les reliques palermitaines veulent être « touchées des yeux ».

La Martorana, San Cataldo, San Giovanni degli Eremiti, la chapelle Palatine et la cathédrale de Monreale appartiennent à l'histoire, appartiennent à l'art, mais, plus encore, à la féerie. De la rencontre prédestinée de trois « cultures » est venue au monde, ici, au XII^e^ siècle, une fleur unique, une « hybridée » merveilleuse, obtenue cependant sans le moindre artifice, sans la moindre préméditation ; une fleur éclose aussi spontanément, inéluctablement que la plus humble fleur des champs.

Voici les faits. Je les expose très sommairement, très approximativement. Je ne cherche, ce soir (grâce à une monographie de Charles Diehl) qu'à me guider tant soit peu moi-même. Je cherche à comprendre comment et pourquoi telles choses purent se produire et comment, pourquoi elles se produisirent ici et non ailleurs.

A la fin du XI^e^ siècle, la Sicile est mi-byzantine, mi-sarrasine. Les Sarrasins occupent l'île depuis deux siècles, y vivant en bonne intelligence avec les Grecs, qui, venus de Constantinople, y sont depuis cinq siècles et demi. C'est alors que trois des douze fils d'un certain Tancrède d'Hauteville, petit hobereau français, envahissent l'Italie méridionale à la tête d'une troupe de jeunes

compagnons, normands comme eux, déterminés à jouer le tout pour le tout. Tandis que Guillaume d'Hauteville s'empare des Pouilles, tandis que Robert dit le Guiscard s'empare de la Calabre, Roger, leur cadet, s'empare de Messine, puis de Palerme. Ces Hauteville sont catholiques, et comme tels, approuvés, encouragés par le Pape, qui compte sur eux pour chasser de l'Italie du Sud aussi bien les schismatiques que les infidèles.

Or, Roger, « le Grand Comte de Sicile », et, après lui, ses quatre descendants couronnés ne chasseront personne : « Tout en restant Normands, ils se feront Arabes, Byzantins, donnant ainsi, en plein douzième siècle, un bel et rare exemple de tolérance politique et d'impartialité religieuse. » Aucune persécution : « Que chacun prie le Dieu qu'il adore, proclame Roger II, celui qui a foi en son Dieu sentira la paix dans son cœur... »

Les rois normands de Sicile seront des conquérants conquis. Tout ce que l'on sait de leur gouvernement, de leurs mœurs, de leurs coutumes, de leurs goûts, indique la promptitude, la force et la profondeur de la séduction que, dans ce climat enchanté, les deux vieilles civilisations méditerranéennes exercèrent sur eux.

A leur cour, où l'on parle le français, les grands dignitaires sont aussi bien des Grecs et des Arabes que des Normands. Le grand Chancelier est un Caïd ; l'amiral de la flotte est un Grec Syrien. Voici des savants, des philosophes, des grammairiens byzantins ; voici des poètes, des ingénieurs, des médecins, des astrologues musulmans. La garde du palais est une garde noire. Les pages, les cuisiniers sont Africains ; les eunuques également. La surveillance d'un harem leur est confiée, où de belles Sarrasines et de belles Géorgiennes attendent le bon plaisir d'un maître d'ailleurs chrétiennement uni à une épouse chrétienne. Aussi ce harem est-il « décemment dissimulé à l'ombre des manufactures de soieries ». Dans ces manufactures réputées (elles ont des clients dans toute l'Europe) des ouvriers sélectionnés, venus de Corinthe et de Thèbes, ou du Caire, ou de Bagdad, tissent, cousent, brodent, constellent de pierreries les vêtements royaux. De coupe byzantine, mais décorés de motifs et d'inscriptions arabes, ces vêtements déguisent ces Rogers et ces Guillaumes désoccidentalisés en Khalifes, en Basileus. L'un d'eux est représenté, ainsi vêtu, sur une mosaïque de la Martorana... L'humble berceau des Hauteville, là-bas, dans le Cotentin, près de Coutances, sous les pommiers

et fouetté par les embruns gris et glacés de la Manche, comme il est loin !

De ce grand songe fait les yeux ouverts — et qui dura près d'un siècle — tout serait effacé sans ces cinq monuments que les bombardements n'ont pas même effleurés, en cette Palerme où tant de plaies demeurent ouvertes. Ce sont cinq monuments religieux, car peu de chose subsiste des palais, villas et jardins royaux où « les eaux vives et les fontaines semblaient jaillir du Paradis » et qui entouraient la ville « comme un collier entoure la gorge d'une jeune fille... » Il faut aller découvrir ce qui reste du collier rompu dans les plis de la ville moderne ; des bijoux secrets, clandestins.

Tous sont des variations exécutées sur un triple thème : le thème byzantin, le thème mauresque et le thème normand. Dans les édifices les plus anciens, les deux premiers thèmes dominent ; le troisième s'affirmera plus tard, sans cependant jamais tout à fait mener le jeu.

San Cataldo et la Martorana — où je fus d'abord conduit — datent l'un et l'autre du règne de René II. Ils gisent dans un coin de la place Bellini, mis de côté sur une plate-forme surélevée ceinte de balustrades. On entre là comme dans un cimetière. De plan grec, les deux petits édifices sont coiffés de coupoles demi sphériques, entièrement lisses et nues : très exactement des coupoles de mosquées. Un campanile carré de quatre étages les domine ; les deux étages inférieurs, massifs et sans ornementation, sont percés d'étroites fenêtres à ogives arabes; les deux étages supérieurs, ajourés, élancés, peuvent faire penser aux clochers ou, plutôt, aux tours romanes de Caen. A l'intérieur, San Cataldo n'a plus de mosaïques, mais la Martorana en est, murs et voûtes, somptueusement parée. Ici, Byzance l'emporte. Ce sanctuaire, d'ailleurs, fut élevé non par un prince normand, mais par un grec latin, l'amiral Giorgio Antiochenos, de religion orthodoxe. La Martorana (de son vrai nom : Santa Maria dell' Ammiraglio) est, comme le temple de Ségeste, venue de Grèce : cette sœur expatriée de la petite Daphni d'Athènes est sa cadette de cent ans.

La Chapelle Palatine, elle, dédiée à saint Pierre, est catholique. C'est là que les « gars de Coutances » (1), costumés comme nous

(1) Voir *Les Grains de la Grenade*, par Jérôme et Jean Tharaud.

l'avons dit, allaient écouter la messe ; là qu'ils se confessaient, communiaient.

Cette chapelle est en quelque sorte murée dans les épaisseurs d'un palais qui, au cours des âges, fut successivement résidence maure, puis normande, puis allemande, puis angevine, puis espagnole, etc. Elle est présentement surtout occupée par des bureaux.

Le gros et lourd écrin de pierre étouffe, opprime quelque peu le très précieux bijou qu'il enferme. Rien n'annonce cette princesse captive... Vous voici dans une pompeuse et banale cour du XVI^e^ siècle ; vous gravissez un vaste perron, longez un balcon palladien, et, à droite, une petite porte basse, dérobée vous introduit soudainement et comme subrepticement... où cela ?... Je serais bien en peine de le dire !... Vous êtes à la fois dans une église chrétienne primitive, dans une basilique byzantine et dans une mosquée. Vos souvenirs de Rome s'enchevêtrent dans vos souvenirs de Grenade et de Cordoue, dans vos souvenirs de Venise, de Ravenne, de Mistra. Cependant, rien de plus facile à lire que le plan, la structure de l'édifice : un simple rectangle, un long coffret que six colonnes antiques divisent en trois nefs voûtées, et, coiffé d'une coupole, un chœur exhaussé qu'une abside majeure, flanquée de deux absidioles, ponctue.

Point de fenêtres, sinon à la coupole, laquelle, du seuil de la chapelle, reste invisible. Cette lumière avare versée de haut et d'une source cachée, dissipe peu la pénombre, de sorte qu'on se figure être introduit dans les cavités d'un monde souterrain.

Dans cette Sicile volcanique, au centre de laquelle les Anciens plaçaient la porte des Enfers, il semble que lès communications, les correspondances avec le sous-sol et ce qui s'y passe soient inévitables et tout à fait normales. Cette chapelle chrétienne, l'imagination en ferait très volontiers le temple de Perséphone : les rubis de la Grenade fatidique scintillent mystérieusement sur les murailles, sur les voûtes. Mosaïques à fond d'or et bois dorés ne sont pas autre chose, d'abord, pour les yeux, que de confuses étendues de braises clignantes et chatoyantes : ce qui subsiste de feu dans un foyer prêt à s'éteindre, mais où les tisons n'ont point fini d'agoniser.

Peu à peu, le regard s'habitue, s'enhardit ; il s'introduit dans cette nuit ensorcelée. L'atmosphère ne cesse pas d'être magique,

mais cette magie n'invite plus à des rêveries visionnaires, vagues et indéterminées : elle convie à une délectation sensualiste ; celle que procure la contemplation de la matière lorsqu'elle est transmuée en objet d'art par le génie humain. Nulle part ailleurs autant que dans cette chapelle Palatine « l'ouvrage » n'oblige aussi autoritairement à penser à « l'ouvrier », à « l'outil ». La beauté du travail, la perfection de la technique sont dignes ici de la beauté, de la rareté du matériau. Dans un chef-d'œuvre sculpté ou peint, le marbre, les pâtes colorées ne sont qu'un moyen d'expression, un agent de liaison entre le monde réel et le monde idéal. Certes, tout bon artiste est, en principe, un bon artisan ; mais l'artisan reste le serviteur de l'artiste : il le seconde, il ne le commande point. Dans la chapelle Palatine de Palerme, l'artisan est seul : — à la fois maître et serviteur. Si les éléments disparates, hétérogènes qui participent à la décoration y apparaissent conciliés, harmonisés, cette symphonie plastique est due à l'infaillibilité de la facture, à la sûreté du métier, à l'adresse de la main. Point de défaillances, d'intermittences de « qualité » entre le travail des mosaïstes grecs, celui des ébénistes arabes, qui ouvragèrent d'alvéoles et de stalactites le plafond de la voûte, celui des marbriers qui revêtirent les hauts stylobates de plaques de pierres dures et incrustèrent le sol de rosaces de porphyre, de serpentine, de vert-antique, les unes aux autres mélodieusement enlacées. En ce lieu favorisé, tout s'allie, fait concert ; un concert qui surprend par la variété inusitée des instruments, par des rapprochements de formes, des raffinements de timbres et des combinaisons de saveurs jusqu'alors jamais osés. Mais ces artisans — chacun dans sa « partie » — pouvaient tout se permettre, la complexité des styles étant préservée ici du désordre et de la confusion par la cohérence, la concorde de l'exécution.

Dans le domaine des « arts appliqués » peu d'œuvres inspirent pareille confiance. Et, cependant, la chapelle Palatine est née d'un caprice du destin. Ni les Grecs de Byzance, ni les Sarrasins d'Afrique, en cette Palerme où ils vécurent pendant des siècles, n'ont rien laissé qui soit seulement byzantin, qui soit seulement musulman. Ils semblent n'être venus en Sicile que pour le bon plaisir de ces jeunes barbares du Nord, lesquels, en les rapprochant de gré ou de force, se servirent d'eux en toute ingénuité, pour publier leur extravagante aventure, pour l'immortaliser, dans l'histoire, par l'art et par la beauté.

En retrouvant, cette chapelle quittée, la spacieuse, libre lumière du jour, nous nous sentîmes comme désenvoûtés.

Nos guides nous lâchèrent alors dans le tout petit cloître de San Giovanni degli Eremiti. Un cloître et un ermitage édeniens. Imaginez une belle corbeille de pierre, tressée de solides arceaux, exigüe, profonde et profusément remplie d'arbres chargés de fruits tropicaux : pamplemousses, oranges, cédrats, citrons, mangues, grenades, bananes, etc., des fruits plus grands que nature qui, dans la sombre épaisseur d'un feuillage écumant, brillent comme de fabuleuses lanternes. Une violence de végétation telle que la peur vous vient d'être assailli, submergé par ce vorace bouillonnement de fruits et de verdures, par cette sève en ébullition ; une sève dont on croit percevoir, sous l'écorce, dans la chair qu'elle irrigue, la pulsation précipitée. — La Sicile ne serait-elle pas une terre qui a la fièvre ; qui fait de la température, qui fait de la tension ? Depuis deux jours que j'y suis, je me sens environné, cerné par des forces secrètes, par les menaces d'un sourd complot tellurien. Cette nature haletante, palpitante, fait penser à un bel animal sauvage, qui, peu disposé à se laisser dompter, ronge son frein.

***

Hélas ! comme nous aurons couru, de bout en bout de notre voyage ! Dix minutes seulement dans ce cloître pathétique, et nous voici partis pour Monreale.

Une large et longue chaussée se jette tout droit à travers d'interminables faubourgs et va frapper en flèche la montagne chevelue. Après quoi, par d'aimables lacets qui serpentent souplement entre des villas de plaisance et des châteaux d'eau, elle gagne à mi-altitude le lieu bien choisi où les rois de Sicile eurent leur palais d'été.

Paisible, heureuse petite ville où circulent par bandes, la messe finie, dans la gloire lustrée d'un midi dominical, beaucoup de filles aux formes un peu lourdes, visiblement fières de leur grand pavois. Certaines d'entre elles ont la peau presque orangée ; et les traits des visages sont régulièrement, décorativement répartis, comme de belles armes sur une panoplie...

Sur la pente ensoleillée, Monreale s'égaille autour de sa cathédrale. Cet édifice fameux mérite certes sa réputation ; toutefois, je conseille au voyageur qui arrive à Palerme de visiter cette

cathédrale avant de visiter la chapelle Palatine, et non après, comme je l'ai fait. Mieux encore vaudrait ne point visiter les deux monuments le même jour. Les sortilèges de la chapelle Palatine sont si puissants, si condensés ! Je m'en sentais encore profondément, physiquement imprégné, intoxiqué, de sorte que devant et dans cet édifice dont j'attendais tant, je fus non point déçu, mais frustré : l'incompressible émotion de surprise que je me promettais fit long feu.

La chapelle Palatine ne ressemble à rien ; sa beauté est aérolithique (« aimez ce que jamais on ne verra deux fois... ») ; la cathédrale de Monreale, elle, ne possède pas ce privilège d'exception, d'unicité. On le sait tout de suite : elle appartient à une famille ; on pourrait établir sa généalogie, la suivre dans sa lignée.

J'avais devant moi une magnifique église romane, l'une des plus belles de l'Europe occidentale, mais latine, sinon française, et indemne de toute influence ou participation arabe. Quant aux éléments byzantins, ils sont indépendants de son anatomie ; ils n'entrent en jeu que dans la décoration intérieure, par un considérable et très précieux ensemble de mosaïques.

Dans l'immense nef aux admirables et majestueuses proportions, mais que la lumière du jour, s'y jetant à flots, purge de tout mystère, l'effet de ces mosaïques est plus immédiatement théâtral qu'intimement émouvant. Selon les connaisseurs, elles furent exécutées non par des Grecs, mais par des indigènes formés à leur école, qui répétaient, copiaient, imitaient ; d'où une certaine passivité, une certaine monotonie.

Evidemment, l'esprit et la main ne sont plus les mêmes. C'est que, entre la chapelle Palatine et la cathédrale de Monreale, près d'un demi siècle a passé, au cours duquel des relations de plus en plus nombreuses, de plus en plus étroites se sont nouées entre les derniers rois normands de Sicile et la papauté ; entre l'île et la péninsule, le continent. L'art s'est peu à peu septentrionalisé, catholicisé...

Nous ne sommes plus que dans les franges du rêve. Emportant ses formes, ses couleurs, ses parfums, un mirage de poésie va s'évaporer.

(A suivre).

JEAN-LOUIS VAUDOYER.

LECTURES ROMANESQUES

Jean Cocteau : *Maalesh, journal d'une tournée de théâtre* (Ed. N. R. F.). — André Billy : *Le Narthex* (Ed. Flammarion). — Georges Duhamel : *La Pesée des Ames* (Ed. Le Mercure de France).

Lire un livre de Cocteau, c'est rajeunir. Son œil toujours neuf, implacable et pénétrant d' « enfant terrible » nous oblige à partager pour le temps de notre lecture sa vision des êtres et des choses. Son sens inné du rythme nous entraîne en son mouvement vivant. Ce pourquoi il a si bien réussi au théâtre et au cinéma. De ses poèmes à ses films se déroule le long fil qui, tel celui d'Ariane, conduit au fond le plus secret du labyrinthe jusqu'au moment de « l'éternel retour » où le fil, de nouveau, s'enroule, recharge la bobine avant de resservir pour une découverte nouvelle. Nous accomplissons avec lui, grâce à son adresse de funambule et à sa virtuosité à la fois si réelle et si poétique, le voyage le plus amusant. Ce journal d'une tournée de théâtre, c'est le *Roman comique* de notre époque ; c'est le voyage des acteurs et des baladins que Théophile Gautier nous conta dans son *Capitaine Fracasse;* mais, aujourd'hui, plus de mauvais chariots, de lourds véhicules, de chevaux éreintés : avions, paquebots, automobiles, trains, transportent les acteurs, les décors dans leurs énormes caisses, souvenirs, espoirs, rêves, textes, tragédies, comédies : *Britannicus* et *Les Monstres sacrés*, Racine et G. Feydeau, Anouilh, Cocteau et d'autres seront joués par Jean Marais, Gabrielle Dorziat, Yvonne de Bray, Jeanne Prévost, etc... Quel départ ! Quelle randonnée ! La troupe Cocteau se pose d'abord en Egypte ; elle va charmer, étonner, éblouir les Egyptiens vivants, mais nous ne serions pas surpris d'apprendre que les royales momies ont daigné applaudir ces spectacles pour eux

surprenants. Car, non seulement Cocteau organise, éduque des machinistes, fait planter des décors, assiste au maquillage, à l'habillage des interprètes, rectifie le pli d'un costume, juge sa couleur, mais il regarde, écoute, devenu spectateur, enregistre les effets, leur succès ou leur inefficacité, ne cesse d'étudier ces acteurs familiers et ce public inconnu. Et puis, il fait des visites à tous amis de la France, aux diplomates, aux artistes. Il est un original ambassadeur de notre esprit, de notre langue, de notre art. Et il le relate avec une discrétion charmante et un bon goût très français. Il est admirablement reçu, accueilli, invité et, au Caire comme à Alexandrie, trouve des amis, en conquiert de nouveaux et, par ci par là, en quelques coups de pinceaux volontairement hâtifs ou sournoisement négligents il suscite tout le paysage, le contraste du passé et du présent, la survivance de certains costumes ou types ou habitudes millénaires, dans la même lumière que celle-là respirée jadis par les Pharaons, la noblesse d'un port de tête, la beauté d'une tunique sombre, le passage des ânes ou des chameaux survolés par les avions et assourdis par la marée des automobiles. Et tout ce qu'il voit, du théâtre qu'il crée pour quelques soirs, aux élégantes demeures et à leurs séduisantes hôtesses, des temples, des déserts, des colonnes, du Sphinx s'ennuyant au clair de lune jusqu'au pittoresque des bazars, aux splendeurs des musées et à la visite privée à Tout-ank-Amon, Nefertiti ou Seti Ier, tous ces spectacles qui nous ont été décrits tant de fois et par des voyageurs si nombreux nous croyons les voir avec Cocteau pour la première fois. Memphis, Karnak, Louqsor, la Vallée des Rois... quel beau programme ! Et quelles belles heures dans les caves profondes où dorment ces anciens rois, au centre de leurs profusions de trésors, et toujours fascinants après des milliers d'années et inspirant à Cocteau, leur visiteur, autant d'amitié que de curieux respect ; leur sommeil est encore une présence, inspiratrice de fantaisies humaines.

Toutes ces pages, sont familières en leur évocation savante, car le chanoine Drioton et M. et Mme Lubicz qui guident leur ami et lui révèlent certains mystères de ces personnages puissants et révolus, sont de célèbres égyptologues et continuent à découvrir le sens secret de dessins, de dallages, de signes. Vivre en ces lieux imprégnés de siècles, au milieu des rois endormis qui semblent prêts à se réveiller, est un perpétuel roman d'aventures. Et Cocteau sent tout cela si bien, avec sa sensibilité si aiguë et si parti-

culière. Il compare ces peuples de jadis à des insectes admirablement organisés et la comparaison est amusante, car les momies papillons ont retrouvé des chrysalides d'or et les hiéroglyphes m'ont toujours fait songer à des caractères tracés par les pattes des cigales. Mais on ne peut résumer les impressions multiples cueillies en marge de ses travaux et de son métier d'impresario par le voyageur aux si nombreux pouvoirs. Nous le suivons pourtant, ayant terminé ses beaux succès d'Egypte, vers le Bosphore. Et il nous offre là le spectacle neuf, transformé, modernisé, hélas ! de Stamboul-Constantinople devenu Istambul, ayant gardé la splendeur de ses eaux et de ses rivages, mais « une autre » aux yeux de ceux qui l'aimaient il y a bien longtemps. Ville dévoilée comme ses femmes ; on rêvait à leurs visages sous le tchartchaf ne laissant voir que l'eau magique d'un œil. Et elles apparaissent semblables à toutes les femmes et Istambul semblable à tant d'autres villes. Cocteau sait l'admirer et l'aimer, car il sait comprendre et sentir le prestige de certaine désillusion et même de certaine laideur. Et puis, il nous attendrit par le pèlerinage qu'il accomplit à Eyoub en souvenir de Pierre Loti. Il nous émeut par son ascension du montueux cimetière où, parmi les cailloux roulants, les stèles sont « saoules » dit-il, et titubent. Et là, tout en haut, le poète rêve à celui qu'il nomme « le petit homme peint et corseté », non seulement parce que ce cher Loti fut un grand poète en sa prose mélancolique et visionnaire. mais parce qu'il aima cette ville « de tout son cœur ».

Et le beau voyage se termine par Athènes, une rapide et juste vision de la Grèce. Le retour s'effectue sur « le tapis volant d'Air-France » où l'impresario peut classer ses souvenirs et ses succès. Peu de voyages sont plus vivants, unissant en un temps bref, la réalité, le rêve, la fiction, le travail, les rencontres, l'amitié, les artistes et leurs mouvants spectacles, au drame immobile des siècles passés. Ce livre m'a enchantée.

***

Le *Narthex* est un roman singulier. Il devrait être austère et triste par son sujet et par les caractères des personnages et il est fort vivant et même amusant.

Ses héros sont tous atteints de « cette volubilité de l'esprit » que rien n'arrête, affirme Pascal, que cite Charles Du Bos dans

ce *Journal* récemment publié et qui regorge de tant de richesses littéraires et morales. Mais, revenons aux personnages du *Narthex*. André Billy connaît à fond tous les secrets des âmes qui veulent croire en Dieu, se soumettre à la religion, avoir la foi. Ses deux livres les plus célèbres sont *Introïbo* et *l'Approbaniste* traitant un sujet aussi bizarre que véridique et profondément émouvant. Un vieil abbé que je fournissais de livres et de revues, l'abbé Emile Hutin qui avait une cure près de Nancy et mourut peu après l'invasion de 1940, m'avait demandé ces ouvrages et les avait beaucoup admirés car il avait connu un jeune ami du héros de cette remarquable histoire. Dans le récent *Narthex* l'histoire n'en est pas moins intéressante. Le narrateur, Jean Cherlan, est un jeune homme troublé, malheureux, qui cherche son absolution et sa certitude morale dans l'espoir de la foi. Revenu à Dieu — car sa vie libre, studieuse et assez indifférente à la religion de son enfance l'avait éloigné de l'Eglise — ce retour à Dieu lui apportera-t-il la paix de l'âme, la tranquillité de l'esprit ?

Il aimait une jeune maîtresse; elle était enceinte et il l'ignorait. Elle lui demande timidement et sans avouer son secret : m'épouseras-tu ? Il affirme d'un ton bourru qu'il ne se mariera jamais. Ces paroles, qu'il peut croire boutades sans importance, ont une conséquence terrible. La jeune femme désespérée se résigne à l'opération coupable et elle en meurt. Désespoir aussi de Cherlan mis en face de l'irréparable et ayant tout appris, tout compris, dévoré de remords. Il veut rompre avec tout ce qui lui rappelle ce triste et récent passé ; il déménage, quitte un agréable logis pour une soupente avenue Duquesne, ne voit plus sa famille, renonce à son emploi à la Bibliothèque nationale — car il est un fervent de recherches historiques — et, dans la solitude et presque la misère de sa nouvelle vie, essaie de supporter sa douleur, de l'assimiler et, en l'acceptant comme étant dorénavant une part de lui-même, d'en souffrir moins. Mais il n'y parvient pas. C'est alors que malade aussi de solitude, ayant rompu avec tout et tous, il entre chez un libraire voisin ; c'est une librairie de livres pieux. Le bon vieux libraire, Lormeau, devine sa détresse, s'intéresse à lui, l'invite à ses déjeuners du dimanche, le présente à ses amis. Or, ces amis, ce sont tous des êtres réunis par le même désir, le même élan, la même pensée, l'espoir de la certitude, la Foi. Romancier, poète, agrégé de philosophie, secrétaire de la revue *Les Affinités spirituelles*, tous sont avides de religion ; les

uns la pratiquent déjà, d'autres y aspirent. Un père bénédictin de la rue Vaneau a béni la librairie sous la condition qu'on n'y vendrait jamais de « mauvais livres ». Les membres de cette petite association vont chaque dimanche communier ensemble s'ils sont catholiques, ou prier s'ils sont juifs ou protestants à la chapelle de la rue Vaneau et, après la messe, se réunissent en gai déjeuner chez Lormeau. Huysmans eût aimé ces personnages, ces réunions, et aussi le Balzac de l'*Histoire contemporaine* nous contant celle de Godefroi logeant chez Mme de la Chanterie. André Billy ayant écrit une très belle *Vie de Balzac* ne s'étonnera pas de ce rapprochement qui n'est que flatteur... Mais le bon Lormeau n'est que l'ami et l'amphitryon de ces catéchumènes, celui qui dirige leur conscience et tente de les conduire, peu à peu, à la foi parfaite est un certain abbé Cerdor. Il faut que Jean Cherlan devienne un pénitent de l'abbé Cerdor et le poète Mathurin se charge de le conduire et de le présenter à l'abbé qui habite quai aux Fleurs un fort joli logis meublé de choses d'art et de goût. Nous saurons plus tard que l'abbé vint à la prêtrise en sa maturité, après une assez folle jeunesse. Il est fort intelligent, et d'une supériorité persuasive en son beau zèle. Il sait comprendre, discerner, consoler les âmes inquiètes ou coupables. Lormeau et ses amis affirment à Jean Cherlan que son obéissance à la direction de l'abbé Cerdor lui apportera la paix et l'oubli de ses remords. La figure de l'abbé Cerdor est une des mieux venues de ce livre, où tant de portraits ont un relief si vrai et si original. Car, chez cet abbé, Cherlan connaîtra d'autres types bizarres, tel ce communiste silencieux, ce juif, Lévy, hésitant à consentir au baptême parce qu'il se perd en raisonnements, en explications, en interrogations et cette artiste pécheresse et, paraît-il, grand peintre, Clotilde, éthéromane qui n'atteint à l'état de grâce que lorsqu'elle est ivre d'éther... Cet étrange milieu où la fameuse « volubilité de l'esprit » ne cesse de s'épancher en discours, monologues, dialogues et controverses, est d'un pittoresque inouï, mais nous nous attachons à tous ces êtres dévorés de ce qu'ils croient être le désir de la foi parfaite. En réalité, ils manquent tous de l'humilité nécessaire, de la simplicité, de l'acceptation ; ils s'attendent, en eux, à des transformations bénéfiques, à des miracles intérieurs. Quelquefois, rarement, ils s'imaginent avoir connu l'état de grâce. Hélas ! lumière fugitive, et ils recommencent à douter, hésiter, ergoter. Peut-être

auraient-ils besoin, non seulement de l'abbé Cerdor, mais des soins subtils de quelque psychiatre. En tout cas, ce sont de drôles de gens, bizarrement pitoyables et d'une impudeur morale complète. Car ils ne se confessent pas seulement à l'abbé, ils ne cessent de se confesser les uns les autres, se révélant leurs plus intimes secrets d'âme. Espèrent-ils se délivrer dans les confidences et bavardages, les conversations alternées, où ils affirment leurs minutieuses connaissances du dogme, de la Bible et des Evangiles ? Ce sont des savants et, je le répète, ils manquent d'humilité, mais ils sont touchants par leur sincérité et les tourments de leurs souffrances. Mais ils ne sont encore dignes que de pénétrer dans le *Narthex*, allégorie de cet oratoire ancien élevé à la porte des églises et où attendaient les chrétiens non encore autorisés au libre accès de ces églises. Ce pourquoi, l'abbé intitule le *Narthex* leur petite association, la revue qu'il va fonder et la collection des ouvrages que l'on publiera chez Lormeau...

A vous, lecteur, de continuer la suite de la vie de Jean Cherlan ; vous saurez que sa piété ne durera pas. Réconcilié avec sa famille — n'a-t-il pas une mère délicieuse dont les apparitions sont charmantes et bonnes ? — il se mariera avec une femme qu'il n'aime pas et songera toujours à la petite morte qui unit en son doux fantôme le regret du bonheur, le remords et l'amour. Mais, « en route » aurait dit Huysmans, il aura connu des créatures intéressantes, diverses, attachantes, saugrenues et de valeur et de saveur. Tel ce vieux poète Florent Dubourg finissant sa vie à Lyon en haut d'une tour dans un logis poussiéreux et sentant le chat et dont la physionomie rappelle à ceux qui l'ont connu le poète Fagus ; telle cette Clotilde que Lévy voudrait épouser après ou avant son baptême, et dont le refus envoie ce juif extravagant à la Trappe... du moins pour un temps. Tous ces anxieux, tous ces assoiffés d'une vérité qui leur échappe resteront sans doute bien longtemps dans le *Narthex*, antichambre de la certitude. Ils ont donné à André Billy le sujet d'un ouvrage très captivant qui conquiert le lecteur comme un roman d'aventure : celle de l'union désirée entre le divin et la matière, l'âme et l'esprit et, en dépit des pages de science spéciale et subtile, et des débats théologiques, livre qui reste, avant tout, profondément humain.

***

La Pesée des Ames de M. Georges Duhamel est le quatrième volume récemment paru du *Temps de la recherche*, *lumières sur ma vie*, série de souvenirs qui, plus encore qu'une biographie, est une mise au point de la vérité. Car Duhamel, en ses célèbres romans des *Pasquier* où il conte la vie des différents membres de cette famille, a mis beaucoup de lui-même et de tous les siens. Dans le *Temps de la recherche*, il veut donc que ses si nombreux lecteurs et admirateurs puissent établir la part de réalité qu'il a précédemment « réimaginée » en ses romans, où la fiction est née du vrai. Ce serait une étude toute philosophique, médicale — G. Duhamel est, on le sait, médecin — et psychanaliste d'établir un diagnostic à ce sujet passionnant : l'imagination de la mémoire chez l'écrivain. Mais cela nous entraînerait trop loin et les mystères du souvenir créateur exigeraient de longues pages. Ce quatrième épisode des *Lumières sur ma vie* est une des plus émouvantes parties des mémoires de Duhamel avec le premier tome : *Inventaire de l'abîme*. Cette *Pesée des Ames*, c'est toute la guerre de 1914-1918, le rôle courageux, la part d'utile et intense dévouement que Duhamel y vécut dans les autochirs et toutes les étapes qu'il parcourut avec ces formations chirurgicales jusqu'à la fin de cet immense massacre qui lui inspira ces chefs-d'œuvre de douleur et de fraternité humaine : *La Vie des Martyrs*, *Civilisation*, *Possession du monde*. Et puis, ce sont des précisions sur sa vie « à lui », la naissance de son premier enfant, les brèves permissions où il peut retrouver sa femme, la charmante Blanche Albane, et tout cela écrit, raconté avec une simplicité et une modestie volontaires. Car, ayant eu sa place dans la vaste épreuve, il ne veut pas en croire l'importance plus haute que celles de tous ses frères en abnégation. Ce livre est émouvant et répond à des sensibilités profondes.

GÉRARD D'HOUVILLE.

CINÉMA, CIRQUE, CABARET, DANSE

LA CAGE AUX FILLES, film de Maurice Cloche. — *UNE FAMILLE TOUTE SIMPLE*, film de Irving Brecher. — Le Cirque d'Hiver. — Le Bœuf sur le Toit. — *SEPTUOR*, à l'Opéra.

Les intentions qui ont présidé à la réalisation du film *La Cage aux filles* de M. Maurice Cloche sont sans doute excellentes, mais on ne saurait dire que l'art cinématographique soit, le moins du monde, intéressé quant au résultat. C'est un des ouvrages les plus faux que l'on puisse voir. Pas un mot, pas une image, pas un geste n'y parvient au cœur de qui que ce soit. Le cinéma français est, regrettons-le, par rapport à celui des Anglais et des Italiens, en pleine décadence. Le mois dernier, nous avons dit qu'il appelait le sourire, mais c'était, faut-il l'avouer, non sans indulgence, et pour ne pas demeurer en reste, avec lui, de bonne humeur. Les films qui sortent des studios français ne sont plus que divertissements, encore ne faut-il pas se laisser prendre à ce mot.

Or, *La Cage aux filles* prétendait à beaucoup plus qu'à distraire. Il s'agissait de faire entendre une voix rauque, celle d'une jeunesse perdue, des cris d'amour et de détresse, de couper court à l'ombre et au crime, de voir sécher sur de jeunes visages le sel des larmes, il s'agissait enfin, pour tout dire, de faire œuvre humaine.

Or, la plus affreuse timidité, une bénignité niaise, un manque total de franchise et de hardiesse répondent, seuls, aux exigences de la vie la plus âpre et des cœurs les moins faciles à satisfaire. C'est triste. Tel est le sujet proposé : une jeune fille, malheureuse dans

sa famille, entre une mère faible et un beau-père ivrogne, finit par se laisser entraîner hors des chemins de la vertu. De fil en aiguille, à travers une série de péripéties d'une banalité de feuilleton, elle en arrive à franchir les portes d'une prison pour femmes. Le milieu est atroce, on s'en doute. L'âme peut s'y perdre définitivement. Elle n'y manquerait pas si le film n'avait, heureusement, dans un certain sens, parfaitement évité d'en conférer une à son héroïne. Pourtant, en la personne d'une jeune femme, préposée à la rééducation des détenues, le salut s'offre à celle-là même qui ne cesse depuis son enfance de se croire maudite. Transférée dans une demeure qui pour rester pénitentiaire ne s'en élève pas moins, par surprise, au milieu des champs et des prés, au bord d'une rivière, sous un joli ciel, et où l'atmosphère est celle de quelque pensionnat, la jeune désespérée retrouve son destin intact, et à l'issue de son aventure, en récompense, l'amour d'un brave garçon.

Je ne suis pas du tout hostile à la littérature édifiante, à condition qu'elle édifie vraiment. Or, je ne sais si ce film rendra auprès de l'opinion publique les services qu'en attendent sans doute le pouvoir judiciaire et certaines administrations annexes, mais il n'est pas de doute, — et c'est ce qui est grave — qu'il fera rire (je m'en tiens à cette expression) la jeunesse des faubourgs et des banlieues qui le verra. Ainsi donc, il va à l'encontre de son but qui est de préserver du mal.

Est-il donc impossible au cinéma français de s'exprimer ? Il n'est que de penser à ce que fait l'étranger avec des sujets semblables qui sont, n'en doutons pas, parmi les plus graves d'un siècle où les désastres ne sont pas seulement matériels mais moraux.

Naturellement, je pense au *Sciuscia* des Italiens, mais aussi à tels ou tels films américain, russe et allemand, qui ont évoqué avec de considérables divergences esthétiques, mais avec un commun amour le drame de l'abandon, de la solitude et de la rédemption de l'âme adolescente.

L'étrange est que *La Cage aux filles* soit une erreur de bout en bout, sans pourtant, disons-le, qu'on puisse lui reprocher de ne pas mettre en œuvre les éléments du succès et de la réussite.

De quoi est faite la faiblesse du film ? C'est l'absence de naturel, je crois, qui est surtout intolérable. Il y a un sens de la vie, un pouvoir de perceur de murailles dont est doué quelquefois le

rayon lumineux du cinéma et qui sont ici complètement ignorés. Enfin n'était l'adorable visage de mort de Mlle Danièle Delorme, le plus émouvant qu'il soit possible de voir sur une tête de seize ans, ce film serait bien coupable.

***

Les Américains, avec *Une famille toute simple*, retrouvent la tradition, une des meilleures de leur cinéma, ses comédies un peu folles, mais indulgentes aux êtres et aux choses, qui, dans la bonne humeur, inspirent pour certains aspects de la vie aux U. S. A. une sincère sympathie. Le chef-d'œuvre du genre fut, avant guerre, *La famille Sans-Souci*. C'est toujours la même histoire, mais elle est significative : des bohèmes trouvent le bonheur à ne suivre que leur fantaisie dans une société régie par la plus rigoureuse des étiquettes, celle que règle la puissance de l'argent. Les Américains trahissent, avec ces films, une nostalgie de liberté morale, de vie pure et sans mélange, dont il faut croire qu'ils sont privés. Il y aurait de l'hypocrisie à estimer qu'ils sont les seuls à souffrir de ce mal de l'Eden.

Le monde, de plus en plus, est un mécanisme féroce. Les héros d'*Une famille toute simple* tentent d'y échapper. Le père n'est qu'un modeste ouvrier, mais il connaît le bonheur domestique. Il a une charmante épouse, un fils et une fille aussi charmants l'un que l'autre. Ils habitent, tous, un de ces pavillons, une de ces « maisons blanches » que nous savons être construits dans les villes de province des Etats-Unis, le long de routes ombragées, et un peu à l'écart de l'animation citadine.

Au fond, tout irait pour le mieux, si le héros principal, le père, n'était victime d'un véritable complexe d'infériorité. Il s'estime un raté. Il en a la preuve, à chaque fin de mois, lorsqu'il reçoit sa paie. Il rêve de la fortune, sous ses signes les plus probants : une belle auto et un frigidaire gros comme un coffre-fort. L'ironie du film est là. Le personnage est enfantin et volontairement les cinéastes se sont amusés à greffer sur son âme les sentiments les plus banaux, alors qu'elle leur est infiniment supérieure. C'est un petit procès fait au type Babbitt. Cet homme est heureux et le doit être. Il faudra qu'il échappe à ce modeste et pourtant fondamental tourment : le désir de l'argent. Ce film contient des scènes qui sont exquises, et des plus franches quant au rire qu'elles

déchaînent. Il y a l'invitation à dîner d'un couple ami, la suppression de courant électrique au cours de cette soirée même, par suite d'une note impayée, l'aventure du restaurant où l'addition est vertigineuse, la tirelire du fils que l'on va chercher en toute hâte à la maison, et qu'on ne parvient pas à briser au dernier moment ; il y a les charmantes amours de la fille avec le neveu d'une propriétaire acariâtre ; il y a le week-end au bord de la mer, au cours duquel le héros se décide à demander de l'avancement à son patron, enfin la grande sortie finale sur un mariage forcé qui, au bout du compte, délivre le pauvre homme de son obsession de faire fortune, et lui révèle la parfaite authenticité de son humble vie.

Le dosage de l'humour et de l'émotion, tout au long du film, est parfait, et le ton est aussi simple que le titre. Loin des gangsters et de la bombe atomique, il est en Amérique, décidément, un univers libre et frais. Il est fait de jolies filles autour desquelles volent les mains d'on ne sait quel Botticelli, de garçons à la taille mince, de prairies vertes, de machines silencieuses et damasquinées, de laitage, d'ozone, et d'arbres en vacances, enfin d'idées qui tiennent fortement à l'âme et au corps humain.

***

J'ai beaucoup aimé le dernier spectacle du Cirque d'Hiver. Son rythme en est précipité et même haletant, et le corps y défie l'esprit en combinaisons et en métamorphoses.

Au cirque, de la piste à la coupole, tout est rond et se compose comme une orbe parfaite. A l'intérieur on habite une sorte de planète primitive, à l'époque de la Genèse, lorsque les créatures hésitaient encore sur leur nature, ne savaient pas ce qu'elles étaient, nageaient dans l'air, et volaient à ras de terre, au gré du caprice des dieux.

Le numéro de trapèze des Alizé est fantastique. Pourtant ils ne font rien de plus que ce qu'on a toujours vu faire aux artistes en ce genre de sport. Mais, eux, un confort extraordinaire semble les entourer dans l'espace. Ils y sont chez eux. Toute espèce de danger est écartée, une sorte de complaisance véritablement divine les lie et les délie, les laisse aller, se mouvoir, se métamorphoser, jaillir, et s'endormir dans l'air. On s'étonne lorsque Pierre Alizé quitte son trapèze et se lance dans son double saut

périlleux en vrille, vers les mains tendues de son partenaire, d'une telle familiarité avec le vide. Cet acrobate est dans l'univers de l'aérien ce que sont dans le monde marin, les chercheurs de perles.

Les Bouglione, propriétaires du Cirque d'Hiver, donnent au cours de la soirée beaucoup d'eux-mêmes. Un des fils, debout sur deux chevaux, en mène dix. C'est une cavalcade, un train des équipages qui vont, brides abattues, indemnes de tout attelage, et n'ayant pour seul guide, qu'un enfant. M. Firmin Bouglione, lui, en costume de ville, tient en respect dix tigres royaux. C'est une histoire de la jungle aussi tranquille qu'un exploit de pêcheur à la ligne. Cela nous change des dompteurs à cor et à cri. Celui-ci se promène dans la cage où se tordent d'impuissance furieuse ces bêtes qui mâchent le goût du sang, comme si elle était une volière d'oiseaux de Paradis. C'est du grand art. Les tigres finissent par s'y laisser prendre. Ils passent dans le cercle, sautent, se couchent, et les uns sur les autres, se tiennent en équilibre, à leur corps défendant. C'est un jeu de société, quelque part, dans un coin du Paradis terrestre.

Quant à M. Sampion Bouglione, lui, il se réserve la fameuse cavalerie qui est une des fortunes du Cirque d'Hiver. Ce sont des animaux mythologiques, empanachés comme des danseuses, à la robe d'argent. Ce ne sont pas les chevaux du soleil, mais ceux d'un Apollon de marbre. Le tout jeune belluaire Delhi présente trois éléphants gros comme des mammouths de l'époque quaternaire. Il les mène par le bout de leur nez qui est fort long. Pourtant l'un de ces mastodontes pousse de temps en temps un petit cri de fureur, aigre et aigu, qui ne laisse pas d'être inquiétant. Imperturbable, avec précision et sécheresse, claque le fouet.

Le saut périlleux en automobile de Miss Francony's est, en revanche, un de ces attrape-nigauds, à grand spectacle et fracas, dont je déteste le style. La jeune personne est charmante. Mais son toboggan, son petit tour en l'air, et sa chute dans le filet constituent les éléments d'un exploit, moins dangereux, à beaucoup prendre, qu'une promenade en taxi dans Paris.

Les entrées de clowns de Maiss et Mimile et de Rolph et Zavatta sont fort amusantes, et bien que sacrifiés, parce que vus de trop loin, sur l'estrade même de l'orchestre, les South China stupéfient par leurs contorsions et leur équilibre, la tête en bas,

ceux qui, dans leur fauteuil, n'ont même pas la sensation de posséder des membres, et encore moins le désir d'en user.

***

Au *Bœuf sur le Toit* se manifeste une de ces nostalgies par où l'époque cherche à s'oublier au profit d'une autre jugée plus heureuse. Mais au lieu de revenir à 1900, comme on le fait ailleurs, un peu partout, c'est en 1925 que nous ramènent Marc Dolnitz et sa troupe. C'est que cet âge fut d'or pour le *Bœuf sur le Toit* lui-même. Cette célèbre « boîte de nuit », au lendemain de l'autre guerre, fut le lieu choisi par toute une génération pour décider de ses goûts, de ses modes, de ses mœurs, et de son style. Aujourd'hui le *Bœuf sur le Toit* réveille ses propres fantômes. Entre les intervalles de la danse, au fond du cabaret, le rideau se lève sur une scène minuscule. Le spectacle est agréable, mené bon train, la grâce et l'ironie s'y mêlent. Une dame de Paul Poiret, chapeau cloche, taille aux genoux, robe fourreau, éventails et plumes, chante quelques-uns des airs qui furent le plus en vogue à l'époque où le jazz faisait ses débuts dans le monde. Mais le plus drôle est un sketch joué par Marc Dolnitz lui-même, en travesti. On y voit un couple sorti, semble-t-il, des films muets de l'époque des premiers Charlie Chaplin, des tartes à la crème, et du trémoussement forcené des images. Les deux acteurs exécutent ce pastiche de la façon la plus étourdissante.

L'après-guerre 1945 n'a pas découvert un style nouveau, dans le domaine de la frivolité, ainsi qu'il fut fait, au milieu d'un vacarme extraordinaire de libertés et de douce folie, en 1918. Aussi ne sont-ce, un peu partout, que rétrospectives.

***

Il me reste à parler du nouveau ballet de Serge Lifar à l'Opéra, *Septuor*. Il prouve essentiellement que l'Académie Nationale de Musique peut se permettre tout ce qu'elle veut, qu'elle a les moyens techniques et humains de rivaliser avec n'importe quelle compagnie dansante dans le monde, de s'emparer au besoin de styles chorégraphiques les plus éloignés de la tradition de l'école, et de leur donner tout d'un coup un pouvoir d'expression supérieur à celui-là même qu'ils trouvent ailleurs. D'autre part, Serge Lifar

a confié ce nouveau ballet aux éléments les plus jeunes de la troupe. Et c'est une telle échappée de forces vives, une telle sortie en masse, de fraîcheur et de liberté, sur le plateau de l'Opéra, qu'on en éprouve un sentiment de véritable bonheur. Des danseurs comme Mlle Dynalix déjà célèbre, Mlle Bertagnol, MM. Raoul Bari, Efimoff, les frères Andreani, sont les gloires futures de la maison.

Le décor et les costumes, très beaux, sont de M. Yves Bonnat. La musique est de M. Jean Lutèce. Le livret de M. Francis Blanche. A Serge Lifar revient d'avoir réglé une chorégraphie prodigieusement variée, animée, turbulente et juvénile, et d'avoir transposé l'œuvre entière dans un climat mystérieux de ballade médiévale, de féerie shakespearienne, de conte romantique allemand, qui fait de ce nouveau ballet une aventure du monde de la Poésie.

ROGER LANNES.

A TRAVERS LA PRESSE

LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Ainsi que nous l'avions laissé prévoir lors des premiers tiraillements gouvernementaux, les socialistes, soucieux de ménager leur avenir électoral, se sont décidés à quitter le ministère. Est-ce pour passer dans l'opposition qu'ils renoncent à leurs portefeuilles? M. Léon Blum a déclaré que non dans *Le Populaire* et, selon lui, ce départ ne doit rien changer au problème de la majorité. Deux jours après, M. Robert Verdier, dans le même *Populaire* donnait pour cause à cette décision le refus de couvrir une politique économique et sociale qui, en irritant la classe ouvrière, profiterait au parti communiste. Il s'agirait donc bien de la « cure d'opposition » chère aux partis qui aspirent à se rajeunir. La recette ne date pas d'hier, on le sait. Mais rien n'est neuf, chez les socialistes. La seule façon qu'ils aient de retrouver quelque fraîcheur, c'est de perdre leur foi marxiste. Et, à ce titre-là, M. Blum semble l'un des esprits les plus jeunes du parti.

Dans *Le Monde*, M. Rémy Roure estime que les représentants de la S. F. I. O. n'en sont pas encore à combattre le gouvernement où quelques-uns d'entre eux siégaient encore il y a peu de temps. Ils conserveraient même l'espoir d'y retrouver un jour leurs portefeuilles :

« Mais leur retour ne serait-il pas lié aux autres modifications de le structure ministérielle ? Tout cela est bien chanceux, et l'autorité gouvernementale n'y gagne rien. Et puis les événements vont vite. Qui peut connaître l'avenir ? Une cure de désintoxication ministérielle peut aisément se transformer en une cure d'opposition. Nous pourrions dire aux socialistes qu'il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. La laisser entre-bâillée pour permettre des sorties et des rentrées opportunes n'est pas de bonne politique. Nous ne croyons pas d'ailleurs qu'une rentrée devienne aussi aisée qu'une sortie. Le parti peut se durcir et prendre goût aux votes négatifs. »

Il se peut aussi, ajoute-t-il, que le ministère, entraîné vers une politique nouvelle, soit enclin à chercher une autre majorité. Opération difficile en raison du poids que pèse la masse communiste dans l'Assemblée nationale. Il est douteux que cette opposition d'extrême-gauche corresponde à « une volonté lucide d'une fraction aussi compacte du pays. » D'où la nécessité d'une réforme électorale.

Nous n'en sommes pas encore là. En attendant, M. Georges Bidault a obtenu de M. Henri Queuille que celui-ci succède à M. Jules Moch au ministère de l'Intérieur. C'est le fait saillant du remaniement ministériel. Quant à M. Maurice Petsche, il conserve les Finances où le travail ne lui manquera pas. Car, lorsqu'on en aura fini avec le jeu des dosages et le compte des voix fidèles au gouvernement sous sa nouvelle forme, il faudra en revenir aux questions sérieuses. Avec plusieurs mois de retard, bien entendu.

Sur qui M. Georges Bidault pourra-t-il compter lorsqu'il abordera de telles tâches ? Dans *l'Epoque*, M. Frédéric Vauthier conseille au Président du Conseil de se défier de ses amis. Et tout d'abord des socialistes qui lui ont montré quelle confiance il peut mettre en eux. Les républicains populaires lui restent. Et ceux-là ne mettent aucune hésitation à collaborer.

« Nulle hésitation, mais quelques petites conditions... exprimées discrètement, presque tacitement. D'abord, en ce qui concerne les hommes : tous sont admis, sauf, bien entendu, ceux qui n'ont pas été touchés en temps utile par la grâce. La parabole de l'ouvrier de la onzième heure n'a jamais été goûtée par les travailleurs de la première... Sans doute, attendent-ils la vingt-cinquième pour la méditer. »

De quoi sont faites ces réserves ? M. Vauthier cite, à ce sujet un éditorial de *l'Aube* qui condamne « l'impossible tournant ». Et il ajoute :

« Là encore, il faut s'entendre sur le sens des mots. Mais lorsqu'on a la prétention honorable d'assurer la permanence de l'Etat et qu'on s'en vient buter dans une impasse, se refuser à tourner équivaut à se refuser à avancer.

« De notre chef, nous n'y voyons rien à redire, sauf que ce n'est peut-être pas très logique. Avec des amis comme ça, M. Bidault doit se sentir libre. Et le secrétaire général de son mouvement, qui ironisait récemment sur le parti du sommeil, est en passe de le condamner à être le chef du parti de l'insomnie. »

On peut le craindre devant le résultat du scrutin qui a donné sa majorité au nouveau gouvernement Bidault : 230 voix contre 186. Les socialistes se sont abstenus. Cette décision n'a pas été prise sans un long débat au sein du comité dit des « 46 ». Tout d'abord 15 voix se prononcèrent en faveur du gouvernement tandis que 15 autres réclamaient l'abstention. A la suite d'un nouveau vote, les abstentionnistes se comptèrent au nombre de 16. Du coup le groupe tout entier s'abstint. *L'Aube* commente ainsi le scrutin du comité :

« La raison de cette attitude n'est pas facile à déterminer. M. Schmitt, porte-parole du groupe dans le débat, a paru l'attribuer au fait que le gouvernement s'était décidé à promulguer le matin même au *Journal Officiel* l'arrêté sur la prime de 3.000 francs. Aurait-on préféré que M. Georges Bidault manquât de courage au point d'attendre la fin du débat de politique générale pour publier un texte sur la teneur duquel aucun doute ne pouvait plus subsister?

M. Guy Mollet a laissé entendre de son côté que les socialistes déploraient pour le passé et redoutaient pour l'avenir qu'en refusant à la classe ouvrière les légitimes satisfactions auxquelles elle a droit, on ne fît le jeu du parti communiste.

« Si le grief formulé par le secrétaire général du parti socialiste était fondé pour la politique suivie jusqu'à ce jour, il viserait les S.F.I.O. au même titre que les autres partis qui la pratiquèrent avec eux. Et si ses craintes étaient justifiées pour les prochains mois, cela impliquerait que les socialistes n'abandonneront pas de sitôt la politique de « soutien » à laquelle ils déclarent vouloir revenir... en lui faisant d'entrée de jeu un premier et grave accroc. »

Il s'agit donc d'un soutien conditionnel qui jouera chaque fois qu'il ne sera pas en contradiction avec les préoccupations démagogiques des socialistes. *Le Populaire*, assez embarrassé pour trouver une explication à cette attitude en contradiction avec les prévisons de M. Léon Blum, a recours à l'effet fâcheux produit sur les socialistes par la publication de l'arrêté concernant la prime Ce texte déclare-t-il, était moins

satisfaisant encore que les promesses insuffisantes qui avaient entraîné la démission des ministres socialistes. D'où l'abstention :

« Elle a le sens d'une réaction des représentants de la classe ouvrière devant une politique sociale insuffisamment compréhensive des difficultés des travailleurs. Elle a aussi le sens de l'expectative, les socialistes voulant juger le gouvernement à ses actes. »

Il semble qu'elle ait surtout ce dernier sens dans la mesure où on peut lui en trouver un. Mais M. Bidault, à la recherche d'une majorité de rechange, rencontre de nouvelles difficultés que souligne M. Georges Altschuler, dans *Combat*. L'une résulte de l'intervention de M. Michelet, député de la Corrèze et porte-parole officieux du général de Gaulle.

« L'ancien ministre de la Défense nationale, en tendant la main à M. Georges Bidault, a laissé prévoir un tournant important de la politique « gaulliste ».

« Cette offre se renforce d'ailleurs de l'appel lancé hier par M. Paul Reynaud : « Vous avez le choix, a dit l'ancien président du Conseil, entre l'union nationale et un départ anticipé. »

« Ainsi, tant du côté gaulliste que d'une partie du centre et de la droite, voit-on apparaître la politique « de la main tendue ».

« Tournant, sans doute, plein de dangers pour l'actuel chef du gouvernement auquel ses propres amis, lui faisant un procès d'intentions, reprochent déjà de subir la tentation du glissement vers la droite. »

Si M. Bidault accepte les suffrages R. P. F., ce geste aura pour conséquence, poursuit M. Altschuler, de « faire sortir la S. F. I. O. de sa neutralité ». Neutralité peu bienveillante, à vrai dire.

« A trois semaines de leur Conseil national, les socialistes se garderaient bien d'approuver — voire simplement de faciliter — un tel changement d'orientation politique. Et la S. F. I. O. sortant de sa neutralité, ce serait, cette fois, la chute irrémédiable du gouvernement. »

Ce serait aussi, pour la S. F. I. O., l'occasion de s'octroyer l'importance dont bénéficie tout parti considéré comme juge et arbitre. On admirerait cette brillante tactique parlementaire si elle ne nous coûtait si cher en fin de compte.

Dans *Le Figaro*, M. Louis Gabriel-Robinet commente ainsi l'attitude de la S. F. I. O. :

« En vérité on a l'impression que les socialistes, étrillés comme ils ne l'avaient pas été depuis longtemps par les communistes, au cours de cette séance ont entrevu ce que serait la prochaine campagne électorale avec des adversaires de cette taille. Cette vision, peu rassurante, les a confirmés dans la conviction que, ayant enfin pu quitter le gouvernement, s'ils ne passaient pas carrément dans l'opposition, leur geste aurait été accompli en pure perte. »

« Geste de pure défense exécuté dans le seul intérêt du parti. Cette politique est à vues courtes. Mais les socialistes peuvent-ils en concevoir une autre ? Ils ne cherchent qu'à sauvegarder le semblant d'autorité qui leur reste auprès de leurs électeurs. Reste à savoir s'ils y parviendront. »

DU COTÉ DE CHEZ TITO

Où va la Yougoslavie ? Pour répondre à cette question, M. Albert Palle s'est entretenu avec Mosha Pijade, qui passe pour l'éminence grise du Maréchal Tito. Il rend compte de cette conversation dans *La Tribune de Genève*.

Vice-Président du Praesidium, un des organes de gouvernement de la Yougoslavie, Mosha Pijade parle quatorze langues. Il a occupé les loisirs que lui laissèrent jadis les années passées dans les prisons de l'ancienne Yougoslavie à traduire en serbe les œuvres de Karl Marx. A l'entendre, on prend connaissance des griefs du parti communiste yougoslave contre Moscou. Les accords anglo-soviétiques de 1944 constituaient, explique-t-il, un acte de défiance à l'égard des communistes yougoslaves. Staline y marquait sa préférence pour un partage d'influence russo-britannique en Yougoslavie. L'accord qu'il imposait entre Tito et le gouvernement royal émigré montrait qu'il ne voulait pas laisser la totalité du pouvoir entre les mains d'un parti communiste qui échappait en partie au contrôle de Moscou.

« Et cependant, dès cette époque, les communistes s'estimaient en mesure de prendre et de tenir le pouvoir. A la différence des partis communistes des autres pays de l'Europe centrale, ils avaient réussi, avant l'entrée de l'armée rouge, à s'imposer militairement à une grande partie du pays. Ils avaient créé, dès 1941, une armée populaire qui se battit souvent avec succès contre les Allemands, quand les autres P. C. en étaient encore à la résistance civile. Dans les régions qu'ils contrôlaient, ils avaient constitué des organes d'administration et de gouvernement communistes, en achevant de liquider les éléments d'opposition que les Allemands et les fascistes avaient déjà décimés. Ainsi, non seulement le P. C. yougoslave ne devait pas tout à l'U. R. S. S., mais il estimait avoir été freiné dans sa marche en avant par la politique soviétique. Dès avant la fin de la guerre des germes d'indépendance et de rancune y étaient semés. »

Lors de la création du Kominform, le siège en fut fixé à Belgrade, justification apparente de la position « activiste » du communisme yougoslave. Les grandes grèves en Italie et en France, la mainmise sur la Tchécoslovaquie devaient suivre. Mais, après ces premiers succès, la poussée soviétique s'arrêtait en Europe. Moscou voulait imposer à la Yougoslavie une sujétion militaire et économique. Tito passa outre et fut condamné par le Kominform.

« Les paupières fermées comme s'il ne pouvait pas supporter l'image d'une telle trahison, Mosha Pijade murmure : « Et ils appellent ça du socialisme, alors que c'est pur chauvinisme russe. » Il est de ces hommes, qui, ayant forgé de leurs propres mains l'Etat le plus communiste d'Europe, dénoncent la trahison de l'U. R. S. S. comme le commencement de la fin du socialisme dans le monde, si les partis communistes ne se ressaisissent pas à l'exemple de la Yougoslavie. »

Cette consultation recueillie auprès d'un doctrinaire est intéressante. Elle montre le « titisme » sous son véritable aspect : celui du communisme intégral. Les communistes yougoslaves ne pardonnent pas à Staline d'avoir composé avec les démocraties. Ils restent, eux, dans le droit fil du marxisme ; avis à ceux qui croiraient voir en de tels partisans des alliés futurs de l'Occident contre Moscou.

MENUS-PROPOS

FÉVRIER A PARIS

Que de choses, que d'événements, en bien peu de temps, peuvent naître, surgir, passer, disparaître à Paris, dans Paris, sans en modifier profondément ni son aspect, ni son rythme !

Après un hiver exceptionnellement doux, un certain matin l'on constate avec surprise que le thermomètre est bien au-dessous de zéro ; cela n'empêchera ni la Parisienne d'être aussi séduisante, ni les couturiers et les modistes de présenter à une clientèle avide de nouveautés, les collections printanières. Et les grands magasins, après avoir offert à leurs acheteurs des kilomètres de toile, des centaines de serviettes, des piles de mouchoirs, de remplacer toutes ces blancheurs par de la ganterie de fantaisie, des savonnettes odorantes et d'innombrables sortes d'eaux de Cologne aux fines senteurs.

Ainsi va la vie de Paris pleine de traditions : le manque de gouvernement n'empêche pas le contribuable d'aller bien honnêtement verser d'avance un tiers de ses futurs impôts, pas plus que les grèves-surprise n'ont empêché le travailleur de se rendre à son poste malgré un trafic réduit, les halles d'être approvisionnées, pas plus que la cuisine parisienne n'a perdu sa renommée à cause d'un gaz faible et restreint. Et le manque d'électricité ne nous empêchera pas de confier aux lecteurs de *La Revue* notre attachement et notre amour pour la Ville-Lumière puisque ce soir nous le faisons à la clarté vacillante d'une bougie.

***

Les samedi 4 et dimanche 5 février tous ceux qui aiment la gente ailée s'empressèrent d'aller visiter au 13 de la rue de Lancry une *Exposition d'oiseaux* organisée sous le haut patronage de S. A. le Prince Murat, président de la *Ligue française pour la protection des oiseaux*, et de M. Linet, directeur du *Journal des Oiseaux*.

Evidemment, tous ces ravissants exposés n'étaient, hélas ! en réalité que de pauvres prisonniers, mais ils semblaient n'en point trop souffrir ; et les visiteurs avaient de tels sujets d'admiration, que la pitié devant un manque certain de liberté avait à peine le temps d'effleurer leur esprit. Quelle agréable réception vous était réservée ! Les pépiements s'entremêlaient aux gazouillis, les roucoulades servaient de basse aux chants légers et aux sifflements joyeux. Mais l'ouïe n'était pas seule comblée en cette fête ; le regard eut aussi sa large part, car en cette réunion les plumages rivalisèrent avec les ramages.

Quel fut le plus admiré ? Etait-ce ce magnifique *cacatoès* bleu et jaune d'or, qui, lui, par exception, était en liberté, ou ce *perroquet nain*, youyou du Sénégal, à la tête grise, au corps vert véronèse et cadmium clair, ou bien encore cet autre *Petit*

cacatoès d'une blancheur immaculée ? Nous avons vu aussi des *Perruches ondulées* d'un tendre bleu pâle, tandis qu'à côté des *Perruches inséparables de Fischer*, venant du haut plateau du Tanganyika, étaient habillées tout de rouge et de vert vifs. Et tous ces *Merles métalliques* de l'Afrique tropicale nous semblèrent revêtus de vrai métal en fusion.

Le coin des canaris obtint bien des suffrages, depuis ce *Canari chanteur*, premier prix de chant simili rossignol, jusqu'au *Canari bossu*, type frisé de Suisse, jaune et gris, ou au *Canari bossu*, type de Hollande du nord, tout blanc avec seulement quelques petites plumes grises sur le haut de la tête. Et c'est toujours avec attendrissement que l'on contemple un bengali ; il nous apparaît semblable à un objet précieux et fragile tant sa forme est parfaite et sa taille petite. Ceux que nous avons admiré : *Bengalis bec d'argent*, *Bengalis bec de corail*, *Bengalis cou coupé* étaient vraiment jolis.

Et quel doux moment n'avons-nous pas passé dans le coin réservé aux colombes ! Nous avions là pour compagnes la *Colombe poignardée* au cou saignant, la *Colombe plumifère d'Australie* avec sa gracieuse huppe sur la tête, la *Colombe lumachelle d'Australie*, d'un gris moucheté sans attrait lorsqu'elle est au repos, mais qui se change en or rouge magnifique dès qu'elle se meut. Et pourquoi ne pas dire qu'il y avait foule autour de « Rama », *Chatterming Lory* d'une espèce fort rare des îles Laquedives, chanteur très distingué, grand mangeur de bananes, au plumage vert bronze et rouge ; il appartenait à la princesse Nina, et c'était le cadeau de Son Altesse le Maharadjah de Mysore. Une partie de l'exposition attira notre attention tant elle était silencieuse. Elle n'était garnie, hélas ! que de dépouilles : c'était la partie réservée aux oiseaux empaillés ; mais là aussi on pouvait trouver matière à contemplation. Et puis à côté n'y avait-il pas tous les beaux oiseaux en bois sculpté avec amour et avec art par M. G. Douis ?

Cette démonstration ornithologique fut très intéressante en soi. Nous souhaitons vivement que, de temps à autre, elle se renouvelle. Et si elle pouvait se faire avec le concours de fleuristes ou d'horticulteurs, la réussite se changerait alors en un succès sans précédent. Les durs barreaux des cages de ceux que nous aimons seraient dissimulés aussi bien par des palmes altières que par des friselis de tamaris. Rien ne nous semble trop beau, aucun décor trop harmonieux pour ceux qui ne sont que grâce, légèreté et joie.

IL Y A CENT ANS

Il y a eu tout récemment à Paris une affaire bien inattendue, dite des arbres de la Liberté. Il y avait un certain nombre de ces arbres qui gênaient la circulation, d'autres qui étaient morts. C'était une pure question de voirie. Mais avec un peu de temps, de l'imagination, et quelques préparations révolutionnaires, la question de voirie a failli devenir une question de politique. L'Assemblée législative a paru s'émouvoir de cette agitation. Evidemment, disent les chroniqueurs, les arbres de la Liberté sont des arbres malheureux, qui n'inspirent aucune idée de calme et de repos : plantés dans des jours d'orage, sont-ils destinés à n'être arrachés également que dans des jours d'orage ? L'Assemblée a eu l'impression que plus que jamais s'imposait la nécessité d'une majorité raisonnable. Cet esprit d'union s'est surtout montré dans deux lois discutées pendant cette quinzaine, la loi sur l'enseignement et la loi sur les biens de la famille d'Orléans.

***

M. de Lamartine, qui a opté pour représenter le département du Loiret à l'Assemblée, a été reçu par M. le Président de la République. Cette entrevue a donné lieu à de nombreux

commentaires. On a cru deviner aisément ce que M. de Lamartine, ancien chef de la République, a pu dire au nouveau Président ; mais on s'est demandé avec curiosité ce que M. le Président avait pu dire à M. de Lamartine. Il semble que cette rencontre n'ait aucune signification politique et qu'elle ait été toute protocolaire.

***

M. Horace Vernet vient de faire un séjour à Rome. Il se propose de peindre divers épisodes du Siège. Il aurait voulu se procurer, afin de les utiliser comme modèles, les uniformes les plus éclatants portés par les assiégés. Il a eu beaucoup de mal à les découvrir malgré les recherches et les requêtes qu'il avait multipliées. Finalement, c'est un fripier qui lui a été le plus utile en lui cédant les uniformes qui lui avaient été récemment vendus.

***

Un décret du ministre de l'Instruction publique vient de décider que les membres de l'Ecole française d'Athènes, dont Paris aime à encourager les travaux, seraient tenus, comme leurs camarades de Rome, de donner une idée de leur activité : tous les ans ils enverront des mémoires sur les découvertes qu'ils auraient faites.

***

Paris ne possédait pas, comme la plupart des capitales étrangères, une grande société musicale. Cette lacune vient d'être comblée. Sous la présidence illustre de M. Berlioz, une société vient de se former et elle rassemble tous les musiciens et tous les amis de la musique.

***

M. Alfred de Musset vient de publier le recueil de ses poésies écrites pendant ces dix dernières années. Dans un sonnet qui termine le recueil, M. de Musset se plaint vivement du siècle, il se demande à quoi tient ce mauvais moment et il écrit : « La politique, hélas ! voilà notre misère, mes meilleurs ennemis me conseillent d'en faire, être rouge ce soir, blanc demain, ma foi non ! »

Je veux quand on m'a lu qu'on puisse [me relire.
Si deux noms par hasard s'embrouil- [lent sur ma lyre
Ce ne sera jamais que Ninette ou [Ninon.

Là-dessus M. de Musset reçoit les meilleurs conseils. Les uns trouvent qu'Ariel est bien excusable de s'enfuir devant l'affreux Caliban révolutionnaire. Mais d'autres regrettent qu'un talent aussi fin que celui de M. de Musset, où l'on retrouve la franche inspiration de Mathurin Régnier, ne persifle pas d'une manière étincelante les folies de notre temps.

N'est-ce pas M. Alfred de Musset qui a écrit : le mal des gens d'esprit est leur indifférence ?

***

Le niveau de la Seine a beaucoup monté depuis quelque temps. Du côté de Charenton, de Bercy et du quartier de la Gare comme du côté d'Auteuil, il y a de véritables inondations.

En diverses régions on signale que la fonte des neiges a amené la crue brusque des fleuves et des rivières : c'est le cas à Liége et sur les rives de la Meuse.

LES LIVRES

LES POEMES HOMERIQUES ET L'HISTOIRE GRECQUE. II. L'ILIADE, L'ODYSSEE ET LES RIVALITES COLONIALES, par M. Emile Mireaux, de l'Institut ; 1 vol. petit in-8°. Albin Michel.

Poursuivant ses travaux sur les Poèmes homériques et l'Histoire grecque, M. Emile Mireaux montre comment l'Iliade et l'Odyssée dérivent de deux vieux poèmes, le Courroux d'Achille et le Retour d'Ulysse, et comment, née avec l'histoire grecque, la poésie homérique, jusqu'à son achèvement à Athènes au VI^e^ siècle, est restée étroitement solidaire de cette histoire. Pour souligner les rapports entre l'épopée poétique et la réalité, l'auteur évoque le monde hellénique profondément divisé par des rivalités entre les cités et aussi par des révolutions internes. Deux camps se partagent les îles et les rivages de la mer Egée. D'une part, celui de Milet, momentanément associé aux ambitions de la monarchie lydienne, étayée à l'ouest par Erétrie, Egine et Corcyre, qui a rompu avec Corinthe. De l'autre, un groupe composé de Mitylène, Colophon, Chalcis, Corinthe et les cités de l'isthme. Ces deux coalitions s'affrontent tout au long des deux grandes routes maritimes et coloniales, dont l'une conduit vers le Pont-Euxin par l'Hellespont, — son entrée est gardée par Troie devenue depuis un demi-siècle une colonie de Mitylène, — et dont l'autre, commandée par les îles ioniennes, conduit vers les terres de l'ouest. Au même moment, Sicyone, Corinthe et Mégare sont bouleversées par des mouvements populaires qui détrônent les aristocraties régnantes et installent des tyrannies. L'écho de ce tumulte perce à travers maints passages des œuvres homériques. Ces rapprochements entre l'Iliade et l'Odyssée, d'une part, et l'histoire, de l'autre, sont mis en lumière avec pénétration et art par M. Emile Mireaux. Et ces pages substantielles, riches d'aperçus originaux, redonnent aux deux chefs-d'œuvre millénaires un attrait nouveau.

GUYNEMER, par René Chambe, un album illustré en couleurs par Géo Ham. Ed. Marcus.

Dans la collection « Cœurs de France », le général Chambe publie un bel et émouvant album sur Guynemer. Destiné à la jeunesse, cet album par sa présentation comme par son texte mérite de retenir l'attention de tous. Il est, en effet, illustré d'aquarelles de Géo Ham dont l'exactitude des détails est remarquable. Ces belles planches aux coloris variés, habillant le texte ou l'ornant en pleine page, évoquent les départs matinaux, les victoires aériennes, les retours glorieux du jeune aviateur de la classe 1914. On y voit le Morane de son premier combat, puis le Nieuport monoplace avec lequel il affronte Fokkers et Aviatiks, tandis que les Tangos de Richtofen et les Damiers de Goering pourchassent en vain ce redoutable adversaire. Puis, c'est un Spad au flanc duquel Guynemer a fait peindre la cigogne et le nom fatidique : Vieux Charles. Ce Vieux Charles tout neuf l'emporte vers de nouveaux combats. Nommé capitaine le 18 février 1917, puis chef d'escadrille à 22 ans, Guynemer venge son ami Dorme, le grand Dorme, tombé en combat aérien au lendemain de sa 23^e^ victoire. Peu après, il reçoit la rosette de la Légion d'honneur avec la citation suivante : « A accompli, le 25 mai 1917, un de ses plus brillants exploits en abattant, en une seule minute, deux avions ennemis et en remportant dans la même journée deux nouvelles victoires. Par tous ses exploits, contribue à exalter le courage et l'enthousiasme de ceux qui, des tranchées, sont les témoins de ses triomphes. 45 avions abattus, vingt citations, deux blessures. » Et puis c'est la plaine désolée et boueuse des Flandres que, le 11 septembre 1917, il a, une dernière fois, survolée, mais dont, « tombé en plein ciel de gloire », il n'est pas revenu. Cette épopée de deux ans et deux mois, qui va de la première victoire aérienne de Guynemer à son dernier envol, est évoquée par le général Chambe avec autant de talent que d'émotion.

LA PENSEE DE SAINT THOMAS D'AQUIN, par L. Jugnet ; 1 vol. in-8°. Ed. Bordas.

Ce volume représente le fruit de vingt années d'étude. Son auteur, M. L. Jugnet, professeur agrégé de philosophie, s'est proposé de mettre en lumière l'armature de la pensée thomiste non d'un point de vue principalement historique, mais surtout sous l'angle spéculatif. Il nous montre les réponses que la doctrine de saint Thomas peut offrir aux grandes questions qui se posent à l'heure actuelle. Foi et raison, valeur et nature de la connaissance, la matière, la vie, l'esprit, l'être, la conduite humaine, tels sont les titres des chapitres étudiés par M. L. Jugnet. Son ouvrage se termine par trois appendices sur la logique scolastique, l'école thomiste à travers les âges, et l'Eglise et le thomisme. Un tel ouvrage est bien fait pour prouver une fois de plus que le Moyen âge n'a pas été, comme on l'a cru longtemps, une période de stérilité intellectuelle.

TABLE

JANVIER-FÉVRIER 1950

1er JANVIER

SOUVENIRS (MAI-JUIN 1940), par WEYGAND, *de l'Académie française*..... 3

LES POINTS VITAUX DU MONDE ET LE POTENTIEL DE GUERRE, par ANDRÉ SIEGFRIED, *de l'Académie française* 47

LES DERNIERS JOURS DU VIEUX MAROC. — II, par JÉROME ET JEAN THARAUD, *de l'Académie française* 68

CINQ FILLES ET UN FUSIL. — *Deuxième partie*, par JEAN ORIEUX 90

LES FORÊTS DE L'ILE-DE-FRANCE, par PIERRE BERNUS 117

DE LA NON CONTAGIOSITÉ DE LA TUBERCULOSE, par AUGUSTE LUMIÈRE. 141

SOUVENIRS SUR RICHARD STRAUSS, par GUSTAVE SAMAZEUILH 152

REVUE SCIENTIFIQUE. — RADIO CÉLESTE, par RENÉ SUDRE 163

REVUE DRAMATIQUE. — HÉLOÏSE ET ABÉLARD. — NUITS DES HOMMES, par ROBERT BOURGET-PAILLERON 170

A TRAVERS LA PRESSE 180

MENUS PROPOS. — IL Y A CENT ANS 183

15 JANVIER

LETTRES DE SALSETTE. — I, par JULES ROMAINS, *de l'Académie française*. 193

SOUVENIRS (1940-1942). — MISSION EN AFRIQUE, par WEYGAND, *de l'Académie française* 211

CINQ FILLES ET UN FUSIL. — *Troisième partie*, par JEAN ORIEUX 251

JACQUES D'UZÈS AU CONGO (1892-1893), par le duc de BRISSAC 286

NOTIONS ACTUELLES SUR LA CONTAGION DE LA TUBERCULOSE, par le docteur CHARLES LEJARD 308

LE MAROC, CET OCCIDENT DE L'ORIENT, par EDOUARD LAVERGNE.. 318

CHARLES DULLIN, par JEAN-LOUIS BARRAULT 338

LES LIVRES D'HISTOIRE. — « SAINT-LOUIS », par LOUIS MADELIN, *de l'Académie française* 344

LECTURES ROMANESQUES, par GÉRARD D'HOUVILLE 354

Cinéma, danse, cirque, par ROGER LANNES 361
Ou en est le sport hippique, par HENRY THÉTARD 367
A travers la presse 373
Propos de la quinzaine. — Il y a cent ans 377

1er FÉVRIER

La Bataille des nations (aout-novembre 1813). — I. Dresde, par LOUIS MADELIN, *de l'Académie française* 385
Un précieux document d'histoire diplomatique, par GABRIEL LOUIS JARAY 414
Un dialogue, CECIL RHODES - GABRIEL HANOTAUX 417
Lettres de Salsette.— II. par JULES ROMAINS, *de l'Académie française.* 423
L'Union française devant l'O. N. U., par P.-O. LAPIE 443
Cinq filles et un fusil. — *Quatrième partie*, par JEAN ORIEUX 457
Albert Besnard, par ANDRÉ SIEGFRIED, *de l'Académie française* ... 489
Du nouveau sur Louis XVII. — I, par LOUIS HASTIER 495
Sur le chemin de la dissidence, par ROBERT ARON 513
Littératures étrangères.— Miguel de Unamuno et le « Quichottisme », par MARCEL BRION 529
La conférence européenne de la culture, par ROBERT DE TRAZ ... 538
Revue scientifique. — A l'académie des sciences, par RENÉ SUDRE. 543
Revue dramatique. — L'Homme de cendres. — Les Justes, par ROBERT BOURGET-PAILLERON 550
Les Disques. — Panorama d'un semestre, par JEAN HAMON 557
A travers la presse 565
Propos de la quinzaine. — Il y a cent ans 569

15 FÉVRIER

La vie politique en France de 1900 a 1950, par EDOUARD BONNEFOUS. 577
La Bataille des nations (aout-novembre 1813). — II. Les premières journées de Leipzig, par LOUIS MADELIN, *de l'Académie française.* 601
Lettres de Salsette.— III, par JULES ROMAINS, *de l'Académie française.* 622
Commerce et histoire, par JACQUES LACOUR-GAYET, *de l'Institut.* 639
Pierre Loti. — Fragments de mémoires, par HENRY BORDEAUX, *de l'Académie française* 652
Cinq filles et un fusil. — *Dernière partie*, par JEAN ORIEUX 667
Données nouvelles sur l'évolution du monde vivant, par le docteur MAURICE VERNET 704
Du nouveau sur Louis XVII. — II, par LOUIS HASTIER 714
Italie retrouvée. — Sicile. — I, par JEAN-LOUIS VAUDOYER, *de l'Académie française* 728
Lectures romanesques, par GÉRARD D'HOUVILLE 744
Cinéma, danse, cirque, par ROGER LANNES 751
A travers la presse 758
Propos de la quinzaine. — Il y a cent ans 762

Imprimé en France. — Imprimerie E. Pigelet, 189-191, boulevard Voltaire, Paris (XIe)
Dépôt légal n° 345 — 1e trimestre 1950. — Editeur n° 1
Le Rédacteur en chef gérant : L.-J Arrigon.

92, Rue Bonaparte — DUNOD — PARIS-VI[e]

— ÉDITEUR —

COLLECTION « LES CONSTRUCTEURS »

THOMAS D'AQUIN

par St M. GILLET

Archevêque de Nicée

Ex-Maître Général des Dominicains

VIII. 284 pages 12×18. 1950. Broché : 360 Francs.

ROOSEVELT
par F. ROZ
228 pages, 12×18. 1949. Broché 280 Frs.

★

NAPOLÉON
par L. MADELIN
450 pages. 12×18. 1947. Broché. 240 Frs.

★

TALLEYRAND
par Comte de SAINT-AULAIRE
438 pages, 12×18. 1947. Broché. 240 Frs.

RICHELIEU
par Comte de SAINT-AULAIRE
312 pages, 12×18. 1947. Broché 240 Frs.

★

LA MONARCHIE FRANÇAISE
par Ch. BENOIST
2 vol. ens. 593 p. 12×18, 1935. Br. 280 Frs.

★

WASHINGTON
par F. ROZ
282 pages, 12×18. 1933. Broché 210 Frs.

Il n'est pas de plus grande responsabilité
que de documenter les porteurs de valeurs mobilières.
Si vous lisez chaque semaine

L'OPINION

Économique et Financière

Le Journal le mieux informé de la Bourse

Vous y trouverez des avis précis.

L'OPINION n'est pas infaillible, mais son équipe de journalistes spécialisés fait de son mieux et réussit souvent parce qu'elle est animée de la plus haute conscience professionnelle.

Editoriaux de Ch. RIST, de l'Institut ; A. SIEGFRIED, de l'Académie Française ; L. BAUDIN et J. PERCEROU ; F. TREVOUX, H. HORNBOSTEL, P VIGREUX, Professeurs de Facultés de Droit J. de RINCQUESEN, ancien inspecteur général des Finances ; A. THIERS, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat ; P. BRESSON, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, H. BUFFANDEAU, etc...

Enquêtes sur la situation de l'Industrie et du Commerce.

Trois revues complètes :

I. **Bourse de Paris** : Parquet et Courtiers (avec de nombreuses appréciations sur les valeurs).

II. Les titres qui se négocient **hors-cote.**

III. Les actions qui sont cotées seulement dans les **Bourses régionales** ;

Une étude critique pour **chaque augmentation de capital** ;

Des indications sur certaines valeurs **susceptibles de hausse** ;

Des renseignements périodiques sur les **Emprunts étrangers en souffrance** ;

Une cote complète des Bourses de Paris et de Province

L'OPINION

L'Hebdomadaire le plus précis de la Presse financière

Ne se vend pas au numéro

Abonnement : un an : 600 francs ; 6 mois, 350. **Essai un mois : 50 francs.**

Viennent de paraître : Edition Illustrée.

ROUBAIX-TOURCOING, 128 pages abondamment illustrées. Franco : **400 francs.**

FRANCHE-COMTÉ, 168 pages. Franco : **475 francs.**

LILLE ET LA FLANDRE, 148 pages. Franco : **475 francs.**

1, rue Saint-Georges, PARIS (9[e]). C. P. PARIS 5.110-71.

VIENT DE PARAITRE

GÉNÉRAL WEYGAND

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

LE GÉNÉRAL FRÈRE

Un Chef — Un Héros — Un Martyr

Un volume : 350 francs.

Collection "L'HISTOIRE"

ÉMILE DARD

DE L'INSTITUT

LA CHUTE DE LA ROYAUTÉ

Un volume : 350 francs.

Collection "LES GRANDES BIOGRAPHIES"

JULES BERTAUT

LA DUCHESSE D'ABRANTÈS

Un volume : 450 francs.

ANDRÉ BILLY

DE L'ACADÉMIE GONCOURT

LE NARTHEX

Roman

Un volume : 340 francs.

DANIELLE ROLAND

L'ANGE AUX CRAPAUDS

Roman

Un volume : 325 francs.

JOSEPH-SÉBASTIEN PONS

CONCERT D'ÉTE

Un volume : 300 francs.

FLAMMARION

On peut s'abonner à

LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

chez tous les libraires, en particulier chez :

DÉPARTEMENTS ET UNION FRANÇAISE

Agen : Ferran, Gros ; **Aix** : de Bacquencourt, Goulard ; **Alger** : La Maison des Livres ; **Amiens** : Brandicourt, Léveillard ; **Angers** : Mira ; **Auxerre** : Bonnet ; **Avignon** : Chabal ; **Béziers** : Clareton, Canac, Ferlus ; **Bordeaux** : Féret, Mollat ; **Boulogne-sur-Mer** : Chiraux, Deligny ; **Bourges** : Auxenfans, Desquand ; **Brest** : Derrien, Gaborit ; **Caen** : Bigot, Marigny et Joly ; **Cahors** : Francès ; **Calais** : Denquin et Cie ; **Cannes** : Delannoy, Perrier ; **Carcassonne** : Cros-Vitalis, Gally ; **Casablanca** : Farairre ; **Chalon-sur-Saône** : Vve Rigollot ; **Chambéry** : Dardel ; **Chartres** : Lester, Rigal ; **Cherbourg** : Lanièce ; **Clermont-Ferrand** : Delaunay, Sarrassat, Larène, Martel ; **Coutances** : Lecerf ; **Dakar** : Moreau ; **Dieppe** : Dumortier et Vial ; **Dijon** : Damidot, L. Venot ; **Epinal** : Homeyer ; **Grenoble** : Arthaud, Didier et Richard ; **La Rochelle** : Pijollet, Samson ; **Laval** : Béhier, Gautron ; **Le Havre** : Dombre ; **Le Mans** : Graffin, Vadé ; **Lille** : Douriez, Giard, Tallandier ; **Limoges** : Ducourtieux, Duverger ; **Lyon** : Barthélemy, Demortière, Flammarion, J. Desvignes, Linsolas, Masson, Viricel et Vacher, Lardanchet ; **Marseille** : Ferran, Fuéri, Flammarion, Lacoustène, Maupetit ; **Metz** : Even, Hocquard ; **Montpellier** : Coulet, Dubois et Poulain, Julia ; **Mulhouse** : Barbe, Bisey, Pflieger ; **Nancy** : Berger, Didier, Dory ; **Nantes** : Beaufreton, Coiffard ; **Nice** : Barnoin frères, Verdollin ; **Nîmes** : Bertrand et Bourdy, Boniol-Béchard ; **Oran** : Manhès, Touboul ; **Orléans** : Loddé, Luzeray, Proutière-Huguet ; **Pau** : Dupont et Bordenave, Grenier ; **Perpignan** : Brun, Morat ; **Poitiers** : Bégnard, Labouygue ; **Rabat** : Céré ; **Reims** : Michaud ; **Rennes** : Behon, Larcher, Plihon ; **Roanne** : Lauxerois ; **Roubaix** : Bonnehon ; **Rouen** : Lepouzé, Lestringant, Van Moé ; **Saïgon** : Portail ; **Saint-Denis (Réunion)** : Librairie de la Réunion ; **Saint-Etienne** : Dubouchet, Font, Plaine, Vernay ; **Saint-Quentin** : Nougarède et Lestrat ; **Strasbourg** : Berger-Levrault, La Mésange ; **Tananarive** : Librairie de Madagascar ; **Toulon** : Guillemin, Rebufa, Montbarbon, Trinchero ; **Toulouse** : Didier, Labadie, Privat, Richard, Sistac ; **Tours** : Debien. Maillocheau, Tridon ; **Tunis** : Librairie « Jehanne d'Arc », Namura, Saliba ; **Valence-sur-Rhône** : Rey ; **Versailles** : Vasseur, Némitz ; **Vichy** : Les Beaux Livres.

ÉTRANGER

Amsterdam : Scheltema et Holkema's ; **Ankara** : Librairie Hachette ; **Athènes** : Kauffmann ; **Bruxelles** : A. M. P., Editions universelles, Massardo, Office de Publicité ; **Bologne** : Zanichelli ; **Cap Haïtien** : L. Ed. Magny, Agent général pour Haïti ; **Genève** : Naville, Agent général pour la Suisse ; **Istanbul** : Librairie Hachette ; **Lausanne** : Payot, Rouge ; **Le Caire** : James Cattan, Agent général pour l'Egypte, Librairie du Papyrus ; **Liège** : Henry ; **Lima** : Brignoni-Picasso ; **Montréal** : Pony, Agence littéraire Atlantique ; **Oxford** : B. H. Blackewell ; **Padoue** : Gianotti ; **Québec** : Abonnements pour tous ; **Rio-de-Janeiro** : R. F. Besnard ; **Rome** : Bocca, Signorelli, Agence du livre français ; **Sao Paulo** : R. F. Besnard ; **Turin** : Lattès) ; **Utrecht** : Van Rossum

Imprimé en France — Imprimerie E. Pigelet, 189-191, bd Voltaire, Paris (XIe)
Dépôt légal n° 345 - 1er trimestre 1950 - Éditeur n° 1

Le Rédacteur en chef gérant : L.-J. Arrigon